

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS!

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

ORGANE DU COMITÉ EXÉCUTIF DE
L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PARAÎT SIMULTANÉMENT EN RUSSE, EN FRANÇAIS, EN ALLEMAND ET EN ANGLAIS

N^o 4
A O Û T 1919

BUREAUX
PÉTROGRAD, SMOLNY, 32-33
Tél. 161-20.

RÉDACTION:
PÉTROGRAD, SMOLNY,
CABINET DE G. ZINOVIEV

DEUX DATES

21 Juillet — 1-er Août

Dans l'appel de l'Internationale communiste publié le 25 juillet, nous avons proclamé ce qui suit :

„La grève du 21 juillet est étouffée. Les social-traitres ont ajouté une trahison de plus à la liste des crimes abominables qu'ils ont commis envers la classe ouvrière de tous les pays dès l'année 1914... La grève a échoué, tout au moins dans certains pays où elle était imminente, et le premier résultat en est que les impérialistes préparent une nouvelle attaque contre l'héroïque république soviétiste de Hongrie... Si les héros prolétariens hongrois qui ont libéré leur pays du joug des capitalistes succombent sous les coups des hordes blanches la responsabilité en retombera, en premier lieu sur les social-traitres français qui ont fait échouer la grève du 21 juillet“.

He las, nos prédictions n'ont pas été longues à se réaliser.

La grève politique internationale a été étouffée le 21 juillet — le 1-er août les armées contre-révolutionnaires roumaines, alliées aux généraux français et italiens et aux social-traitres hongrois, ont jeté à bas le pouvoir soviétiste en Hongrie. Telle est la relation indissoluble de ces deux dates.

Comment l'idée d'une grève politique internationale a-t-elle pris naissance et de quelle façon les social-traitres ont-ils réussi à la faire échouer ?

Cette question doit être examinée à fond.

Le projet de cette grève internationale, marquée pour le 21 juillet, ne venait pas directement de l'Internationale Communiste. L'Internationale Communiste s'est même abstenue de tout appel à l'occasion de cette grève, préférant attendre les événements. La grève politique internationale a été décidée pour le 21 juillet par toute une série d'organisations et de groupes appartenant à la II-e Internationale. Beaucoup de membres de la Confédération du Travail française — des social-conciliateurs de pure essence—avaient pris part à l'organisation de cette grève.

Comment ceci s'explique-t-il ?

Il est clair que l'idée même de cette grève politique internationale, projetée sous la devise de la non-intervention des impérialistes dans les affaires

des républiques soviétistes russe et hongroise, a été tirée de l'arsenal de la III-e Internationale.

La II-me Internationale même au temps de sa plus belle floraison n'avait jamais songé à de telles manifestations. Le seul précédent d'une démonstration pratique d'envergure internationale était, du temps de la II-e Internationale, la fête du 1-er mai, mais en principe seulement car en réalité nous avons vu tout le contraire de ce qui était projeté. La fête du 1-er mai ces dernières années surtout à l'époque de la décadence a dégénéré en une parodie vide de sens ne provoquant aucun enthousiasme chez l'ouvrier, n'effrayant nullement la bourgeoisie et laissant les masses ouvrières complètement indifférentes.

Comment donc expliquer en ce cas que la plupart des membres de la II-e Internationale aient mis à l'ordre du jour la question de la grève politique internationale ?

Une telle attitude, s'explique à notre avis par le simple fait que l'idée d'une telle démonstration prolétarienne est en suspens dans l'air ambiant. Un esprit de protestation de jour en jour plus profond mûrit dans les masses ouvrières des principaux pays capitalistes contre les gouvernements impérialistes. Nous savons parfaitement que toute une série de rencontres armées ont déjà eu lieu entre le prolétariat et les soldats de la bourgeoisie à différents endroits.

La fête du 1-er mai 1919 a été marquée par une démonstration armée de centaines de mille ouvriers. L'idée d'un soulèvement armé mûrit dans les masses ouvrières. Voilà pourquoi les partisans de Kautsky et les social-traitres se sont faufilés dans les rangs des organisateurs de la grève politique internationale.

Les agents des capitalistes sont doués d'un bon flair ; il est spécialement développé chez les filous de profession tel que nous en voyons parmi les „socialistes“ français. Ces messieurs rendraient des points sous ce rapport au meilleur chien de chasse. Ils se rendaient parfaitement compte que le prolétariat français était mûr pour des résolutions héroïques ; alors pour apaiser leurs maîtres les social-traitres ont eu recours à ce moyen extraordinaire :

essayer de se mettre à la tête du mouvement pour le faire échouer au moment décisif. Nous ne savons pas au juste quelles ont été les intrigues ourdies à Paris ni à quelles concertations se sont livrés les „socialistes“ dans le mystère du cabinet de Clémenceau. Personne ne nous dira pour le moment le chiffre exact des bénéfices qu'ils en ont tiré; mais tous ceux qui liront dans ce numéro de l'*Internationale Communiste* l'article sur les documents du „socialiste“ (excusez moi du mot) français, Charles Dumas, ne pourront s'empêcher d'être de notre avis et de reconnaître avec nous qu'il n'est telle félonie où telle bassesse dont ne soient capables les „chefs“ vendus du socialisme officiel français.....

Les social-conciliateurs français ont soutenu l'idée de la grève politique internationale; ils l'ont fait miroiter aux yeux du prolétariat français; mais lorsque le moment d'agir est venu ils ont fait volte face, ils ont changé le mot d'ordre et ont désorganisé un mouvement qui s'annonçait sous les meilleurs auspices.

Nous avons été témoins de faits analogues au moment des premières grèves générales de 90 en Belgique mais dans des conditions différentes. Les socialistes officiels belges n'étaient pas alors gangrenés d'opportunisme et de trahison salariée au point où le sont les membres de la II-me Internationale en décomposition; mais certains des „leaders“ socialistes belges ont suivi dans des conditions différentes le même système: ils ont soutenu l'idée d'une grève générale parmi les ouvriers belges pour gagner leur confiance, se mettre à la tête du mouvement et le faire échouer au moment décisif en le désorganisant.

La grève du 21 juillet, à ce que nous pouvons en juger d'après les nouvelles détachées arrivées jusqu'à nous, a eu un grand succès en Italie et a pris à certains endroits les proportions d'une vraie révolution ouvrière. La grève du 21 juillet a également eu du succès dans certains pays scandinaves. Mais le centre de gravité de ce mouvement se trouvait en France; c'est là qu'est le nœud principal de la réaction. L'état-major des brigands impérialistes siège à Paris. L'issue du mouvement dépendait donc de son plus ou moins de succès en France.

Le gouvernement français, composé des bandits les plus redoutables de l'impérialisme comprit fort bien tout le danger de la situation. Clémenceau mit toutes voiles au vent. D'une part il promit l'amnistie à un grand nombre de détenus politiques et jura d'activer la démobilisation de l'armée, de l'autre il eut recours à toutes les mesures les plus éhontées de la terreur. Il mit les cheminots sous la menace des tribunaux militaires et tint en échec par le même épouvantail les fonctionnaires des postes et télégraphes. Il entraînait en même temps en relation avec les

social-traitres traitant secrètement avec eux et certains de leurs satellites qui suivaient ce qu'on appelle le „centre“.

Clémenceau est arrivé à ses fins.

La Confédération du Travail et les conciliateurs du „centre“, à la veille même de la grève, donnèrent une contre-parole aux ouvriers, mêlèrent toutes les cartes, embrouillèrent la situation et firent échouer la grève.

Mais l'idée de cette grève politique internationale ne mourra pas.

Le fait seul qu'une telle idée ait pu naître et être soutenue parmi les représentants modérés de la II-e Internationale, est une preuve indirecte de l'état d'esprit orageux des masses ouvrières de l'Europe.

Un fait très remarquable à constater est que la première grève internationale devait passer sous cette devise: „défense d'intervenir dans les affaires des républiques prolétariennes russe et hongroise“.

Cette devise avait dû être soutenue par certains des groupes et des „leaders“ qui au commencement de l'année, à la fameuse Conférence de l'Internationale jaune à Berne, avaient été tout près de soutenir l'idée d'une intervention armée des gouvernements impérialistes dans les affaires de la Russie soviétiste. Et ceci nous prouve encore une fois, toujours indirectement, combien grande est la sympathie du prolétariat international pour la Russie soviétiste et pour l'idée de la dictature prolétarienne en général.

Voyez ce qui se passe! La Conférence de la II-e Internationale à Lucerne qui a eu lieu au mois d'août, et où donnent le ton des messieurs du genre de Henderson, Huysmans et Branting, se prononce par la bouche de son président contre l'intervention dans les affaires de Russie. Le Congrès d'Amsterdam des syndicats professionnels modérés partageant le programme de la II-me Internationale, proteste également au mois d'août de l'année courante contre l'intervention de l'Entente dans les affaires russes.

• Qui a donné le ton à ce congrès d'Amsterdam?

Les Leghien, les Gompers, les Appleton. A ce congrès remarquable, le valet des capitalistes américains, Gompers, prétendant au titre de leader des syndicats professionnels américains, reprochait à son collègue, G. Leghien, chef des jaunes d'Allemagne et adepte de Scheidemann, d'appartenir au parti du Kaiser. Et c'est le social-conciliateur français, Jouhaux, qui s'efforçait de reconcilier ces deux valeureux „chefs“, les enjoignant à s'aimer en frères. Appleton, membre très en vue du Congrès d'Amsterdam, a déclaré au correspondant du *Petit Parisien*:

«Les bolcheviks? A mon sens, ni dans l'Internationale, ni dans le monde il ne peut y avoir place pour les bolcheviks».

Et malgré tout, cette bande de renégats malveillants payant son tribut à l'état d'esprit des masses ouvrières de l'Europe, est obligée de protester contre l'intervention des impérialistes dans les affaires de la Russie soviétiste.

Que signifie tout cela?

Cela signifie que la révolution ouvrière de Russie joint des plus chaudes sympathies du prolétariat européen. Cela signifie que l'idée de la dictature prolétarienne internationale gagne tous les jours du terrain dans l'esprit du prolétariat européen.

C'est pourquoi nous pouvons affirmer avec certitude que l'idée d'une grève politique internationale ne mourra pas. Les traîtres agissements des conciliateurs et des partisans de Kautsky qui ont fait échouer la grève du 21 juillet ne serviront en fin de compte qu'à leur aliéner définitivement la confiance des masses ouvrières. En janvier 1919, lorsque les héros ouvriers de Berlin se soulevèrent, l'immortel Karl Liebknecht à leur tête, contre les capitalistes allemands, le «centre» allemand dirigé par Kautsky et Haase entreprit de ténébreuses démarches, passant d'un camp à l'autre et aidant par cela même la bourgeoisie à étouffer l'insurrection ouvrière.

Ces messieurs du «centre» ont agi de même en France. Mais de telles leçons ne sont jamais perdues. Elles servent d'expériences à des centaines de mille ouvriers, elles trempent et rendront invincible l'avant-garde du prolétariat—de telles leçons font époque dans le mouvement ouvrier international. La question de la grève politique internationale sera remise à l'ordre du jour, libérée de toutes les illusions et de toutes les erreurs qui obscurcissaient l'esprit d'une partie des ouvriers la veille du 21 juillet 1919. La III^e Internationale doit se charger de cette question et la prendre sous sa direction.

Les sympathies des masses ouvrières sont garanties à cette grève.

• • •

Toutefois messieurs les impérialistes ont eu le temps de briser les reins à la Hongrie soviétiste. La Hongrie soviétiste n'existe plus.

Qui lui a porté ce coup? Les impérialistes de l'Entente alliés aux social-traîtres hongrois et européens. Clémenceau a tenu un bout de la corde qui a servi à lier le prolétariat hongrois, tandis que les petits et les grands Renaudels, Hendersons, Paydels, Paramis, Banpers, Appletons et Cie tiraient sur l'autre.

C'est la bourse internationale qui naturellement s'est chargée du gros «travail». La Ligue des Nations n'a pas cessé d'exciter les Roumains et les Tchéco-Slovaques, exigeant l'envoi de leurs armées contre la Hongrie rouge. Le conseil des 4 a joué avec le gouvernement de notre cam. Bela-Kun comme un chat avec une souris. Tantôt ils exigeaient du gouvernement soviétiste la cessation de la guerre avec la Roumanie, tantôt ils lui donnaient l'espoir d'être reconnu à Paris, lui affirmant que l'Entente prenait des mesures pour modérer les appétits exagérés des Roumains.

Mais la bande de filous internationaux qui régnait à Paris, n'a jamais poursuivi qu'un seul but: pousser le plus près possible sous les murs mêmes de Budapest les armées roumaines et tchéco-slovaques. Voyez plutôt si leurs manœuvres ne sont pas cousues de fil blanc: les bandes noires roumaines se trouvaient déjà dans la banlieue de Budapest. Que fait alors Pichon, ce filou en chef de la République française? Il télégraphie au commandement roumain de ne pas entrer à Budapest. Mais le jour précédent le même Pichon a envoyé à Bucharest une dépêche chiffrée dans laquelle il disait assurément tout le contraire.

Tandis que les rois de la bourse cherchaient par toute l'Europe centrale quelques dizaines de mille hommes pour en former l'armée noire qui devait étouffer la Hongrie soviétiste, tandis que les radios américains de Lyon proclamaient par le monde entier que le dernier espoir du monde civilisé dépendait de la noble armée roumaine, les social-traîtres poursuivaient à Paris, à Vienne, à Londres, à Prague et jusqu'à Budapest un même ténébreux projet. Ils se préparaient à aider les bourreaux qui devaient étouffer le prolétariat hongrois.

Lorsque Renaudel et Jouhaux à Paris firent échouer la grève du 21 juillet, ils secondaient évidemment Clémenceau dans son projet d'étouffer le gouvernement ouvrier de Hongrie. Lorsque à Vienne, Renner, Bauer, Friedrich Adler et les autres conciliateurs donnaient refuge aux officiers contre-révolutionnaires hongrois, lorsqu'ils en expulsaient les courriers officiels de la Hongrie soviétiste, lorsqu'ils calomniaient par tous les moyens la ville rouge de Budapest, lorsqu'au lieu d'aider les héros prolétaires hongrois ils leur mettaient partout où ils le pouvaient des bâtons dans les roues—ils étaient les alliés fidèles du brigand Clémenceau. Lorsqu'à Prague, le chef des social-traîtres, G. Hometz et d'autres faisaient tout leur possible pour empêcher la victoire du prolétariat hongrois, permettant aux propriétaires et aux bourgeois tchèques d'avancer leurs armées contre la Hongrie rouge, ils agissaient

comme de louches agents et des laquais au service du capitalisme européen.

Le résultat des manœuvres combinées des Judas qui s'intitulent social-démocrates et des bouchers qui s'intitulent représentants de la Ligue des Nations, a été la chute de la jeune république soviétiste hongroise.

„La Hongrie passe du régime soviétiste au régime démocratique“. Tel est le contenu du premier radio-télégramme signé par Paydel, le social-traître bien connu, et envoyé le jour même du coup d'Etat en Hongrie. Oh, traîtres méprisables, oh, pitres, oh, pygmées! Une semaine ne s'est pas encore écoulée depuis la chute du gouvernement soviétiste en Hongrie et déjà le pouvoir des propriétaires et des banquiers est rétabli à Budapest!

Après s'être servi des social-traîtres pour arriver à leurs fins, les propriétaires hongrois les ont jetés à la boîte aux ordures tels des citrons pressés. Le Maure a fait ce qu'il fallait, le Maure peut s'en aller. Judas a accompli sa trahison, il reste à lui donner une corde pour qu'il aille se pendre.

Dans le courant de quelques jours la Hongrie a accompli le cycle complet de son évolution: elle a passé du régime soviétiste à celui des „socialistes purs“, comme on les appelle, pour tomber sous la dictature ouverte des propriétaires hongrois. Le fameux comte Andrássy est revenu à Budapest, on y a rétabli le corps des gendarmes qui ont chassé le gouvernement menchéviste de Paydel pour remettre sur le trône l'archiduc Joseph.

Des soldats roumains, tchèques, anglais, français envahissent par dizaines de mille Budapest affamé; les officiers hongrois, bandits contre-révolutionnaires, sont revenus de Szegedin; on s'empresse, on accourt à qui mieux mieux pour piller Budapest et prendre part aux meurtres et aux brigandages dirigés contre le prolétariat hongrois.

Jamais le prolétariat international n'aura une démonstration plus brillante du rôle que jouent les „socialistes purs“. Les „socialistes purs“ c'est le degré de transition menant au rétablissement du trône de n'importe quel monarque, dont les marches sont baignées du sang des ouvriers. Les „socialistes purs“ mènent au rétablissement d'une réaction capitaliste-bourgeoise la plus sauvagement éhontée; les „socialistes purs“—c'est l'onguent dont se servent les brigands impérialistes des grandes routes... Entre la dictature de la bourgeoisie réactionnaire et la dictature du prolétariat il n'y a point de milieu.

La trahison des menchéviks hongrois n'a pas été la seule à contribuer à la victoire des brigands impérialistes; des raisons objectives ont également facilité la chute de la république soviétiste hongroise. Le prolétariat hongrois est relativement peu

nombreux; le pouvoir soviétiste n'a pas eu le loisir d'établir des relations solides avec les classes paysannes de Hongrie. Le territoire de la Hongrie n'est pas assez grand pour permettre, comme nous l'avons fait en Russie, de „céder dans l'espace afin de gagner du temps“. La position stratégique de Budapest qui se trouvait sous les coups de Prague et de Bucharest était des plus difficiles. Prague, Vienne et Bucharest, loin de venir en aide aux héros rouges de Budapest, ont au contraire tout fait par l'entremise de leurs social-conciliateurs pour entraver les succès de la Hongrie soviétiste. La Russie soviétiste malgré l'ardent désir qu'elle avait de venir en aide à sa sœur cadette, ne disposait pas d'une force armée suffisante pour une intervention immédiate. Le mouvement ouvrier international s'est extraordinairement étendu et affermi durant ces 4 derniers mois, mais il n'est pas encore en état de délivrer immédiatement la Hongrie rouge du joug des brigands de Londres et de Paris.

La preuve en a été donnée le 21 juillet—journée fatale pour la république hongroise.

Nous réservons toute notre réprobation et tout notre mépris aux traîtres; et nous n'avons pour nos malheureux frères, les communistes hongrois, perdus par leur crédulité excessive et la confiance qu'ils ont accordée aux traîtres, que des paroles d'amitié et de consolation. Mais que cette leçon leur serve à l'avenir. Ils ont donné accès dans leur parti aux conciliateurs — social-démocrates d'hier; ils ont même donné au parti pour leur plaire le titre de „parti des communistes et, des socialistes“; ils ont laissé pénétrer ces individus dans le gouvernement soviétiste central et dans le but d'une union plus étroite avec eux, ils ont omis de procéder au nettoyage des écuries d'Augias de la contre-révolution.

Nul doute que la situation au début prêtait aux illusions. Nous avons tous partagé les erreurs de nos camarades, communistes hongrois. Nous avons cru, comme eux, que les social-démocrates hongrois, après l'expérience amère qu'ils avaient faite, soutiendraient la dictature ouvrière. Nous avons ajouté foi aux serments des social-démocrates qui s'engageaient à soutenir le pouvoir soviétiste. Nous ne pouvions pas nous imaginer que ces messieurs étaient capables des bassesses dont ils ont fait preuve.

Que les communistes de tous les pays se souviennent à jamais de cette cruelle leçon. Dans ce moment si difficile, mais si grand à la fois de la lutte décisive, alors que l'antagonisme des classes dégenère presque partout en guerre civile, la moindre erreur, le moindre faux pas, la plus minime des concessions aux opportunistes peuvent avoir des conséquences fatales. La III^e Internationale doit se débarrasser une fois pour toutes de toutes les

faiblesses propres à la II-e Internationale. Aucune concession à l'opportunisme ne saurait être faite dorénavant. Bannissons tout espoir dans l'ancienne génération des leaders dont la conscience est à vendre. Nous devons comprendre que la vieille social-démocratie officielle est notre pire ennemie.

Telle est la leçon que nous devons tirer des événements de Hongrie.

La bourgeoisie triomphe. Les socialistes d'état du camp de la II-e Internationale bourdonnent comme des taons, fêtant la victoire remportée par la "démocratie" sur le pouvoir soviétiste en Hongrie. Les actions montent à la bourse de Paris et les reptiles du parti de Scheidemann lèvent la tête en Allemagne. Les hordes noires réunies s'imaginent avoir remporté une victoire définitive et avoir réduit à néant l'idée de la dictature prolétarienne. Mais leur triomphe sera éphémère. La guerre impérialiste a détruit à jamais le capitalisme; et même dans le cas où les impérialistes remporteraient maintenant encore quelques succès dans le genre du dernier, leur perte est imminente. Au moment même où tombait sous les coups des impérialistes le pouvoir soviétiste en Hongrie une grève générale éclatait pour la seconde fois en Suisse, dans ce pays neutre et mi-bourgeois; et cette grève éclatait — remarquons-le — contre le gré de la social-démocratie officielle.

En Bulgarie le parti communiste se développe et s'affermi tous les jours. Le mouvement gréviste envahit tout le pays dégénérant par endroit en véritables soulèvements. L'Italie est embrasée par la guerre civile et le moment n'est pas loin où le prolétariat s'y emparera du pouvoir. Au moment où j'écris ces lignes, le télégraphe nous apporte la nouvelle d'une rencontre sanglante qui a eu lieu entre les ouvriers de Trieste et les bandes blanches italiennes. Le mouvement gréviste croît en Angle-

terre et en France. Le pouvoir soviétiste en Russie est plus ferme que jamais. La Sibérie se délivre des bandes de Koltchak, cette gloire de la réaction internationale. Partout où les ouvriers ont connu le pouvoir soviétiste ils ne voudront jamais en reconnaître d'autre. L'exemple de l'Esthonie, de la Finlande, de la Sibérie, d'Arkhangel et même de Munich, où recommencent déjà les démonstrations et les insurrections, en fait foi. Il en sera de même à Budapest.

Maintenant que les masques sont arrachés et que la guerre entre les classes a pris un caractère irréductible, toute défaite du prolétariat ne sera jamais, pour le malheur de l'impérialisme international, qu'un épisode passager de la grande lutte qui mènera fatalement à la victoire des classes ouvrières.

Le jour même où les impérialistes sont entrés dans Budapest l'équilibre des forces s'est modifié en faveur de la dictature prolétarienne. Je m'en porte garant, car le même phénomène s'est produit en Russie et partout. Du jour où une ville passait au pouvoir de Koltchak ou de Dénikine et où la cravache et le fouet recommençaient à se promener sur le dos des ouvriers, la certitude que seule la dictature du prolétariat pouvait les délivrer du joug de la bourgeoisie commençait à se faire jour lentement d'abord, puis de plus en plus rapidement dans l'esprit de ces derniers.

Les journées du 21 juillet et du 1-er août ont été pleines de lourdes épreuves pour le prolétariat international, mais elles marquent sans nul doute l'ère nouvelle d'une lutte décisive qui se terminera par la victoire du communisme dans le monde entier.

G. ZINOVIEV.

11 août 1919.



LES PROBLÈMES POSÉS DEVANT LA III^e INTERNATIONALE

(Ramsay Macdonald à propos de la III^e Internationale.)

Le N° 5423 du journal social-patriote-chauvin *L'Humanité*, en date du 14 avril 1919, contient un article de Ramsay Macdonald, le chef bien connu du fameux «Parti Ouvrier Indépendant britannique» — ce parti opportuniste qui a toujours dépendu en fait de la bourgeoisie. Cet article caractérise si remarquablement la position adoptée par le courant qu'il est convenu d'appeler «centriste» ainsi que l'a dénommé le I^{er} Congrès de l'Internationale communiste à Moscou, que nous le reproduisons intégralement avec l'introduction dont l'a fait précéder la rédaction de *L'Humanité*.

Notre ami Ramsay Macdonald était, avant la guerre, le leader écoulé du Labour Party, de la Chambre des Communes. Sa haute conscience de socialiste et de croyant lui ayant fait un devoir de réprocher la guerre impérialiste et de ne pas se joindre à ceux qui la saluaient du nom de guerre du droit il abandonna, après le 4 août, la direction du Labour Party et, avec ses camarades de l'Independent, avec notre admirable Keir Hardie, il ne craignit pas de déclarer la guerre à la guerre.

Il y fallait de l'héroïsme quotidien.

Macdonald montra alors que le courage c'est, comme le disait Jaurès: «de ne pas subir la loi du mensonge triomphant et de ne pas faire écho aux applaudissements imbéciles et aux huées fanatiques».

M. Lloyd George a fait battre Macdonald aux élections «kakis» de fin novembre. Ses amis tranquilles, Mac Donald aura sa revanche, et elle est proche.

Ce fut le malheur du mouvement socialiste dans sa politique nationale et internationale d'être travaillé par des tendances séparatistes.

Il n'est cependant pas mauvais qu'il y ait en lui des nuances d'opinions et des variations de méthode. Notre socialisme en est encore au stade expérimental.

Ses principes généraux sont fixés, mais la manière de les bien appliquer, les combinaisons qui feront triompher la Révolution, la façon dont l'Etat socialiste doit être construit sont autant de questions à discuter et sur lesquelles le dernier mot n'a pas été dit. Une étude approfondie de tous ces points nous mènera à une plus grande vérité.

Les extrêmes peuvent se combattre et leurs luttes peuvent servir à fortifier les conceptions socialistes, mais le mal commence lorsque chacun regarde l'autre comme un traître, comme un croyant qui a perdu la grâce et à qui les portes du Parti doivent être fermées.

Quand les socialistes sont possédés d'un esprit dogmatique semblable à celui qui prêchait autrefois dans la chrétienté la guerre civile pour la gloire de Dieu et l'écrasement du Diable, alors la bourgeoisie peut être en paix, car sa période de domination n'est pas encore terminée, quels que soient à ce moment les succès socialistes locaux et nationaux.

Aujourd'hui notre mouvement rencontre malheureusement un nouvel obstacle. Une nouvelle Internationale est formée à Moscou.

Je le regrette beaucoup, car l'Internationale socialiste est à l'heure actuelle suffisamment ouverte à toutes les formes de la pensée socialiste, et malgré les controverses théoriques et pratiques soulevées par le bolchévisme, je ne vois pas de raison pour que la gauche se sépare du centre et forme un groupe indépendant.

Nous devons nous rappeler d'abord que nous sommes encore dans la période d'enfancement de la Révolution; les formes de gouvernement issues des destructions politiques et sociales de la guerre n'ont pas encore fait leurs preuves et ne sont pas définitivement fixées.

Le premier coup de balai semble toujours remarquable, mais on n'est pas sûr de l'efficacité du dernier.

La Russie n'est pas la Hongrie, la Hongrie n'est pas la France, la France n'est pas l'Angleterre et diviser l'Internationale d'après l'expérience d'une seule nation est d'une étroitesse d'esprit criminelle.

En outre que vaut l'expérience de la Russie? Qui peut en parler? Les gouvernements alliés ont peur de nous laisser nous renseigner. Mais il y a deux choses que nous savons:

La première, c'est qu'il n'y avait pas de plan préparé pour la Révolution qu'a faite le gouvernement russe actuel. Elle s'est développée selon le cours des événements. Lénine commença à attaquer Kérénsky en demandant une Assemblée-Constituante. Les événements le conduisirent à supprimer cette Assemblée. Quand arriva la Révolution sociale en Russie, personne ne pensait que les soviets prendraient dans le gouvernement la place qu'ils y ont prise.

Par la suite Lénine a justement exhorté la Hongrie à ne pas copier servilement la Russie, mais à laisser la Révolution hongroise évoluer selon son propre caractère.

Les fluctuations et l'évolution des expériences auxquelles nous assistons en ce moment ne doivent à aucun prix amener une division dans l'Internationale.

Tous les gouvernements socialistes ont besoin de l'aide et des conseils de l'Internationale; l'Internationale a besoin de surveiller leurs expériences d'un œil attentif et d'un esprit ouvert.

Je viens apprendre d'un ami qui a vu Lénine récemment que personne ne critique plus librement le gouvernement des soviets que Lénine ne le fait lui-même.

* * *

Si les troubles et les révolutions d'après guerre ne justifient pas une scission, l'attitude de certaines sections

socialistes pendant la guerre la justifie-elle? Ici je confesse avec candeur que la raison peut paraître meilleure. Mais s'il y a vraiment un motif de scission dans l'Internationale, la conférence de Moscou a posé la question de la plus mauvaise manière.

Je suis parmi ceux qui considèrent que la discussion de Berne sur les responsabilités de la guerre n'était qu'une concession à l'opinion publique non socialiste.

Non seulement, à Berne, on ne pouvait émettre sur cette question un jugement qui eût une valeur historique quelconque (bien qu'il pût avoir quelque valeur politique), mais le sujet lui-même n'a pas été abordé comme il convient.

Une condamnation de la majorité allemande (que la majorité allemande a amplement méritée et à laquelle j'ai été très heureux d'adhérer) ne pouvait pas être un exposé des origines de la guerre.

Les débats de Berne n'ont pas amené une discussion franche de l'attitude des autres socialistes à l'égard de la guerre.

Ils n'ont donné aucune formule pour la conduite des socialistes pendant une guerre. Tout ce que l'Internationale avait dit jusqu'alors, c'est que, dans une guerre de défense nationale, les socialistes devaient se joindre aux autres partis.

Dans ces conditions qui allons-nous condamner?

Quelques uns d'entre nous savaient que ce qu'avait dit l'Internationale ne signifiait rien et ne constituait pas pour l'action un guide pratique.

Ils savaient qu'une telle guerre finirait par une victoire impérialiste, et sans être pacifistes, au sens habituel du mot, ou antipacifistes, nous adhérons à une politique que nous pensions être la seule compatible avec l'internationalisme. Mais l'Internationale ne nous avait jamais prescrit cette règle de conduite.

C'est pourquoi, à l'heure où commença la guerre, l'Internationale s'éroula. Elle fut sans autorité, et n'édicte aucune loi au nom de laquelle nous puissions aujourd'hui condamner ceux qui ont honnêtement exécuté les résolutions des Congrès internationaux.

En conséquence la position qu'il faut prendre aujourd'hui est la suivante: au lieu de nous diviser sur ce qui a eu lieu, édifions une Internationale réellement active et qui protège le mouvement socialiste pendant la période de Révolution et reconstruction que nous allons traverser.

Il faut que nous restaurions nos principes socialistes. Il faut que nous posions les bases solides de la conduite socialiste internationale.

Puis, s'il se trouve que sur ces principes nous différons essentiellement, si nous ne tombons pas d'accord sur la liberté et la démocratie, si nous avons des vues définitivement divergentes sur les conditions dans lesquelles le prolétariat peut exercer le pouvoir, si la guerre a empoisonné d'impérialisme certaines sections de l'Internationale, alors il peut y avoir scission.

Je ne pense pas cependant qu'une telle calamité se produise.

Par suite je regrette le manifeste de Moscou comme étant pour le moins prématuré et certainement inutile, et j'espère que mes camarades français qui ont supporté avec moi les calomnies et les douleurs des quatre tristes dernières

années ne vont pas, dans un mouvement d'impatience, contribuer à briser la solidarité internationale.

Leurs enfants auraient à la recoudre si le prolétariat doit jamais gouverner le monde.

Ramsay Macdonald.

L'auteur de cet article, comme le lecteur le voit, s'efforce de démontrer l'inutilité de la scission, alors que le caractère inévitable de celle-ci découle précisément de la manière de raisonner de Ramsay Macdonald, ce représentant typique de la II^e Internationale, digne émule de Scheidemann et de Kautsky, de Vandervelde et de Branting, etc., etc...

L'article de Ramsay Macdonald est le meilleur échantillon qui puisse être fourni de cette phraséologie constante, mélodieuse, banale, socialiste en apparence, qui dans tous les pays capitalistes avancés sert à dissimuler la politique bourgeoise au sein du mouvement ouvrier.

I.

Prenons pour commencer un point qui est peut-être le moins important, mais qui est, en revanche, particulièrement caractéristique. L'auteur, ainsi du reste que Kautsky (dans sa brochure «*La dictature du prolétariat*») se fait l'écho du mensonge bourgeois d'après lequel personne en Russie n'aurait prévu le rôle des Soviets, et d'après lequel les bolchéviks et moi-même nous n'aurions commencé la lutte contre Kérensky, qu'au nom de l'Assemblée Constituante.

C'est là une contre-vérité bourgeoise. En réalité, le 4 avril 1917, dès le premier jour de mon arrivée à Pétrograd, j'ai exposé des «*thèses*» qui exigeaient une république soviétiste et non une république bourgeoise parlementaire. Je l'ai répété du reste bien des fois sous Kérensky dans la presse et au cours de réunions. Le parti bolchévik a fait à ce sujet une déclaration solennelle et officielle qui se trouve consignée dans les résolutions votées à l'issue de sa conférence, le 29 avril 1917. Ignorer ces faits, c'est ne pas vouloir connaître la vérité sur la révolution socialiste en Russie, ne pas vouloir comprendre que la république bourgeoise parlementaire avec la Constituante constitue un pas en avant comparativement à cette même république sans Constituante, mais que la république soviétiste constitue deux pas en avant comparativement à elle, c'est fermer les yeux sur la différence qui existe entre la bourgeoisie et le prolétariat.

S'appeler socialiste et ne pas voir cette différence deux ans après que la question a été posée en Russie, un an et demi après la victoire de la révolution soviétiste en Russie, c'est demeurer obstinément prisonnier de «*l'opinion publique des cercles non socialistes*», c'est-à-dire des idées et de la politique de la bourgeoisie.

La rupture avec telles gens est nécessaire et inévitable, car on ne peut pas accomplir une révolution socialiste en donnant la main à ceux qui penchent du côté de la bourgeoisie.

Et si des «chefs» tels que Ramsay Macdonald ou Kautsky, etc. n'ont pas voulu surmonter même la légère «difficulté» qu'aurait été pour eux l'étude des documents concernant l'attitude des bolchéviks envers le pouvoir des Soviets, la manière dont la question avait été posée avant et après le 25 oct. (7 nov.) 1917, ne serait-il pas véritablement ridicule d'attendre de pareils chefs l'empressement et la capacité nécessaires pour surmonter la difficulté incomparablement plus grande de la lutte pour la révolution socialiste?

Il n'est décidément pire sourd que celui ne veut pas entendre.

II.

Passons maintenant au second des innombrables mensonges dont fourmille tout l'article de Macdonald, car il contient certainement plus de contre-vérités que de mots. Ce deuxième mensonge est du reste presque le plus important. Macdonald affirme que jusqu'à la guerre de 1914-18, l'Internationale se serait bornée à déclarer que «lorsque la guerre revêtait le caractère d'une guerre de défense nationale, les socialistes devaient s'unir avec les autres partis».

C'est là une altération monstrueuse et révoltante de la vérité. Tout le monde sait que le manifeste de Bâle de 1912 a été admis à l'unanimité par tous les socialistes et que seul de tous les documents de l'Internationale il se rapporte justement à cette guerre entre les deux groupes, anglais et allemand, des rapaces impérialistes, guerre dont en 1912 la préparation était claire pour nous et qui a éclaté en 1914. C'est précisément au sujet de cette guerre que le manifeste de Bâle a posé trois vérités essentielles; en passant maintenant celles-ci sous silence Macdonald commet un crime capital contre le socialisme et démontre la nécessité de la rupture avec les gens de son espèce, car ces derniers servent en fait la bourgeoisie et non le prolétariat.

Ces trois vérités sont les suivantes:

La guerre qui menace le monde ne peut pas être justifiée par l'ombre d'un intérêt de défense nationale;

Ce serait un crime de la part des ouvriers que de tirer dans cette guerre les uns sur les autres;

La guerre conduit à la révolution prolétarienne.

C'est en «oubliant» ces trois vérités fondamentales (bien qu'il ait avant la guerre apposé sa signature au bas de leur énoncé) que Macdonald passe en fait du côté de la bourgeoisie et prend parti contre le prolétariat, montrant par là que la scission est nécessaire.

L'Internationale Communiste ne s'unira pas aux partis qui ne désirent pas reconnaître ces vérités et qui sont incapables de prouver par leurs actes leur résolution, leur désir ardent et leur capacité de pénétrer de ces vérités la conscience des masses.

La paix de Versailles a prouvé même aux sourds et aux aveugles, même à la masse des gens myopes que l'Entente était restée et reste oiseau de proie

impérialiste aussi sanguinaire et aussi menaçant que l'Allemagne.

Cette vérité pouvait passer, inaperçue, soit des hypocrites et des menteurs, pratiquant sciemment une politique bourgeoise au sein du mouvement ouvrier, des agents directs et des commis de la bourgeoisie (*labour lieutenants of the capitalist class*, comme les appellent les socialistes américains), soit des gens inféodés à un tel point aux idées et à l'influence bourgeoises qu'ils ne sont socialistes qu'en paroles, mais qu'en fait ils demeurent des petits bourgeois, des philistins ne cessant de graviter autour des capitalistes. La différence entre la première et la seconde catégorie n'offre un intérêt qu'au point de vue des personnalités, c'est-à-dire au point de vue de l'appréciation portée sur Jean ou Pierre, social-patriotes de n'importe quel pays. Pour la politique, c'est-à-dire au point de vue des rapports entre des millions d'êtres, entre les classes, cette différence n'est nullement essentielle.

Les socialistes qui, durant la guerre de 1914-18, n'ont pas compris que cette guerre était criminelle, réactionnaire, qu'elle était une guerre de rapine, une guerre impérialiste *des deux côtés*, sont des social-patriotes, c'est-à-dire des socialistes en paroles, mais des patriotards en fait, des amis de la classe ouvrière en paroles, mais en fait les laquais de «leur» bourgeoisie nationale, qui ont aidé cette dernière à tromper le peuple, en représentant comme «nationale», «libératrice», «défensive», «juste», etc. la guerre entre les deux groupes, anglais et allemand, des rapaces impérialistes, groupes également malpropres, intéressés, sanguinaires, criminels et réactionnaires.

L'union avec les social-patriotes est la trahison de la révolution, la trahison du prolétariat, la trahison du socialisme, car c'est «l'union» avec «la bourgeoisie nationale» de «son» propre pays contre l'union du prolétariat révolutionnaire international; c'est d'un mot l'union avec la bourgeoisie contre le prolétariat.

La guerre de 1914-18 l'a définitivement prouvé. Que ceux qui ne l'ont pas compris restent à Berne, dans l'Internationale jaune des social-traitres.

III.

Ramsay Macdonald déclare avec la naïveté amusante d'un socialiste de salon, qui prononce des paroles en l'air, sans s'imaginer le moins du monde qu'elles ont une portée sérieuse, sans comprendre aucunement que *les paroles obligent à agir*: «on a fait à Berne une concession à l'opinion publique des cercles non-socialistes».

Précisément! Nous tenons l'Internationale de Berne tout entière pour jaune, traîtresse et perfide, car toute sa politique n'est qu'une «concession» à la bourgeoisie.

Ramsay Macdonald sait parfaitement que nous avons construit la III-e Internationale et rompu sans réserve avec la II-e parce que nous nous étions convaincus

de l'état désespéré, incorrigible de cette dernière, ainsi que de son rôle de servante de l'impérialisme et de canal de l'influence bourgeoise, du mensonge bourgeois et de la corruption bourgeoise à l'intérieur du mouvement ouvrier. Si Macdonald, désirant dissenter sur la III^e Internationale, étudie le fond de la question, tourne autour d'elle, prononce des phrases vides et ne parle pas de ce dont il faut parler, c'est là une faute et un crime de sa part. Car le prolétariat a besoin de vérité, et il n'est rien de plus nuisible à sa cause que le mensonge plausible, honnête, vulgaire.

La question de l'impérialisme et de sa *liaison* avec l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier, avec la trahison de la cause ouvrière par les chefs ouvriers, a été posée depuis longtemps, depuis bien longtemps.

Durant cinquante ans, de 1842 à 1892, Marx et Engels ont constamment insisté sur l'*embourgeoisement* des couches supérieures de la classe ouvrière en Angleterre, par suite des conditions économiques particulières du pays (domaines coloniaux, monopole du marché universel, etc.). Marx s'est attiré vers 1870 la haine—qui lui fait honneur—des vils héros de l'Internationale «bernoise» de son temps, c'est-à-dire des opportunistes et des réformistes, pour avoir stigmatisé de nombreux chefs de trade-unions anglaises comme vendus à la bourgeoisie ou payés par elle pour les services, par eux rendus à la classe bourgeoise au sein du mouvement ouvrier.

A l'époque de la guerre anglo-boer la presse anglo-saxonne a déjà posé avec la plus grande clarté la question de l'impérialisme en tant que stade le plus récent (et dernier) du capitalisme. Si ma mémoire ne me trahit pas, c'est même Ramsay Macdonald qui a quitté la «*Pabian Society*», ce prototype de l'Internationale de Berne, cette pépinière et ce modèle de l'opportunisme, dénommée par Engels avec une force, une clarté et une justice géniales dans sa correspondance avec Zorzo d'Impérialisme fabien. Impérialisme fabien, telle était alors l'expression courante que l'on pouvait rencontrer dans la littérature socialiste anglaise. Si Ramsay Macdonald l'a oublié, tant pis pour lui. «L'impérialisme fabien» et le «social-impérialisme» c'est une seule et même chose, c'est le socialisme en paroles, l'impérialisme en fait; c'est une *transformation de l'opportunisme développé en impérialisme*. Ce phénomène est devenu aujourd'hui, pendant et après la guerre de 1914-18, *universel*. L'incompréhension dont fait preuve sur ce point l'Internationale jaune de Berne est le résultat de son aveuglement extrême et constitue son plus grand crime. L'opportunisme ou le transformisme devaient inévitablement devenir *l'impérialisme socialiste* à portée historique universelle, ou le social-patriotisme, car l'impérialisme a mis en scène un groupe de nations avancées, fort riches, qui pillent le monde entier et a permis par là même à la bourgeoisie de ces pays *d'acheter* avec l'excédent de ses revenus monopolisés

(l'impérialisme, c'est le capitalisme monopolisé) les éléments supérieurs de la classe ouvrière de ces pays.

Le caractère économique inévitable de ce phénomène ne peut demeurer inaperçu que des parfaits ignorants, ou des hypocrites, qui trompent les ouvriers en répétant des lieux communs sur le capitalisme et en violant de la sorte l'amère vérité du passage d'un *courant entier du socialisme* du côté de la bourgeoisie impérialiste.

Or deux conclusions incontestables découlent de ce phénomène. *Première conclusion*: l'Internationale de Berne est en fait, d'après son rôle politique et historique réel, indépendamment de la bonne volonté et des vœux innocents de tels ou tels de ses membres, une organisation d'agents de l'impérialisme international qui agissent au sein de la classe ouvrière, introduisant en elle l'influence bourgeoise, les idées bourgeoises, le mensonge bourgeois et la corruption bourgeoise.

Dans des pays qui ont depuis longtemps une culture démocratique parlementaire, la bourgeoisie a appris à merveille à agir non seulement par la violence, mais aussi par la fraude, la corruption, la flatterie, et elle sait même pousser ces procédés jusqu'au raffinement. Les «dériveurs» des «chefs» ouvriers anglais (c'est-à-dire des commis de la bourgeoisie chargés de duper les ouvriers) sont devenus célèbres et Engels lui-même en a déjà parlé. Le «charmant accueil» fait par M. Clémenceau au social-traître Merrheim, les aimables réceptions des chefs de l'Internationale par les ministres de l'Entente, etc. sont des faits du même ordre.

«Vous les instruirez et nous les achèterons»—disait une intelligente capitaliste anglaise à monsieur le social-impérialiste Hyndmann, qui a raconté dans ses mémoires comment cette dame—plus perspicace que tous les chefs de l'Internationale de Berne réunis—appréciait les efforts des socialistes intellectuels pour l'instruction des chefs socialistes sortis des rangs ouvriers.

Durant la guerre, alors que les Vandervelde, les Branting et toute la bande des traîtres, organisent des conférences internationales, les journaux bourgeois français écrivaient, plaisantant avec perfidie mais avec beaucoup de justesse: «Ces Vandervelde ont une sorte de tic. De même que les gens atteints d'un tic nerveux ne peuvent dire deux phrases sans une contraction étrange des muscles du visage, de même les Vandervelde ne peuvent prendre la parole sur un thème politique quelconque sans répéter comme des perroquets les mots: internationalisme, socialisme, solidarité internationale des ouvriers, révolution prolétarienne, etc...» Qu'ils répètent les formules sacramentelles qui leur conviennent, pourvu qu'ils nous aident à mener les ouvriers par le bout du nez et soient à notre service, pour faire la guerre impérialiste et asservir le prolétariat.

Les bourgeois anglais et français sont parfois fort intelligents et apprécient à merveille le rôle joué à leur égard par l'Internationale de Berne.

Martoff a écrit quelque part : « Vous autres bolchéviks, vous vilipendez l'Internationale de Berne; mais «votre» ami, Loriot, en fait partie. »

C'est là l'argument d'un fourbe. Chacun sait en effet que Loriot lutte pour la III-e Internationale ouvertement, loyalement, héroïquement. Quand Zoubatoff organisa à Moscou en 1902 des réunions d'ouvriers dans le but de duper ceux-ci au moyen du «socialisme policier», l'ouvrier Babouchkine (que je connaissais depuis 1894, alors qu'il faisait partie à Pétersbourg du même cercle ouvrier que moi; c'était un des camarades les meilleurs et les plus dévoués parmi les militants et les chefs du prolétariat révolutionnaire; il fut fusillé en 1906 par Rennenkampf en Sibérie) *allait aux réunions de Zoubatoff* afin de lutter contre sa propagande et d'arracher les ouvriers à ses griffes redoutables. Eh bien! Babouchkine n'était pas plus agent de Zoubatoff que Loriot n'est partisan de Berne.

IV.

Deuxième conclusion: la III-e Internationale communiste a été fondée pour empêcher les «socialistes» de se tirer d'affaire en reconnaissant en paroles la révolution, ce que Ramsay Macdonald fait précisément à plusieurs endroits de son article. La reconnaissance en paroles de la révolution, reconnaissance qui dissimule en fait la politique petite bourgeoise, incurablement opportuniste, réformiste, nationaliste, a été le péché capital de la II-e Internationale, et nous faisons à ce fléau une guerre à mort.

Quand on dit que la II-e Internationale est morte après avoir honteusement fait faillite, il faut savoir comprendre ce que cela veut dire. Cela veut dire: l'opportunisme, le réformisme, le socialisme petit-bourgeois ont fait faillite et sont morts. Car la II-e Internationale a un mérite historique, celui d'une conquête immortelle à laquelle un ouvrier conscient ne renoncera jamais: je veux parler de la création des organisations des masses ouvrières (coopératives, professionnelles et politiques) ainsi que de l'utilisation du parlementarisme bourgeois et toutes les institutions de la démocratie bourgeoise en général, etc...

Pour vaincre en fait l'opportunisme qui a amené la mort honteuse de la II-e Internationale, pour aider effectivement la révolution, dont même Ramsay Macdonald est obligé de reconnaître l'imminence, il faut:

Premièrement, orienter toute la propagande et l'agitation dans le sens de la révolution par opposition aux réformes, expliquer systématiquement aux masses cette opposition par la théorie et par la pratique, à chaque pas du travail parlementaire, professionnel, coopératif, etc. Il ne faut en aucun cas (à l'exception de cas spéciaux et à titre de dérogation) refuser d'utiliser le parlementarisme, de même que toutes les «libertés» de la démocratie bourgeoise; il faut ne pas

renoncer aux réformes, mais les regarder *seulement* comme un résultat *nécessaire* de la lutte révolutionnaire de classe du prolétariat. Aucun des partis de l'Internationale de «Berne» ne satisfait à cette exigence. Aucun ne montre même qu'il comprend comment il faut orienter *toute* la propagande et l'agitation, en expliquant la *différence* qui existe entre les réformes et la révolution, comment il faut avec la rigidité la plus stricte préparer le parti et les masses pour la révolution.

En second lieu, il faut combiner le travail légal et le travail *illégal*. Les bolchéviks l'ont d'ailleurs toujours enseigné et avec une insistance particulière au cours de 1914—18. Les héros du vil opportunisme s'en sont moqués pronant avec suffisance la «légalité», la «démocratie», la «liberté», des pays européens occidentaux, des républiques, etc... Maintenant il n'y a plus que les véritables fourbes abusant le peuple par des phrases qui puissent nier que les bolchéviks avaient raison. Il n'y a pas un pays au monde, pas même la plus avancée et la plus libre des républiques bourgeoises, où ne règne le terreur de la bourgeoisie, où ne soit interdite l'agitation en faveur de la révolution socialiste, de la propagande et du travail d'organisation dirigés précisément dans ce sens. Le parti qui jusqu'à ce jour n'a pas voulu reconnaître ce fait sous la domination de la bourgeoisie et qui ne poursuit pas un travail *illégal* systématique sur toute la ligne, au mépris des lois de la bourgeoisie et des parlements bourgeois, est un parti de traîtres et de gredins qui trompe le peuple en ne reconnaissant la révolution qu'en paroles. De tels partis ont leur place toute indiquée à l'Internationale jaune de Berne. Ils ne figureront pas dans l'Internationale Communiste.

Troisièmement, il faut lutter d'une façon implacable et sans pitié afin de bannir complètement du mouvement ouvrier les chefs opportunistes qui se sont fait valoir avant la guerre et surtout pendant la guerre dans les sphères politiques et particulièrement au sein des unions professionnelles et des coopératives. La théorie de la «neutralité» est un subterfuge faux et vil qui a aidé la bourgeoisie à capter les masses en 1914—18. Les partis qui se déclarent en paroles pour la révolution, mais qui en fait ne mènent pas une lutte implacable pour la prédominance du parti vraiment révolutionnaire et uniquement révolutionnaire dans toutes les organisations ouvrières de tout genre, sont des partis de traîtres.

Quatrièmement, il ne faut pas se résigner à condamner en paroles l'impérialisme, avec l'intention arrêtée de ne pas mener la lutte révolutionnaire pour l'affranchissement des colonies (et des nations) assujetties par la bourgeoisie impérialiste. C'est là une hypocrisie. C'est la politique des agents de la bourgeoisie au sein du mouvement ouvrier (des *labour lieutenants of the capitalist class*). Le parti anglais, fran-

çais, hollandais, belge, etc. hostile en paroles à l'impérialisme, ne mène pas en fait la lutte révolutionnaire à l'intérieur de «ses» colonies pour le renversement de «sa» bourgeoisie, n'aide pas systématiquement et partout le travail révolutionnaire, déjà commencé dans les colonies, qui ne fournit pas ces dernières d'armes et de la littérature pour le travail des partis révolutionnaires: ce parti est celui des gredins et des traîtres.

Cinquièmement, un phénomène caractéristique des partis de l'Internationale de Berne et qui est le comble de l'hypocrisie, consiste à reconnaître en paroles la révolution et à jeter aux ouvriers des phrases pompeuses sur la reconnaissance par eux de la révolution, tandis qu'en fait ils se comportent d'une façon purement réformiste à l'égard des prémisses, germes, manifestations du développement de la révolution que sont tous les mouvements des masses qui, brisant le cadre des lois bourgeoises, sortent de la légalité, par exemple: les grèves en masse, les manifestations dans la rue, les protestations des soldats, les meetings parmi les troupes, la diffusion de tracts dans les casernes et les camps, etc...

Interrogez qui vous voudrez des héros de l'Internationale de Berne; demandez à lui si son parti fait un travail révolutionnaire systématique; il vous répondra soit par des phrases évasives, cherchant à dissimuler l'absence d'un pareil travail, faisant valoir le défaut d'organisation, le manque d'appareil réclamé par lui, l'incapacité de son parti à faire ce travail,—soit par une déclamation contre la tolérance des émeutes, «l'anarchie», etc. Or c'est en cela que consiste la trahison de la classe ouvrière par l'Internationale de Berne, c'est là son passage en fait dans le camp de la bourgeoisie.

Tous les chefs-gredins de l'Internationale de Berne se confondent en assurances de sympathie pour la révolution en général, pour la révolution russe en particulier. Mais il n'y a que des hypocrites ou des imbéciles pour ne pas comprendre que les progrès particulièrement rapides de la révolution en Russie sont en liaison avec le travail fait de longue date par le parti révolutionnaire précisément dans le sens indiqué, lorsque notamment celui-ci a construit au cours d'années entières un appareil illégal systématique pour diriger les manifestations et les grèves, pour conduire le travail parmi les troupes, lorsqu'il a étudié en détail les procédés de lutte et constitué une littérature résumant son expérience et élevant tous ses membres dans l'idée de la nécessité de la révolution, lorsqu'il a préparé enfin les leaders des masses à agir le moment venu, etc., etc...

V.

Les dissentiments les plus profonds et les plus radicaux, qui résument tout ce qui a été indiqué plus haut et expliquent le caractère inévitable de la lutte

implacable—théorique et politique pratique—du prolétariat révolutionnaire avec l'Internationale de Berne, ces dissentiments sont provoqués par les deux questions de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile et de la dictature du prolétariat.

L'asservissement de l'Internationale de Berne à l'idéologie bourgeoise se révèle mieux que nulle part ailleurs dans le fait que, n'ayant pas compris (ou n'ayant pas désiré comprendre, ou encore feignant de ne pas comprendre) le caractère impérialiste de la guerre de 1914—18 elle n'a pas compris la fatalité de sa transformation en guerre civile entre le prolétariat et la bourgeoisie de tous les pays avancés.

Lorsque les bolchéviks dès novembre 1914 signalèrent cette fatalité, les philistins de tous les pays répondirent par des railleries stupides et parmi ces philistins se trouvaient tous les chefs de l'Internationale de Berne. Maintenant la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile est un fait accompli dans une série de pays (non seulement en Russie, mais en Finlande, en Hongrie, en Allemagne, même dans la Suisse neutre); et le développement de la guerre civile s'observe, se sent, est palpable dans tous les pays avancés sans exception.

Passer maintenant cette question sous silence (comme le fait Macdonald) ou s'en débarrasser au moyen de phrases doucereuses de conciliation (comme font MM. Kautsky et Cie) cela revient à trahir directement le prolétariat, à passer en fait du côté de la bourgeoisie. Car depuis longtemps les chefs actuels de la bourgeoisie ont compris que la guerre civile était inévitable; ils font leurs préparatifs en vue de cette guerre et fortifient excellentement leurs positions avec une préméditation systématique. De toutes ses forces, avec une énergie, une intelligence et une audace prodigieuses, sans reculer devant aucun crime et en condamnant des pays entiers à la famine et à l'extermination en masse, la bourgeoisie du monde entier se prépare à écraser le prolétariat dans la guerre civile qui vient. Or les héros de l'Internationale de Berne, comme des imbéciles, des hypocrites ou des pédants, rassassent leur vieille rangelne réformiste démodée! Il n'y a pas de spectacles plus reponssants, plus répugnants. Les Kautsky et les Macdonald effraient les capitalistes au moyen de la révolution, ils épouvaient la bourgeoisie au moyen de la guerre civile, afin d'obtenir de leur côté des concessions, conformément au système réformiste. C'est à cela que se réduisent tous les écrits, toute la philosophie, toute la politique de l'Internationale de Berne dans leur ensemble.

Nous avons observé ce lamentable procédé de servilité en Russie, en 1905, de la part des libéraux (cadets), en 1917—19 de la part des menchéviks et des «socialistes-révolutionnaires». Les âmes serviles de l'Internationale de Berne ne songent nullement à élever les masses dans la conscience de la nécessité iné-

vitable de vaincre la bourgeoisie dans la guerre civile, ni à orienter toute la politique vers ce but, à éclaircir toutes les questions, à les poser et à les résoudre en se plaçant à ce point de vue et rien qu'à ce point de vue. Et c'est pourquoi nous devons avoir pour but unique de rejeter définitivement les réformistes impénitents, c'est-à-dire les neuf dixièmes des chefs de l'Internationale de Berne, dans la fosse aux ordures des valets de la bourgeoisie. La bourgeoisie a besoin de semblables valets pour leur confier une partie de la classe ouvrière et pour se faire dépendre avantageusement par eux dans des conversations sur la possibilité du système réformiste, pour jeter de la poudre aux yeux du peuple et le détourner de la révolution par la description des délices et des possibilités de la voie réformiste.

Tous les écrits de Kautsky, de même que ceux de nos menchéviks et des «socialistes-révolutionnaires» se réduisent à une pareille peinture, à une pleurnicherie de petit bourgeois poltron qui a peur de la révolution.

Nous n'avons pas ici la possibilité de répéter en détail les causes économiques fondamentales qui ont rendu inévitable précisément la voie révolutionnaire et rien que la voie révolutionnaire, qui ont rendu la solution des questions inscrites à l'ordre du jour par l'histoire impossible autrement que par la guerre civile. On doit écrire et on écrira des tomes sur cette matière. Si messieurs Kautsky, et autres chefs de l'Internationale de Berne ne l'ont pas compris, on peut seulement dire: l'ignorance est moins éloignée de la vérité que le préjugé.

Car les travailleurs, ignorants mais sincères, et les partisans des travailleurs comprennent plus facilement aujourd'hui, après la guerre, le caractère inévitable de la révolution, de la guerre civile et de la dictature du prolétariat, que messieurs Kautsky, Macdonald, Vandervelde, Branting, Turati et autres, farcis qu'ils sont de préjugés réformistes trop savants.

On peut trouver une preuve particulièrement démonstrative du phénomène collectif qui est observé partout du développement de la conscience révolutionnaire au sein des masses, dans les romans d'Henri Barbusse: *Le Feu* et *Clarté*. Le premier a déjà été traduit dans toutes les langues et répandu en France au nombre de 230.000 exemplaires. La conversion d'un homme tout à fait ignorant, étouffé par les idées et les préjugés vulgaires de la masse, en révolutionnaire précisément sous l'influence de la guerre, y est attestée avec une puissance, un talent, une vérité extraordinaires.

Les masses des prolétaires et des demi-prolétaires sont pour nous et passent de notre côté non de jour en jour, mais on peut le dire d'heure en heure. L'Internationale de Berne, c'est un état-major sans armée, qui s'écroulera comme un château de cartes, si seule-

ment on le démasque jusqu'au bout, aux yeux des masses.

Dans toute la presse bourgeoise de l'Entente on s'est servi durant la guerre du nom de Karl Liebknecht pour abuser les masses, afin de représenter les brigands et les spoliateurs de l'impérialisme français et anglais comme sympathisant avec ce héros, «le seul allemand loyal», à ce qu'ils disaient.

Maintenant les héros de l'Internationale de Berne siègent dans la même organisation que les Scheidemann, qui ont organisé l'assassinat de Karl Liebknecht et de Rosa Luxembourg, ces Scheidemann qui ont rempli le rôle de bourreaux sortis des rangs ouvriers, qui ont rendu des services de bourreaux à la bourgeoisie. En paroles ils tentent hypocritement de «condamner» les Scheidemann (comme si la «condamnation» changeait quelque chose à l'affaire!). En fait, ils demeurent dans la même organisation que ces assassins.

Feu Harry Quench fut expulsé de Stuttgart en 1907 par le gouvernement allemand pour avoir traité de «réunion de voleurs» une assemblée des diplomates européens. Les chefs de l'Internationale de Berne ne sont pas seulement une réunion de voleurs, mais une réunion de vils assassins.

VI.

Quant à la question de la dictature du prolétariat, Ramsay Macdonald l'évade en quelques mots, comme un sujet rentrant dans le domaine de la discussion sur la liberté et la démocratie.

Non. Il est temps d'agir. Il est trop tard pour discuter. Le plus grand danger de l'Internationale de Berne, c'est la reconnaissance en paroles de la dictature du prolétariat. Ces gens-là sont prêts à reconnaître et à signer n'importe quoi pourvu seulement qu'ils restent à la tête du mouvement ouvrier. Kautsky déclare déjà maintenant qu'il n'est pas hostile à la dictature du prolétariat. Les social-patriotes et les «centristes» français signent aussi une résolution favorable à la dictature du prolétariat.

Ces gens-là ne méritent pas la moindre confiance.

Ce n'est pas une reconnaissance verbale qu'il faut, mais bien la rupture complète de fait avec la politique du réformisme, avec les préjugés de la liberté et de la démocratie bourgeoises, l'application en fait de la politique de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat, afin de faire passer à la dérobée avec elle le principe de «la volonté de la majorité», c'est-à-dire le «suffrage universel» (c'est notamment ce que fait Kautsky), le parlementarisme bourgeois, le renoncement à la destruction, à l'extirpation, à la démolition complète de l'appareil étatique bourgeois tout entier. Il faut craindre plus que tout ces nouveaux subterfuges et ces échappatoires.

La dictature du prolétariat serait impossible, si la majorité de la population n'était pas composée de prolétaires et de demi-prolétaires. Kautsky et Cie s'efforcent de fausser cette vérité de façon à rendre le « vote de la majorité » nécessaire, pour que la dictature du prolétariat puisse être reconnue comme « régulière ».

Oh, les comiques pédants! Ils n'ont pas encore compris que le vote dans les cadres, les institutions et selon les usages du parlementarisme bourgeois est une partie de l'appareil étatique bourgeois, qui doit être brisé et démolé de haut en bas pour que soit réalisée la dictature du prolétariat, le passage de la démocratie bourgeois à la démocratie prolétarienne. Ils n'ont pas compris qu'en général ce n'est pas par des votes, mais par la guerre civile que se décident toutes les questions sérieuses de la politique, quand l'histoire a inscrit à l'ordre du jour la dictature du prolétariat.

Ils n'ont pas compris que la dictature du prolétariat est le pouvoir d'une classe prenant en main l'appareil tout entier de la nouvelle forme de l'Etat, vainquant la bourgeoisie et neutralisant toute la petite bourgeoisie, la classe rurale, la masse amorphe des habitants et les intellectuels. Les Kautsky et les Macdonald reconnaissent en paroles la lutte de classes, pour l'oublier en fait au moment le plus décisif de l'histoire de la lutte pour l'affranchissement du prolétariat, au moment où ayant pris le pouvoir d'Etat et soutenu par le demi-prolétariat, le prolétariat, au moyen de ce pouvoir, continue la lutte de classes pour la mener jusqu'à la destruction des classes.

En vrais philistins, les chefs de l'Internationale de Berne répètent les phrases démocratiques bourgeoises sur la liberté, l'égalité et la démocratie, sans s'apercevoir qu'ils ramassent les débris de l'idée de possession libre et égale des produits, sans comprendre que le prolétariat a besoin de l'Etat non pour la « liberté », mais pour écraser son ennemi, l'exploiteur, le capitaliste.

L'idée de la liberté et de l'égalité des propriétaires des produits est morte comme est mort le capitalisme. Ce ne sont pas les Kautsky et les Macdonald qui la ressusciteront. La destruction des classes est nécessaire au prolétariat: voilà ce qui renferme réellement la démocratie prolétarienne, la liberté prolétarienne (la liberté à l'égard du capitalisme et de l'échange des produits), l'égalité prolétarienne (non pas l'égalité des classes—banalité où se fourvoient les Kautsky, les Vandervelde et les Macdonald—mais l'égalité des travailleurs, qui renversent le capital et le capitalisme). Tant qu'il existe des classes, la liberté et l'égalité des classes sont une tromperie bourgeois. Le prolétariat prend le pouvoir, devient la classe dominante, brise le parlementarisme bourgeois et la démocratie bourgeois, écrase toutes les tentatives de toutes les autres classes pour revenir au capitalisme, donne la vraie liberté et la vraie égalité aux travailleurs (ce qui n'est réalisable qu'en supprimant la propriété privée des moyens de production), leur donne non seulement le « droit » de jouir, mais la jouissance réelle de ce qui a été enlevé à la bourgeoisie.

Celui qui n'a pas compris tout ce contenu de la dictature du prolétariat (ou, ce qui est la même chose, du pouvoir des Soviets ou de la démocratie prolétarienne) continuera à employer le mot de liberté dans le sens de liberté en général, de démocratie bourgeois. Il ne m'est pas possible de développer ici plus en détail ces idées, exposées par moi dans *l'Etat et la révolution* et dans la brochure *La démocratie prolétarienne et le renégat Kautsky*. Je peux pour terminer dédier ces remarques aux délégués de l'Internationale de Berne au Congrès de Lucerne de 10 août 1919.

N. LÉNINE.

14 juillet 1919.

OUVRIERS ET SOCIAL-TRAÎTRES EN ANGLETERRE

La nécessité de la révolution est clairement démontrée par le projet du gouvernement sur la „nationalisation“ des chemins de fer et des autres moyens de transport. La Conférence industrielle et ce qu'il est advenu des revendications des mineurs montrent cependant combien il est difficile de la provoquer en Angleterre.

Le bill des transports: une nationalisation honteuse. Doubles charges financières.

Le bill déposé par le ministre des voies et communications, bien qu'il doive être appliqué à tous les moyens de transport de l'intérieur des pays, n'établit pas un projet complet de nationalisation.

Il autorise le ministre à acheter, à prendre sur son contrôle ou à créer les chemins de fer, les tramways, les moyens de communication par eau à l'intérieur, les routes, les ponts, les ferry-boats, les véhicules ou le trafic par tous ces moyens, et dans les ports, dans les docks, sur les quais. De même, que la fourniture de l'électricité et en général toute entreprise connexe aux moyens de transport.

Les dividendes sont assurés.

Si le ministre établit son contrôle sur une entreprise, les dividendes des propriétaires doivent être garantis et prélevés sur le budget accordé par le gouvernement ce qui veut dire naturellement payés

au moyen de l'argent soutiré au peuple par la voie des impôts. Si le contrôle du ministre cause un préjudice à la propriété, les propriétaires doivent être dédommagés sur les fonds accordés par le Parlement.

Si le ministre décide non seulement de contrôler, mais finalement de prendre en main une entreprise, il l'achète et naturellement ce doit être au prix fort. Si le prix d'achat est fixé par une juridiction, les membres de cette juridiction seront naturellement des personnes appartenant à la classe possédante. Les sommes nécessaires à l'achat seront en tout ou partie empruntées à des capitalistes privés auxquels le gouvernement payera des intérêts. Il est prévu que l'entreprise rachetée ou fondée par le gouvernement doit fonctionner comme une entreprise privée. La cinquième clause (1-ère section) de la loi donne au gouvernement le droit de prêter aux capitalistes l'argent de l'Etat afin de les aider à développer leurs entreprises privées, — ce qui crée de graves possibilités de corruption.

La cinquième clause établit que le ministre, sous réserve de l'approbation de la trésorerie peut faire des avances prélevées sur le budget accordé par le Parlement à toute autorité, compagnie, personne, soit par voie de prime, soit par voie de prêt, soit en partie d'une manière en partie de l'autre, aux conditions qu'il juge convenables pour les entreprises énumérées comme suit :

- (a) Construction, amélioration ou entretien des chemins de fer, voies légères, trainways;
- (b) Construction, amélioration ou entretien des routes, ponts et ferrées;
- (c) Construction, amélioration ou entretien des ports, des docks et des quais;
- (d) Construction, amélioration ou entretien des canaux ou des voies de navigation intérieure;
- (e) Création et amélioration des transports par fer et par eau.

Une riche moisson pour les profiteurs, une lourde charge pour les travailleurs, voilà qui est évident pour peu que l'on y réfléchisse. Si les chemins de fer et les moyens de transport sont contrôlés par le gouvernement, les dividendes des propriétaires seront assurés sans courir les risques ordinaires et en évitant les fluctuations habituelles dans les affaires. Si les chemins de fer sont rachetés, les actionnaires seront indemnisés ou les dividendes continueront à leur être servis. L'intérêt des sommes empruntées pour racheter les chemins de fer constituera pour les peuples une lourde charge. Ainsi de toutes façons la nation aura à supporter les frais d'entretien des oisifs qui vivent de capitaux placés dans les chemins de fer, et aura en outre à payer les frais d'une vaste administration. Le ministre des voies et communications aura un traitement de cinq mille livres par an. Ses secrétaires toucheront chacun 1.500 livres par an, et il y aura en outre, toute une armée d'employés, de fonctionnaires subalternes, des bureaux coûteux, des frais d'impressions etc.

Cette sorte de „nationalisation“ ou de contrôle gouvernemental n'écartera pas les vampires capitalistes, ne procurera pas aux travailleurs industriels de meilleures conditions d'existence et de confort et ne permettra pas de diminuer le prix du charbon. Non, cette sorte de nationalisation ne peut

qu'accroître les charges parasites accablant l'industrie. Mais qui croira à la possibilité de nationaliser les mines sans continuer de payer aux propriétaires des dividendes autrement que par la révolution? Qui croira qu'on puisse le faire autrement que par une révolution générale dépossédant non seulement les propriétaires des mines, mais aussi tous les autres capitalistes?

Le bill sur les transports ne donne aucune liberté aux travailleurs. Au contraire, si un conflit se produit, ils auront contre eux tout le pouvoir gouvernemental. Il y a dans la clause 2 une phrase sinistre :

„Tout employé ou ouvrier d'une entreprise visée par la présente loi sera transmis au ministre qui peut en réclamer le service soit d'une façon permanente avec le consentement de l'employé ou de l'ouvrier, soit de façon temporaire avec le consentement des entrepreneurs“.

Ceci semble indiquer que si les services des ouvriers ne sont requis que temporairement par le ministre, leur consentement n'est pas nécessaire. Pourquoi a-t-on introduit cette petite phrase? Nous pensons que le gouvernement a l'intention d'user de son droit de rachat sur les chemins de fer pour briser les révoltes industrielles comme ce fut fait en France, il y a quelques semaines lors de la grève des chemins de fer. Le gouvernement anglais désire probablement être bien certain que ce procédé ne pourra pas être soumis aux tribunaux et veut priver les ouvriers du droit legal de terminer leurs engagements de travail sur les chemins de fer, dans l'éventualité d'une semblable crise.

Nous pensons que la peur de la révolution a poussé au vote de ce bill. Le gouvernement a trouvé expédient de contrôler les chemins de fer quand il soutenait une guerre capitaliste en Europe et le gouvernement trouve plus expédient encore de contrôler les chemins de fer tandis qu'il soutient contre le travail, à l'intérieur, une guerre civile.

Le bill sur les transports n'est pas comme certains gens le disent un pas en avant vers le socialisme d'Etat; c'est tout au plus une conquête du capitalisme d'Etat. Et il peut n'être qu'un moyen de cacher l'accroissement du pouvoir de coercition du gouvernement contre les travailleurs.

Une administration socialiste en prenant en mains les chemins de fer ne se rendrait pas responsable de dividendes; elle payerait un salaire égal à tous les travailleurs des chemins de fer qu'ils soient mécaniciens ou directeurs; elle payerait une pension égale à ce salaire aux travailleurs incapables de continuer leur travail; et c'est aux ouvriers de chemin de fer qu'elle donnerait le contrôle des chemins de fer. Cette sorte de nationalisation s'appelle „bolchévisme“ et elle est amèrement attaquée par ceux qui ont placé leurs intérêts dans les chemins de fer. Mais quand viendra la révolution c'est précisément cette sorte de nationalisation que nous réaliserons. Puisse la révolution être prompte!

La Conférence industrielle mixte.

Nous voyons dans les actes de la conférence industrielle mixte la folie et la vanité grandissantes des chefs ouvriers d'un moment — hommes et femmes — qui ont oublié toute solidarité ouvrière et qui

s'empresment de se rendre agréables à la classe des employeurs. Sir Robert Horne, ministre du travail, qui présida à la conférence, y parla des sans-travail avec un cynisme déconcertant. Il déclara que le chômage dans les industries assurées n'atteignait que 6,5% des travailleurs et qu'il trouvait tout naturel qu'il y ait un pourcentage de sans-travail plus grand parmi les femmes. Il assura que la plupart des femmes qui viennent maintenant grossir les rangs des sans-travail et qui demandent sans doute les allocations de chômage n'ont pas l'intention de reprendre leurs occupations... Nous pouvons conter une tout autre histoire sur les innombrables femmes sans travail qui sous un futile prétexte ou sous un autre se voient refuser le bénéfice de secours du chômage auquel elles ont droit. Sir Robert Horne dit que le montant des secours de chômage explique le nombre considérable des femmes sans-travail—comme s'ils étaient supérieurs aux salaires qu'elles gagnaient dans leurs métiers avant la guerre! Mais leur nombre va désormais baisser, le gouvernement allant diminuer l'allocation de chômage de 25 sh. à 15 sh. par semaine pour les femmes et de 29 sh. à 20 sh. par semaine pour les hommes. Et c'est ainsi, ô mandataires cyniques des traitants d'esclaves! que vous tenez vos promesses de reconstruction sociale, vous servant des privations pour contraindre les travailleurs à revenir sous le joug de l'exploitation.

L'affirmation du ministre qu'en réduisant l'allocation des sans-travail après une période donnée le gouvernement „se conformait à la tradition des trades-unions”, est bien grossière. Les trades unions sont contraintes par l'épuisement de leurs fonds à recourir à ce procédé malheureux et cruel par ses effets sur ceux qu'il atteint, hommes, femmes et enfants. Le gouvernement qui condamne ainsi les chômeurs au besoin dépense en ce moment même environ 60 millions par an pour donner des bénéfices aux directeurs des chemins de fer et il projette une loi assurant ces profits pour aussi longtemps que durera le contrôle des chemins de fer.

À la demande que les manufactures „nationales”, établies parce que les manufactures privées n'étaient pas propres à l'immense effort nécessaire pour gagner la guerre, fussent employées à donner du travail aux chômeurs, sir Robert Horne répondit que le gouvernement avait décidé de fermer ses manufactures, ayant pensé que „si le gouvernement était considéré comme un concurrent des industries où travaillent les entreprises privées celles-ci ne se rétabliraient jamais”.

Il y aurait eu une possibilité de nationaliser l'industrie sans que les capitalistes aient l'ombre d'un droit à demander des compensations puisqu'ils se seraient retirés des affaires par crainte de la concurrence de l'Etat. Mais le gouvernement formé d'après les intérêts capitalistes ne peut saisir de semblables opportunités favorables à la majorité des peuples. Il s'empresse au contraire à soutenir les capitalistes au détriment des masses.

Aucune promesse définie concernant les heures de travail ne fut faite; à la vérité le ministre du travail fit ressortir que le gouvernement n'avait pas l'intention d'entreprendre une action nationale dans ce sens, les bureaux de salaires (Wages Boards) pour les industries les plus exploitées et l'établissement des conseils Whitley étant les seules

concessions présentées aux ouvriers comme une lointaine possibilité. Et cependant J. R. Clynes (le renégat) déclara que le seul point faible dans le discours de Sir Robert Horne c'était son projet concernant l'allocation de chômage. Clynes dit que la seule chose qui le préoccupait c'était de savoir si „dans son propre intérêt le travail n'allait pas trop demander à la fois”.

Mais Clynes s'est une fois de plus allié aux capitalistes. Henderson, d'autre part, depuis qu'il a été lâché par le gouvernement de Lloyd Georges, a prétendu à une farouche indépendance. Comment Henderson reçut-il donc ce refus des récompenses qu'il n'avait pas cessé de promettre aux ouvriers à la condition qu'ils soutinssent le gouvernement pendant la guerre? Comme si le bon état commercial de la machine capitaliste était la seule chose intéressante un représentant des ouvriers exploités par cette machine; ignorant le principe d'administration dans les intérêts ouvriers que dans bien des discours il déclara avoir fait sien en entrant dans le gouvernement de coalition, Henderson dit sagement que si rien n'était fait pour écarter d'une façon permanente les troubles industriels, „il ne voyait aucune espérance pour le pays de tenir ses engagements financiers”, il présenta ensuite la résolution grandiloquente et absurde que voici:

„La conférence considérant que toute perturbation évitable de l'industrie est toujours à déplorer et pourrait être, dans la si critique période actuelle de reconstruction, désastreuse pour les intérêts de la nation; pensant que tous les efforts doivent être faits pour satisfaire avec humanité et bonne volonté aux revendications légitimes, — décide de désigner une commission mixte composée d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers hommes et femmes et présidée par une personnalité désignée par le gouvernement afin d'étudier les questions relatives: 1) aux heures de travail, aux salaires, aux conditions générales de travail; 2) au chômage et au moyen de le prévenir; 3) aux meilleures méthodes d'instituer la collaboration entre le capital et le travail. Vu l'urgence de la question, le Comité mixte recevra de plein pouvoir, pour assurer de concert avec le gouvernement, une nouvelle réunion de cette conférence le 5 avril au plus tard, afin d'entendre son rapport”.

Avez-vous oublié, M. Henderson, le beau conte que nous vous entendîmes conter à la Conférence de Black-Pool sur le puissant Parti Ouvrier International qui devait tout emporter devant lui et créer un nouveau monde? N'était-ce qu'un bluff? Ne pensiez-vous pas ce que vous disiez? Voici que vous prêchez la coopération entre le capital et le travail, quoique ce ne soit que par la lutte entre ces forces irréconciliables, que le capitalisme peut être renversé? Voici que vous nous dites que „toute perturbation évitable de l'industrie doit être désastreuse pour la nation” comme si la nation pouvait avoir une existence indépendante de celle des travailleurs.

Lloyd Georges appuya la résolution Henderson et pressa la Conférence de l'accepter. Les représentants des patrons et des ouvriers la votèrent et 30 représentants de chaque côté furent immédia-

tement désignés. Le gouvernement nommera le président. Il ne peut y avoir de jugement impartial sur ces questions. C'est pourquoi le président devant être, nous en sommes certains, pris dans la classe des patrons, les travailleurs seront de suite mis en minorité.

La participation à de semblables comités mixtes est désastreusement contraire aux intérêts des travailleurs, elle ne fait que retarder le jour de leur émancipation.

LES RÉVENDICATIONS DES MINEURS ET LA COMMISSION DES STATUTS

Les sans-travail abandonnés.

La conférence des mineurs a eu la faiblesse de se rendre aux propositions du gouvernement. Elle a consenti à retarder la grève du 15 au 22 mars afin que les résultats des travaux de la Commission des Statuts puissent être connus avant l'action. Elle a accepté des sièges dans cette Commission. Le gouvernement ayant refusé de discuter la demande d'un salaire complet pour les sans-travail, la conférence a décidé d'abandonner cette revendication au lieu d'en faire une de celles dont la grève eut décidé; elle a demandé au Comité Parlementaire du Congrès des Trades-Unions et au Labour Party de prendre cette cause en mains. Comme chacun sait, cela veut dire que les sans-travail sont abandonnés à la merci du gouvernement à moins que les travailleurs d'une autre industrie ne se mettent à les défendre ou qu'ils ne se décident eux-mêmes à l'action révolutionnaire. Le Labour Party et le Congrès des Trades-Unions sont incapables d'agir et ont clairement démontré qu'ils ne recommanderont même pas une politique forte et indépendante aux corps qu'ils représentent et qui ont le pouvoir de les soutenir; le gouvernement a choisi ce moment pour réduire l'allocation de chômage et ni les mineurs ni les corps constitués auxquels ils ont transmis la défense des sans-travail n'ont protesté.

Ayant accepté des sièges à la Commission des Statuts, les délégués des mineurs auront bien de difficultés à ne pas se compromettre. On fera l'impossible pour les rendre responsables des décisions de la Commission et leur position sera des plus malaisées.

Les mineurs ont consenti à entrer dans la Commission si la moitié des sièges leur était accordée, mais ils ont dû se contenter de trois sièges sur 12. Les patrons ont aussi trois représentants. Le gouvernement en a nommé 6, 3 desquels représentent, dit-on, les patrons des autres industries, tandis que les 3 autres ont à défendre les intérêts des ouvriers des autres industries. Le résultat de tout ceci c'est que les éléments socialistes qui font la force du mouvement des mineurs pourraient difficilement être satisfaits par une semblable représentation. Il eut été naturel que les mineurs choisissent pour les représenter leur président, leur vice-président et leur secrétaire, quoique Robert Smillie soit loin de représenter les jeunes éléments révolutionnaires. Mais c'est vraiment une injustice, qu'un vieux réactionnaire fieffé tel que Sydney Webb ait été choisi comme délégué des mineurs ainsi que Sir Leo Chiozza Money qui n'est après tout qu'un

libéral, et que M. Tawney qui vient de la Workers' educational association, tandis que les mineurs sont des partisans actifs du Central Labour College. Les hommes que le gouvernement a choisis pour représenter les intérêts des patrons sont des patrons ou des hommes d'affaires typiques et l'un d'entre eux, pour le moins, est connu comme un expert dans les questions de charbons; les hommes que le gouvernement a désigné pour soutenir les délégués des ouvriers sont des théoriciens pris dans la classe moyenne qui n'ont pas d'expérience directe de la vie des mineurs. Le président de la Commission est un juge et les juges sont notoirement réactionnaires. Les mineurs sont ainsi certains d'être mis en minorité ou ce qui est bien pis et plus probable placés dans les situations les plus fausses.

L'ensemble des ouvriers est étranger à la Commission. On lui fera énergiquement appel pour soutenir les représentants ouvriers à la Commission, pour se soumettre loyalement à leur décision, pour éviter à tout prix des discordes dans l'industrie pendant cette crise importante de l'histoire du monde.

Les ouvriers comprendront-ils qu'ils ont à jouer un grand rôle dans cette crise? Verront-ils que la lutte qui secoue le monde est celle du travail qui veut établir le socialisme et qu'ils doivent au lieu d'en faire manquer le résultat prendre place aux côtés de la classe ouvrière internationale? Les mineurs montreront-ils le chemin aux contingents anglais de la révolution industrielle internationale?

ENCORE UNE GUERRE

Ce qu'il faut payer pour combattre le socialisme international.

En 1913-14, le budget prévu pour l'armée était de 28.346.000 livres st.; pour l'année 1919-20 il atteint la somme énorme de 400 millions de livres. Cette somme est destinée à combattre le socialisme. Mr. Churchill a reconnu qu'il y a une armée alliée à Arkhangel et à Mourmansk. Il n'a pas dit de combien d'hommes elle est forte, mais il a reconnu que la moitié de cette armée est anglaise et il a ajouté que quelle que puisse être la décision de la Conférence de la Paix cette armée ne pourra quitter le territoire russe avant la fin de l'été.

„Et puisqu'ils sont là il faut les soutenir en leur envoyant des renforts et tout ce dont ils ont besoin“.

Etrange, étrange vraiment, n'est-ce pas, que des renforts puissent être envoyés, tandis que le corps expéditionnaire ne peut pas être rappelé? Pourquoi ne peut-il pas l'être? Est-ce à cause des conditions climatologiques actuelles, ou parce que le gouvernement désire qu'il reste où il est? „En outre,“ a déclaré M. Churchill, „nous avons de grandes obligations envers le peuple qui a épousé notre cause“. Le peuple? Non! Les capitalistes, les propriétaires, les tsaristes; la minorité possédante, mais non la majorité qui avait à peine de quoi vivre!

Au Caucase aussi l'Angleterre entretient une armée „de proportions modérées“. M. Churchill nous dira naturellement encore qu'elle n'est là que par hasard. Elle y est allée pour combattre les Turcs et il est advenu qu'elle y reste tout juste

„pour maintenir l'ordre dans ces régions sauvages et parmi ces peuples turbulents, jusqu'à la décision de la Conférence de la paix". Comment peut-on prétendre qu'une armée se borne à maintenir l'ordre alors que ses engagements, ses victoires et ses revers font l'objet de communiqués quotidiens?

„Sur ce théâtre, nous n'avons pas d'intérêts anglais spéciaux à défendre". Vraiment? n'avons-nous pas entendu parler des puits de pétrole de Bakou et d'autres richesses naturelles et n'a-t-il pas été publié récemment que cette partie de la Russie offrirait bientôt à nos entreprises commerciales le champ d'action le plus avantageux? Mais M. Churchill avait encore à dire que cette armée sert d'appui au général Dénikine à qui l'Angleterre envoie des armes, des munitions, des équipements et que

„nous avons une mission militaire à l'état-major du général Dénikine qui le mois dernier a remporté une grande victoire, faisant prisonniers 30.000 bolchéviks".

Nous avons aussi des soldats en Sibérie sous le commandement du colonel John Ward et de l'amiral Koltchak, dictateur réactionnaire qui ne maintient son gouvernement qu'avec les revenus de son commerce de vodka et avec des emprunts contractés en Angleterre.

M. Churchill ajouta que les gouvernements alliés auront bientôt à décider de leur politique en Russie. Il eut soin de dire que la décision sera prise à Paris afin sans doute de faire comprendre à la Chambre des Communes qu'elle ne compte pas. Les gouvernements alliés ont aussi à prendre une décision concernant la Finlande, l'Esthonie, la Lithuanie, la Pologne et bien d'autres Etats qui, dit-il, „ne sont pas encore compris dans l'arène de la dévastation bolchévik". Les alliés voudront sans doute porter dans ces pays aussi la guerre civile internationale. Sur le Rhin, nous dit-il, une forte armée doit être maintenue après que le traité de paix sera signé.

La politique du gouvernement anglais comporte le maintien d'une puissante armée européenne. Il n'est plus permis d'en douter. Churchill explique que

„sans cette puissance militaire nous n'avons nul moyen d'influencer ou de guider le cours des événements en Europe si ce n'est en affamant les nations, ce qui les conduit au bolchévisme".

Disons-le clairement: cette politique d'influence au moyen d'une puissante armée est celle que l'on reproche à l'Allemagne, celle que l'Angleterre est supposée avoir condamnée. Mais comme nous l'avons déjà montré, la politique de tous les Etats capitalistes et militaristes est à peu près la même.

Et les gouvernements alliés qui craignent et détestent le bolchévisme contribuent eux-mêmes à hâter son avènement par le blocus qui rend la vie intolérable au peuple allemand et lui donne le courage du désespoir qu'il faut pour entrer dans les chemins périlleux menant à la nouvelle civilisation.

Pourquoi les capitalistes alliés continuent-ils cette politique de suicide qui, malgré les souffrances présentes, sera finalement avantageuse aux ouvriers? Nous pensons que les capitalistes alliés n'ont pas une politique unique. Nul doute que certains soient désireux de contraindre l'Allemagne par le blocus à de nouvelles concessions, d'autres, anéantissant complètement la puissance de sa rivale économique, croient nécessaire d'en venir aux mains avec le socialisme. Ils veulent de grands territoires allemands et ils veulent être les maîtres de tous les pays situés à l'Est de l'Allemagne afin de combattre le socialisme à toutes ses frontières et de l'exterminer avant qu'il soit entré dans les pays alliés.

Mais c'est une vraie démence de haine qui ne recule pas devant une nouvelle guerre plus vaste et plus horrible que celle dont nous venons de sortir et qui provoquera inévitablement l'avènement de son contraire,—le socialisme, la fraternité universelle des hommes.

B. Sylvia PANKHURST

KAUTSKY—WILSON

Le „démocrate" Kautsky a jugé nécessaire de prendre sous sa protection son illustre collègue, le „surdémocrate" Wilson et d'expliquer la politique de ce dernier. N'y avait-il pas en effet des ouvriers qui osaient affirmer que Wilson était le représentant des rois américains du trust et de l'impérialisme transatlantique et que sa „Ligue démocratique" des Nations n'était qu'une arme dangereuse du capital meurtrier et impie représenté par les milliardaires?

Dans sa brochure *Les racines de la politique de Wilson*, Kautsky redresse notre jugement. Nous lisons dans sa préface: „Si la Ligue des Nations établit les fondements d'une nouvelle politique na-

tionale et internationale, nous pourrions envisager l'avenir avec confiance". Et, d'après Kautsky, il dépend de deux facteurs que cette perspective bénie s'ouvre devant nous; cela dépend „de la force de la partie du prolétariat qui s'inspire d'idées internationales et, d'autre part, de la force de l'Amérique et de son président Wilson".

Comme la force de l'Amérique est de toute évidence hors de doute, il faudrait donc seulement, „pour pouvoir envisager l'avenir avec confiance", que Wilson fût soutenu par la partie du prolétariat qui s'inspire d'idées internationales. Même si cela devait „porter atteinte au début au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes", la Ligue des Nations

remédierait à cet inconvénient „aussitôt que les peuples auraient triomphé des conséquences morales de la guerre et trouvé le temps et la tranquillité d'esprit nécessaires pour rentrer en eux-mêmes et rendre justice à leurs anciens adversaires“.

Le „marxiste“ Kautsky a écrit cette délicieuse idylle vers la fin de décembre 1918, c'est-à-dire alors que les Alliés avaient déjà remporté la victoire et se mettaient en devoir de se partager le monde.

Mais comment Wilson avait-il pu en arriver à se poser en défenseur des intérêts de „la partie du prolétariat qui s'inspire d'idées internationales“ ? Kautsky nous l'„explique“ dans sa brochure. Il se base à cet effet sur un petit livre intitulé *Que veut Wilson?* écrit par un bourgeois allemand, M. J. Bonn. Les considérations exposées dans cet opuscule ne diffèrent pas profondément, autant du moins qu'on en peut juger d'après les citations détaillées faites par Kautsky, de celles de la presse payée par la bourgeoisie d'Amérique. Mais Kautsky est d'avis que cet ouvrage „nous fait très bien comprendre la politique américaine de guerre et de paix“.

Bonn affirme et Kautsky répète après lui que : „Wilson n'est pas un hypocrite et qu'il n'a pas non plus fait sa soumission aux impérialistes de son pays“. D'après Kautsky, la politique de Wilson est conforme à la „politique traditionnelle de l'Amérique“, et celle-ci est basée sur le „caractère spécial des Etats-Unis“, caractère dont les deux traits les plus marquants sont : „un ordre social récent et la séparation de l'Europe par l'étendue de l'Océan“. D'après la conception de Kautsky, la politique de Wilson n'a rien à voir avec les trusts et l'impérialisme américains. Ces paroles ne sont guère croyables dans la bouche de Kautsky qui fait lui-même remarquer que dans aucun pays les trusts et le capital financier ne sont précisément aussi développés que dans les Etats-Unis de l'Amérique du Nord. Il ajoute même que c'est également en Amérique que ce développement a conduit pour la première fois à l'impérialisme : „...pour toutes ces raisons, c'est en Amérique que le capital financier s'est développé le plus rapidement, mais c'est aussi en Amérique que ses tendances impérialistes, contraires à la politique de paix traditionnelle du pays, se sont fait jour pour la première fois“. Ensuite, Kautsky indique comme manifestations extérieures de cet impérialisme américain la conquête de Cuba, de Porto-Rico et des Philippines, de même que la construction du Canal de Panama. „Le but principal était de dominer dans l'Océan Pacifique qui devait devenir une mer américaine et dont la côte occidentale, avec la Chine, devait être soumise à la domination des Etats-Unis, tout comme la côte orientale“. Voilà qui ne semble certes pas très pacifique. Mais les Etats-Unis revinrent bientôt de leurs jeunes errements impérialistes, car l'impérialisme „est simplement une tendance qui prend racine dans de puissants intérêts économiques, mais qui peut cependant être facilement surmontée si elle se heurte à une résistance suffisamment forte“.

On ne nous enseigne pas sur quelle force doit s'appuyer cette résistance au pouvoir, qui croit avec une rapidité toujours plus grande, du capital financier. On se borne à affirmer que, par suite des charges militaires qui augmentent toujours (de 1897 à 1914, les dépenses totales pour la flotte et l'armée

sont montées de 84 à 314 millions de dollars, somme peut-être minime pour un pays comme les Etats-Unis), l'opposition à l'impérialisme a crû d'une façon continue au sein du „peuple“ américain. Par ailleurs, Kautsky pense encore que le capital financier américain était moins fortement dépendant de l'impérialisme pour la raison que les constructions de voies ferrées jouaient un rôle beaucoup plus important dans la grande industrie américaine que la fabrication des munitions de guerre. Sans tenir compte du fait que c'est justement l'apparition d'un militarisme jeune et puissant qui ouvre les plus belles perspectives devant l'industrie de guerre, Kautsky prend pour centre de gravité de la question les avantages directs qui découlent des profits de la guerre. Mais c'est dans le développement tout entier du capitalisme, sous le règne du capital financier, que l'impérialisme prend racine. L'exportation capitaliste, sous la forme des moyens de production, voies ferrées, etc., est sa manifestation la plus saillante. Et c'est précisément au moment où chaque philistin a pu se rendre compte que l'Amérique était devenue, de pays agricole qu'elle était, un Etat industriel et que désormais l'exportation des produits de son industrie constituerait pour elle un besoin toujours plus impérieux, que les Etats-Unis devraient renoncer à leurs tendances impérialistes!!! Kautsky invoque comme argument à l'appui de sa thèse le fait que le nombre des voix du parti „démocratique“ va toujours en croissant par rapport à celui des voix du parti „républicain“. Il faudrait assurément faire usage d'une loupe pour découvrir une différence entre les deux partis capitalistes dans le domaine de la politique pratique. Et si ces recherches laborieuses donnaient en fin de compte quelque résultat, ce dernier ne pourrait guère être que de souligner que le parti démocratique se distingue du parti républicain par une plus grande hypocrisie, par une habileté plus consommée à tromper les travailleurs, par de belles phrases ou bien, ainsi que Kautsky l'écrit lui-même, dans une autre partie de son œuvre naturellement : „qu'ils (les deux partis bourgeois américains) se sont transformés de plus en plus en de simples cliques de brigueurs d'emplois“.

Et maintenant, que devient la question de la Chine et des républiques sud-américaines ? L'Amérique a-t-elle renoncé à ses aspirations dans ce domaine ? Kautsky glisse sur ce point avec une singulière légèreté. Il salue les tendances „panaméricaines“ comme le premier pas vers la paix mondiale et affirme que la „politique de la porte ouverte“ doit inaugurer une nouvelle époque pour la Chine ! Comme si ce n'était pas une puissance mondiale qui exigeait l'ouverture de cette porte, déjà entrebâillée du reste, et qui réclamait qu'elle fut tenue désormais ouverte ! Qu'est-ce donc qui doit être introduit par cette porte sinon les produits de l'industrie américaine de la métallurgie et de la construction des machines ? La „porte ouverte“ signifie l'établissement en Chine de voies ferrées, d'industries et de concessions américaines de toutes sortes. Et il va de soi que toutes ces entreprises ne peuvent pas être abandonnées sans protection à la merci des révolutionnaires chinois et des concurrents étrangers. Quel que soit le beau nom que l'on imagine pour décorer, comme toujours, la politique impérialiste, les conséquences de celle-ci n'en

demeureront pas moins le pillage et le meurtre, de même qu'une réaction impitoyable dans le domaine de la politique intérieure. Les travailleurs des États-Unis en savent déjà malheureusement quelque chose. Et les millions de prolétaires qui s'épuisent pour gagner un salaire de famine durant des journées de travail de mesurement longues dans les fonderies et les mines de l'Amérique du Nord, n'ont devant eux d'autre issue que l'éventualité d'une lutte révolutionnaire contre tous les impérialistes et leurs serviteurs. Car l'abondance des terres non cultivées est aussi un des éléments qui fait aujourd'hui partie des „vieilles traditions“ que Kautsky considère comme le ressort véritable de la politique de Wilson. Il ose écrire : „Et c'est ainsi que Wilson a fait de la politique anti-impérialiste, d'accord en cela avec la majorité des électeurs qui l'ont réélu en 1916 et avec les traditions de son pays au caractère spécial duquel sa politique s'est montrée tout à fait conforme“.

Il est presque inutile d'examiner les raisons qui ont entraîné, d'après Kautsky, l'Amérique dans la guerre. L'auteur se déclare entièrement d'accord avec les affirmations, que Bonn reproduit, dans son opuscule cité plus haut, après les journalistes américains : „Wilson était intervenu avec force dans la question de la guerre sous-marine à outrance. Wilson avait été indigné par la politique de l'Allemagne au Mexique, qu'il avait joué un double jeu!“ (Que deviendrait donc la Ligue des Nations si l'on ne pouvait plus se fier aux belles paroles ? On ne pourrait plus alors traiter qu'avec des „démocraties“ telles que l'Angleterre qui n'a certes

jamais joué un double jeu !) Enfin la révolution russe de février menaçait d'affaiblir les puissances de l'Entente. L'Amérique intervint pour rétablir l'équilibre militaire rompu et pour obtenir la conclusion d'une paix „juste“. Les conditions de paix auxquelles aspirait Wilson tendaient au fond, selon l'opinion de Kautsky, „à exiger expressément que l'Allemagne devienne un Etat démocratique“. Car la démocratisation des pays étrangers est „la condition préalable et en même temps la base la plus sûre de la Ligue des Nations, du tribunal international et du désarmement général“. „Ce n'est qu'en face d'une démocratie complète et générale que les divers Etats pourront s'inspirer mutuellement la confiance qui est indispensable pour la réalisation du désarmement international“, écrit Kautsky qui se réclame à ce propos de Kant.

Mais voici que la révolution allemande de novembre devait venir remplir cette condition préalable „bien plus rapidement et plus radicalement que je (c'est Kautsky qui parle) ne m'y attendais“. „Les démocraties étrangères peuvent donc approcher de nouveau le peuple allemand avec confiance. Elles ont toutes les raisons de lui accorder la paix à des conditions qui rendront cette paix plus durable“.

On ne sait de quoi il faut s'étonner le plus : de l'absence de la moindre idée tant soit peu socialiste ou bien du manque absolu de caractère avec lequel Kautsky rampe dans la poussière pour obtenir de Wilson et des „démocrates“ couverts de sang une paix „juste“.

S. J. RUTGERS.

LE DEVOIR DU PROLÉTARIAT EUROPÉEN

Dans le train qui m'emporte vers le Sud je songe au rapide voyage qui d'Odessa à Pétrograd vient de renouveler en moi la vénération et l'amour du peuple russe, de ce peuple martyr qui depuis deux ans souffre et saigne sans une plainte afin d'édifier une société pitoyable et fraternelle sur les ruines du vieux monde anarchique et barbare écroulé sous la honte de la guerre.

De la mer Noire à la mer Blanche, à travers l'immense territoire, que de visions douloureuses mais aussi que de leçons réconfortantes, propres à émouvoir, à éclairer, à entraîner vers nous les camarades européens qui s'obstinent à ne pas comprendre ou ne se décident pas à agir !

La jeune République des Soviets d'Ukraine, resuscitée hier, accueillie avec un enthousiasme joyeux par les masses laborieuses délivrées enfin de l'oppression des Etats-Majors de Skoropadsky et de Franchet d'Espèrey, sollicitée par les innombrables problèmes résolus déjà plus qu'à moitié par sa sœur aînée, par sa tendre tutrice, la Russie Socialiste, doit consacrer ses forces à défendre son existence encore fragile. Rejetées d'abord par l'élan des soldats révolutionnaires, les bataillons de l'aventurier Pétlura, les régiments du général tsariste Dénikine, les divisions du roi de Roumanie et du gouverne-

ment bourgeois de Pologne forment un cercle menaçant. Et tandis qu'on proclame la Révolution en danger, que les ouvriers et les paysans courent aux armes, que les travaux des champs sont abandonnés aux vieux et aux enfants, les bandes noires des Grégorieff et des Zéloni, soutenues, payées et armées par les agents de l'Entente, sortent des bois où elles se terraient, font sauter les trains de ravitaillement et de matériel militaire, pillent et terrorisent les villages, massacrent par milliers les Juifs et torturent les révolutionnaires. Toutefois par la volonté héroïque du peuple levé en masse, la situation militaire, un moment désespérée, s'améliore.

L'œuvre de construction sociale, désastreusement ralentie en Ukraine par le brusque départ au front des plus ardents soviétistes, m'est apparue au contraire, après une absence de quatre mois, admirablement développée en grande Russie. Si la contre-révolution intérieure est définitivement battue, la guerre n'est pas finie pourtant. Neuf mois après la conclusion de l'armistice, deux mois après la signature de la paix générale, Clémenceau, Lloyd Georges et Wilson contraignent encore la République Socialiste à maintenir sous les armes plusieurs millions de citoyens. A l'Est, à l'Ouest, au Nord, partout ; contre les laquais de l'impérialisme et les partisans

de l'ancien régime, contre les gardes blancs de l'amiral Koltchak, contre ceux de Padérevsky et de Haller, de Mannerheim et de Judenitch, il faut tenir et il faut vaincre. Si le front révolutionnaire international n'est pas constitué, si la classe ouvrière d'Occident ne se lève pas toute entière, l'oligarchie bourgeoise et capitaliste ne désarmera pas avant qu'ait été répandue la dernière goutte de sang du dernier révolutionnaire. Epuisée par tant de combats, saignant de tous ses membres, abandonnée par le prolétariat européen pour le salut de qui elle lutte en désespérée, la stoïque et sainte Russie ira jusqu'au bout du sacrifice.

Et, fait incroyable, le Pouvoir des Soviets condamné à cette lutte inouïe amplifie chaque jour l'œuvre grandiose de création socialiste.

La foi simple et tranquille avec laquelle le prolétariat de Pétrograd poursuit tenacement sa mission sous la menace toute proche de l'ennemi est un des plus lumineux témoignages de noblesse humaine qu'il soit possible de recueillir. Attaqué par les blancs d'Esthonie et de Finlande, par les contingents Alliés du Nord et l'escadre anglaise de la Baltique, livré par les ex-officiers du tzar entrés dans l'armée rouge pour trahir, subissant les incursions sauvages des avions anglais qui bombardent les faubourgs et assassinent par dizaines les femmes et les enfants, réduit à une famine atroce, il développe sans arrêt son activité.

Alors que la bataille fait rage jusqu'aux portes de la ville, de vastes travaux publics, sont entrepris: destruction des quartiers insalubres, percement de voies nouvelles, canalisations, filtrage des eaux, égouts, etc... Les maisons bourgeoises sont aménagées pour recevoir les familles des travailleurs. Autour de la ville sont projetées et naissent déjà de vastes cités-jardins. Dans chaque arrondissement, les gouttes de lait, les crèches, les écoles se multiplient. Les unes après les autres, les somptueuses propriétés élevées par les aristocrates au milieu des forêts voisines sont transformées en colonies d'enfants. Dans les ateliers assainis, méthodiquement et scientifiquement transformés, l'ordre et la discipline imposés par les comités ouvriers se rétablissent peu à peu parmi les travailleurs dont les droits et le bien-être, la vie matérielle et morale sont protégés par un ensemble de dispositions qui réalise beaucoup plus que les aspirations les plus audacieuses des ouvriers occidentaux.

La plupart des villes de la Russie suivent l'exemple de la grande cité rouge. Partout le travail. Partout la confiance.

Cependant combien de temps encore le Gouvernement prolétarien privé de pain, de charbon et de fer, pourra-t-il supporter seul la redoutable et double épreuve: résister à la vague réactionnaire qui déferle sans répit sur ses frontières et poursuivre l'œuvre complexe de transformation sociale? Livré à ses propres forces, n'est-il pas condamné à périr? Mais les communistes et les socialistes d'Europe peuvent-ils supporter l'idée même de cette mort? Se rendent-ils compte de la tâche plus rude qu'ils auraient à accomplir si l'impérialisme victorieux de la Révolution Russe pouvait concentrer ses forces contre ses propres prolétariats? Comprennent-ils surtout par quels torrents de sang la réaction mondiale affirmerait son triomphe? Ont-ils oublié qu'en tous lieux les succès passagers des gardes blancs

ont fait tomber des milliers et des dizaines de milliers de victimes? Ne savent-ils rien de l'horreur des massacres actuellement multipliés par Denikine, Grégorieff et Pétura en Ukraine, par Koltchak dans l'Oural et en Sibirie, par Mannerheim en Esthonie et en Finlande? Et les affreux gémissements des martyrs ouvriers et paysans soumis aux pires souffrances par les tortionnaires du tzar ne parviennent-ils donc jamais à leurs oreilles? Est-il possible que les communistes et les socialistes d'Europe ne sachent rien? Et s'ils savent, comment ne sont-ils pas accablés par la douleur et les remords? Comment ne sentent-ils pas qu'en fin de compte c'est sur leurs épaules que pèse la responsabilité de ces crimes monstrueux? Qu'ont-ils fait et que font-ils pour les empêcher?

Qu'ont fait jusqu'à ce jour les chefs des organisations prolétariennes d'Occident pour sauver la Révolution Socialiste Russe? Rien. Car c'est ne rien faire que limiter son action à quelques articles de journaux et à quelques gestes de tribune.

Et qu'ont fait les masses prolétariennes elles-mêmes? Rien. Car c'est ne rien faire que limiter son action à des phrases de meetings et à des manifestations dans la rue.

N'ayant rien fait, ils n'ont rien obtenu.

Ils ont sommé maintes fois que les gouvernements de l'Entente de cesser l'envoi de troupes en Russie. Clémenceau, Lloyd Georges et Wilson n'en persistent pas moins à expédier contre le bolchévisme des troupes nouvelles. Si les départs ont été provisoirement ralentis, si même certains régiments furent être ramenés de Russie en France, c'est uniquement parce que les soldats eux mêmes, éclairés par notre propagande, éclairés surtout par les faits, ont refusé de jouer l'ignoble rôle de bourreaux de leurs frères russes et se sont révoltés contre les ordres d'assassinat.

Quand j'apprends que le bureau de la C. G. T., que la Commission Administrative du Parti Socialiste de France envoient leurs félicitations aux marins et aux soldats français révoltés de la mer Noire, quand j'entends la provocation à la désobéissance lancée par Marcel Cachin du haut de la tribune parlementaire aux soldats du corps expéditionnaire d'Orient, je constate que ces gestes ne font que souligner davantage la timidité et l'insuffisance de chefs qui, incapables de prévoir les événements et de les diriger, incapables surtout d'action virile et révolutionnaire, ne savent qu'enregistrer tardivement des faits accomplis par la seule initiative des travailleurs dont ils avaient le devoir d'être les guides et dont ils ne sont que les suiveurs, qu'ils avaient la mission de pousser en avant et dont ils s'ingénient à briser l'élan.

Hélas! Jaurès n'est plus. Et depuis cinq années que nous pleurons sa mort nous n'avons jamais éprouvé plus profondément qu'aujourd'hui le caractère irréparable de la perte subie le 31 juillet 1914.

Entre tous les socialistes d'Occident, il eut été le premier à comprendre la grandeur et la beauté incomparables de la révolution prolétarienne russe. Sa vision lucide d'homme d'Etat, sa fougue et sa foi révolutionnaires l'eussent placé très vite aux côtés de Lénine. Qui oserait discuter cela et qui oserait admettre, surtout que ce grand homme de haute tenue morale et d'infinie bonté, défenseur de tous les faibles et champion de tous les peuples

opprimés, aurait supporté un seul jour d'être par son silence ou par son inaction, par stupidité ou par lâcheté, le complice du plus répugnant de tous les crimes : le lent étouffement d'une révolution populaire.

« Ce que j'aime en vous, Jaurès, lui disait un jour Jules Guesde, c'est que chez vous l'acte suit immédiatement la pensée ».

Oui, dès le premier jour, Jaurès eut dénoncé le sinistre attentat. Il se fut précipité de toute sa vaillance entre les gouvernements égorgés de l'Entente et la révolution russe. Il eut appelé directement le peuple de France à l'insurrection.

Mais Jaurès n'est plus et ses successeurs ne sont pas encore. Nous n'avons pas d'illusions. Ceux que nous appelons au secours de la révolution russe menacée de mort ne sont ni les socialistes-traitres passés au service de la bourgeoisie, ni les faux internationalistes qui depuis un an limitent leur effort à des protestations oratoires, qui parlent et qui discutent avec les bandits dont le couteau tranche la gorge du malheureux peuple russe. Ce ne sont pas davantage les hauts fonctionnaires de la C. G. T. Un radio officiel américain nous vantait ce soir, avec une ironie méprisante, la prudente sagesse que les brutales menaces de Clémenceau avaient inspirée à ces Messieurs et la servilité avec laquelle ils avaient accepté de renoncer à cette grève générale si pompeusement annoncée à l'univers. Nous avions prévu cela. Du moins cette pitoyable capitulation éclairera-t-elle les troupes syndicalistes. Elles comprendront enfin qu'en s'ajoutant indignes de diriger, à l'heure fixée par eux, ces grandes manœuvres ouvrières que sont les mouvements grévistes, ces hommes se sont disqualifiés. Au moment où le prolétariat prépare de toute sa force et de toute son énergie, non plus de simples manœuvres, mais l'insurrection, c'est-à-dire la guerre révolutionnaire, il condamnera et chassera les chefs qui ayant déserté avant la bataille trahiraient plus sûrement encore pendant le combat.

C'est donc aux masses prolétariennes et à elles seules, aux chefs encore inconnus qui ont arraché le flambeau révolutionnaire aux mains débiles des fonctionnaires et des parlementaires de la social-démocratie européenne que nous demandons d'allumer l'incendie.

Quel motif plus légitime et plus généreux que la défense de la Révolution Russe pourrait-on invoquer pour déchaîner le mouvement libérateur qui doit entraîner la chute du pouvoir bourgeois, l'établissement de la dictature du prolétariat et préparer l'avènement du régime communiste. Assez de meetings et de cortèges pacifiques. Que les travailleurs préparent en hâte ce mouvement. Qu'ils forment pour cela dans les villes et les campagnes des organisations secrètes, des soviets d'ouvriers, de paysans, de soldats. Qu'ils recherchent, qu'ils volent, qu'ils amassent les armes et les munitions. Qu'ils choisissent des chefs puisés dans leurs rangs. La guerre a formé un commandement beaucoup d'enfants du peuple. Qu'ils préparent des cohortes peu nombreuses, mais disciplinées et audacieuses. Qu'ils s'assurent le concours ou tout au moins la neutralité des troupes. Et quand ils descendront dans la rue qu'ils n'oublient ni le browning, ni la grenade.

Qu'ils exigent tout, ils obtiendront tout.

En Russie, les troupes de l'Entente ne sont plus importantes. Par leur propre effort elles ont imposé déjà leur rapatriement et nous avons la certitude que les soldats français qui, en liaison avec nous, avaient fondé dans le Sud de la Russie, en Bessarabie et jusqu'en Roumanie, des groupes communistes sauront apporter au prolétariat un concours efficace. Des soldats alliés demeurent pourtant en Russie et il en vient d'autres. Il reste et il arrive des soldats volontaires, pauvres êtres inconscients qui accomplissent d'abord sans enthousiasme, puis avec dégoût leur vilaine besogne. Il reste et il arrive surtout les serviteurs plus dociles et moins délicats de la réaction et du capital, les brillants officiers professionnels venus avec le général Berthelot pour instruire, encadrer, entraîner contre la révolution les misérables paysans roumains, venus avec le général Janin pour exécuter le même travail près de Koltchak et de Dénikine, avec le général Niessel pour former une armée polonaise contre le bolchévisme, etc. Il faut exiger en premier lieu le retrait immédiat de toutes ces forces militaires, de toutes ces missions spéciales opérant contre les pays révolutionnaires, dans les Balkans, et en Hongrie comme en Russie.

Les travailleurs européens doivent obtenir en outre la cessation de l'appui donné aux armées contre-révolutionnaires et antisémites, aux restaurateurs du knout, aux fauteurs de pogromes et aux pendeurs de socialistes, à Koltchak, à Dénikine, à Mannerheim, à Judenitch, etc., à tous ces hommes d'ancien régime contre lesquels se sont levés non seulement les bolchéviks, mais tous les socialistes de Russie, menchéviks, social-démocrates et socialistes-révolutionnaires.

L'Entente, impuissante à contraindre ses propres soldats à étrangler la révolution russe, inonde d'or ces bandits galonnés. Par la voie du Transibérien, par la mer Blanche, et par la mer Noire, elle les comble d'armes, de munitions, d'avions, de tanks, de gaz asphyxiants qui leur assurent une supériorité d'armement écrasante sur les armées rouges ouvrières et paysannes. Il suffit qu'en France, en Angleterre, aux États-Unis, les travailleurs des ports, suivant le bel exemple de solidarité donné récemment par les dockers italiens, refusent de participer au chargement de tout matériel de guerre et qu'ils n'hésitent pas au besoin à faire sauter les paquebots chargés par les jaunes.

Livrés à leurs propres ressources les bandes contre-révolutionnaires seront très rapidement anéanties par les troupes rouges. Elles le seraient déjà depuis un an sans le secours formidable que n'ont cessé de leur fournir Clémenceau, Lloyd Georges et Wilson.

Ainsi la guerre civile serait terminée. Ainsi le Pouvoir des Soviets, ce gouvernement pacifique qui n'a pas cessé depuis son avènement de demander la paix, se déclarant prêt pour l'obtenir à tous les sacrifices, pourrait démobiliser. Ainsi les militants, les techniciens, les spécialistes retenus aux armées par milliers et par dizaines de milliers reprendraient leur place demeurée vide à la tête des usines, des domaines agricoles et des établissements d'administration générale. Mais pour permettre à la révolution russe de reprendre normalement et de mener à bien l'œuvre difficile de construction socialiste, il faut davantage encore. Il faut que la

Russie soit replacée dans des conditions économiques normales. Il faut que le blocus soit levé.

Peuple paysan, disposant d'un appareil industriel peu développé, le peuple de Russie importait en quantités colossales les produits manufacturés, exportant en échange ses céréales, son lin, son chanvre et ses métaux. Pour cultiver la terre, il a besoin des instruments aratoires de l'étranger. Pour transporter ses récoltes, il a besoin de nos locomotives et de nos wagons. Pour restaurer un outillage industriel dévasté par la guerre, il a besoin de nos machines.

Renonçant à écraser la Russie par la seule force des armes, l'Entente a essayé de la réduire par le blocus. Depuis dix-huit mois non seulement elle a refusé de lui acheter ou de lui vendre quoi que ce soit, mais la bienfaisante Eigue des Nations, la puissante machine d'oppression dressée contre le prolétariat par l'hypocrite Wilson a interdit aux nations ennemies ou neutres tout acte de commerce avec la population russe.

Ce blocus cruel a désorganisé les transports de la Russie, empêché son ravitaillement, ruiné son industrie et son agriculture. Il a fait périr de misère et de faim des centaines et des centaines de milliers d'innocentes victimes, vieillards, malades, femmes et enfants. De toutes ces morts qu'il n'a pas su empêcher le prolétariat européen porte déjà la responsabilité. Qu'il n'aggrave pas sa faute en prolongeant une déplorable défaillance. Qu'il exige et

qu'il obtienne, par les moyens révolutionnaires s'il le faut, la levée immédiate du blocus, la reprise des échanges économiques entre l'Entente et la Russie.

Les destinées de la Révolution, c'est-à-dire l'avenir des masses travailleuses du monde entier, le salut et la renaissance de l'humanité, sont entre les mains des prolétaires occidentaux.

Ou bien ils se feront lâchement et sottement les complices du crime : ils laisseront, écraser le pouvoir des Soviets en Russie et en Hongrie, se souillant ainsi d'une honte éternelle et rendant plus difficile et plus lointaine leur propre émancipation. Ou bien ils formeront des organisations de combat, ils commenceront immédiatement l'attaque, ils contraindront l'Entente à desserrer son étreinte, ils sauveront la Russie et la Hongrie, assurant en même temps que le triomphe de la révolution dans ces pays est le triomphe de la révolution dans toute l'Europe.

Le chef incomparable que fut Jaurès n'est plus là. Les leaders officiels de la social-démocratie et du syndicalisme occidental sont des traîtres, des incapables ou des timides. L'effort révolutionnaire des prolétaires doit être accompli par les prolétaires eux-mêmes et par eux seuls. Mais qu'ils se hâtent. Ils ont trop tardé déjà.

Jacques SADOUL

Entre Pétrograd et Moscou,
le 24 juillet 1919.

LES PETITS PAPIERS DE M. CHARLES DUMAS

M. Charles Dumas est, comme on sait, un des éléments les plus représentatifs du social-patriotisme français. Il appartient à l'extrême droite de cette tendance et il est actuellement aux côtés de Compère-Morel, Adrien Veber et Alexandre Varenne un des partisans les plus acharnés de la politique interventionniste en Russie. Il est néanmoins considéré par Cachin et Longuet comme un bon camarade avec lequel on a temporairement quelques « divergences ». Charles Dumas qui fut dans les premiers mois de la guerre chef du cabinet du ministre sans portefeuille Jules Guesde (lequel pour un maroquin vide abandonna son marxisme), fut chargé de mission en Russie où il vint deux fois. A Pétrograd et à Moscou il fut en liaison avec les agents français et avec certains représentants menchéviks et S.-R.; mais il ne fut pas très satisfait de la mission qui lui avait été confiée et il rêvait—il n'était pas le seul—à remplacer M. Noulens contre lequel il manifestait souvent son hostilité.

Au cours des perquisitions faites récemment à la Chancellerie du Consulat général de France installé dans les locaux de la Croix Rouge danoise à Moscou, on a saisi quelques papiers qui offrent un très grand intérêt—encore que rétrospectifs. Ces papiers sont principalement les minutes des rapports qu'il adressait régulièrement à M. Pichon. A son départ précipité de Moscou—si précipité qu'il ne prit même pas le souci de s'intéresser au sort de ses deux secrétaires qui étaient emprisonnés—il les mit dans de grandes enveloppes cachetées à la cire, et portant comme adresse :

M. Charles Dumas, Maison de la Presse, 3, rue François 1^{er}, Paris (1).

Le 2 avril 1918 Charles Dumas envoyait à Noulens, ambassadeur de France, qui s'était retiré à Vologda, une lettre dans laquelle il réclamait pour certain journal une mise de fonds de cent mille roubles. Il reprochait à M. Noulens sa parcimonie laquelle, il faut le dire, était généralement reconnue par tout le monde. « Non sans beaucoup de peine — écrit-il — vous m'avez versé pour cela quarante mille roubles. Puis vous êtes parti. Vous m'avez laissé dix mille roubles qui d'ailleurs n'ont été trouvés que longtemps après votre départ et qui ne m'ont été remis qu'à Moscou. Le résultat a été que le journal coupé de moyens a dû cesser de paraître en laissant des dettes et j'ai dû manquer à mes engagements ». Il se plaint que tandis que le Comité de guerre lui avait ouvert un crédit de trois millions de francs M. Noulens ne lui en ait remis qu'une infime partie. Le 10 avril M. Noulens répondit à « son cher ami » et lui avouait « avoir été surpris des récriminations ». « Dans la question de l'emploi des fonds, je n'ai fait qu'user, en modérant vos propositions, du droit que m'avait donné le gouvernement de les approuver ou de les rejeter. Par sympathie pour vous et parce que je connais votre haute conscience, je n'ai jamais

(1) La Maison de la Presse où travaillaient durant toute la guerre des littérateurs, des policiers, des journalistes et des policiers était le Bureau de propagande du ministère des Affaires Etrangères; les travaux d'espionnage n'en étaient pas exclus.

demandé des explications de détail et je vous ai facilement cédé alors que si j'avais eu à me prononcer pour mon propre compte, j'aurais été infiniment plus rigoureux. Et l'ex-ambassadeur de France ajoutait : « Je pense que notre amitié pour certains partis politiques russes ne doit nous entraîner à les aider pécuniairement que lorsqu'ils peuvent nous être réellement utiles. Or, je me permets de penser que celui qui s'est adressé à vous pour la fondation d'un journal ne peut avoir en ce moment aucune influence sur les destinées de son pays ». Enfin dans sa lettre M. Noulens tenait à dire à « son cher ami » qu'il ne devait pas s'exagérer l'importance de sa « mission ». « Une fois séparé de vous je ne pouvais pas vous conférer plus de pouvoir que vous n'en aviez quand j'étais présent à Péetrograd. Si vous aviez un emploi utile à faire de certains fonds, vous deviez en faire part au Consul Général de Moscou, qui, en mon absence, aurait demandé des instructions au Quai d'Orsay pour examiner avec vous l'opportunité des dépenses ».

S'il est mécontent de M. Noulens, il n'est pas moins satisfait de la conduite de la Mission Militaire et il donne tort à celle-ci. Il déclare à M. Pichon le 4 janvier 1918 : « En principe je crois indispensable de remettre entièrement la direction de notre action politique à l'ambassadeur, et aux agents diplomatiques compétents. Ceci n'empêchera pas les militaires d'être utile sur d'autres terrains, au contraire ».

Parmi les autres papiers qui seront publiés prochainement intégralement (1) on voit l'activité de M. Dumas en ce qui concerne l'intervention en Russie. Le 10 avril 1918 il écrit : « L'intervention — si on veut sauver la situation — doit se produire sans délai et avec force. Il est de toute urgence, sans parler de l'entreprise de Vladivostok, que les troupes alliées débarquent nombreuses à Arkhangel et Mourman, ce qui est justifié par l'occupation de la Finlande par les Allemands. Autour de ces forces alliées se forme aussitôt une armée spécifiquement russe de deux à trois cent mille hommes. Quant aux bolchéviki il n'y a plus lieu de s'en occuper. Il est possible qu'ils tentent, pour se sauver, de tomber dans nos bras, nous ne recuillerions d'ailleurs qu'un cadavre en décomposition. Parlant en socialiste je déclare que toute leur activité n'a jamais été que la négation même du socialisme et qu'aujourd'hui l'immense majorité de la classe ouvrière russe, déçue, s'écarte d'eux et que des élections libres feraient éclater le complet discrédit dans lequel ils sont tombés ».

« Les alliés trahiraient leurs principes de démocratie et de droit en faisant un geste pour sauver, à une heure où il s'effondre, un régime d'aventuriers qui a fusillé la Constituante et qui a établi selon le mot de Gorki : l'Autocratie des Sauvages. Le seul résultat de notre accord avec les bolchéviki serait d'écartier de nous en même temps que de ruiner toutes les forces démocratiques saines de la Russie ».

Pareil à tous les contre-révolutionnaires alliés et en particulier à son ami et confrère en destruction M. de Vertamond, ce qu'il désire moyennant finance c'est le renversement du bolchévisme. C'est pourquoi il se montre hostile à la révision du traité de Brest.

(1) M. Charles Dumas et sa Petite Mission socialiste en Russie, documents originaux publiés intégralement, avec une introduction et des notes de Henri Guilbeaux (Edition de l'Internationale Communiste à Moscou).

En relation avec les S.-R. il eut l'occasion d'envoyer à l'Humanité le « Manifeste du Comité Central du Parti Socialiste-Révolutionnaire » rédigé par le député à la Constituante Timoféeff, mais il eut soin de demander à ce que le nom de Timoféeff ne fût pas publié afin de ne pas le compromettre. Il eut également l'occasion d'exposer la discussion qui eut lieu à la conférence interfractionnelle du 18 mai 1918 composée du Parti S.-R., du Parti Travaille Socialiste Populiste, du Parti des Internationalistes, du Parti Socialiste juif unifié ainsi que du Parti Socialiste musulman et il envoya à plusieurs reprises l'opinion de ses amis Dan et Erlich. Ses relations avec les menchéviki et les S.-R. ne l'empêchèrent pas lorsque ses projets de monomanie échouaient de les critiquer et de les discréditer. C'est ainsi qu'il déclare que les S.-R. sont « hypnotisés par l'idée de la paix à tout prix », il écrit à Pichon le 12-1 1918 : « La paix pour eux c'est la possibilité de renverser les bolchéviki. S'ils prenaient le pouvoir ils la feraient aussi vite et plus mal que Lénine pour se débarrasser au plus tôt des soldats. Nous pourrions peut-être être près d'eux, mais nous aurions pu et nous pouvons peut-être encore en faire autant pour les bolchéviki, ce dont je m'occupe par des moyens à moi ». Il déclare que les menchéviki n'ont pas eu d'autre rôle que de « savonner » la planche par où la Russie a glissé jusqu'où elle est. Et voici en quels termes il parle de ses « amis » : « Lorsque j'ai quitté la Russie le 2 juillet dernier, Tseretelli m'avait dit : Contre la folie maximaliste nous lutterons jusqu'à la mort. Cela voulait seulement dire : J'irai au Caucase. Il y est allé en effet avec Tcheidzé qui y est encore ». Le 29 février, il faisait part de la visite que lui avait rendue le député de la Constituante Soukhomline, l'informant que la Constituante se réunirait probablement dans l'est de la Russie et se proposait de faire appel à toutes les forces nationales pour organiser la lutte ; il ajoutait : « Tchernoff vous fait demander officieusement si dans ce cas la France et l'Amérique soutiendraient financièrement et militairement la Constituante... Soukhomline va tenter de passer en France pour établir le contact avec le gouvernement français ».

Dans un autre rapport adressé au ministre des affaires étrangères, et dans lequel il déclare qu'il est indispensable de lui envoyer de « grosses sommes en argent », il fait l'apologie de son ami l'équilibriste du social-opportunisme Huysmans ; il écrit (24 janvier 1918) : « A Stockholm j'ai vu Huysmans qui m'a prié d'insister pour que les journaux belges paraissant en Hollande avec l'argent français cessent de l'injurier grossièrement. Il lui est égal d'être injurié, mais il lui est pénible que ce soit avec de l'argent français. Il est en effet passionnément ententophile et les attaques qui disent le contraire sont injustes ».

Ces quelques extraits donneront au lecteur un avant-goût des « petits papiers » de M. Charles Dumas, qui poitron, ainsi que le déclarent, ses secrétaires et le confirme dans son interrogatoire Mlle Carlier, au lieu de les détruire les fit déposer dans un des coffres-forts de la Chancellerie du Consulat de France. Ceci montre le rôle joué par les héros de l'Internationale Jaune, qui se vendirent le 4 août 1914, corps et âme, pour des récompenses et de l'argent, et qui eurent le cynisme de traiter d'agents allemands les révolutionnaires et internationalistes conséquents des pays alliés.

Henri GUILBEAUX

UNE PROPHÉTIE DE BYRON A PROPOS DE MOSCOU

(Référence historique)

Thou (1) standst alone unrivalled, till the fire
To come, in which all empires shall expire.
(Byron 1823, Works vol. VIII p. 273).

Tu (2) demeure seule et sans rivale, jusqu'à ce
qu'éclate
L'incendie où tous les empires s'écrouleront (3).
(Byron 1823 (Œuvres, vol. VIII p. 273).

Il est parmi les historiens des hommes de bon sens et d'une incontestable intelligence qui affirment que l'histoire ne se répète pas. Or voici que dans l'espace d'un siècle, nous voyons pour la troisième fois déjà toutes les forces mondiales de la raison, de l'honnêteté et du progrès se figer dans un saisissement d'horreur, en face du triomphe momentané de la coalition des forces de l'ignorance, de la turpitude, de la régression. Quiconque a lu Herzen aura certes toujours présent à l'esprit l'accablement, confinant au désespoir, dans lequel étaient plongés les contemporains pensants des sanglantes journées de juin 1848, qui amenèrent partout le triomphe de la réaction, dont le second empire fut la manifestation la plus éclatante et la « Constituante » de Versailles, qui écrasa sauyagement la Commune de Paris, l'héritage direct. Aujourd'hui, à un demi-siècle d'intervalle, on essaie à Versailles d'étouffer non plus Paris, mais à peu près le monde entier, et si l'on veut trouver dans l'histoire une analogie encore plus saisissante, il suffit de laisser sa pensée se reporter non pas à un demi-siècle, mais à un siècle en arrière. Effectivement en effet il nous arrive à nous, les contemporains de ce qui se passe aujourd'hui à Versailles, d'éprouver exactement les mêmes sentiments que ceux éprouvés, — par une petite élite il est vrai, — des contemporains de la Sainte-Alliance. De même qu'alors, sous le prétexte hypocrite de poursuivre un aventurier militaire ou se proposait de détruire jusqu'aux derniers vestiges de la révolution française, de même aujourd'hui, des pharisiens encore plus raffinés tentent, sous couleur de lutter contre le militarisme, d'écraser à jamais une nouvelle hydre, la révolution sociale mondiale. Comme alors les vainqueurs exultent, mais avec cette différence toutefois que tandis qu'alors on ne constatait presque pas l'opposition, même de la part des vaincus et des neutres et que seules s'élevaient çà et là dans les rangs des vainqueurs des protestations isolées, hardies, souvent comme des défis, aujourd'hui c'est un grand peuple qui, hardiment sorti des rangs des combattants s'est engagé dans la voie d'une vie sociale nouvelle, ce sont des millions d'êtres dont la réunion constitue ces masses démocratiques parvenues, bien que tardivement, à la maturité, du côté des vaincus et même dans le camp des vainqueurs enivrés de leur triomphe! Aujourd'hui,

c'est la voix forte et unie du prolétariat conscient, ne reconnaissant pas de barrières nationales, ne reculant pas même devant la lutte ouverte avec la classe puissante de ses ennemis, qui monte irrésistible. Alors combattait presque seul un vigoureux lutteur, qui flagellait impitoyablement les pharisiens et les traîtres de sa classe, rempli d'indignation à la vue de la servilité des peuples, mais quand même ne désespérant pas de leur affranchissement final. Tel fut Byron le Byron des dernières productions, le Byron de *L'âge du bronze* (*The age of bronze*) qui n'a pas été, je crois, traduit en russe, par suite de la censure draconienne qui, dans un passé encore bien proche, pesait si lourdement sur l'expression des idées généreuses. Ce Byron-là, je l'ai lu il y a déjà longtemps et ma mémoire y avait confusément trouvé une singulière analogie avec la situation actuelle; en le relisant, j'ai été frappé plus particulièrement par les vers que j'ai transcrits en tête de ces lignes. Dans la phase de la politique internationale que nous traversons, cette voix d'un passé lointain mérite de retenir l'attention, ne serait-ce qu'à cause de l'exclamation vraiment prophétique à propos du rôle actuel de Moscou. Les critiques anglais impartiaux considèrent ce poème comme la plus brillante des productions satiriques de Byron, mais les contemporains, pour les raisons faciles à comprendre, ont essayé longtemps de soutenir que le grand poète n'en était pas l'auteur. Ce poème fut publié à l'occasion du Congrès de Vérone; il fut inspiré par la carrière vertigineuse de Napoléon, à laquelle mit fin l'incendie de Moscou, par l'attitude prise ensuite à son égard par le concert des nations européennes et avant tout par la caractéristique des héros de Vérone et des classes dirigeantes qui poussaient ces derniers à la guerre. Byron est indigné du seul nom de « congrès », auquel se rattachait déjà le souvenir encore récent d'un autre congrès où avaient siégé Franklin et Washington. Parlant des têtes couronnées réunies à Vérone, il déclare que si un Diogène moderne examinait leurs physionomies à la lueur de sa lanterne, il ne trouverait pas « un visage honnête ». Il qualifie Alexandre de « barbare qui s'est paré du masque de la paix » (*barbarian with the mask of peace*). Il crible de sarcasmes l'idée même de la Sainte Alliance; à propos du trio qui la dirige, il écrit que ces gens s'imaginent qu'« avec trois ganaches on peut forger un Napoléon » et il continue: « Les Egyptiens étaient plus intelligents que nous; ils tenaient comme il convient leurs dieux inférieurs dans des étalles, et se contentaient de les mieux nourrir ». « Les grenouilles d'Esopo étaient plus heureuses que nous; la bêche couronnée que les dieux leur donnèrent pour roi en était une véritable qui ne soufflait mot; mais les nôtres sont toutes douées de vie ». Il raille impitoyablement le nom qui servait depuis longtemps à alimenter le chauvinisme anglais et qui n'est à ses yeux seulement un exemple de ce que les « imbéciles aussi ont parfois de la chance ».

Chez Wellington, cette idole de la foule civilisée ignorante, il voit seulement « le nez crochu auquel les

(1) Moscow.

(2) Moscou.

(3) Nous donnons ici la traduction littérale. Un de nos poètes devrait essayer de rendre en vers français toute l'énergie, la concision et la beauté de l'original anglais.

Anglais pensent suspendre le monde entier» (1). Mais le passage le plus frappant, est assurément celui où il fait retomber toute la responsabilité de la guerre principalement sur les grands propriétaires fonciers. Nous ne sommes déjà plus en présence d'un poète du commencement du dix-neuvième siècle, mais pour ainsi dire d'un contemporain familier avec les idées de l'impérialisme économique et de la morale de classe. Voici un exemple des sarcasmes dont débordent ces pages étonnantes: «Vous n'êtes pas de ceux qui exigent qu'on termine la guerre plus vite». «En revanche vous vous exténuiez à crier: la paix, voilà la contagion». «D'après vous on peut tout détruire pourvu que le prix du blé augmente». «Vous vous empifrez et vous buvez à en mourir pendant vos diners; vous braillez et vous jurez que pour la patrie, pour l'Angleterre vous êtes prêts à mourir. Mais pourquoi alors vivez-vous?—Comment pour quoi? Pour la rente!» «La sueur, le sang de millions d'êtres ravagés par les larmes, pourquoi tout cela? — Pour la rente». «Le bien et le mal, la joie et la douleur, le prix de la vie, qu'est-ce que cela?—Il n'y a que la rente, encore la rente et toujours la rente». «Vous vivez pour aller à la chasse, à lire le parlement et faire hausser le prix du blé». Voilà les compliments que Byron adressait aux gouvernants qui exultaient et aux masses populaires dupées par une guerre victorieuse. Mais il ne désespère tout de même pas; il sait d'où viendra le salut. On ne doit pas oublier que dix ans auparavant, en 1812, encore tout jeune homme, après avoir pris possession de son fauteuil héréditaire à la Chambre des Lords, il confondit, terrifié, ces propriétaires fonciers qu'il détestait, par un discours brillant et foudroyant, «son discours virginal» (maiden speech). Il s'y révéla le défenseur résolu des ouvriers, accusés alors des fameux «désordres ouvriers», ce premier coup de tonnerre qui devait retentir de nouveau avec encore plus de force dix ans plus tard, et faire rage vingt ans après, lors de l'orage du «chartisme» appelé par Engels «l'insurrection du premier parti ouvrier de notre temps» (2). N'est-on pas involontairement amené à songer que si Byron avait été contemporain non du congrès de Vérone, mais de la Conférence de Versailles, il aurait eu peu de chose à changer à son poème cinglant: il aurait répété la caractéristique d'Alexandre,

(1) Convenant de la grossièreté de cette plaisanterie, il disait pour se justifier l'avoir empruntée à un poète romain qui s'était exprimé de la sorte à l'égard d'Antoine.

(2) Les italiques sont d'Engels.

mais en la généralisant pour l'appliquer à tous les membres de la Conférence; même le mot de rente qui revient fréquemment serait aussi d'actualité; il suffirait de la remplacer par «les intérêts»? Oui, Byron ne fut pas seulement un poète haïssant les despotes de toutes les fibres de son être et passionnément épris de la révolution française: ce fut encore un des hommes les plus étonnants par son esprit de pénétration véridique,—cinglant cruellement la morale de classe de cette classe privilégiée des rangs de laquelle lui-même était sorti; ce fut l'un des premiers précurseurs de l'apparition dans l'ère mondiale d'une autre classe, d'une autre morale de classe, dont il attendait l'incendie, incendie rattaché par lui il y a cent ans au nom de Moscou, avec une divination prodigieuse et presque miraculeuse. Moscou n'aurait-elle pas raison de réclamer parmi ses monuments celui d'un grand poète-citoyen, que sa patrie a honteusement renié? (1).

Quoi qu'en disent des historiens d'une certaine mentalité, l'histoire est faite vraiment de répétitions et à chacune de celles-ci les proportions des événements répétés augmentent considérablement. Il y a cent ans Byron était presque seul à protester aussi énergiquement contre les vainqueurs; contre la réaction de 1848 ce fut déjà tout une pleiade de penseurs et d'apôtres, y compris Marx, fondateur de l'Internationale, qui se dressa. Maintenant ce sont des millions d'hommes qui tiennent tête aux vainqueurs, et non seulement parmi les vaincus et les neutres, mais parmi les vainqueurs, eux-mêmes. Ce qui était le rêve passionné du grand poète—l'incendie colossal qui devait anéantir les remparts de la réaction mondiale—est attendu aujourd'hui avec une assurance consciente par le prolétariat de tous les pays.

K. TIMIRIAZEFF.

Sanatorium d'Ilnskoé, juillet 1919.

(1) On sait que la magnifique statue de Byron par Thorwaldsen, destinée, par souscription publique, à l'abbaye de Westminster, n'y fut pas admise, par suite des intrigues des cléricaux, et qu'elle trouva plus tard un asile à l'université de Cambridge.

D'ailleurs le petit incident suivant montre quelle amitié règne encore actuellement contre le poète. A un dîner de gala le professeur Beil se trouvait assis à côté d'une vieille lady respectable. Il se mit à parler de Byron. Son interlocutrice l'arrêta sévèrement en disant: «Vous êtes étranger et je suis une vieille femme; je dois vous prévenir que chez nous, en présence de femmes comme il faut, il est d'usage de ne pas prononcer le nom de cet homme».

LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT EN RUSSIE ET LA RÉVOLUTION MONDIALE

Les nombreux «critiques» du bolchévisme, russe et mondial, qui n'est pas autre chose que le marxisme révolutionnaire dans son sens à la fois théorique et pratique, pensent «réfuter» le mouvement le plus considérable des opprimés que l'histoire ait jamais connu, en se reportant aux «faits». Relevant les défauts du mécanisme soviétique, signalant la famine et le désarroi économique qui existent en Russie, prenant en considération la guerre civile qui ne finit pas, les traitres du socialisme tout presque disposés à chanter (s'ils ne le chantaient déjà) un hymne dithyrambique en l'honneur de ce même régime capitaliste, dont le prolétariat révolutionnaire s'est fait le fossoyeur. Après la guerre impérialiste d'extermination (que, «dit dit en passant, tous ces messieurs ont soutenue directement ou indirectement), ils essayent maintenant de s'appuyer sur la *fatigue des masses*. «Dans la crainte de voir la situation empirer encore davantage, nous attendrons plutôt que la vie économique normale ait été rétablie; alors, oh! alors nous aussi nous serons pour la révolution». Voilà en réalité le fond de toute l'argumentation de Kautsky et C^{ie}. Dans cet article sur lequel nous appelons l'attention des camarades, nous voudrions faire ressortir, en prenant pour exemple la Russie, quelques-uns des moments qui éclairent plus fortement les étapes de la révolution mondiale qui se déroule, et qui triomphera, malgré les hurlements lugubres de tous les chacals «socialistes» de l'impérialisme.

I. La guerre civile et le coût de la révolution.

Aux questions qui lui étaient posées devant le tribunal révolutionnaire, Charlotte Corday, qui venait de tuer Marat, l'un des plus grands révolutionnaires, répondit: «Je l'ai tué parce qu'il répandait dans toute la France l'incendie de la guerre civile et parce qu'il a ruiné tout le pays».

Peu à peu, depuis lors, les historiens impartiaux ont parfaitement établi le rôle objectivement contre-révolutionnaire des girondins et de Charlotte Corday et le rôle révolutionnaire de Marat. Le moment n'est pas encore venu d'écrire de volumineuses études en plusieurs tomes sur le rôle du bolchévisme. Mais il n'est pas sans intérêt de constater dès maintenant ce fait remarquable que tous les bourgeois et socialistes capitalistes depuis Lloyd Georges jusqu'à Kautsky, répètent en chœur contre les bolchéviks exactement les mêmes accusations que celles que la girondine Charlotte Corday, formulait en son temps contre Marat (accusations reprises par la socialiste-révolutionnaire Kaplaa, qui tira sur le «tyran» Lénine).

Nous ne songeons pas à traiter ici la question de la nécessité et de l'inévitabilité de la guerre civile ni à montrer que seuls, les «petits vieux» de l'opportunisme peuvent s'imaginer une révolution sans guerre civile. Nous ne nous attacherons qu'à la portée économique de cette dernière.

Cette question doit être placée sur le terrain purement objectif: est-il vrai que la guerre civile soit la ruine et, s'il en est ainsi, quel est donc son rôle fonctionnel économique?

Prenez d'abord l'exemple de la révolution française. Nous y trouvons effectivement de nombreuses manifestations d'un désarroi économique extrême. La famine sevit à Paris; le papier-monnaie est déprécié; les liens économiques existant entre la ville et le village et entre les diverses régions de la France sont rompus, etc. La guerre civile était-elle responsable, même *partiellement*, de cette situation? Évidemment, oui. Toute révolution est la rupture des rapports existants l'établissement de rapports nouveaux; ceci est vrai aussi bien pour les fondements de toute l'organisation de la production, que pour les superstructures politiques, c'est-à-dire en première ligne pour le pouvoir étatique. Il est clair *a priori* que cette rupture ainsi que le passage sur de nouveaux rails dans le domaine de la production doivent influencer nécessairement sur le processus du travail social, comme des facteurs temporaires de désorganisation. Car c'est seulement dans le domaine abstrait que la production sociale présente deux faces: une face technique, qui exprime le rapport entre l'homme et la nature, et une face économique, qui exprime les rapports entre les hommes. Concrètement, en fait, ces deux faces forment un tout unique; elles sont indissolublement liées, *fusionnées*. Et il va de soi qu'un trouble apporté dans les rapports entre les hommes est pareillement un trouble apporté dans les rapports établis entre l'homme et la nature, c'est-à-dire *une interversion de la cadence dans le processus du travail en tant que processus de travail ainsi que de toute la reproduction sociale*. Éclairons ce fait au moyen d'un exemple. Dans la France de l'époque d'avant la révolution, les rapports de production étaient des rapports féodaux. Le paysan travaillait pour le seigneur et était lié à ce dernier par les liens d'un demi-servage; dans les villes la production était réglementée à la manière du moyen-âge. C'est dans ces cadres que se faisait tout le processus du travail social: ce dernier était indissolublement lié et fusionné avec lesdits cadres. Quand la révolution, éclata ces rapports furent rompus. Le paysan cessa de se soumettre au seigneur; la réglementation de la production dans les villes disparut; le vieux *système de travail* s'écroula. Et, puisque partout et toujours le travail social existe, non pas «d'une façon générale», mais dans ses formes historiques concrètes, tout le processus de la reproduction sociale fut troublé jusqu'au moment où commença à fonctionner normalement un nouveau système de travail, le système de l'organisation *bourgeoise* du travail.

Voilà un des types du «dommage» économique inhérent à toute révolution.

Un autre type, c'est le *dommage direct* résultant de la guerre civile. Dès 1915 un libéral russe, Pierre Struvé se lamentait à ce sujet; il combattait l'insurrection parce que pour élever des barricades il faut scier des poteaux télégraphiques et démolir des wagons...

Passons maintenant à la révolution prolétarienne russe.

Ici nous remarquerons sans peine que le «dommage» économique résultant de la révolution est bien plus considérable qu'à l'époque du passage de la féodalité au capitalisme. Un marxiste n'a pas de peine à comprendre pourquoi il en est ainsi. Evidemment la ruine, l'appauvrissement général qu'a entraîné la guerre impérialiste joue ici un rôle énorme. Cet appauvrissement est tel qu'il ne peut même pas être comparé au dommage économique résultant de la guerre civile, car aucune guerre civile ne saurait égaler le massacre impérialiste. Néanmoins nous sommes obligés d'examiner l'action destructive de la révolution.

Avant tout il faut examiner ce que j'ai appelé les *interventions dans la cadence du processus* de reproduction. Il est clair qu'elles atteignent l'organisme économique pendant la révolution prolétarienne sur une bien plus grande échelle et aussi beaucoup plus profondément que pendant la révolution bourgeoise. Dans la révolution bourgeoise ce qui s'opère, au fond, ce n'est pas autre chose qu'une permutation entre les groupes des propriétaires, tandis que le principe de l'organisation du travail est conservé. Au contraire, dans la révolution communiste prolétarienne le vieux système du travail est brisé jusque dans sa racine, car il ne s'agit plus du déplacement de couches sociales superficielles, mais bien de la poussée exercée par les couches profondes vers la surface: les vieux rapports de production sont renversés. Il est compréhensible que lorsque s'opère une rupture de ce genre, le dommage social doit être plus grand qu'en cas de rupture superficielle. Le passage à des formes nouvelles, *différentes quant à leurs principes*, de rapports de production est beaucoup plus pénible et difficile. Il n'y a par conséquent rien d'étonnant à ce que la rupture des liens existant entre le capitaliste et l'ouvrier d'usine (de même que la rupture des liens existant entre le soldat et le général dans l'armée impérialiste pendant la révolution, ou, en d'autres termes, le phénomène qui a été appelé le «relâchement de discipline») ait provoqué une baisse de la productivité du travail social en général. Aussi longtemps qu'une discipline fraternelle des travailleurs n'aura remplacé la discipline capitaliste (ce qui est inconcevable sous la forme d'un acte brutal, mais ne peut être au contraire qu'un *processus prolongé*) d'action négative de la révolution dans le domaine de la vie économique continuera à se faire sentir.

La seconde forme du rôle économique destructif de la révolution, ce sont les «dommages directs résultant de la guerre civile». Ces dommages sont, eux aussi, beaucoup plus élevés pendant la révolution prolétarienne, car la lutte est ici plus dure et plus opiniâtre. Elle est plus dure, non seulement parce que la résistance de la bourgeoisie dans chaque pays est beaucoup plus forte que la résistance des féodaux, mais encore parce qu'elle prend nécessairement le caractère d'une *guerre de classes* entre le prolétariat organisé en état et son armée régulière, d'une part, et les armées régulières de l'impérialisme, d'autre part. La guerre des classes n'est pas une simple guerre civile; elle est le type suprême de la guerre civile, la guerre entre des états qui ont un contenu social différent. *Techniquement* cette guerre rappelle beaucoup la guerre ordinaire. Économiquement elle épuise le pays comme toute autre guerre et, à ce point de vue, son caractère de guerre sainte pour le prolétariat ne contribue pas précisément à atténuer ses conséquences... Son influence pernicieuse est encore accentuée par ce fait qu'elle *traîne en*

longueur, que toute une série de régions passent de mains en mains, etc. Et ainsi, ici encore les dommages sont plus grands que pendant la révolution bourgeoise.

Résulte-t-il donc de ce qui précède que la révolution soit en général un «non-sens» au point de vue de la «raison» économique?

C'est là la question décisive. C'est ici que se révèle l'attitude répugnante des renégats Kautsky et Cie, leur rupture complète avec le marxisme révolutionnaire, leur façon de prostituer la science sociale dont il font consciemment ou inconsciemment une simple servante de Monsieur le Capital.

En effet on voit tout à fait clairement, par l'exemple de la grande révolution française, que celui qui apprécierait le rôle économique de la révolution en se plaçant exclusivement au point de vue du dommage économique, qu'elle occasionne incontestablement à un certain stade de son développement, ne comprendrait absolument rien à cette révolution. Un point de vue pareil serait doublement vulgaire, même pour un historien ou un économiste bourgeois. Car, même pour ce dernier, l'importance économique de la révolution n'est pas d'avoir temporairement contribué à la baisse des forces productives, mais, au contraire, d'avoir (après avoir supprimé les rapports de production vieillissés et balayé un échafaudage politique pourri) *élevé* les forces productives à une hauteur précédemment inconnue. *C'est en cela que consiste le rôle fonctionnel économique de la révolution. Mais ce résultat final objectif exige certaines dépenses de production: ces dépenses, c'est précisément le «désarroi économique» provoqué par la guerre civile.*

Ce qui a été vrai à cet égard pour la révolution française du XVIII^e siècle reste vrai pour la révolution du prolétariat mondial, et vrai également pour la révolution accomplie par l'un des fractions de ce prolétariat, le prolétariat russe. Le monde capitaliste de production a fini son temps et le développement ultérieur des forces productives n'est devenu possible qu'à la condition que le régime capitaliste soit anéanti. Mais ce développement ultérieur des forces productives s'achète au prix de leur gaspillage temporaire, gaspillage que représentent les frais de la révolution, le dommage économique causé par la guerre civile. Le communisme précipite les forces productives en avant avec une rigueur inouïe. Mais la condition préalable du développement communiste, — c'est-à-dire la révolution socialiste, la guerre civile du prolétariat contre la bourgeoisie, la guerre de classes des états prolétariens contre les organisations étatiques du capital financier — entraîne de lourds sacrifices, beaucoup plus considérables que ceux qu'avait exigés il y a 130 ans la révolution de la bourgeoisie victorieuse.

Les girondins, qui cherchaient un compromis avec l'«ancien régime», avaient parfaitement remarqué «le feu de la guerre civile» (et ils entretenirent ce feu en combattant de *l'autre côté de la barricade*); ils aimaient à parler du désarroi, dans lequel l'«extrême-gauche», avait jeté le pays. Mais leur rayon visuel borné ne pouvait apercevoir ni le caractère transitoire de ce désarroi, ni sa portée purificatrice; le fait que c'était précisément au prix de ces pertes, de ce dommage, que s'achetait le *développement* des forces productives restait en dehors de leur compréhension. Une myopie analogue à l'égard de la révolution prolétarienne se rencontre chez les «social-patriotes», les «indépendants», les socialistes-révolutionnaires, les menchéviks, etc. Ils

cherchent des *compromis* avec le capital, et, dans les atteintes portées au capital, qui *doit être détruit*, ils voient une guerre civile dénuée de sens qui ôte la possibilité d'une socialisation «réelle» qui... voyez-vous, doit revêtir des «formes pacifiques». Et pendant ce temps, ils «n'entretennent» eux-mêmes cette guerre civile, en se battant avec les gardes-blancs contre l'armée rouge...

Ainsi donc, dans les dépenses de production du communisme rentrent les frais de la révolution, qui découlent des interventions de cadence du processus de la production et des frais matériels directs de la guerre civile. Sans ces dépenses on ne peut concevoir le passage à un nouveau régime et, par conséquent, au développement ultérieur des forces productives.

II. Le caractère mondial de la révolution prolétarienne et le coût économique de la Révolution Russe.

Mais, diront nos critiques, le pouvoir des soviets existe en Russie depuis bientôt deux ans. Pourquoi les bolchéviks n'ont-ils pas pu jusqu'à présent mettre de l'ordre dans les rapports économiques? Pourquoi la famine est-elle plus grande dans la Russie Soviétiste que dans la France impérialiste? Comment se peut-il que dans de nombreuses branches d'industrie la productivité du travail continue à baisser, au lieu de s'élever? N'est-ce pas là une *régression* des forces productives?

Ceux qui parlent ainsi ne sont pas seulement de franches canailles, qui dissimulent leur propre lâcheté en insultant les victimes sanglantes tombées dans les rangs de l'héroïque prolétariat de Russie et de Hongrie. Ils oublient encore (car cette omission leur est ici avantageuse) ce qu'ils ont eux-mêmes mille fois écrit, dit et ressassé. Dans la littérature marxiste et quasi-marxiste de l'époque d'avant-guerre la question de savoir si la victoire du socialisme était ou non possible dans un seul pays a été soulevée à plusieurs reprises. La plupart des auteurs ont répondu négativement à cette question, mais ils n'ont nullement conclu de là que le commencement de la révolution et la prise du pouvoir dans un pays déterminé était chose impossible ou inadmissible. Depuis que les écrivains socialistes, érudits ou non érudits, se sont livrés à ces dissertations, plusieurs années sanglantes se sont écoulées, et on aperçoit aujourd'hui les contours du développement du problème avec mille fois plus de clarté et de compréhension qu'alors. Il est évident maintenant qu'à l'époque actuelle il ne peut plus y avoir de guerre qui tôt au tard ne se transforme en guerre mondiale. Et pareillement, il ne peut plus y avoir de révolution qui ne se communique au monde entier, en provoquant les sympathies du prolétariat, en mettant en mouvement contre elle-même les forces de l'impérialisme mondial et en se développant jusqu'à devenir une révolution mondiale. Marx a écrit dans un de ses admirables ouvrages historiques que le parti de la révolution rassemblait les forces de la contre-révolution. Et cette observation de Marx est objectivement parfaitement exacte (c'est une chose que ne comprendront jamais les opportunistes, dont la morale de philistins se résume en ce commandement: ne touche pas au bourgeois, sinon il se fâchera, et alors surgira la contre-révolution). Du moment qu'il existe une

économie mondiale dont les parties sont liées entre elles, et que les divers groupes bourgeois organisés en états sont dépendants l'un de l'autre, il va de soi que la lutte dans un pays ne peut pas se terminer sans victoire décisive de l'une ou l'autre partie dans *plusieurs pays civilisés*. La résistance de la contre-révolution russe (Koltchak, Dénikine et Cie) est particulièrement opiniâtre, précisément parce qu'elle se transforme directement par ses alliés anglais, français, américains, japonais et autres, en contre-révolution mondiale. Les réservoirs étrangers d'énergie et de force,—voilà ce qui nourrit matériellement et moralement la bourgeoisie russe. C'est pourquoi on peut dire que le prolétariat du pays (ou des pays) qui le premier (ou les premiers) a (ou ont) levé l'étendard de la révolte et triomphé chez lui (ou chez eux) doit (ou doivent) fatalement faire les sacrifices les plus lourds: il est une cible pour les forces du capital mondial coalisé. Les critiques du bolchévisme russe et du pouvoir des soviets de Russie partent d'une idée naïve de la révolution prolétarienne russe qu'ils considèrent comme un processus achevé, c'est-à-dire comme un stade où l'on n'a plus à s'occuper que de l'œuvre positive d'organisation, du développement des forces productives, etc... En réalité la révolution russe lutte pour les conditions préalables élémentaires de son existence ultérieure, en rassemblant les forces de la contre-révolution mondiale et en se développant elle-même en révolution du prolétariat mondial. C'est pour quoi c'est un barbarisme absurde que de considérer les imperfections économiques qui existent dans la Russie Soviétiste du haut de la majesté de l'Olympe ou d'attribuer ces imperfections aux bolchéviks, ou bien encore de les signaler dans l'idée d'empêcher le prolétariat de l'Europe occidentale et de l'Amérique de passer à l'action. Une pareille tactique est nécessairement à un degré égal, stupide et traître. Stupide, parce qu'elle ne fait que prolonger les souffrances de la lutte et augmente les dépenses de la révolution mondiale. Traître, parce qu'elle vient en aide à la contre-révolution mondiale, à la terreur blanche, aux atrocités de l'impérialisme devenu féroce. A ce point de vue, l'exemple de la Russie est particulièrement convaincant. En Russie où le pouvoir des soviets existe depuis presque deux ans, on peut constater sans aucun doute de grands succès d'organisation dans tous les domaines de la vie sociale en commençant par l'économie nationale et en finissant par l'armée. Et néanmoins, les forces productives du pays ne croissent pas, mais diminuent plutôt, malgré l'œuvre gigantesque d'organisation. Comment expliquer ce fait? Ici entre en scène non seulement la consommation militaire qui est improductive, mais encore le fait que l'impérialisme étranger et la contre-révolution russe se sont en réalité emparés de presque toutes les sources importantes de matières premières.

Tant que le prolétariat n'aura pas en mains ces éléments nécessaires à la production, il ne faudra pas penser à l'accroissement des forces productrices.

Mais ils sont bons nos critiques,—Thomas, Henderson, Scheidemann, Kautsky! Ces Messieurs individuellement et collectivement (voir l'Internationale jaune de Berne) soutiennent en fait la cause des forbans de la Ligue des Nations, sainte alliance capitaliste dirigée contre le prolétariat. Ils aident des bandits à enlever au prolétariat russe les bases de sa vie économique; après quoi ils disent: «Voyez combien peu de bons résultats chez les bolchéviks russes!»

Et il en est de même du blocus de la Russie. L'occupation de nos sources de combustibles et de matières premières et le blocus nous privent de la possibilité de refaire complètement notre production socialisée dont certaines branches sont en ruines. Dans toutes les conditions d'organisation requises nous ne pouvons le faire *manquant des éléments fondamentaux de la production*. Il est hors de doute que la courbe de notre développement économique s'élèvera rapidement sitôt que nous aurons retrouvé ces possibilités techniques. Et c'est là une question qui a trait à notre front c'est-à-dire dans une large mesure une question intéressant le développement de la révolution mondiale.

La révolution mondiale n'aurait pu dans aucun cas s'effectuer par un acte simultané. Celui qui a invité les ouvriers à attendre et à ne pas commencer avant que les autres aient commencé trahissait en fait le socialisme entier parce qu'il le remettait aux calendes grecques.

La politique actuelle consiste non à trahir les républiques des Soviets mais à les soutenir et à former rapidement un bloc économique, qui réunirait des pays agricoles et industriels se faisant complément et assurerait la marche plus ou moins régulière de la production sociale rendant de cette façon le blocus inoffen-

sif et consolidant la force du groupement dans sa lutte contre le capital universel.

Le prolétariat russe n'a pas prouvé son impuissance mais bien sa force gigantesque. En luttant littéralement contre le capitalisme du monde entier (contre l'Angleterre, le Japon, l'Amérique, la France, l'Italie, la Pologne, l'Allemagne, la Finlande, etc., etc., les états neutres mêmes nous font une guerre de fait comme l'a démontré le complot récemment découvert à Pétrograd et dont les fils étaient noués dans les consulats neutres), en édifant son armée rouge, en y jetant les neuf dixièmes de ses meilleures forces, la classe ouvrière a au cours des deux années, pendant lesquelles elle a conservé le pouvoir considérablement amélioré dans tous les domaines, l'appareil gouvernemental. Ce n'est pas sa faute, si la révolution mondiale n'a pas encore cassé les reins à l'un des gros requins du capitalisme allié. Il n'en découle qu'une moralité: Ne point gémir, ne point épiloguer sur l'impuissance du prolétariat comme le font les débaucheurs professionnels de la classe ouvrière, mais aller avec assurance, fermement vers le renversement du capital, la dictature ouvrière l'alliance des pays soviétistes.

N. BOUKHARINE

L'INSTRUCTION PUBLIQUE DANS LA RUSSIE DES SOVIETS

II.

L'activité révolutionnaire du Commissariat de l'Instruction Publique s'exerce dans quatre directions principales qui sont: la réforme scolaire, la création pre-que à nouveau des cours pour adultes et de l'Instruction élémentaire et enfin la popularisation de l'art national—aussi bien des trésors amassés du passé que de ses différentes manifestations au fur et à mesure des créations artistiques nouvelles.

Le principe dirigeant du domaine des réformes scolaires est celui d'une école ouvrière uniforme qui engloberait tous les enfants sans distinction de leur origine et de l'état de fortune de leurs parents.

Il n'existe plus en Russie d'écoles inférieures ni d'écoles moyennes;—il n'y a plus que deux degrés d'une même école ouvrière unie: le premier pour les enfants de 3 à 14 ans et le second pour les adultes de 13 à 16 ans.

La distinction des classes se trouve de la sorte complètement abolie.

Ce système tend aussi à permettre à tout jeune homme et à toute jeune fille de 17 ans ayant terminé le 2-ème degré scolaire d'entrer à son choix dans une école supérieure spéciale.

Il va de soi qu'avant d'arriver à la réalisation de l'idéal que nous poursuivons — c'est-à-dire avant de garantir à toute la jeune génération russe la possibilité de passer les trois degrés de notre école.— nous aurons à surmonter des difficultés et des obstacles innombrables.

N'oublions pas que l'une des conditions essentielles du fonctionnement d'une école uniforme est l'accessibilité de l'Instruction à tous. Ce problème a été résolu en principe par le Commissariat de l'Instruction Publique au moyen de ses décrets sur l'Instruction primaire obligatoire, sur l'Instruction gratuite dans toutes les écoles de la République, sur les déjeuners chauds, les livres et manuels scolaires fournis gratuitement aux écoliers, ainsi que sur les habits et les chaussures délivrés gratuitement à ceux d'entre eux dont les parents ne sont pas en état d'y pourvoir.

En même temps l'Etat s'efforce par tous les moyens d'élargir le cercle des internats; sans nullement chercher à détruire la famille, il veut simplement marcher de pair avec sa décomposition naturelle et recueillir les enfants mis par les circonstances hors des cadres familiaux. Ce processus de décomposition provoqué par la guerre et la paupérisation des masses s'accroît tous les jours.

L'Etat fait tout ce qui, est en son pouvoir pour remplir consciencieusement les obligations qu'il a assumées, mais il lui arrive naturellement dans la situation actuelle de rencontrer dans cette voie des obstacles insurmontables.

Jetons un regard sur le budget de l'Etat. Le budget général du Commissariat de l'Instruction Publique pour la 1-ère moitié de l'année 1919 a atteint la somme de 6 milliards $\frac{1}{2}$, ce qui nous donne la somme totale de 13 milliards par an même dans le cas où ce

budget ne serait pas augmenté dans le semestre courant. En admettant que le rouble ait baissé de 15 fois, ce qui actuellement correspond plus ou moins à la réalité, nous devons reconnaître que le budget annuel moyen du Commissariat de l'Instruction Publique atteint à l'heure qu'il est la somme de 800 millions au lieu des 230 qu'il atteignait sous l'ancien régime (en l'évaluant au taux normal du rouble d'argent). De cette façon nous avons donc triplé les dépenses de l'Etat pour l'Instruction publique. Mais en partant du taux ordinaire de l'argent, nous devons reconnaître que les dépenses de l'Etat dans le domaine de l'Instruction publique ont augmenté 45 fois.

Il est certain toutefois que même une telle largesse financière de l'Etat ne saurait suffire à l'agrandissement normal du réseau scolaire, dans la mesure exigée par l'Instruction obligatoire pour tous les enfants de la République russe. Il est vrai que ce réseau, malgré toute la désorganisation économique actuelle, s'est élargi assez rapidement. Nous ne saurions citer en ce moment des chiffres exacts, mais on voit dans les comptes-rendus de l'année dernière, dont les chiffres sont actuellement fort au-dessous de la réalité, qu'il y avait alors en Russie plus de 10 mille nouvelles écoles primaires et près de mille écoles secondaires. Voici des chiffres exacts concernant la ville de Kostroma, l'une des plus favorisées dans ce sens.

Au début de l'année 1916 les écoles municipales primaires comptaient 81 professeurs et 3.600 élèves; en 1917—1918 elles comptaient 145 professeurs et près de 5.000 élèves; en 1918—1919 — 280 professeurs et 6.478 élèves. Le nombre des élèves des écoles primaires a augmenté de 79% et celui des professeurs de 245%.

Ce n'est pas le manque de fonds nécessaires qui constitue le principal obstacle à la réalisation de nos plans, mais l'impossibilité de réunir les livres et manuels, les chaussettes, les habits nécessaires et souvent l'impossibilité d'organiser les déjeuners chauds répondant à leur destination.

Presque toutes les sections départementales de l'Instruction publique ont un surplus d'argent dû non pas à l'exagération des fonds qui leur sont assignés, mais à l'impossibilité de les dépenser, tant la pauvreté des marchés est grande.

Avant l'offensive de Koltchak, dans la période où l'Amérique commençait à faire des avances à la République soviétique, un Américain—homme d'Etat très en vue—entra en pourparlers avec moi pour une fourniture de chaussures d'enfants et de matériel scolaire qui devait nous être envoyés d'Amérique. J'ai conclu des entretiens que j'ai eus avec lui que le renouvellement de nos relations commerciales avec l'Amérique influerait fort heureusement sur le succès de nos plans dans le domaine de l'Instruction publique.

Bien entendu, le Commissariat de l'Instruction Publique, en plus du programme indiqué plus haut, a réalisé également les deux autres conditions dictées par la pédagogie socialiste et libérale: nos écoles sont laïques et mixtes.

L'exclusion de l'histoire sainte du programme scolaire n'a pas été sans provoquer une certaine réaction, mais pas si importante qu'on aurait pu se l'imaginer. Je ne peux pas m'empêcher de souligner le fait caractéristique suivant: nos lois permettent l'enseignement privé de l'histoire sainte. Or, ces cours privés sont fort peu nombreux. Pour illustrer ce phénomène je citerai un chiffre exact: dans le département de Kostroma sur

lequel je possède des données précises, sur 150 écoles il n'y en a que 13 où l'enseignement privé de l'histoire sainte a lieu.

Comment expliquer ce décroissement rapide de l'enseignement religieux? Tout simplement par le fait que les prêtres, malgré toute leur ardeur orthodoxe, refusent d'instruire gratuitement les enfants du peuple et que les pères de ces derniers, malgré toute leur ferveur religieuse, ne veulent pas davantage payer pour l'éducation religieuse de leurs enfants. Nous pouvons donc affirmer avec certitude que la génération suivante sera complètement délivrée de tous préjugés religieux.

Deux mots sur les écoles mixtes. Ce système a été réalisé de différentes manières en Russie. La méthode de Pétrograd consiste premièrement à donner libre accès aux garçons dans les écoles des filles et aux filles dans celles des garçons, deuxièmement à admettre dans les écoles primaires les uns et les autres dans une proportion égale.

La méthode de Moscou est la suivante: chaque école a été divisée en deux et les moitiés masculines et féminines ont été réunies entre elles. D'après les observations que j'ai pu faire c'est la méthode plus circonspécte de Pétrograd qui a eu le plus de succès et qui a provoqué le moins de protestations de la part des parents—protestations venant de la part des parents communistes eux-mêmes et qui, à mon avis, sont souvent très justes.

Le principe de l'école ouvrière est autrement important. Le Commissariat de l'Instruction Publique réalise en entier le programme général de l'Instruction normale. Je ne m'étendrai pas là-dessus, car il suit dans ce domaine la méthode des écoles scandinaves et américaines.

Mais le Commissariat de l'Instruction Publique considère l'introduction dans l'école ouvrière des méthodes d'Instruction indiquées insuffisantes pour atteindre la pleine réalisation du principe qu'il poursuit; il attache beaucoup plus d'importance à l'enseignement pratique du travail même.

Nous ne voulons pas parler ici des leçons de choses ou du travail manuel bien qu'elles présentent une certaine utilité en qualité de gymnastique pour les mains, l'œil et l'attention.

Le principe du travail, comme nous l'entendons, tend à la réalisation du programme suivant: premièrement une large contribution des élèves dans le travail pratique de la vie et le service des écoles, l'entretien de l'ordre et de la propreté, les services mutuels, le travail dans les jardins et les potagers, l'entretien des animaux domestiques, la préparation des aliments, etc., etc. Tout ceci doit servir à la fois de distraction et de leçons pratiques. Comme l'a dit avec raison Duna, le processus seul de la préparation des aliments peut servir de base à toute une encyclopédie de connaissances.

Le service pratique des écoles joue un rôle dominant dans les écoles primaires. Nous y attachons moins d'importance dans les écoles secondaires et nous nous efforçons d'initier les élèves de ces dernières aux principes du travail social.

Nous n'entendons pas par là le système si répandu dans les nouvelles écoles des excursions dans les fabriques, les usines et autres centres du travail.

Nous considérons qu'il est indispensable, tout en conservant ce système d'enseignement visuel, que les enfants n'assistent pas en simples spectateurs à tous

ces processus du travail, mais qu'ils y prennent une part réelle et pratique dans la mesure de leurs forces.

Tous ces travaux pratiques doivent être liés à un enseignement scientifique méthodique de façon à leur donner en fin de compte une large éducation polytechnique.

Nous tenons essentiellement à cette éducation polytechnique avant 17 ans. Le Commissariat de l'Instruction Publique s'efforce d'éviter toute spécialisation jusqu'à 16 ans, tout en reconnaissant à partir de 14 ans l'utilité d'une certaine polyfuration.

La pauvreté excessive des marchés russes constitue le principal obstacle pour la réalisation de ce plan conçu sur les principes les plus profondément rationnels. Le second obstacle est la préparation insuffisante du cadre des professeurs. Nous nous heurtons ici tout d'abord au niveau généralement peu élevé de la culture des professeurs, entretenu artificiellement par le tsarisme; puis — à la fautive direction donnée aux intérêts de ces professeurs tenus dans l'éloignement complet des processus de la production industrielle du pays; enfin — à la routine qui règne précisément dans les milieux professoraux les plus cultivés, — ceux des écoles secondaires, qui représentaient sous l'ancien régime les cadres des écoles moyennes.

Nous sommes impuissants à lutter avec le premier obstacle et toutes les mesures que nous entreprenons dans ce sens seront vouées à l'insuccès jusqu'au jour où la victoire politique de la Russie ouvrira nos frontières.

Quant au deuxième obstacle nous essayons de le surmonter au moyen de réformes systématiques et profondes des institutions qui ont pour but de former des professeurs et par l'organisation de cours nouveaux — vraiment innombrables.

Il nous est impossible, étant donné l'état actuel de la statistique, d'indiquer le chiffre total de ces cours pour toute la Russie durant la période d'existence du Commissariat, mais j'en citerai un trait expressif: l'été dernier (je n'ai pas encore de données pour l'année courante) un des rayons du nord, englobant 6 gouvernements seulement, comptait 200 cours. A Pétrograd, le nombre des auditeurs faisant partie de la deuxième inscription, s'est élevé à 2.000. Le nombre total des professeurs ayant suivi ces cours n'est pas loin de dix mille.

Ces cours jouissent d'un succès énorme même parmi les professeurs indifférents aux réformes et n'en ayant pas encore saisi le sens.

Je citerai encore un fait curieux: encore au temps du Kaiser un journal allemand publia en entier les principales parties de nos déclarations sur l'école ouvrière, faisant remarquer que les bolchéviks, aussi étonnant que cela puisse paraître, étaient les premiers à marquer les bases de la véritable école ouvrière; il est vrai que le journal exprimait en même temps des doutes sur le succès final du programme des bolchéviks. Ce journal essentiellement bourgeois ne pouvait pas admettre qu'une réforme aussi grandiose puisse être menée à bonne fin.

Je ferai remarquer que les destinées de cette réforme sont étroitement liées à la réalisation du programme de l'Instruction.

À proprement parler nous n'obtiendrons des résultats réels que lorsque nous serons en état d'obtenir un matériel préparé en conséquence. Les premiers germes du socialisme dans le sens le plus profond de ce mot devront se développer dans ces charmants jar-

dins d'enfants, qui, pareils à des fleurs printanières, s'épanouissent en ce moment par toute la Russie soviétique.

Jusqu'à présent le Commissariat de l'Instruction Publique s'était montré quelque peu parcimonieux à l'égard des organes de l'Instruction élémentaire, mais prenant en considération l'absence de tout budget de ce genre dans les anciens ministères cette parcimonie est encore une largesse royale en comparaison. Quoi qu'il en soit, le Commissariat de l'Instruction Publique, se rendant aux injonctions du congrès de l'Instruction élémentaire, lui accordera dorénavant une attention toute particulière.

Dans les villes, comme dans les campagnes, l'organisation des jardins d'enfants est très favorablement accueillie par la population. Les résultats atteints dans ce domaine et spécialement dans celui des cercles enfantins et des colonies, sont si brillants que nous pourrions sans fausse modestie les soumettre à l'examen de n'importe quel professeur américain et les montrer avec joie à tout socialiste sincère.

Il m'est impossible de passer sous silence le fait que notre personnel de l'Instruction élémentaire est de beaucoup supérieur à celui de l'Instruction scolaire. Je ne veux pas dire par là que la Russie compte beaucoup d'instructeurs spécialistes, au contraire leur nombre est assez restreint, mais tous ils sont venus à nous et nous ont secondés dans nos efforts bien avant les instructeurs des écoles.

De plus il nous a fallu créer à nouveau le personnel féminin de l'Instruction élémentaire. A mon avis la jeune fille cultivée et même à demi-cultivée a accompli ici une fois de plus des prodiges: dans le courant de cette année nous avons réuni autour de nous tout un clan d'institutrices peut-être encore insuffisamment expertes au point de vue pédagogique, mais pleines d'enthousiasme pour notre œuvre et travaillant avec une joyeuse ardeur dans le domaine le plus poétique de l'Instruction du peuple.

Tout autres sont les résultats au sommet de l'échelle des instructeurs. En été dernier, une commission spéciale composée presque entièrement de professeurs très avancés, élabore un plan de réforme très largement et très rationnellement conçu. Deux conférences de représentants des écoles supérieures (professeurs, instructeurs, étudiants) furent réunies, mais n'arrivèrent malheureusement à aucun résultat sérieux.

Il me semble que je suis en droit de constater en principe la victoire complète du Commissariat. Les procès-verbaux pourraient démontrer avec évidence dans quelle mesure nous sommes arrivés à éliminer tous les arguments conservateurs et toutes les craintes des partisans de l'ancien système universitaire.

Des savants d'une notoriété européenne tels que Timiriazeff, Mar, Braun, Koni et d'autres se sont prononcés en faveur de nos réformes, tout en faisant des réserves sur certains points de détail.

De même nos principes furent accueillis et chaleureusement applaudis par tous les représentants en vue de l'Instruction technique supérieure. Néanmoins la réforme scolaire dans les universités et les écoles supérieures a échoué piteusement. Aucun travail solidaire basé sur l'autonomie de l'école n'est possible en raison des opinions arriérées de ses directeurs, et la réforme se poursuit sans ensemble, par parties, sous la direction du conseil scientifique de l'Etat.

La situation de l'école supérieure se complique encore dans une forte mesure par l'absentéisme des

étudiants fort compréhensible étant donnée la désorganisation économique qui règne dans toutes les villes importantes de Russie et principalement dans les capitales. Malgré les proportions inusitées dans lesquelles s'exerce l'assistance de l'État et qu'on ne voit dans aucun pays du monde sauf dans la Russie soviétiste, malgré l'accès des universités ouvert aux adultes de 16 ans nous n'arrivons pas à enrayer ce phénomène.

Et cependant ici aussi nous avons en puissance les plus belles perspectives. 15 écoles supérieures se sont ouvertes ces temps derniers tant universités qu'écoles spéciales. Beaucoup ont atteints d'anémie pour la raison indiquée plus haut, mais la plupart ont le plus bel avenir devant elles.

Tout ce que nous avons entrepris et accompli dans le domaine des réformes scolaires ne représente en quelque sorte qu'un riche enseignement qui promet une récolte magnifique le jour où les circonstances de notre existence changeront réellement. L'argent n'est rien actuellement; ce qu'il nous faut, ce sont des livres, des manuels, etc., etc.

Nous nous heurtons ici à la barrière qui paralyse toute la vie en Russie: il nous faut à tout prix faire une brèche au blocus qui nous étouffe. Les destinées de nos réformes sont liées à celle de toute la Russie soviétiste et un double espoir nous soutient: celui d'une révolution dans tous les pays de l'Europe occidentale, et celui de notre victoire définitive sur le dernier des émissaires sérieux de l'Entente—le général Denikine. Tout indique que cette victoire déterminera l'Amérique tout au moins à renoncer à cette lutte inutile ayant pour but de forcer la Russie à rentrer dans les cadres de l'ancien régime.

Je me réserve d'entretenir nos lecteurs dans le prochain numéro des questions d'instruction et de la façon dont nous organisons le réseau compliqué de la partie la plus importante peut-être de l'instruction du peuple.

A. LOUNATCHARSKI

LES TESSNIAKI, PARTI COMMUNISTE BULGARE

Le 25 juin a eu lieu le 22-ème congrès du parti des *Tessniaki*, ouvriers social-démocrates bulgares—actuellement parti communiste—qui s'est placé sans restriction sur la plateforme de la III-me Internationale Communiste. 800 délégués ont pris part au congrès dans la proportion établie d'un délégué par 50 hommes; le parti comptait par conséquent au 25 juin 40 mille membres. Le congrès s'est réuni au grand théâtre „Korona“ en présence de 4.000 invités environ; il a été ouvert par le plus ancien des membres du parti et son fondateur, le président du Comité central—le cam. Blagoev surnommé par les communistes bulgares „grand-père“. Son discours exprima une entière confiance dans la force du prolétariat et des paysans bulgares et dans la victoire de la révolution universelle. L'assistance entonna „l'Internationale“ et „L'Hymne aux morts“, en mémoire des héros russes, allemands et hongrois morts pour la révolution communiste. Habitant la Bulgarie depuis 8 ans et ayant assisté depuis le commencement de la révolution russe à de nombreux congrès de partis et de soviets, je dois avouer qu'il m'a été difficile de croire que je me trouvais dans un pays occupé par les armées victorieuses de la réaction universelle.

Le congrès comptait au nombre des assistants les délégués du parti communiste serbe, des socialistes turcs, macédoniens, ceux des organisations socialistes de la Dobroudja et ceux du groupe bulgare du Parti Communiste Russe. Les députés bulgares venant de Russie ont apporté le message suivant:

„Camarades délégués des ouvriers et paysans! Nous sommes chargés de saluer au nom de la section bulgare du P. C. R. (1) le 22-ème congrès du parti

ouvrier social-démocrate bulgare. Nous espérons qu'il prendra dorénavant le nom de „Parti Communiste“, et comme les membres de notre section sont en même temps membres du P. C. R. permettez-moi de vous saluer en son nom“.

La lecture est interrompue par des applaudissements et par une ovation au cri de „Vive le Parti Communiste russe initiateur!“

Le délégué continue:

„Camarades délégués, suivez sans hésiter dans vos résolutions à ce congrès la voie prise par le prolétariat russe. Vous aurez dans la lutte contre votre bourgeoisie l'appui fraternel du peuple russe“

La scène du théâtre était ornée de nombreuses devises de la révolution universelle et des portraits de ses chefs: les camarades Lénine, Trotsky, Liebknecht, Rosa Luxembourg, Rakovsky, etc.

800 délégués! 4.000 invités! Spectacle sans précédent non seulement dans l'histoire du parti des *Tessniaki*, mais aussi dans celle de tous les autres partis de la petite Bulgarie qui compte en tout 4 millions 1/2 d'habitants. Ce parti qui n'avait pas plus de 3.000 membres dispose en 1919 d'une puissante armée de 40.000 membres. Au sujet de l'influence du parti des *Tessniaki* dans les masses ouvrières bulgares le cam. Koralov prononça le discours suivant:

„Plus de 300.000 ouvriers et paysans ont pris part à la démonstration qui défila par les villes et les villages de Bulgarie le 1-er mai, sous le drapeau de notre parti, sous le drapeau rouge du parti prolétarien (1).“

(1) P. C. R.—Parti Communiste Russe.

(1) Ce chiffre a été confirmé par les journaux.

La bourgeoisie bulgare qui n'avait jamais pris au sérieux notre parti prolétarien encore peu nombreux il y a quelque temps change nettement d'attitude à notre égard à l'heure actuelle. Aujourd'hui la bourgeoisie représentée par les partis national et démocratique craignant l'influence des bolchéviks s'est unie au reste des partis bourgeois et petits-bourgeois et nous oppose une défense désespérée. Mais quoi qu'entreprenne notre bourgeoisie qui se fane avant d'avoir fleuri, le prolétariat bulgare ne la craint point.

La bourgeoisie bulgare est condamnée à mort. Rien ni personne ne la sauvera — pas plus les autres ennemis du prolétariat que les armées de l'Entente qui occupent le territoire bulgare.

La bourgeoisie bulgare reconnaît elle-même son impuissance; voici à titre d'exemple les propres paroles du ministre de l'intérieur, Moumanoff:

„Personne ne saurait rétablir l'ordre dans le pays et aucune force intérieure n'est capable d'obliger le peuple bulgare relâché à se soumettre aux ordres du gouvernement“. La déclaration suivante de nos financiers opine dans le même sens:

„Nous ne pouvons rien faire sans l'aide des capitalistes étrangers. Et voici la réponse que fit l'adjoint du directeur de l'alimentation, le sous-lieutenant Nicolaëff à la délégation des ouvriers et citadins affamés: „Je n'y peux rien! Il n'y a pas de pain. Dites au peuple affamé qu'il est seul capable de se procurer la nourriture; il faut pendre au moins 100 spéculateurs-millionnaires et ensuite il y aura de tout“.

En réponse à ces paroles le prolétariat à son congrès du 25 juin riposta par la bouche de son

leader, le cam. Koraloff: „Dans ce cas remettez le pouvoir entre les mains du peuple ouvrier organisé; dressés sous le drapeau rouge du parti communiste nous déclarons que seul notre parti des ouvriers et paysans organisés est capable de nourrir le peuple affamé et de lui garantir la jouissance de tous les biens de ce monde; seule la dictature du prolétariat et des paysans indigents réalisée par le pouvoir soviétiste des ouvriers et paysans peut sauver le pays des envahisseurs étrangers et des autres conséquences mortelles de la désorganisation qui règne chez nous; seule la dictature de la majorité des travailleurs peut obliger tout le monde sans distinction à se soumettre aux ordres et aux lois dirigés pour le bien du peuple entier et non dans l'intérêt d'une bande isolée de spéculateurs éhontés, de capitalistes et de généraux réactionnaires altérés de pouvoir. Mais malheur à vous si vous n'y consentez pas de plein gré, car alors les battonnettes impérialistes de l'Entente sur lesquelles vous comptez ne nous effrayeront pas.

Le prolétariat du monde entier est avec nous et l'heure n'est pas loin où l'avantgarde de la révolution sociale universelle—la victorieuse armée rouge de la Russie soviétiste — arrivera aux rives du Danube.

Vive les armées rouges russes, ukrainiennes et hongroises qui apportent la paix et la tranquillité à toute l'humanité.

Vive la III-e Internationale Communiste!

Vive les leaders du prolétariat universel!

Nous vaincrons!

DETCHEV

DOCUMENTS DU MOUVEMENT COMMUNISTE INTERNATIONAL

PROGRAMME

du Parti Communiste Bulgare (socialistes „Tessniaki“), section de l'Internationale Communiste.

(Résolution votée sur le rapport de Chr. Kabakchiev — *Problèmes et programme du parti*, par le 22-e Congrès du Parti social-démocrate ouvrier bulgare les 25, 26 et 27 mai 1919 à Sofia. Adoptée par le 1-er Congrès du Parti Communiste Bulgare les 25, 26 et 27 mai 1919 à Sofia).

I.

1. Le parti social-démocrate ouvrier bulgare a toujours observé les principes du socialisme révolutionnaire et la tactique de la lutte de classe sans réserve. Il a protesté et lutté de toutes ses forces aussi bien contre les guerres des Balkans en 1912—1913, que contre l'intervention de la Bulgarie dans la guerre mondiale qu'il a flétrie du nom d'impérialiste. En dehors du parlement comme au parlement, il a mené une lutte infatigable et continuelle contre la politique criminelle de nationalisme et de conquêtes poursuivie par la bourgeoisie et le parti monarchiste. Il a voté contre le crédit militaire; il a rompu entièrement avec la II-e Internationale dont les partis et les organes directeurs ont trahi honteusement le socialisme pour embrasser la cause des gouvernements capitalistes; enfin, en participant à la conférence de Zimmerwald, il a affirmé sa solidarité internationale avec les partis et les courants de la social-démocratie internationale restés fidèles au socialisme. Comme les partis communistes et les courants zimmerwaldiens des autres pays, il a pris part à la fondation de l'Internationale Communiste qui unifie de nouveau le prolétariat révolutionnaire mondial.

2. La plupart des partis social-démocrates ont trahi les principes et la tactique du socialisme révolutionnaire. Ces partis se réclament du nom de «social-démocratie», exploitant l'ancienne autorité de cette dernière dans le but d'induire en erreur et d'entraîner à leur suite les masses ouvrières. De même que Marx et Engels s'appelaient communistes pour se distinguer des socialistes bourgeois, grands et petits, de leur époque, de même aujourd'hui, pour se distinguer complètement des partis opportunistes et socialistes qui tous sans exception sont passés dans le camp de la contre-révolution bourgeoise, le parti du prolétariat

révolutionnaire doit rejeter l'appellation de «social-démocrate», conservée par des partis qui se sont vendus en réalité aux ennemis de la classe ouvrière. D'ailleurs, cette dénomination de parti social-démocrate est fautive même en théorie: 1) D'abord parce que le prolétariat révolutionnaire se bat maintenant non pas pour conquérir et pour agrandir la démocratie bourgeoise qui a renié toutes les traditions démocratiques et qui est passée sans réserve du côté de la contre-révolution, mais pour établir la dictature de la classe ouvrière qui seule est à même de donner la vraie liberté aux masses des travailleurs, c'est-à-dire à l'écrasante majorité du peuple. Ce ne sera pas la démocratie bourgeoise, mais la dictature du prolétariat qui assurera le triomphe du socialisme. 2) Parce que le socialisme est la première étape vers la société future par laquelle l'humanité doit passer en sortant du régime capitaliste, alors que le communisme est la deuxième et dernière étape vers la société future, l'idéal historique suprême de la classe ouvrière. En conséquence, fidèle à l'exemple que nous ont donné les partis révolutionnaires fraternels de Russie, d'Allemagne, de Hongrie, d'Autriche, etc., le Parti Social-Démocrate Ouvrier Bulgare change d'appellation pour s'appeler désormais Parti Communiste Bulgare (section de l'Internationale Communiste).

II.

Le stade impérialiste qui caractérise de nos jours le développement du capitalisme, la guerre mondiale et la révolution qui en a été la conséquence en Russie, en Allemagne, en Hongrie et en Autriche ont créé de nouvelles conditions de lutte pour la classe ouvrière. Ces conditions se distinguent par les caractères suivants:

1. Le développement colossal qu'a pris le capitalisme au cours des dernières dizaines d'années est ca-

ractérisé par la centralisation des capitaux et la concentration de la production par les monopoles capitalistes qui accaparent des branches d'industrie de plus en plus considérables sur le marché intérieur et sur les marchés mondiaux, par la réunion des capitaux de l'industrie et des banques, le développement de la finance, l'accroissement de l'exportation des valeurs financières, une recrudescence de la lutte entre les puissances capitalistes pour un nouveau partage des colonies et des marchés mondiaux. Au cours de ce nouveau stade de développement du capitalisme qui a reçu le nom d'impérialisme, des changements sont survenus, tant dans la situation intérieure des Etats capitalistes que dans leurs relations internationales.

2. A l'intérieur des Etats, le pouvoir politique est concentré dans les mains d'une poignée de grands capitalistes, propriétaires, banquiers qui se sont rendus maîtres de la grande industrie, des capitaux, des mines, de la terre. En même temps des couches de plus en plus nombreuses de petits patrons se prolétarianisent et ceux qui gardent encore leur petit atelier, leur lopin de terre ou leur boutique perdent absolument leur indépendance économique et par leur situation se rapprochent de plus en plus de la classe ouvrière. Les antagonismes de classes entre la bourgeoisie d'une part et le prolétariat y compris les classes laborieuses déshéritées d'autre part, prennent un caractère de plus en plus aigu. Le mécontentement va croissant et pour se défendre contre les assauts redoublés du prolétariat et des classes déshéritées, les bandits du capital qui sont au pouvoir recourent à une politique intérieure de plus en plus réactionnaire. Ils consacrent ouvertement le régime de la dictature policière et militaire comme moyen suprême de sauvegarder leur domination de classe.

3. Le stade impérialiste du capitalisme a donné naissance à la politique *extérieure impérialiste* des pays capitalistes. Maîtres du marché intérieur où ils ne souffrent aucune concurrence, les capitalistes et les banquiers des monopoles cherchent à se rendre maîtres des marchés extérieurs. Lorsque le monde entier se trouve partagé, les rivalités recommencent, portant sur un nouveau partage et une nouvelle répartition du monde entre ces grands voleurs qui s'appellent les «Grandes Puissances». L'exportation et le placement de capitaux de plus en plus considérables dans les colonies et dans les pays arriérés ne font qu'accroître l'intérêt de la bourgeoisie, à accaparer entièrement ces colonies et ces pays arriérés au point de vue tant économique que politique afin d'assurer ses capitaux et ses dividendes.

L'impérialisme rejette impudemment le masque de la politique extérieure bourgeoise qui apparaît dans toute sa nudité comme une politique de pillage, de conquête et d'asservissement des autres peuples.

Afin de réaliser cette détestable politique extérieure et pour maintenir leur politique intérieure de réaction,

les gouvernements impérialistes développent dans des proportions monstrueuses le militarisme sous le fardeau duquel les peuples étouffent et s'épuisent. L'impérialisme a ravivé les conflits entre les grands Etats et il a fini par allumer l'incendie de la guerre mondiale.

4. Sous l'impérialisme, le développement des forces productives fait des progrès gigantesques; le travail de production industrielle entre vraiment dans le domaine public; or les capitaux se centralisent dans les mains d'une minorité de plus en plus infime de gros capitalistes et de financiers. Les contradictions deviennent de plus en plus vives entre la production publique et l'appropriation privée provenant de la propriété individuelle. Des conditions économiques nouvelles viennent favoriser le passage des moyens de production de la propriété privée dans la propriété publique. Le prolétariat et les classes demi-prolétariennes composent l'immense majorité du peuple. La victoire du socialisme dépend exclusivement de la conscience et de l'organisation qui font la force de la classe ouvrière.

En dépit des efforts que déploie partout la bourgeoisie pour faire régner la «paix civile», la lutte de classes a redoublé. Le chiffre effrayant des victimes de la guerre, surtout parmi les classes des travailleurs, les ruines, la misère, la famine dont souffrent les peuples du fait de la guerre, la banqueroute politique et financière des gouvernements capitalistes, la débâcle de la politique impérialiste, l'anarchie, l'abîme dans lequel le capitalisme a précipité la société, tout cela a rendu la situation des travailleurs intolérable; la conscience révolutionnaire et l'énergie du prolétariat se sont réveillées et ont trouvé un champ fertile pour la lutte révolutionnaire. La révolution a éclaté en Russie et peu à peu en Allemagne, en Autriche et en Hongrie. La révolution socialiste triomphante en Russie a indiqué clairement quels sont les buts de la révolution prolétarienne universelle et les moyens de la réaliser.

5. La Bulgarie se développe dans les conditions générales de l'impérialisme européen. La position où elle se trouve se distingue de la position des grands Etats capitalistes en ce que, malgré la rapacité de la bourgeoisie bulgare et ses appétits de conquête, elle est elle-même l'objectif des forbans impérialistes qui veulent l'asservir et l'exploiter. Les ouvriers et les classes déshéritées de notre pays sont victimes du double joug de leurs propres exploiters et des conquérants étrangers, ce qui rend leur situation encore plus dure et plus misérable.

La guerre mondiale a achevé pour les petites nationalités ce que l'impérialisme avait commencé: elle n'a fait que les asservir et les convertir en colonies. Les grands Etats capitalistes ont jeté leur dévolu sur les richesses naturelles et les matières premières des petits Etats,—ils les dépouillent économiquement, les subordonnent financièrement et les assujettissent politiquement.

L'exploitation dont les peuples sont victimes dans les colonies et dans les demi-colonies a fomenté les mouvements révolutionnaires. Ces mouvements trouvent leur appui dans la solidarité révolutionnaire du prolétariat international; les révolutions, nationales au début, deviennent forcément sociales et leur triomphe définitif dépend du triomphe de la révolution sociale en Europe. En s'affranchissant du joug impérialiste, les peuples ébranlent la puissance chancelante des grands États impérialistes parasites et accélèrent l'avènement de la révolution universelle.

Ainsi donc, l'impérialisme européen tend à raviver les contradictions de classes qui sont le fruit du développement intérieur de notre pays. La guerre d'une part a hâté l'accumulation de capitaux entre les mains de la bourgeoisie grâce aux fournitures des commandes de l'État, au mercantilisme et au trafic le plus effréné; d'autre part elle a favorisé une exploitation encore plus révoltante des ouvriers et elle a amené la prolétarianisation d'un très grand nombre de petits paysans et d'artisans. Les hécatombes militaires, la ruine économique, la crise financière, la banqueroute de la politique nationaliste de conquêtes, tout cela a ébranlé les fondements du régime bourgeois-monarchiste. La vague de révolte et de révolution grossit et le prolétariat bulgare voit surgir devant lui l'obligation de se mettre à la tête du mouvement qui doit le jeter dans le torrent irrésistible de la révolution socialiste européenne. Le prolétariat bulgare est doublement intéressé à lutter de toutes ses forces pour le triomphe du socialisme: d'abord, afin de s'affranchir de l'esclavage économique et politique; ensuite pour libérer le peuple bulgare du joug de l'impérialisme européen. Du socialisme seul sortira la fraternité des peuples; seul le socialisme apportera l'affranchissement national et le rapprochement des peuples asservis.

III.

La guerre mondiale a inauguré l'ère des révolutions socialistes. A notre époque, le programme maximaliste de la social-démocratie révolutionnaire prend une importance pratique de premier ordre dans la lutte du prolétariat international tout entier. L'expérience de la révolution en Russie et dans les autres pays a mis au jour les nouvelles méthodes de lutte révolutionnaire à employer par le prolétariat, depuis l'action en masse et la grève politique jusqu'à l'insurrection armée, ainsi que les problèmes de la lutte pour l'affranchissement de la classe ouvrière; cette expérience permet d'insérer des articles tout à fait précis dans le programme maximaliste. Ceci exposé, le Parti Communiste Bulgare déclare qu'il lutte pour la réalisation des buts suivants:

1. République Socialiste des Soviets.

Le prolétariat révolutionnaire lutte pour conquérir le pouvoir politique, pour arracher les moyens de pro-

duction à la propriété privée et les faire propriété publique, pour organiser la production publique et pour réaliser le socialisme.

Or, le prolétariat ne peut pas s'emparer du pouvoir politique et réaliser son idéal tant qu'existera l'État capitaliste. L'État moderne est une organisation maintenue en vue de consolider la domination de classe de la bourgeoisie, d'asservir et d'exploiter les ouvriers et les classes déshéritées. Cet État qui repose sur le parlement, la bureaucratie et le militarisme doit être détruit et à sa place doit être fondé un nouvel État reposant sur le gouvernement des ouvriers et des classes indigentes constitué: en soviets de députés ouvriers, paysans et soldats et sur le peuple armé constitué en milice et en armée rouge. L'État se transformera ainsi, d'appareil à répression et à exploitation de la majorité du peuple, en appareil institué pour affranchir le peuple de l'asservissement politique et pour le libérer des chaînes de l'esclavage économique.

Sous le masque de la démocratie, l'État capitaliste maintient le pouvoir et les privilèges d'une minorité de classes opulentes au détriment d'une immense majorité de classes laborieuses dénuées de tout droit et exploitées. De nos jours, même lorsqu'elle institue la république démocratique, la bourgeoisie n'en gouverne pas moins de fait par la dictature policière et militaire. Le parlement et le régime parlementaire constitutionnel ne sont autre chose que les instruments de cette dictature. Le prolétariat révolutionnaire, une fois maître du pouvoir politique, réalise au moyen des soviets et de la milice la dictature des ouvriers et des paysans pauvres qui assurera la liberté à l'immense majorité du peuple. Grâce à ce pouvoir dictatorial, les classes révolutionnaires briseront la résistance que les minorités riches contre-révolutionnaires opposeront au nouveau régime.

A mesure que le socialisme se réalisera, disparaîtront les différences entre les classes et ces classes elles-mêmes; l'État en tant qu'appareil de violence disparaîtra et se transformera en organisation ayant la haute main sur la régularisation et la répartition rationnelle de la production.

La République soviétiste socialiste réalise la souveraineté du peuple; elle remet la totalité des pouvoirs, législatif, exécutif et judiciaire entre les mains des classes travailleuses et productives. Tous les organes de l'ancien régime, depuis le gouvernement par les chambres, la bureaucratie, la police et le militarisme jusqu'aux administrations locales et nationales font place à la nouvelle organisation soviétiste avec ses institutions politiques, économiques et culturelles, aussi bien locales que centrales. Les soviets des députés ouvriers, paysans et soldats sont les organes chargés de réaliser le pouvoir révolutionnaire et de faire régner le socialisme. La participation de tous les citoyens, hommes et femmes, occupés à un labeur pro-

ductif, aux élections des soviets et le droit de tous à rappeler les députés envoyés à ces soviets assurent le contrôle permanent et direct du gouvernement par le peuple et la participation directe de tous aux affaires publiques.

La République socialiste des Soviets de Bulgarie conclura une alliance fraternelle avec les peuples voisins, à seule fin de fonder la République fédérative des Soviets socialistes des Balkans, comme partie intégrante de la République fédérative des Soviets socialistes d'Europe et mondiale, dont sortiront l'alliance universelle et la paix éternelle entre les peuples.

2. Milice Nationale et Armée Rouge.

La bourgeoisie a recours à tous les moyens de violence et elle provoque la guerre civile afin de conserver le pouvoir entre ses mains et de sauvegarder ses privilèges. Aussi l'une des conditions essentielles du triomphe de la révolution socialiste est-elle de désarmer la bourgeoisie et d'armer les classes révolutionnaires. Les armes doivent être mises entre les mains du peuple, des ouvriers et des classes indigentes. Les classes révolutionnaires s'emparent à main armée du pouvoir d'État, brisent la résistance de la bourgeoisie, écrasent la contre-révolution intérieure et extérieure et consolident ainsi leur domination et la victoire définitive du socialisme.

La milice nationale est organisée sur la base des principes suivants: armement de tous les ouvriers et paysans pauvres, de toute la population ouvrière et indigente en état de porter les armes; création de l'armée rouge en tant qu'élément actif de la milice, pour la défense permanente de la révolution contre les attentats et les complots contre-révolutionnaires; élection des chefs militaires; création de commissions disciplinaires et de tribunaux composés de soldats eux-mêmes; instruction militaire périodique des miliciens; instruction militaire combinée avec l'éducation physique de la jeunesse dans les écoles.

3. Expropriation et socialisation des moyens de production et d'échange.

La puissance économique et politique de la classe capitaliste réside dans la possession des moyens de production et d'échange. Le problème essentiel du prolétariat victorieux consiste à enlever à la classe capitaliste les moyens de production et d'échange pour les convertir en propriété publique. Ainsi le prolétariat réduira les capitalistes à l'impuissance et il posera les fondements de la nouvelle société socialiste.

À peine maître du pouvoir politique, le prolétariat révolutionnaire procède à l'expropriation et à la socialisation des moyens de production et d'échange dans lesquels le processus de concentration capitaliste a

été le plus loin et qui sont dans ces conditions les plus aptes à la production communiste.

Le pouvoir prolétarien s'occupe ensuite de la petite production. En dehors de quelques outils de travail plus ou moins primitifs, le simple artisan ne possède rien; il n'est donc pas question de l'exproprier. Seulement le salariat, dans la production de métier comme dans toute production quelle qu'elle soit, sera supprimé, et il n'y aura alors pour les petits artisans qui ne vivent actuellement que grâce à une exploitation éhontée de leurs employés, plus d'autre-issue que de remplacer le travail personnel et les outils par la coopération du travail et l'emploi des machines dans des usines et des fabriques qui seront beaucoup plus perfectionnées au point de vue techniques, lorsqu'elles seront devenues propriété publique. La productivité du travail et le bien-être du petit artisan actuel en seront considérablement augmentés.

La terre étant la source fondamentale de la production, le prolétariat ne peut faire un seul pas sérieux dans la voie de la socialisation sans avoir anéanti au préalable le droit de propriété foncière. Le prolétariat victorieux anéantit toutes les formes de la propriété foncière privée; il proclame la terre propriété publique et il la déclare fonds commun appartenant à tous les travailleurs, au peuple tout entier. Il commence par exproprier les grands propriétaires. Transformées en entreprises publiques et travaillées à l'aide des machines agricoles les plus perfectionnées, les grandes cultures joueront le rôle de fermes modèles qui auront une énorme influence et faciliteront le passage des petites et moyennes cultures à la propriété et à la culture collectives. La suppression du salariat dans l'agriculture sera facilitée par l'expropriation des propriétaires grands et moyens. Le prolétariat révolutionnaire ne privera pas les petits cultivateurs de leurs terres qui ne peuvent même pas assurer leur existence; il emploiera toutes ses forces et tous les moyens que lui donne le pouvoir pour organiser la propriété foncière collective et la culture au moyen de machines perfectionnées et par les méthodes les plus rationnelles. La productivité du travail agricole ne pourra qu'y gagner et la situation matérielle de la population agricole s'en trouvera améliorée.

L'organisation de la propriété publique, de la production et de la jouissance en commun ne peut être réalisée qu'avec le contrôle ouvrier sur la production et sur la répartition des produits, contrôlé assuré par les associations professionnelles et par les autres organisations économiques de la classe ouvrière qui se chargeront petit à petit de la direction et de la réglementation des industries socialisées. D'autre part, l'organisation des industries collectivistes n'est réalisable qu'après la suppression du salariat et l'introduction du travail

obligatoire pour tous les membres de la société qui sont capables de travailler.

Afin de pourvoir aux besoins immédiats et de remédier aux misères du peuple, l'un des premiers actes du nouveau pouvoir révolutionnaire doit être de confisquer toutes les denrées, toutes les matières premières nécessaires à l'alimentation et à l'habillement du peuple et d'en organiser la répartition entre tous les citoyens avec la collaboration des comités des travailleurs.

4. Protection du travail des ouvriers et des classes déshéritées.

Le développement des cartels, des trusts, des syndicats et des associations patronales créés pour la lutte contre les ouvriers rend la lutte de plus en plus difficile et met obstacle aux progrès des organisations ouvrières professionnelles. La bourgeoisie profite de sa situation de classe dominante et, grâce à son pouvoir politique, s'oppose aux progrès ou même supprime les améliorations que les travailleurs avaient conquises au moyen de ce qu'on appelle le code du travail. Ce n'est qu'après s'être emparé du pouvoir d'Etat que la classe ouvrière pourra réaliser très rapidement la protection du travail effective et complète, qu'elle n'a pu obtenir jusqu'ici par dix ans de lutte professionnelle. Les buts principaux de cette protection sont de limiter la journée de travail normale, d'interdire le travail des enfants et des mineurs et le travail de nuit, d'établir un repos hebdomadaire suffisant; d'assurer les ouvriers et les ouvrières de l'industrie, de l'agriculture, du commerce et du transport contre le chômage, les accidents, la maladie, les infirmités, la vieillesse et la mort; d'établir le contrôle ouvrier sur l'application des lois du travail.

5. Assurance du logement aux pauvres sans domicile.

Les immeubles luxueux sont expropriés, les anciens propriétaires ne gardant que le logement qui leur est nécessaire à eux et à leurs familles. Tous les logements insalubres sont supprimés et la population entassée dans les quartiers ouvriers est transférée dans les quartiers riches et dans les luxueux immeubles bourgeois. Les villes et les villages doivent être minutieusement entretenus; des habitations neuves et hygiéniques, construites aux frais de l'Etat, sont mises à la disposition des citoyens sans domicile. Les classes laborieuses se chargent elles-mêmes de se procurer les logements nécessaires au moyen de commissions de quartiers et municipales éligibles qui opèrent d'accord avec les organes locaux et centraux du pouvoir soviétiste.

6. Instruction obligatoire, complète et gratuite de toute la jeunesse des deux sexes.

L'œuvre d'éducation, dans toutes ses branches doit avoir pour but de donner à la personnalité humaine le développement physique et intellectuel harmonieux le plus complet et de préparer la jeune génération par l'éducation du travail à participer à l'œuvre de la production et à jouir en toute indépendance des trésors scientifiques, artistiques et littéraires de la civilisation.

7. Séparation de l'Eglise et de l'Etat.

8. Abolition des dettes publiques: les classes laborieuses sont exemptées d'impôts et toute la charge des contributions pèse sur les classes riches jusqu'à la réalisation de la socialisation complète.

NOTE DE LA REDACTION

Ce document nous est envoyé de Bulgarie par un délégué spécial.

Sa signification est capitale. Dans différents pays les ouvriers avancés et leur Parti arrivent aux mêmes conclusions: ils entrent dans la voie du communisme.

Nous nous rappelons que les délégués au premier Congrès de l'Internationale Communiste, à Moscou, nous disaient, qu'en Hongrie, en Suisse, en Allemagne au même moment il y a de cela déjà un an des groupes d'obscurs ouvriers socialistes se réunissaient et préparaient un nouveau programme d'action. Et il est remarquable que partout ce programme était COMMUNISTE. En de simples formules, en des expressions sans artifice, d'obscurs ouvriers élaboraient le nouvel évangile du prolétariat libérant le monde.

Les camarades bulgares ont cette supériorité que dans leur pays, depuis déjà de longues années existe un Parti Ouvrier fortement organisé (les Tessniaki) qui a depuis longtemps rompu avec les opportunistes et est resté fidèle aux enseignes du marxisme révolutionnaire. Ici les ouvriers n'ont plus à tâtonner. Ils ont un guide sûr en la personne du Parti Communiste bulgare. La victoire de la révolution socialiste en Bulgarie sera d'autant facilitée.

En Russie et en Allemagne, en Hongrie et en Autriche, en Bulgarie et en Italie, en France et en Suisse, partout où vivent et luttent les ouvriers, le Parti Communiste croît et se fortifie.

En vérité:

*«... Une armée se lève innombrable
Et sa force se révélera incommensurable» (1).*

(1) Citation extr. d'un poème de Nékraïsov

Notre programme est écrit avec le sang des cœurs ouvriers. Notre cause vaincra.

Nous envoyons notre chaleureux salut fraternel à nos vieux amis les Tassniaki communistes bulgares. Nous suivrons avec une affection chaleureuse leur lutte contre la bour-

geoisie. Nous sommes convaincus non seulement de ce que le prolétariat bulgare saura conquérir sa république des Soviets, mais encore de ce qu'il se mettra à l'avant-garde dans la lutte pour la République des Soviets des Balkans.

G. ZINOVIEV.

A BAS L'INTERVENTION!

LE TESTAMENT DE K. LIEBKNECHT

Aux ouvriers et aux soldats de l'Entente.

Camarades, frères et amis!

Sous les coups de la guerre universelle au milieu du désarroi général créé par la société impérialiste et tsariste le prolétariat russe a érigé son empire à lui—la république socialiste des ouvriers, des paysans et des soldats. Il l'a créé malgré la haine, la calomnie et l'incompréhension qui l'entouraient. Elle représente le grand fondement, la base même du régime socialiste universel, dont la réalisation constitue maintenant le problème historique du prolétariat international. La révolution russe a donné une impulsion colossale au mouvement révolutionnaire du prolétariat universel; le feu de la révolution embrase déjà la Bulgarie et l'Autriche-Hongrie et commence à s'allumer en Allemagne. Mais de grands obstacles se dressent devant le prolétariat allemand sur sa route vers la victoire.

Les masses du peuple allemand sont avec nous, l'ancien régime est en décomposition, mais il essaie malgré tout de tromper le peuple allemand afin de reculer l'heure de la délivrance.

De même que les attaques et les dévastations de l'Impérialisme allemand joints à la paix forcée de Brest-Litovsk et de Bucarest ont servi à l'affermissement du pouvoir impérialiste de l'Entente, de même les gouvernants allemands essaient maintenant de tirer profit des attaques de l'Entente contre la Russie soviétiste pour conserver leur pouvoir. Avez-vous vu comment il y a quelques semaines Guillaume II, ce représentant de la plus basse réaction qu'ait jamais existé depuis la chute du tsarisme, s'est servi de

l'intervention de l'Entente dans les affaires russes pour exciter les masses ouvrières à recommencer la guerre? Nous ne pouvons pas admettre que des moyens démocratiques aussi désirables pour eux restent entre les mains de nos pires ennemis, entre les mains des ennemis du prolétariat du monde entier; le prolétariat de l'Entente doit faire tout ce qu'il est en son pouvoir pour l'empêcher. Nous savons que vous avez déjà élevé la voix contre les machinations de vos gouvernements, mais le danger augmente tous les jours. L'unité de front de l'impérialisme international se réalise principalement dans la lutte contre la République soviétiste russe; voilà le danger contre lequel vous devez être en garde. Le prolétariat universel ne doit pas permettre que le feu de la révolution socialiste soit étouffé s'il ne veut pas que tous ses espoirs et tous ses efforts soient perdus à jamais. La chute de la République soviétiste russe entraînerait la défaite du prolétariat universel.

Amis, camarades et frères! Soulevez-vous contre vos maîtres!

Vive la Russie des ouvriers, des paysans et des soldats!

Vive la révolution du prolétariat français, anglais et américain!

Vive la délivrance des ouvriers du monde entier des griffes de la guerre, de l'exploitation et de l'exclavage!

Karl LIEBKNECHT.

NOTE DE LA RÉDACTION. Nous reproduisons ici la célèbre proclamation de l'immortel Liebknecht, écrite à sa sortie de prison; cette proclamation peut être à juste titre considérée comme le testament de Karl Liebknecht aux ouvriers des puissances de l'Entente.

MANIFESTE du Parti Socialiste Unifié Français

L'Humanité du 24 juin a publié le manifeste suivant du Parti Socialiste Français (1).

«Ouvriers, paysans français! Malgré les protestations incessantes du Parti Socialiste, malgré la lutte quotidienne de notre presse et les questions de nos députés au Parlement, le gouvernement continue avec ses alliés à faire la guerre aux ouvriers et à la révolution. Depuis déjà plus de deux mois, nos soldats, nos marins, notre argent sont employés à étouffer le mouvement prolétarien en Russie et en Hongrie. Nos gouvernants ont conclu une alliance avec les aventuriers de l'ancien régime russe et soutiennent de nos ressources Chaplin à Arkhangel, Dénikine au Kouban, Koltchak en Sibérie.

Les troupes françaises et alliées occupent Arkhangel. La flotte anglaise bombarde les côtes russes de la mer Baltique. La flotte française opère dans la Mer Noire et quoique la descente française à Odessa ne s'y soit pas maintenue, de grands territoires restent occupés par les troupes alliées sans déclaration de guerre et contre tout droit. Une nouvelle sainte alliance maintient autour de la Russie et de la Hongrie un blocus étroit. Des millions de personnes, vieillards, femmes, enfants sont ainsi condamnés à la faim et à la mort lente uniquement parce qu'elles vivent dans un pays où le travail tente de se libérer et de remplacer le désordre capitaliste. L'Entente ne veut pas pardonner au prolétariat russe et hongrois d'avoir rompu ses chaînes et de vouloir introduire dans la vie un ordre nouveau annoncé par le socialisme depuis déjà 3/4 de siècle. Les alliés savent que la victoire du prolétariat marquera dans leur pays aussi la dernière heure de la domination capitaliste.

C'est pourquoi l'état de siège est maintenu, la démobilisation est retardée. Une nouvelle guerre commence pour des intérêts de caste. Nous voyons que la France, — cette belle France qui, en 1793, luttait contre la coalition monarchiste qui voulait l'étouffer, — oublié de son passé révolutionnaire et de la trahison du tsarisme russe se met aujourd'hui en tête de la coalition réactionnaire. Le Parti Socialiste adjure le peuple français de ne pas permettre d'étouffer les ouvriers et la révolution. S'ils étaient vaincus au prix de nouveaux sacrifices sanglants la vague réactionnaire submergerait aussi nos espoirs d'émancipation, retarderait le socialisme en France et dans le monde entier, détruirait nos misérables libertés et déshonorerait la république par les exploits de nouveaux Versaillais.

Ouvriers et paysans français, permettez-vous que ce crime soit commis? Le Parti Socialiste vous appelle aujourd'hui au combat. En Angleterre les unions ouvrières menacent de cesser le travail, si les troupes anglaises ne sont pas immédiatement rappelées de Russie. Le Parti Socialiste Italien propose une manifestation prolétarienne simultanée, en Angleterre, en France, en Italie.

Camarades ouvriers socialistes, tenez-vous prêts à répondre à l'appel de vos organisations de classe

(1) Nous sommes malheureusement dans l'obligation de traduire ce manifeste d'un radiotélégramme allemand ce qui ne permet pas une exactitude littéraire. — La Rédaction.

pour combattre l'intervention criminelle (condamnée même par les socialistes non bolchéviki, multipliez vos efforts de propagande, répandez nos manifestes, nos brochures et nos journaux, venez à nos meetings. Peuple français, toi qui as toujours marché en tête dans les batailles révolutionnaires, tu peux encore sauver la révolution ouvrière et assurer ainsi ta propre libération. Ne deviens pas, par ton silence et par ton inactivité, le complice des étrangleurs de la révolution.

Note de la rédaction.

Au moment où nous publions ce document nous ne nous faisons aucunement illusion sur les dispositions de la majorité actuelle du Parti Socialiste Français à combattre non en paroles, mais en fait l'intervention des bandits impérialistes dans les affaires de la Russie des Soviets. Ce document ne prouve indubitablement qu'une chose: si même les représentants de la majorité officielle du Parti Socialiste Français croient ainsi, c'est que vraiment les ouvriers et les soldats français commencent une lutte sérieuse contre l'impérialisme.

Aux ouvriers des pays de l'Entente

(Manifeste des Unions Professionnelles russes)

Camarades! Frères!

Il y aura bientôt 2 ans que le prolétariat russe soutenu par les grandes masses de soldats et de paysans a rompu toutes relations avec le trust économique et financier appelé, dans le langage conventionnel et diplomatique des forbans internationaux „l'Entente“. Le prolétariat russe a déclaré à la face du monde entier qu'il ne veut pas faire parti d'une Ligue des Nations qui n'est autre chose qu'une société par actions pour l'exploitation des nationalités petites et faibles, et qu'il voulait sortir de la monstrueuse guerre fratricide qui ensanglantait les champs et les chaumières et couvrait d'or les palais de toute l'Europe.

Et depuis que le prolétariat russe a osé briser les chaînes dont le tsar et la finance internationale avaient chargé les masses du peuple russe, — depuis ce jour précis il s'est fait de la bourgeoisie de vos pays un ennemi irréconciliable et impitoyable. Remplis de crainte devant les grandes forces sociales que recèle la révolution russe, les alliés ont commencé leur action contre-révolutionnaire dès le lendemain de la révolution de février. Le général Kornilov, comme on sait, jouissait d'une sympathie et d'une affection toute particulière dans leurs ambassades et leurs missions militaires. Cette sympathie pour les généraux contre-révolutionnaires est devenue, dès la révolution d'octobre, une fougueuse passion pour les monarchistes et les cent-noirs russes.

Les chefs de la Vendée russe Kornilov, Kalédine, Krasnov, Dénikine et Koltchak sont devenus les favoris de votre bourgeoisie et de vos gouvernements. Depuis la révolution d'octobre il ne s'est pas produit en Russie un seul mouvement contre-révolutionnaire, une seule insurrection où les

représentants de vos gouvernements n'aient pas pris une part active. Mais la révolution russe n'est pas morte. Elle s'est victorieusement défendue à l'intérieur contre la contre-révolution et contre ses provocateurs étrangers. Le prolétariat a bravement et stoïquement repoussé l'assaut des bandits soudoyés par l'or allié. Si bien que vos gouvernements durent faire encore un pas en avant : ils décidèrent d'envoyer des troupes en Russie, intervenir dans nos affaires intérieures et rétablir l'ordre. Vers cette époque ils écrasèrent l'Allemagne. La mégalomanie et l'esprit de conquête longtemps contenus se manifestèrent avec une force irrésistible : „Les chevaliers du droit et de la justice" apparurent dans l'arène internationale comme de vulgaires flibustiers s'efforçant d'asservir à jamais le peuple allemand.

Le masque qui cachait le visage odieux des chevaliers de grande route est tombé ; les plus aveugles d'entre vous ont pu se convaincre combien effrontément et cyniquement avaient menti vos gouvernants et ceux d'entre les socialistes et ceux d'entre les leaders des syndicats qui vous assuraient qu'il s'agissait d'une guerre pour le rétablissement du droit et de la justice, d'une guerre contre la barbarie, etc. Tout ce verbalisme, l'ennemi vaincu, a été abandonné et le but de la guerre, — le pillage des peuples petits et faibles — a été atteint. Les bouchers impérialistes traitent avec le plus grand cynisme et avec une cruauté sans mesure les peuples, les pays et les territoires. Le monde entier avec ses millions de population est devenu un objet de trafic, de marchandages et de partages et l'on entend encore, dominant cette bacchanale de la rapacité, de l'orgueil, du lucre et des basses passions, les cris de la valetaille littéraire à l'adresse du prolétariat russe : „Crucifie-le, crucifie-le!"

Et l'Entente dans sa peur folle de la révolution sociale qui monte irrésistiblement a fait de l'étrangement de la Russie des Soviets l'objet principal de ses négociations diplomatiques et de ses tripotages. Vos gouvernements sont derrière les nationalistes et les réactionnaires polonais, poussant le peuple polonais trompé et berné à la guerre contre la Russie ; vos diplomates ont poussé contre nous les boyards-féodaux roumains, réactionnaires avérés qui arrosent du sang des ouvriers et des paysans chaque pouce du territoire roumain ou russe par eux occupé ; vos gouvernements ont organisé les gardes-blancs esthoniens, allemands, lithuaniens et lettons et ils ont jeté toute cette canaille bourgeoise et propriétaire contre les ouvriers et les paysans russes ; c'est Paris qui dirige la politique de la bourgeoisie finlandaise passée du service de l'impérialisme allemand au service de l'impérialisme allié ; vos gouvernements ont ouvertement, cyniquement occupé Arkhangel ; c'est Paris qui bénit Koltchak, Dénikine et les autres généraux russes arrosant les champs de la grande Russie du sang des prolétaires. C'est la Ligue des Nations créée par vos gouvernements qui a reconnu le pendeur Koltchak digne membre de son aéropage ; vos gouvernements déçus par les insuccès de leur homme lige placent maintenant leur sympathie et leurs capitaux sur un nouveau prétendant — Dénikine, et ce sont eux enfin, eux les „chevaliers du droit et de la justice", comme les appelle dans ses accès de

zèle votre vénale presse jaune, ce sont eux qui inspirent toutes les conspirations d'officiers et toutes les révoltes de blancs qui ont lieu en ce moment en Russie. Et l'Entente n'étouffe pas que nous : elle se consacre à la noble tâche d'étouffer aussi la Hongrie des Soviets. En un mot elle a pris la place, vacante depuis la mort du tsar, de gendarme international et de bourreau de la liberté.

Vous voyez que le centre de la réaction mondiale est maintenant Paris, ce même Paris dont les rues ont été inondées de sang prolétarien, — et que Versailles, la ville de Thiers et de la bourgeoisie française exaspérée, est devenu un lieu fatal pour la liberté. Toutes les vieilles idoles ont brûlé dans les flammes de la guerre et de la révolution. „Les chevaliers du droit" se sont transformés sous nos yeux en dignes successeurs des héros qui, sous la direction de Thiers fusillèrent au cours de la semaine sanglante de 1871, dans les rues de Paris, plus de 30,000 personnes, hommes, femmes et enfants. Vos gouvernants et votre bourgeoisie sont maintenant triplement condamnant à la misère et à la mort lente le peuple allemand ; parce que, avec les restes de la Russie tsariste et bourgeoise, ils tuent et ils mutilent des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans à seule fin d'assassiner la Commune russe : — ils sont Versaillais enfin parce qu'ils répriment avec fureur les moindres manifestations du prolétariat, veillant à ce qu'il ne puisse nulle part briser ses chaînes et envoyant immédiatement des troupes et des armes au secours de la bourgeoisie des pays où, comme en Hongrie, elle a le malheur d'être vaincue.

Camarades, Frères!

Représentants du prolétariat russe organisé dans ses unions ouvrières, nous nous adressons à vous, vous demandant de nous aider! Les unions professionnelles russes ont toujours lutté dans les premiers rangs et elles ressentent douloureusement les coups portés à la Russie des Soviets par vos classes dominantes et par les forbans de la Ligue des Nations. Ouvriers anglais, français, italiens, américains! Se peut-il que vous supportiez longtemps encore que votre sang serve à éteindre l'incendie grandissant de la révolution sociale? Se peut-il que les bandits internationaux et que les Versaillais ourdissent impunément leur trame réactionnaire et étranglent la révolution prolétarienne universelle?

Grandes sont les souffrances et les épreuves du prolétariat russe. Nous sommes accablés par la faim, nous sommes entourés du cercle étroit des mercenaires de votre bourgeoisie, et les mains rapaces de la contre-révolution internationale sont prêtes à se resserrer sur notre gorge, mais une foi ardente en la vérité de la cause prolétarienne soutient nos forces, soutient notre vaillance, notre énergie. Nous savons que la révolution sociale a déjà depuis longtemps franchi les frontières russes et que son ombre terrible passe maintenant sur le monde entier. C'est avec une grande foi et une grande assurance que nous attendons aux positions avancées du front social universel, votre aide. Nous croyons en vous, nous espérons en vous, car nous savons que vos cœurs prolétariens battent à l'unisson des nôtres!

Au secours donc du prolétariat russe et de la Russie des Soviets, camarades!

A bas les bandits impérialistes!

Les interventionnistes à la lanterne!

Vive la révolution prolétarienne universelle!

Vive la république internationale des Soviets!

Le Présidium du Soviet Central des Unions Professionnelles de toutes les Russies:

**M. Tomsy, I. Loutovinov, N. Glébov,
A. Lozovsky, V. Schmidt, P. Ozol,
E. Roudzoutak.**

Aux ouvriers, aux soldats et aux marins Italiens, Américains, Anglais, Français, Suédois, Finlandais, Esthoniens et Serbes.

(Adresse du Soviet de Pétrograd)

Camarades!

Les travailleurs de Pétrograd ont, à une heure difficile, réélu leur Soviet. Les nouvelles élections ont eu lieu pendant que les troupes de vos gouvernements nous menaçaient et pendant que, grâce au blocus organisé par vos gouvernements, nous subissions les tourments de la faim. Les ouvriers de Pétrograd n'en sont pas moins restés à leur poste. Des centaines et des centaines de milliers de travailleurs ont pris part aux élections du Soviet et le nouveau Soviet s'est réuni aujourd'hui pour la première fois. Des milliers de délégués ouvriers, soldats de l'armée rouge, marins, employés, représentant tous les travailleurs et toutes les organisations ouvrières de Pétrograd, assistent à notre réunion et nous sommes unanimes à vous déclarer ce qui suit:

Nous demeurons partisans du pouvoir des soviets, du pouvoir des ouvriers et des paysans. Nous lutterons jusqu'à notre dernier souffle, jusqu'à la victoire de la classe ouvrière sur la bourgeoisie, jusqu'à la victoire du socialisme.

A ce moment solennel pour nous, nous nous tournons vers vous, camarades, et nous vous demandons: Pourquoi vos gouvernements organisent-ils une campagne contre notre ville? Pourquoi dévastent-ils nos villages, pourquoi fusillent-ils nos frères et nos pères, pourquoi nous condamnent-ils à la faim? Toutes les informations sur les prétendues horreurs de Pétrograd répandues par la vénable presse bourgeoise ne sont que d'odieuses calomnies. Nous sommes affamés, nous sommes surmenés, mais la discipline prolétarienne et l'ordre complet règnent chez nous. Nous devons résister à l'attaque sanglante des ennemis qui nous assaillent de toutes parts, mais nous construisons pas à pas notre état ouvrier. Nous ne sommes coupables devant la bourgeoisie de vos pays que d'avoir les premiers levé le drapeau rouge; que d'avoir les premiers chassé le tsar et la bourgeoisie, que de conserver depuis 2 ans le pouvoir, et d'avoir donné la terre aux paysans, les usines aux ouvriers.

Vos gouvernements nous haïssent parce que nous avons publié les traités secrets conclus par eux avec le tsar. Vos gouvernements haïssent notre ville parce

que, la première, elle a élevé le drapeau de la révolution ouvrière.

Nous nous adressons surtout aux ouvriers et aux soldats esthoniens et finlandais. Voici déjà deux ans que l'on vous trompe. On vous dit que nous voulons envahir l'Esthonie et la Finlande. C'est faux. A la réunion du Comité Exécutif Central de toutes les Russies, représentant les soviets ouvriers et paysans, à Moscou, notre délégué le camarade Zinoviev a déclaré au nom de tout le gouvernement des Soviets que nos troupes avaient reçu l'ordre officiel de ne franchir ni la frontière finlandaise ni la frontière esthonienne. Le Comité Exécutif Central est dans toute la Russie la plus haute autorité. Cette déclaration a un caractère tout à fait officiel. Nous sommes convaincus, camarades, que le moment où vous vous libérerez vous-mêmes du joug de votre bourgeoisie est proche. Les gouvernements de vos pays font ce qu'ils peuvent pour hâter leur propre fin, mais nous ne voulons pas la guerre avec vous. La guerre est provoquée par vos gouvernements.

Camarades! Supporterez-vous longtemps encore que vos gouvernements fournissent aux bandes de gardes-blancs les armes, l'argent, les officiers, les vivres! A Mourmansk des contingents anglais, français, italiens, serbes nous combattent. Au front de Narva des contingents de gardes-blancs suédois portent les armes contre nous. Le long des frontières d'Esthonie et de Finlande nous sommes attaqués par les troupes des gouvernements de ces deux pays. Vos gouvernements envoient à Pétrograd leurs espions et leurs agents. Ces misérables commettent ici des attentats et dépensent l'argent sans compter pour acheter des traités parmi les Russes. Le gouvernement blanc de Finlande envoie des avions bombarder nos villes et nos villages.

Et pourtant nous ne nous rendons pas et nous ne nous rendrons jamais.

Nous sommes convaincus, camarades, que dans vos pays aussi le drapeau rouge vaincra. La grève que vous avez fixée au 21 juillet est pour nous le premier heureux présage. Nous sommes convaincus que les ouvriers et les soldats de France, d'Angleterre, d'Amérique, d'Italie et des autres pays ne se laisseront pas transformer par les banquiers et les propriétaires en gendarmes et en bourreaux de notre grande révolution ouvrière.

Vos gouvernements nous disent qu'ils n'interviennent pas dans les affaires russes. C'est un odieux mensonge. Ils ont reconnu souverain légal de la Russie l'Amiral Koltchak, méprisable bourreau et assassin contre lequel se révoltent maintenant les ouvriers et les paysans de l'Oural et de la Sibérie. Vos gouvernements prodiguent les milliards pour aider les généraux du tsar à rétablir en Russie la monarchie. Vos gouvernements fournissent aux contre-révolutionnaires russes tout ce dont ils ont besoin, à commencer par les tanks, pour finir par les espions. Vos gouvernements ont mis sur pied les bandes de Dénikine qui, à Iékatérinoslav et Kharkov, ont déjà assassiné des milliers d'ouvriers, uniquement parce qu'ils étaient des ouvriers. Vos gouvernements sont responsables des atrocités commises par ceux qui avant de quitter Perm y ont brûlé plusieurs milliers de gardes-rouges prisonniers. Vos gouvernements sont responsables de la faim qui règne dans notre pays.

Insurgez-vous, camarades, mettez un terme à leurs plus grands crimes! Tendez une main fraternelle aux travailleurs de tous les pays! Faites tout ce qui dépend de vous, pour que cesse l'aide donnée aux contre-révolutionnaires russes.

Nous vous adressons notre salut fraternel et nous crions avec vous: Vive la révolution ouvrière dans le monde entier!

Le Soviet de Pétrograd.

RÉSOLUTION

adoptée par les meetings de Pétrograd.

Le 20 juillet 15 meetings grandioses eurent lieu à Pétrograd. 12 à 15.000 personnes participèrent à certains d'entre eux. Dans toutes ces réunions la résolution suivante fut adoptée à l'unanimité avec un enthousiasme indescriptible:

„L'initiative des communistes italiens a fait fixer au 21 juillet une grève politique internationale en Italie, en France, en Angleterre et dans d'autres pays. Une partie des travailleurs allemands doit aussi y prendre part. Cette grève doit avoir pour mot d'ordre de soutenir les républiques des Soviets russe et hongroise: „N'osez pas intervenir en Russie et en Hongrie! N'osez pas aider les contre-révolutionnaires russes et hongrois! Vive le pouvoir des So-

viets dans le monde entier!“, tels sont les mots d'ordre de la grève politique internationale. Les ouvriers de Pétrograd saluent avec joie les ouvriers français, anglais et italiens faisant le premier pas dans la voie de la lutte prolétarienne rationnellement organisée à l'échelle internationale. Les ouvriers de Pétrograd sont persuadés que la grève du 21 juillet marquera le commencement de l'insurrection armée du prolétariat international pour instituer le gouvernement des Soviets dans le monde entier.

Camarades, nous traversons des moments difficiles. Nous sommes contraints de soutenir la guerre civile contre les bandes contre-révolutionnaires, largement soutenues par vos gouvernements impérialistes. Nous sommes affamés, car la bourgeoisie de vos pays a entouré la Russie du cercle de fer du blocus. Vous seuls pouvez améliorer votre situation. Vos gouvernements qui sont devenus des gendarmes internationaux et les bourreaux de leurs peuples doivent tomber. La lutte finale et décisive s'approche, — la lutte du travail contre le capital. Les ouvriers de tous les pays demandent des comptes aux responsables d'un massacre qui a duré 4 ans, aux responsables de la faim, à ceux qui ont fait de la terre un enfer. A bas la bourgeoisie! Vive la révolte ouvrière dans tous les pays!

Vive le pouvoir des Soviets dans le monde entier!

Vive l'Internationale Communiste!“

LETTRE OUVERTE A FRÉDÉRIC ADLER (1)

Citoyen Adler!

Voici déjà plusieurs mois que nous recevons sur votre activité des informations qui nous ont d'abord paru invraisemblables. Vous, Frédéric Adler, vous êtes dans les rangs des ennemis actifs des ouvriers communistes autrichiens. Vous, Frédéric Adler, vous êtes le complice des crimes des Renner, des Bauer et de leurs pareils contre la classe ouvrière d'Autriche.

Je me replace au moment où vous commîtes votre attentat sur le comte Sturghik. Votre coup de pistolet en ces sombres jours traversa comme la foudre les nuages politiques suspendus sur la classe ouvrière autrichienne et internationale. Je me souviens d'un article que, vivant à l'étranger en émigré, je dus alors écrire sur votre geste. „Frédéric Adler a sauvé l'honneur de la classe ouvrière autrichienne“, écrivais-je dans cet article publié par notre organe *Le Communiste*. Et notre parti, notre tendance, durent alors vous défendre contre les agressions de vos amis de naguère, des menchéviks russes qui jugeaient votre acte absolument comme les plumitifs de la rédaction de l'*Arbeiter Zeitung* de ce temps-là.

Vous vous souvenez bien de l'écho qui résonnait parmi les social-patriotes allemands et autrichiens à votre coup de pistolet. Vos amis du parti portaient d'un geste significatif l'index à leur front et

expliquaient votre acte en supposant une sorte de déséquilibre mental. Mais les ouvriers vous comprirent. Pour les ouvriers russes vous devintes un des héros les plus aimés. Ils vous placèrent à côté de l'inoubliable Karl Liebknecht.

Depuis la révolution russe il ne se passa pas une réunion importante à Pétrograd ou à Moscou qui ne vous envoyât son salut chaleureux. Quand vous fûtes condamné à mort un million d'ouvriers russes protesta contre ce verdict. A leurs meilleures Maisons du Peuple, aux plus belles artères des quartiers ouvriers, les ouvriers russes ont donné le nom de Frédéric Adler. Vous avez été élu président d'honneur de nos congrès demeurés historiques. Le jour de votre libération a été un jour de fête pour les ouvriers de Pétrograd et de Moscou. On vous attendait. Et qu'est-il arrivé? Vous êtes venu. Vous êtes revenu à la liberté mais vous n'êtes pas tombé dans les bras des prolétaires révoltés contre leurs oppresseurs, mais dans ceux des traîtres à la classe ouvrière groupés autour de MM. Renner et C-ie.

Au mois de mars au congrès de la Troisième Internationale à Moscou j'ai entendu le rapport du représentant des ouvriers communistes autrichiens. Dans ce rapport ce camarade nous parla de votre attitude. Et nous entendimes d'abord dans la voix du rapporteur, vieux militant du mouvement prolé-

(1) Cette lettre a été écrite pour un journal communiste autrichien.

tarien en Autriche, les notes d'une ardente affection pour vous. Il parlait du temps où, après votre attentat, les ouvriers viennois vous considéraient comme leur chef reconnu. Il nous contait comment les prolétaires viennois, retenaient leur respiration dans l'attente du moment où les portes de la prison s'ouvriraient devant vous. Et ce moment arriva, vous fûtes libre. Les prolétaires viennois ne doutèrent pas un instant que vous, leur chef aimé, vous reviendriez parmi eux, vous vous mettriez à la tête de ceux d'entre les prolétaires qui sont prêts à monter à l'assaut du capitalisme. Hélas ! Libre, c'est parmi les oppresseurs de la classe ouvrière que vous prîtes place...

Et notre camarade viennois nous racontait comment le sentiment de vif attachement que les prolétaires viennois nourrissaient pour vous se changea d'abord en stupeur, puis en expectative, puis en colère, — en une colère légitime et noble contre l'homme qui ne justifiait pas les espoirs de la classe ouvrière.

J'ai eu il y a peu de temps l'occasion de m'entretenir avec un groupe d'ouvriers conscients de Pétrograd, travaillant à Vassilievski Ostroff (c'est l'un des meilleurs quartiers ouvriers de Pétrograd). Ces ouvriers qui dirigent ici une dizaine d'usines, apprenant votre position actuelle arrachèrent, dans leur indignation les plaques apposées aux coins des rues portant votre nom. Et ils vinrent nous trouver au Soviet, nous demandant que la rue qui a reçu, il y a un an le nom de „perspective Frédéric Adler“ changeât maintenant de nom et fût nommée „perspective des Communistes Autrichiens“. Ils nous disaient, et les larmes leur en venaient presque aux yeux : Frédéric Adler a trahi le prolétariat autrichien, il n'est pas avec nous, il est contre nous.

Nos amis communistes autrichiens nous informèrent que vous acceptez les missions les plus... risquées, pour me servir de termes modérés, de la compagnie d'actionnaires Renner-Austerlitz. Quand la bourgeoisie avec ses agents social-traitres doit désarmer les gardes-rouges viennois c'est vous qu'on envoie les persuader de rendre leurs armes dans l'intérêt même de la classe ouvrière. Vous semblez être une sorte de fonctionnaire chargé de missions spéciales attaché au groupe social-traitre le plus haïssable pour la classe ouvrière autrichienne. Vous avez été à Berne, citoyen Adler. Nous ne nous étonnerons pas si vous allez maintenant à Lucerne y tenir l'étrier de Scheidemann, de Renaudel et de Vandervelde. Vous aiderez les agents du capital à mystifier les ouvriers en leur faisant croire que l'Internationale prolétarienne renaît à Berne et à Lu-

cerne tandis que c'est en réalité „l'Internationale* jaune, des traîtres et des serviteurs de la bourgeoisie qui y renaît. Vous ne consacrez pas vos meilleures forces à la lutte contre les féodaux et les capitalistes autrichiens restés en fait les maîtres de votre pays. Vous consacrez vos meilleures forces à la lutte contre les ouvriers communistes qui s'efforcent de mettre en pratique l'enseignement de Marx et d'Engels.

S'il est un pays mûr pour la révolution prolétarienne c'est bien l'Autriche. Vos efforts pour intimider les ouvriers en les menaçant, s'ils se révoltent contre les social-traitres, de ce que l'Entente les privera totalement de pain, sont absolument mensongers. Vous savez parfaitement bien que les ouvriers autrichiens sont affamés dès maintenant. Vous ne pouvez pas ignorer que la guerre impérialiste a provoqué la famine presque dans le monde entier. Vous ne pouvez pas ne pas vous rendre compte que l'alliance d'une Autriche socialiste avec la Hongrie soviétiste et la Russie soviétiste serait invincible et que, le gouvernement des Soviets remportant la victoire en Autriche, le pain serait ainsi assuré aux ouvriers. En intimidant les ouvriers autrichiens au moyen de l'Entente vous assumez en réalité le rôle d'un agent de cette Entente.

À côté de nous, à Buda-Pest vivent et luttent les héros du prolétariat hongrois qui ont arraché le pouvoir des mains de la bourgeoisie. Au lieu de les aider de toutes vos forces, au lieu de marcher sur leurs traces, vous préférez leur tendre des pièges, les combattre. Vous êtes en relations amicales avec le gouvernement qui chasse de Vienne les représentants de la république des Soviets hongrois. Vous ne pouviez vous couvrir d'une plus grande honte.

Mais nous sommes profondément convaincus que l'héroïque prolétariat autrichien surmontera tous les obstacles. Avec les chefs, si cela leur convient, sans eux, s'ils se séparent des masses, contre eux, s'ils s'obstinent dans leurs erreurs. Ainsi parlera la classe ouvrière autrichienne. Et elle passera sur tous les „cadavres vivants“, elle prendra le pouvoir, elle fondera la république des Soviets en Autriche.

En avant donc, camarades, communistes autrichiens ! Plus vos anciens chefs se montrent peu sûrs, plus il y a d'obstacles sur votre chemin, et plus grands sont vos mérites et plus vous êtes chers à l'Internationale Communiste.

G. ZINOVIEV

Pétrograd, 21 juillet 1919.

CORRESPONDANCE DE „L'INTERNATIONALE COMMUNISTE“

La Rédaction prie instamment les amis de L'INTERNATIONALE COMMUNISTE d'user de toutes les voies et de toutes les occasions pour nous faire parvenir des correspondances et des journaux des différents pays. De semblables correspondances présentent pour notre revue le plus grand intérêt. Nous ouvrons cette rubrique en adressant aux camarades dont nous publions les lettres nos vifs remerciements.

LETTRE DE SLOVACIE

Malgré la sévérité toujours croissante des répressions, le mouvement communiste continue à se développer en Tchéco-Slovacie.

Tous les éléments ouvriers s'organisent; des conférences et des meetings se succèdent dans les fabriques et les usines; des brochures et des proclamations sont éditées en grand nombre. Les communistes font même paraître deux journaux illégaux: l'Armée prolétarienne en langue tchèque qui est presque exclusivement répandu parmi les régiments blancs tchèques et le journal rouge en langue slovaque qui sert à la propagande révolutionnaire au front et dans les milieux ouvriers des villes. Une propagande très énergique est également menée parmi les prisonniers des gardes blancs.

Des résultats très importants ont déjà été atteints: c'est à cette propagande que nous devons la défection de l'armée tchèque dont les soldats complètement désorganisés ont fui abandonnant tout.

Dans la partie allemande de la Slovacie occupée par les armées tchèques, les Allemands ont proclamé leur annexion à l'Autriche allemande et ont formé leur gouvernement temporaire qui ne reconnaît pas le gouvernement de Kvanaroz de Prague. Le mouvement communiste a également beaucoup de succès auprès du prolétariat allemand en Bohême, spécialement dans les centres ouvriers.

La majorité de la population tchéco-slovaque est hostile au gouvernement tchèque. L'administration composée exclusivement de Tchèques donne de graves sujets de mécontentement aux Slovaques. Le gouvernement tchèque à son tour n'accorde aucune confiance à ces derniers. D'une façon générale les relations sont très tendues entre ces deux nationalités. Ainsi par exemple les Slovaques, mobilisés par les Tchèques désertent et se dispersent à la première occasion.

Les sentiments des Magyars habitant dans les villes slovaques varient à l'égard du gouvernement tchèque avec les classes: la bourgeoisie sympathise avec lui, tandis que le prolétariat le déteste. Des insurrections ouvertes ont même eu lieu de la part des ouvriers magyars contre le gouvernement de Prague; pendant la retraite de l'armée blanche des Tchèques à Muncetz 1000 ouvriers magyars ont attaqué l'arrière les mettant en déroute.

La Tchéco-Slovacie possède actuellement de nombreux partis politiques légaux qui sont: le parti des social-démocrates tchéco-slovaques (les autonomistes), celui des social-démocrates tchèques (les centralistes), celui des socialistes tchèques (les national-socialistes), le parti des national-révolutionnaires (agriculteurs), celui des national-démocrates (les néo-tchèques) uni au parti gouvernemental-progressif (les réalistes dont Masarik est la tête) et enfin le parti du peuple (les cléricaux). Tous ces partis soutiennent le gouvernement.

Trois courants se distinguent actuellement dans la social-démocratie tchéco-slovaque: les éléments droits dirigés par Medratelk et Gudetz se sont séparés pour former un parti spécial subventionné par le gouvernement; le centre avec Sukup, Nemetz et d'autres à sa tête entre dans la composition du gouvernement, les éléments gauches sont dans l'opposition mais n'ont pas encore quitté le parti.

Tous les partis du gouvernement soutiennent l'Entente et unissent tous leurs efforts pour l'aider à étouffer la révolution prolétarienne.

Le parti des social-démocrates qui a protesté sur papier imprimé contre l'invasion de la Hongrie soviétiste, enjoignant aux soldats de ne pas l'attaquer, s'est borué à la défense des frontières de la république tchéco-slovaque.

Les programmes des partis ouvriers social-démocrates (les autonomistes), social-démocrates tchèques (les centralistes) et socialistes tchèques sont empreints des principes menchévistes et national-chauvinistes. Ils sont plongés dans l'opportunisme jusqu'au cou, sont hostiles au bolchévisme, rêvent d'accaparer au moyen du suffrage universel la majorité des sièges au parlement et d'arriver de cette façon au pouvoir. Ils sont indifférents au système soviétiste et considèrent que la dictature du prolétariat est inutile. Et cependant les masses ouvrières et les paysans sympathisent ouvertement avec le communisme tout en étant encore insuffisamment organisés.

Le gouvernement protège ces trois partis et commence à prendre celui des social-démocrates gauches en grippe. Il lutte contre le développement des idées communistes par tous les moyens qui sont en son pouvoir: la censure bat son plein; toute critique dans la presse ou dans les réunions des mesures gouvernementales est sévèrement défendue et punie. Dans les questions de politique extérieure le gouvernement se soumet sans restriction aux décisions de l'Entente.

Dans certains endroits où l'influence des social-démocrates gauches domine, des soviets se sont formés. Le gouvernement les reconnaît à condition que leur activité ne dépasse pas les cadres prescrits par la loi. Le rôle est pour le moment purement moral. Néanmoins l'organisation de ces soviets inquiète fort la bourgeoisie qui insiste énergiquement sur leur abolition.

Pour compléter la caractéristique des trois partis sus-nommés on peut dire encore qu'ils suivent la II-e Internationale et qu'ils présentent toutes les questions de la révolution universelle aux masses dans une lumière ententiste intéressée.

Les grandes manifestations qui ont eu lieu étaient principalement dirigées contre la cherté des vivres. A l'une de ces manifestations les ouvriers marchant en tête portaient des gibets. En passant par les boulevards la foule s'arrêtait devant les restaurants et appréhendait les spéculateurs les obligeant à jurer sur place de ne pas hausser le prix des produits alimentaires et des tissus. Si le spéculateur refusait, on lui passait la corde au cou, après quoi le serment exigé était infailliblement prononcé. Néanmoins ces démonstrations n'étaient pas étrangères à une certaine tendance politique. Les résultats ne se sont pas fait attendre: le conseil des ministres décrète immédiatement des mesures énergiques contre la spéculation; des magasins sont fermés; on procède à l'inventaire des marchandises et des prix fermes sont établis. En outre l'importation des produits alimentaires d'Amérique est intensifiée.

Les membres des trois partis socialistes et des représentants de certains régiments prirent part aux manifestations. A certains meetings organisés contre la cherté des vivres des soldats prirent même la parole. Des cris tels que : « Mort aux gros bonnets » etc., retentirent.

L'armée sympathisait généralement avec ces sortes de manifestations, mais la bourgeoisie les considérait naturellement d'un très mauvais œil criant à qui voulait l'entendre que les communistes dévalisaient les magasins.

En parlant de l'état d'esprit dans l'armée il faut en premier lieu marquer la différence qui existe à ce point de vue entre les soldats des régiments tchèques de l'ancienne armée autrichienne et les légionnaires.

Les régiments tchèques qui autrefois faisaient parti de l'armée autrichienne sont mécontents de leur position actuelle et la désertion prend chez eux des proportions énormes ; la discipline est relâchée, la démoralisation des hommes augmente tous les jours et dégénère souvent en pillage et en brigandage. Les règlements militaires saisis par l'armée rouge hongroise en font foi. D'une façon générale le gouvernement ne peut pas compter sur ces régiments de l'ancienne armée autrichienne.

Le gouvernement s'appuie sur les légions tchèques organisées par les Français et les Italiens ; ce sont ces légions qui tiennent la plus grande partie du front. Elles sont animées d'un esprit nationaliste-chauvin nettement hostile aux Magyars et aux Allemands.

D'autre part le gouvernement a pour soutien les organisations de sokols qui lui fournissent leur contingent de volontaires envoyés au front ou engagés dans la gendarmerie. L'animosité entre soldats et officiers est très marquée dans toutes les parties de l'armée, mais elle est particulièrement accentuée dans les régiments autrichiens. Dans toutes les divisions de l'armée les officiers ont leurs organisations spéciales.

En Slovaquie toute la population mâle est mobilisée, de 18 à 42 ans, et à 45 ans pour les anciens légionnaires. Cette mobilisation n'a été effectuée qu'après la déroute de l'armée tchèque au front hongrois. Au moment des hostilités contre la Hongrie soviétiste plusieurs régiments refusèrent de marcher et furent envoyés à l'arrière sous escorte de légionnaires. Il y eut aussi des cas de défection en masse, près de 8000 soldats s'enfuirent par les Carpathes en Galicie où ils furent désarmés et internés par les Polonais.

La majorité des classes cultivées dont une grande partie entre dans la composition du parti socialiste tchèque, soutient le gouvernement et fait preuve de cette idéologie de petits bourgeois qui caractérise en général les milieux intellectuels. Elle ne sympathise nullement avec la révolution sociale. La classe cultivée des villages (les professeurs et les instituteurs) appartient à la social-démocratie tchéco-slovaque et son idéologie est empreinte du même esprit petit-bourgeois. Néanmoins c'est le parti national-démocrate qui a le plus d'influence dans les milieux intellectuels.

Une propagande énergique est menée contre le bolchévisme. La presse bourgeoise fait tout son possible pour discréditer le principe du pouvoir soviétiste. Elle présente les bolchéviks comme des brigands et des voleurs et affirme que le bolchévisme cessera de lui-même au moment où le pillage et le vol deviendront impossibles. Des cours spéciaux de propagande antibolchéviste sont organisés dans l'armée avec un cadre spécial d'orateurs dont l'activité s'exerce parmi les soldats comme dans les milieux ouvriers.

Les partis bourgeois, comme le gouvernement assignent des sommes très importantes pour subvenir à cette propagande ; de nombreuses brochures dirigées contre le communisme sont également éditées.

Mais le gouvernement n'a pas grande confiance dans l'effet de ces moyens de persuasion « idéaux », et craignant le développement des idées bolchévistes dans les milieux ouvriers, il a limité la liberté de réunions spécialement pour les partis ouvriers qui n'ont le droit de se réunir qu'avec la permission de l'administration, tandis que les partis bourgeois jouissent de la plus grande liberté de presse, comme de réunions.

Tout un système d'espionnage a été en outre organisé par le gouvernement.

Néanmoins, ainsi que nous l'avons déjà dit plus haut, les communistes travaillent jour et nuit. Dans ces derniers temps, en plus de la littérature courante — journaux, brochures, proclamations, etc. — ils ont publié le *Manifeste communiste*, le *Programme Communiste* de Boukharine et la *Vérité sur la Russie soviétiste* de Sadoul.

Les syndicats professionnels sont presque tous entre les mains du parti social-démocrate tchéco-slovaque, mais l'intérêt pour les idées communistes commence à s'y manifester également.

La situation économique en Slovaquie est très mauvaise actuellement ; sans le secours de l'Amérique il aurait été absolument impossible de subvenir à l'alimentation même dans la mesure des modestes rations délivrées. Le transport est complètement désorganisé et en parti détruit, le service des trains se fait sans aucun règlement et dépend du commandement militaire. Beaucoup d'usines sont arrêtées faute de matières premières et de combustible ; le charbon et le sucre étant exportés par le gouvernement à l'étranger pour maintenir à une hauteur voulue le cours de l'argent tchèque. Le chômage prend des proportions effrayantes. Tous les produits de première nécessité manquent. Les spéculateurs vendent la farine au prix de 24 couronnes le kilo, le jambon à 40 c. le kilo, le beurre à 60 c. le kilo. Le pétrole est introuvable. Le chiffre des salaires dans l'industrie varie de 10 à 40 c. par jour ; celui des ouvriers agraires — de 5 à 10 c. par jour et celui des fonctionnaires — de 300 à 500 c. par mois. Il suffit de jeter un coup d'œil sur ces chiffres et de les comparer au prix des produits alimentaires cités plus haut, pour se convaincre que la grande majorité de la population est condamnée à la famine.

LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE EN ITALIE

Il est hors de doute pour tout observateur direct que l'Italie est à la veille de la révolution. Les matelots qui furent autrefois les partisans les plus ardents de la guerre contre l'Autriche et l'Allemagne font preuve maintenant d'un esprit révolutionnaire déterminé. Le mouvement révolutionnaire croît et se développe rapidement dans les masses ouvrières. Le nombre des membres de la Confédération du Travail s'est élevé depuis la conclusion de l'armistice de 300.000 à 1.100.000 ; le tirage de l'*Avanti* s'est élevé de 70.000 à 300.000 exemplaires. Dans certaines régions de

l'Italie centrale et de l'Italie du sud le pouvoir des soviets a été proclamé. Les éléments modérés eux-mêmes qui en 1918 poussèrent l'Italie à prendre part à la guerre, se prononcent maintenant contre la dynastie royale et rêvent avec le concours des parlementaires socialistes d'une « petite » révolution, dans l'esprit de Kérénsky. Qu'à cela tienne — qu'ils organisent ce qu'ils voudront ! Les masses ouvrières italiennes ne s'arrêteront pas à mi-chemin et sauront mener la révolution jusqu'au bout — jusqu'à la victoire définitive du prolétariat.

ACTES DU COMITÉ EXÉCUTIF DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

Radics.

LE BOYCOTTAGE DE L'INTERNATIONALE JAUNE AUX OUVRIERS DE TOUTS LES PAYS

Le Congrès de la deuxième internationale doit se réunir à Lucerne le 1-er août. Les traîtres au socialisme de tous les pays veulent faire grand bruit autour de ce Congrès. On le représente comme une grande fête ouvrière. Les régisseurs de la comédie de Lucerne veulent entourer leur Congrès d'une pompe presque aussi grande que celle des impérialistes français fêtant à Paris leur victoire sur le peuple allemand et sur leur propre peuple.

La bourgeoisie et ses agents veulent non seulement vaincre la classe ouvrière, mais encore se moquer d'elle. Et la tentative de représenter le Congrès de Lucerne comme la renaissance de l'internationale ouvrière n'est qu'une tentative de se moquer des ouvriers.

Au fait, par qui donc ce Congrès est-il convoqué? Il est convoqué par les partis et par les gens qui, dès les premiers jours de la guerre de 1914 se sont mis entièrement à la disposition de leurs gouvernements. Les Scheidemann et les Renaudel, les Vandervelde et les Huysmans, les Hyndmann et les Henderson qui, pendant 4 ans ont crié à la «guerre jusqu'au bout», à la «défense nationale», qui, les uns ont béni le maréchal Hindenburg, les autres le maréchal Foch, qui ont aidé la bourgeoisie à exterminer la fleur de la classe ouvrière! Ces gens veulent maintenant refonder l'internationale ouvrière!

Ils sont également criminels devant les ouvriers de tous les pays. Les Scheidemann et les Renaudel sont liés par un captivité mutuel: Ils *doivent* se réhabiliter les uns les autres, il leur est *indispensable* de représenter les choses comme si pendant 4 années et demie de guerre, rien de particulier ne s'était produit dans l'internationale. Du point de vue de ces messieurs, le socialisme n'a traversé et ne traverse aucune crise. Il n'y a eu que de petits malentendus qui ont pourtant coûté la vie à des millions de travailleurs. Maintenant que les maîtres se sont reconciliés et que la paix de Versailles est signée, les *serviteurs* aussi peuvent se reconcilier. Les plus clairvoyants des social-démocrates prédisaient dès 1915, qu'un moment viendrait

où les social-chauvinistes allemands pourraient amnistier les social-chauvinistes français et réciproquement. Dès 1915 Karl Kautsky a élaboré toute une théorie de l'amnistie mutuelle. Voici que ce moment attendu arrive pour les pontifes de la seconde internationale en faillite. Ces messieurs se préparent à se pardonner mutuellement leurs péchés à Lucerne, à proclamer une amnistie générale, à se laver les mains dans leur propre innocence et à mettre des lunettes aux ouvriers de tous les pays pour leur faire voir la renaissance de la deuxième internationale.

Qui viendra à Lucerne? Quels partis y seront présentés? Dans les cercles des organisateurs du Congrès de Lucerne on considère que la social-démocratie allemande officielle doit, naturellement être l'hôte désiré de ce Congrès. Mais les ouvriers de tous les pays peuvent-ils oublier que c'est précisément cette social-démocratie allemande officielle qui est l'inspiratrice des assassins de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg? Les partis social-chauvinistes anglais et français seront à Berne des hôtes tout aussi désirés. Mais les ouvriers peuvent-ils oublier que MM. Thomas et Vandervelde ont été pendant toute la durée de la guerre les agents des rois et des banquiers et que ces messieurs sont maintenant encore les agents patentés des impérialistes?

La plateforme du prochain Congrès de Lucerne a déjà été indiquée dans ses traits essentiels à la Conférence de Berne, au début de cette année. Les traîtres au socialisme ont pleinement adopté la fameuse idée de la Ligue des Nations qui apparaît maintenant aux travailleurs de tous les pays comme une *Ligue de forbans et d'étrangleurs des peuples*. Les organisateurs actuels du Congrès de Lucerne ont été chargés par la Conférence de Berne de faire des démarches auprès de Clémenceau, de Pichon et de Lloyd Georges pour les prier de «démocratiser» la fameuse Ligue. Il va de soi qu'on n'a pu que rire du ridicule de ces personnages, qu'on ne les a pas laissés dépasser l'antichambre et qu'on les a envoyés continuer le seul travail qu'ils sont capables de faire, celui d'attirer les prolétaires de tous les pays dans les pièges de la bourgeoisie.

Dans tous les pays d'Europe et d'Amérique la révolution prolétarienne croît non seulement de jour en jour mais d'heure en heure. Mais que font pendant ce temps, les partis social-démocrates officiels qui réunissent maintenant leur Congrès à Lucerne? Ces partis officiels complètement gangrenés mettent toutes leurs forces à étouffer le mouvement ouvrier. En France, en Allemagne, en Autriche, en Angleterre, partout et toujours la vieille social-démocratie gouvernementale étouffe les grèves des chemins de fer, étouffe les grèves et les révoltes des autres catégories d'ouvriers.

Les gouvernements impérialistes des pays de l'Entente ont entrepris une croisade contre les profétaires russes et hongrois qui ont pris le pouvoir chez eux. Les ouvriers honnêtes des pays de l'Entente sont profondément indignés par cette campagne et sont prêts à s'insurger les armes à la main contre leurs gouvernements. Mais quel est dans cette affaire le rôle des social-démocrates officiels? Les social-chauvinistes allemands comme les Français, les Autrichiens comme les Anglais s'efforcent d'affaiblir la protestation ouvrière. En fait, ils aident Koltchak, ils aident les boyards roumains et tous les autres bourreaux de la révolution hongroise et russe.

La deuxième internationale est morte le 4 août 1914 au moment où les partis social-démocrates allemands et français ont voté les crédits de guerre et se sont rangés du côté de leur gouvernement. Personne ne ressuscitera la deuxième internationale. En 1915, feu Rosa Luxembourg avait qualifié la social-démocratie allemande officielle de cadavre gangrené. Toute la deuxième internationale est maintenant un semblable cadavre gangrené qu'il faut enterrer au plus tôt pour qu'il n'empoisonne pas l'atmosphère environnante. Sur les ruines de la deuxième internationale, une nouvelle fraternité internationale des ouvriers est née,—la Troisième Internationale Communiste. Tout ce qui est probe, ferme, capable de combattre dans la classe ouvrière entre dans les rangs de la Troisième Internationale. Près de 20 partis communistes ont pris part à sa constitution. Quatre mois seulement se sont écoulés depuis, et pendant ces quatre mois de nouveaux partis ont adhéré à la Troisième Interna-

tionale: le Parti Ouvrier italien, les social-démocrates révolutionnaires serbes, les camarades suédois et norvégiens, les ouvriers bulgares, la gauche du parti socialiste américain et beaucoup d'autres organisations ouvrières d'Europe et d'Amérique. La lutte bout dans le monde entier. Les puissantes grèves secouant l'Italie nous attestent que le moment de la libération du prolétariat italien approche. La grève politique, fixée dans plusieurs pays de l'Entente au 21 juillet, qui a pour but de protester contre l'intervention dans les affaires russes et allemandes n'est que le prélude des batailles internationales qui se termineront nécessairement par la victoire du prolétariat mondial sur le capitalisme international.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste a unanimement décidé d'inviter les organisations ouvrières du monde entier à boycotter l'odieuse comédie de Lucerne. Aucun ouvrier qui se respecte, aucune honnête organisation ouvrière ne prendra part à l'odieuse mascarade que joueront dans la petite ville de Lucerne les socialistes jaunes, pour divertir les rois de la finance et leur valetaille. Ce jour-là les ouvriers de tous les pays protesteront comme il leur sera possible contre l'internationale jaune et proclameront leur fidélité à l'idéal communiste, annoncé par Marx et Engels. Descendez ce jour-là dans la rue, camarades ouvriers, jetez à la face des serviteurs du capitalisme votre mépris et votre haine, manifestez en faveur des principes pour lesquels luttait Karl Marx, groupez des forces sous le drapeau de la Troisième Internationale Communiste!

— *Vivos Voco!* La Troisième Internationale appelle tous ceux qui sont vivants, aptes au combat, tous ceux qui haïssent le joug de la bourgeoisie, tous ceux qui aiment la véritable liberté, tous ceux qui sont prêts à lutter pour la destruction de la société capitaliste!

Le Président du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

G. ZINOVIEV

AUX TRAVAILLEURS DES PAYS DE L'ENTENTE

LA GRÈVE INTERNATIONALE A ÉCHOUÉ.

VIVE LA GRÈVE INTERNATIONALE!

Les travailleurs d'avant-garde de tous les pays retenaient leur respiration en attendant le 21 juillet. Une grève générale devait avoir lieu ce jour-là en Italie, en France, en Angleterre et dans d'autres pays, dans un but de solidarité envers la révolution prolétarienne russe et hongroise et afin d'exiger la non-intervention des gouvernements impérialistes dans les affaires de Russie et de Hongrie. Un grand nombre d'organisations « socialistes », officielles, semblaient soutenir cette grève. En France la Confédération Générale du Travail et le « Centre » du Parti Socialiste la soutenaient. Mais ces organisations n'eussent pas été fidèles à elles-mêmes, à leur habituelle tactique de demi-mesures et d'hésitations si elles n'avaient au dernier moment trahi une fois de plus la classe ouvrière.

Si les « socialistes » officiels en Angleterre et en France sont partisans de la grève politique c'est sans doute que la classe ouvrière de ces pays va beaucoup plus loin et est probablement disposée à s'insurger.

Ainsi du moins pensaient les communistes.

Mais, ce qui est arrivé est le pis. Les éléments officiels du socialisme ayant séduit les ouvriers au moyen du mot d'ordre de la grève générale, s'étant acquis de la sorte une certaine confiance, un certain respect, ont donné au moment de l'action une contre-parole, faisant échouer la grève.

Nous n'avons pas encore de détails sur ce qui s'est passé le 21 juillet dans ces pays. Nous ne doutons pas que l'héroïque prolétariat italien s'est montré, comme toujours, à la hauteur de sa tâche. Des centaines de mille de prolétaires italiens sont entrés en lutte avec l'impérialisme de leur pays, et dans certaines villes d'Italie sont allés jusqu'à la révolte ouverte. Il n'y a pas de force au monde qui puisse empêcher cette grande lutte du travail contre le capital.

Il semble qu'en France la fameuse « collaboration » entre le gouvernement impérialiste et les social-traitres s'est manifestée une fois de plus. Le gouvernement impérialiste français a fait connaître qu'il est disposé à amnistier certaines catégories de « criminels » politiques. Ce même gouvernement a adopté à la même heure des mesures draconiennes contre la grève projetée. Et, fidèles à leur tactique, les social-traitres ont invité les ouvriers à remettre la grève, en un mot se sont comportés comme des agents de la bourgeoisie française.

La grève du 21 juillet a échoué. Les social-traitres ont ajouté une trahison à la longue série de leurs crimes contre la classe ouvrière internationale, commencée en 1914. La grève a échoué au moins dans certains des pays où elle était projetée. Et le premier résultat en est que les impérialistes de l'Entente préparent une nouvelle attaque contre l'héroïque république des Soviets de Hongrie.

À Szegedin un gouvernement d'usurpateurs contre-révolutionnaires composé de propriétaires s'est formé afin de restaurer en Hongrie le régime féodal et bourgeois. Naturellement cette bande contre-révolutionnaire est soutenue par le gouvernement de Clémenceau. Les impérialistes français soutiennent de toute façon les magnats expropriés qui se sont enfuis de Hongrie. La menace de la grève politique projetée a retenu pendant quelques temps Clémenceau et ses agents dans l'exécution de leur projet d'une attaque directe contre Buda-Pest rouge. Cette attaque se prépare maintenant avec une nouvelle vigueur. Et si, les hordes des gardes-blancs se jettent contre les héroïques prolétaires hongrois qui ont libéré leur pays du joug capitaliste, la responsabilité en incombera surtout aux social-traitres qui ont fait échouer la grève du 21 juillet.

Le deuxième résultat de l'échec de cette grève par suite des manœuvres des social-traitres, c'est que les impérialistes anglais préparent de nouveau une attaque contre Pétrograd. « Pétrograd doit être pris », écrit le *Times*, l'organe officieux des impérialistes anglais, et si les ouvriers de Pétrograd ont de nouveau à repousser l'assaut des troupes contre-révolutionnaires, la responsabilité en incombera aux social-traitres qui ont fait échouer la grève du 21 juillet.

Vous êtes trompés, ouvriers! à chaque pas les partis et les organisations de la deuxième Internationale qui osent encore parler en votre nom, vous trahissent. Il en fut ainsi toujours et partout. Quand en janvier 1919, les prolétaires de Berlin conduits par l'inoubliable Karl Liebknecht se révoltèrent contre le capital, les social-traitres et ces messieurs du Centre à la tête desquels se trouvait Kautsky firent échouer cette grande révolte, semèrent la discorde dans les rangs des ouvriers en lutte, prenant le rôle d'intermédiaires entre les ouvriers et les socialistes. Et de même qu'en janvier 1919, à Berlin, la bourgeoisie allemande se servit du Centre socialiste contre les ouvriers insurgés,

de même en juillet 1919, à Paris, elle s'est servie des socialistes du Centre contre les prolétaires parisiens.

« Camarades ! nous restons pourtant convaincus que ce qui a été semé le 21 juillet donnera une excellente moisson. Personne n'arrachera plus de vos esprits la grande idée de la lutte internationale du travail contre le capital. La nouvelle trahison des socialistes officiels ne fait que vous ouvrir les yeux une fois de plus sur ce fait que la seconde internationale n'est qu'une agence de la bourgeoisie et que nous ne pouvons faire un pas en avant sans avoir rompu avec des traitres de la cause ouvrière.

Les ouvriers hongrois, cette fois encore, nous en sommes convaincus, repousseront l'attaque de bandits dont ils sont menacés. La république prolétarienne russe saura se défendre et contre le blocus par les impérialistes français de la Mer Noire et contre l'attaque sur tous les fronts de la contre-révolution bourgeoise protégée par l'Angleterre et la France.

Le gouvernement italien a hypocritement déclaré qu'il n'interviendrait plus dans les affaires intérieures de la Russie. Les gouvernements français et anglais vous répètent la même chose. Les social-traitres officiels faisant le jeu des financiers leurs maîtres veulent aussi vous convaincre de ce qu'aucune intervention ne se poursuit.

C'est un mensonge, camarades !

L'intervention des gouvernements impérialistes de l'Entente, dans les affaires de Hongrie et de Russie s'accomplit et de la façon la plus cynique. Les capitalistes français salarient les bandes serbes et roumaines pour organiser une campagne contre Buda-Pest. Les gouvernements français et anglais fournissent aux généraux du tsar Dénikine et Koltchak de l'argent par milliards, des tanks, des officiers et tout ce dont les rebuts de la réaction tsariste ont besoin pour continuer leur guerre d'extermination contre la classe ouvrière et paysanne. Vous le savez bien : la paix de Versailles est signée mais les états impérialistes restent armés.

A Fiume les Français se battent avec les Italiens et des centaines de victimes de part et d'autre prouvent que les gouvernements impérialistes sont prêts à se jeter les uns sur les autres. Les Grecs se battent avec les Turcs. La création de la Ligue des Nations n'empêche pas de nouvelles intrigues, de nouveaux traités secrets, la préparation de nouvelles guerres. *Seule la révolution prolétarienne victorieuse dans le monde entier peut nous débarrasser définitivement des horreurs de la guerre et du capitalisme.*

L'idée d'une grève politique internationale, d'une grève qui deviendra naturellement plus tard une insurrection contre les gouvernements impérialistes, cette idée ne mourra pas. L'avant-garde du prolétariat international prendra cette cause des imms de ceux qui le 21 juillet 1919, ont commis leur mille et unième trahison et posera elle-même à l'ordre du jour la question de la grève politique internationale. La classe ouvrière de France et des autres pays, tirera parti de la leçon du 21 juillet. Les ouvriers des pays avancés vont se préparer à un nouveau combat en ne comptant cette fois que sur leurs propres forces et sur celles des prolétaires qui ont compris la nécessité de rompre avec les traitres de la deuxième Internationale et de se ranger sous le drapeau de la Troisième Internationale Communiste.

Que la bourgeoisie triomphe un moment et se réjouisse à la pensée qu'elle a pu, avec le concours de la seconde Internationale faire échouer une fois de plus la manifestation ouvrière. Nous en sommes convaincus, son triomphe ne sera que de courte durée.

La grève politique internationale est mise en échec par les social-traitres. *Vive la grève politique internationale que les ouvriers organiseront contre la bourgeoisie et contre les social-traitres !*

Le Président du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Signé : G. ZINOVIEV.

24 juillet 1919.

POUR LE CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE L'ASSASSINAT DE JAURÈS

*Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste au camarade LORIoT
représentant des ouvriers français*

Cher camarade Lorient!

Il y aura aujourd'hui 5 ans que la bourgeoisie française fit tuer, des mains de son agent Villain, le grand tribun des ouvriers français, Jean Jaurès. L'assassinat de Jaurès a été un triomphe non seulement pour la bourgeoisie française, mais aussi pour la bourgeoisie russe. L'instruction n'a pas établi exactement quel fut le rôle de l'Ambassade du tsar dans l'assassinat de Jaurès. Mais l'instruction ne se donnait pas pour but la découverte des vrais coupables du crime monstrueux. Au contraire, elle se donnait pour tâche d'effacer les traces des responsables. Elle fut conduite de manière à permettre à un jury de classe d'acquitter l'assassin de Jaurès,—résultat atteint par les agents du capitalisme français.

Il n'y a pourtant pas de doute que la bande tsariste et la bourgeoisie monarchiste russe aient non seulement considéré avec sympathie l'assassinat de Jaurès, mais aient été dans une certaine mesure les inspirateurs de ce crime. MM. Milioukov et Sazonov que la Bourse de Paris recueille maintenant dans son sein, ont dû respirer plus librement en apprenant, le 1-er août 1914, que Jean Jaurès,—l'ennemi résolu de l'alliance franco-russe, l'adversaire passionné du massacre impérialiste, n'était plus.

Aujourd'hui que les ouvriers du monde entier marquent avec douleur le cinquième anniversaire de la mort du chef aimé des prolétaires français, nous nous souvenons de ce que disait Jaurès, peu de temps avant sa fin. Vous rappelez-vous, camarade Lorient, du discours prononcé par Jaurès quatre jours avant sa mort au meeting de Vaise, près de Lyon? L'approche du massacre impérialiste se faisait déjà sentir nettement. L'inévitabilité de la guerre que la bourgeoisie des deux coalitions avait préparée pendant de longues années était évidente pour Jaurès. Dans le grand discours qui fut son «chant du cygne» le tribun assassiné disait ceci:

«Citoyens! La note de l'Autriche à la Serbie est pleine de menaces. L'Allemagne fait déclarer par ses ambassadeurs qu'elle agira solidairement avec l'Autriche... Mais il ne s'agit pas seulement de l'alliance Austro-Allemande; le traité secret conclu entre la France et la Russie, traité dont les points essentiels sont connus, entre aussi en scène...

«A l'heure actuelle tragique et grosse de dangers pour nous tous et pour toutes les patries, je n'ai pas à chercher longtemps les coupables. Quand nous, socialistes français, nous disions que pénétrer par violence, à main armée, au Maroc, c'était ouvrir pour l'Europe une ère de querelles, de conflits et de conquêtes, on nous criait que nous étions de mauvais Français. Et voilà la part de responsabilité qui incombe à la France. C'est plus évident encore si vous vous rappelez que le prétexte du conflit entre l'Autriche et la Serbie c'est la question de la Bosnie-Herzégovine, et que quand l'Autriche annexa la Bosnie-Herzégovine, nous, Français, nous n'avions ni le droit ni la force de résister à cette entreprise parce que nous étions occupés au Maroc et parce que, pardonnant les péchés d'autrui nous voulions obtenir le pardon de nos propres péchés.

«Et notre ministre des Affaires Etrangères dit alors à l'Autriche:

«— Nous vous avons cédé la Bosnie-Herzégovine à la condition que vous nous cédiez le Maroc...

«Et nous dites à l'Italie:

«— Tu peux envoyer tes troupes en Tripolitaine pendant que nous envoyons les nôtres au Maroc. Tu peux voler à l'autre bout de la rue pendant que je vole à ce coin-ci.

Il semble que ces deux brefs dialogues, résumant, selon les paroles de Jaurès, l'essence de la politique étrangère de «grandes» puissances telles que la France, l'Autriche et l'Italie, sont assez éloquents.

Mais écoutez encore:

«La Russie voudra prendre la défense des Serbes,—continue Jaurès,—et elle dira peut-être:

«— Mon cœur de grand peuple slave ne peut concevoir à la violence faite au petit peuple slave de Serbie».

«Bien! Mais qui donc a porté un coup au cœur de la Serbie? Quand en 1877, elle intervint dans les Balkans et créa une Bulgarie «indépendante»,—si l'on peut dire,—dans l'intention de mettre la main dessus, la Russie tsariste ne dit-elle pas à l'Autriche: «Laisse-moi ma liberté d'action et je te confierai en échange l'administration de la Bosnie-Herzégovine».

«Pendant l'entrevue des ministres des affaires étrangères russe et autrichien, la Russie tsariste dit à l'Autriche: «Je te permettrai d'annexer la Bosnie-Herzégovine à la condition que tu me permettes d'obtenir un port dans la mer Noire non loin de Constantinople».

Et, dressant le bilan, Jaurès dit textuellement:

«*La politique coloniale de la France, la politique ténébreuse de la Russie tsariste, la volonté et la violence de l'Autriche, — voilà les facteurs qui ont créé la terrible situation dans laquelle nous nous trouvons.*»

Et il tire une conclusion pratique:

«*Citoyens, si la guerre éclate, nous tous socialistes nous devons penser à sortir qu plus tôt du crime commis par les classes gouvernantes*» (1).

Telles étaient les paroles prophétiques de Jaurès. Mais à peine ses yeux furent-ils fermés pour toujours que ses tristes «épigones» passèrent à la bourgeoisie française qu'ils continuent de servir en vérité jusqu'à ce jour. Jean Jaurès était l'adversaire passionné de l'alliance russe, c'est-à-dire de l'alliance mauvaise et malpropre de la ploutocratie française avec le tsar et la bourgeoisie russe. Les social-traitres français affirmant cyniquement que le legs spirituel de Jaurès leur est cher, continuent en réalité la tradition de cette alliance réactionnaire, car l'appui prodigué à Koltchak, à Sazonov, à Savinkov, à Maklakov, à Tchaïkovsky, ce n'est que la continuation, dans de nouvelles circonstances de l'alliance oppressive des forbans du capital français avec les rapaces du capitalisme russe, chassés de Russie.

La bourgeoisie française inspiratrice de l'assassinat de Jaurès a maintenant le rôle du groupe le plus réactionnaire de l'impérialisme international. Elle organise ouvertement une campagne contre la Hongrie rouge et contre la Russie ouvrière et paysanne. Elle pousse le sans-gêne jusqu'à avouer son champion l'assassin Villain qu'elle a acquitté en défi à la classe ouvrière.

Mais le prolétariat français, nous en sommes persuadés, est resté fidèle aux meilleures traditions de Jaurès. Le sang de Jaurès a suscité les premiers contingents des ouvriers français internationalistes. L'inauguration du monument de Jaurès à Paris a été la cause

de la première manifestation des masses ouvrières françaises en l'honneur de la révolution prolétarienne russe et de la dictature du prolétariat.

Les ouvriers russes avaient déjà, dès l'année dernière, élevé dans leur capitale rouge, à Moscou, un monument à Jaurès.

Si Clémenceau et Pichon avaient les mains libres, nous en sommes convaincus, ils répondraient aux ouvriers en dressant aux Champs-Élysées un monument à Nicolas Romanov et à Grégoire Raspoutine... Les gens qui ont acquitté Villain ne sont pas loin de ce cynisme.

Jaurès enseigna aux ouvriers français la haine du tsarisme russe. Jaurès considérait comme une des grandes tâches de sa vie de démasquer l'alliance de la bourgeoisie française avec la ploutocratie russe. Cette propagande de Jaurès a laissé une empreinte profonde dans les cœurs des prolétaires français. Ce que Jaurès a semé donnera, nous en sommes sûrs, une bonne moisson. Les ouvriers français ressentent chaque jour leurs rangs, ils le voient maintenant clairement: la guerre a été conduite «jusqu'au bout», le capital français a remporté une «victoire totale», l'impérialisme français a imposé au peuple allemand la paix de brigandage de Versailles. Et quoi? la vie de l'ouvrier français en est-elle devenue plus facile, le petit paysan en est-il plus riche, le soldat français peut-il enfin respirer librement? Non, mille fois non! La bourgeoisie est comme par le passé dans l'opulence, tandis que des dizaines de millions de travailleurs continuent à mener une vie misérable.

La révolution prolétarienne universelle est inévitable. C'est maintenant l'évidence pour tous ceux qui veulent voir clairement ce qui se passe.

Le Comité Exécutif de l'Internationale Communiste adresse, camarade Eoriot, son salut fraternel à la classe ouvrière française, aux travailleurs de campagne, aux honnêtes soldats et marins de votre pays. La mémoire de votre chef Jean Jaurès est vénérée de tous les ouvriers conscients dans le monde entier. Éternelle mémoire et gloire éternelle à Jean Jaurès! Et vive la Révolution prolétarienne dans le monde entier!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste

G. ZINOVIEV

31 juillet 1919.

(1) Discours publié en brochure à Paris, *Les causes de la guerre* par Jean Jaurès, Imprimerie Spéciale de la Fédération du Tonneau.

AUX PROLÉTAIRES DU MONDE ENTIER!

Camarades!

La pire trahison vient de s'accomplir. Le gouvernement des Soviets de Hongrie a été renversé par les efforts des bandits impérialistes et par la monstrueuse trahison des social-traitres. Les chefs de la deuxième Internationale qui ont soutenu le massacre impérialiste viennent de faire échouer la grève internationale de protestation. Les forbans de l'impérialisme à la tête desquels se trouvent Cfémenceau et Wilson sont intervenus. Leur ultimatum disait: „Renversez le gouvernement des Soviets et nous vous laisserons en paix“.

Ici se révèle toute l'ignominie de l'ancien parti social-démocrate. Il avait juré fidélité à la dictature prolétarienne. Il avait conclu un accord avec le parti Communiste hongrois. Plus: il s'était fondu avec ce parti. En des réunions solennelles, au Congrès des Soviets, au congrès du parti, il avait déclaré qu'il combattrait pour le communisme jusqu'à la dernière goutte de sang. Un! aux Communistes il avait adhéré à la Troisième Internationale.

La flétrissure de Cain marque désormais au front ce parti. Il a livré le prolétariat, la révolution, le glorieux parti Communiste hongrois, l'Internationale. En concluant un accord secret avec les assassins versaillais et les contre-révolutionnaires de leur propre pays, en s'appuyant sur l'or impérialiste et sur les balonnettes des bourreaux il a renversé le gouvernement des Soviets. Les „purs socialistes“ rétablissent maintenant la propriété privée. Chacun des états de la Ligue des Nations envoie un régiment pour les soutenir. En tête de leur gouvernement est placé Peidl, Noske hongrois, assassin d'ouvriers.

La nature perfide des social-patriotes s'est révélée. De même qu'en Allemagne les gens de Scheidemann et de Kautsky noient dans le sang la révolution prolétarienne, de même que les „socialistes-révolutionnaires“ et les menchéviks russes aident en fait les généraux du tsar, de même que toute l'Internationale jaune de Berne vend la classe ouvrière en bloc ou au détail à la Ligue des Nations, — de même les social-traitres hongrois ont livré au mar-

yre la république hongroise des Soviets dont le prolétariat mondial était fier.

Il n'y a pas de place dans la III^e Internationale pour les provocateurs et pour les bourreaux-mercenaires du capital: qu'ils aillent dans la deuxième Internationale chez les Branting, les Thomas, les Noske et les Kautsky.

L'Internationale Communiste déplorant la chute de la République hongroise des Soviets et la mort du vaillant chef Tibor Samuelli, invite le prolétariat du monde entier à serrer les rangs autour du drapeau communiste et à renforcer l'attaque contre les remparts du capital.

Dans la mêlée historique de nos jours il y aura de grandes victoires et de cruelles défaites. Mais la sanglante expérience de la Finlande et de la Sibérie nous a prouvé que dans les pays où il y a eu un gouvernement de Soviets il ne peut y avoir de victoire durable de la contre-révolution. Toujours et partout montent les vagues de révolte. Notre victoire est inévitable comme la perte de la bourgeoisie et des social-traitres.

L'Internationale Communiste invite le prolétariat hongrois à être stoïque, vaillant et à se maîtriser. Au travail, Camarades! Pour l'organisation immédiate d'un parti communiste illégal: la sanglante leçon de la Hongrie a prouvé au prolétariat du monde, qu'il ne peut y avoir aucune coalition, aucun compromis avec les social-traitres. La caste des chefs opportunistes et corrompus doit être balayée. Il faut des hommes nouveaux à la tête du mouvement. La classe ouvrière les trouvera dans ses rangs. Car c'est elle qui vaincra.

La Hongrie des Soviets a péri, Vive la Hongrie des Soviets! Vive le Parti Communiste hongrois!

Vive la révolution ouvrière dans le monde entier!

Vive le Communisme!

Le Président du Comité Exécutif
de l'Internationale Communiste

G. ZINOVIEV.

Moscou, 5 août 1919.

HÉROS ET MARTYRS DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE.

NOTE DE LA REDACTION.

Nous donnons sous cette rubrique des renseignements sur nos militants tombés pour la cause de la révolution prolétarienne.

La bourgeoisie use contre les militants du prolétariat de représailles également impitoyables que ce soit en Allemagne ou en Amérique, en France ou en Angleterre. Les atrocités des cannibales bourgeois en Finlande et dans les régions de la Russie momentanément occupées par les garde-blancs ne se peuvent décrire. Des dizaines de milliers de nos frères et parmi eux les meilleurs sont tombés pendant les années 1917—1918 victimes de la terreur bourgeoise.

Nous devons recueillir avec amour et respect les enseignements sur la vie, les luttes et la mort de nos camarades martyrs. Leur mémoire ne doit pas s'éteindre.

Nous donnons dans ce numéro quelques renseignements précis sur un des chefs des communistes bavarois le camarade Lévin fusillé par les bourgeois de la social-démocratie allemande pour avoir invité les ouvriers à renverser la domination bourgeoise.

EUGÈNE LEVINÉ

Les féroces représailles des garde-blancs et des social-traitres bavarois contre le camarade Léviné, leader des communistes de Munich, ont provoqué dans les masses prolétariennes de l'Allemagne entière une tempête de colère.

Le camarade Eugène Léviné-Nissen, né en Russie, a été exécuté à Munich le 5 juillet dernier après avoir été condamné en vertu d'un verdict du conseil de guerre confirmé par le gouvernement social-démocrate bavarois.

Craignant la colère populaire le gouvernement bavarois a, comme un coupable, voulu effacer au plus tôt les traces de son crime et s'est empressé d'enterrer en secret le camarade Léviné, le lendemain même de l'exécution. C'est en vain que le défenseur de la victime, le comte Pestalozza, s'est efforcé d'apprendre des autorités le lieu et l'heure de l'enterrement. Ce n'est qu'à quelques heures à l'avance le 6 juillet qu'on l'informa que l'inhumation aurait lieu au cimetière de Schwabing près de Munich à 2 heures. Il dut d'ailleurs promettre de ne le faire savoir qu'à quelques parents et proches amis du défunct. Quelques personnes seulement vinrent à l'enterrement et l'on ne permit qu'à l'ancien ministre de la prévoyance sociale Unterleiner de prononcer au cimetière quelques mots sur la personne du militant tombé pour la révolution.

La nouvelle de cet exploit des sauveteurs de l'ordre bourgeois se répandit pourtant rapidement dans toute l'Allemagne. Le lendemain même de l'exécution les ouvriers berlinois organisèrent des réunions protestant énergiquement contre le crime

odieux commis par le gouvernement des social-traitres. Le même jour, le vendredi 6 juillet, avait lieu une réunion du soviet berlinois des députés, ouvriers et soldats où la proposition des camarades communistes, de proclamer à l'occasion de l'exécution du camarade Léviné une grève générale d'une journée, fut adoptée à l'unanimité.

Au cours de cette réunion un des défenseurs du camarade Léviné le docteur Rosenfeld raconta comment le chef communiste avait été jugé. Les juges militaires déformant les faits avaient employé tous les moyens pour salir le prévenu. C'est ainsi que le procureur l'avait accusé de poltronnerie, — parce qu'il n'avait pas pris les armes pour la défense de la république des Soviets! Il fut pourtant indiscutablement établi que le camarade Léviné avait été mis dans l'impossibilité matérielle de prendre part à l'insurrection. „Si vous doutez de mon courage“, répondit Léviné au procureur, „je vous invite à assister à mon exécution et vous verrez comment je saurai mourir pour le communisme“. Tous les chefs d'accusation, — et Léviné était notamment accusé du meurtre des otages, — furent victorieusement réfutés pendant les débats. „Et si pourtant le tribunal a rendu un verdict de mort“, dit le docteur Rosenfeld, „c'est uniquement que les milieux militaires de Munich voulaient à tout prix le sang de ce vaillant révolutionnaire et attendaient impatiemment sa mort“.

Les défenseurs espéraient que le gouvernement bavarois composé pour la moitié de socialistes de droite ne consentirait pas à confirmer ce verdict



M. S. OURITZKY,
assassiné le 30 août 1918 par le socialiste-révolutionnaire de droite Kanneguisser.



Rosa Luxemburg et son défenseur le communiste allemand Lévy.

complètement dépourvu de fondements juridiques. Mais leur espoir fut déçu. Du moment de l'arrestation au moment de l'exécution le camarade Léviné fut, selon le témoignage du docteur Rosenfeld, traité de la façon la plus révoltante. Le gouvernement „socialiste“ bavarois agit de même envers la femme du camarade Léviné encore retenue en prison bien qu'on ne puisse l'inculper de rien.

Le récit du docteur Rosenfeld produisit sur les assistants la plus émouvante impression; l'assemblée fut émue au point de remettre l'examen des affaires courantes à un autre jour. Et elle se sépara après avoir décidé une grève de 24 heures.

L'assemblée avait eu à choisir entre trois résolutions. Celle des communistes, celle des indépendants et celle des socialistes de droite. Le texte complet de la résolution des communistes ne nous est malheureusement pas connu. Cette résolution faisait ressortir que le verdict du conseil de guerre de Munich mettra une tache de sang indélébile sur la contre-révolution et sur les traîtres du groupe Scheidemann avec la bénédiction desquels les assassins ont commis leur infâme besogne. Nous n'avons pu recevoir que la résolution des indépendants, — ni chauds, ni froids, — dont voici le texte intégral :

„L'assemblée générale du Soviet des députés ouvriers et soldats de Berlin salue avec douleur et respect la mémoire du vaillant lutteur de la cause de la liberté, Eugène Léviné, tombé victime d'une brutale justice des classes et de la contre-révolution. L'assemblée du Soviet salue aussi avec reconnaissance tous ceux qui ont donné leur vie ou leur liberté pour le prolétariat et pour le socialisme.

L'assemblée générale exprime sa profonde indignation de ce que ce verdict ait été mis en exécution. Elle y voit une nouvelle preuve de la haine que nourrit la réaction à l'égard du prolétariat révolutionnaire. L'assemblée souligne avec la plus profonde indignation que c'est depuis 1848 la première condamnation à mort politique et qu'elle est exécutée par les socialistes. L'assemblée exprime aux gouvernements socialistes devenus les commis de la contre-révolution son profond mépris et met le prolétariat en garde contre ceux qui trahissent ainsi le socialisme.

L'assemblée adresse à la classe ouvrière d'Allemagne un appel sérieux, l'invitant à réunir toutes ses forces et à ne former qu'un front unique en face de la contre-révolution et des gouvernements devenus des instruments dociles entre les mains d'ennemis avérés de la révolution et du socialisme. La contre-révolution assoiffée du sang ouvrier ne réussira par aucune provocation à empêcher la lutte décisive contre la réaction capitaliste.

Devant les cadavres de Rosa Luxembourg, ignoblement assassinée, et de Léviné fusillé par des soldats, l'assemblée générale du Soviet fait le serment de tendre toutes ses forces pour entraîner les masses ouvrières et les conduire au combat pour la défense de la révolution et du socialisme.“

Le soir, de réunions eurent lieu dans tout Berlin. a Conférence locale des employés du 6-ème dis-

trict électoral présente un intérêt particulier. Ouvrant la réunion, à laquelle assistèrent près de 300 délégués, le président Leid prononça les paroles suivantes:

„Nous sommes aujourd'hui en proie à la douleur et à l'indignation. Les soldats stimulés par la bourgeoisie continuent leurs féroces représailles contre les militants de la révolution. Eugène Léviné vient de tomber hier victime de la sanguinaire dictature militaire. Il a lutté pour la classe ouvrière; il a souffert, il est mort pour nous tous. C'est un homme d'une haute noblesse de cœur, d'une âme d'une pureté de cristal est mort. Franc et brave jusqu'au dernier moment, il est tombé pour nous. La responsabilité de ce crime odieux incombe au gouvernement actuel qui s'intitule „socialiste“. Ses mains sont tachées du sang des militants de la révolution. Léviné, Liebknecht, Rosa Luxembourg, Loguichès et bien d'autres de nos meilleurs camarades sont tombés victimes de ce gouvernement. Et combien de victimes aurons-nous encore à déplorer? Il semble que nous avons encore à voir plus d'un bain de sang. N'est-il pas caractéristique que les assassins de Liebknecht, de Rosa Luxembourg et des marins, les Ober-Leutenants Vogel et Marloh, sont en liberté, tandis que l'on fusille et que l'on emprisonne les militants de la révolution.

Promettons-nous les uns les autres de marcher dans la voie du socialisme révolutionnaire, sans oublier l'enseignement des chefs que nous avons perdus. C'est la meilleure façon de nous acquitter envers leur mémoire. Malheur à ceux sur la tête desquels crèvera l'orage de mécontentement et de colère, accumulé dans les masses. Le prolétariat voit chaque jour plus clair. Il ne se laissera pas arracher une seconde fois les fruits de sa victoire.“

Ce discours du camarade Leid fut écouté debout.

La grève de 24 heures décidée par le Soviet de Berlin fut imposante. Les tramways s'arrêtèrent à 3 heures de l'après-midi. Vers le soir les ouvriers grévistes se mirent à arrêter le mouvement des omnibus.

A 11 heures du soir les employés du chemin de fer métropolitain décidèrent d'adhérer à la grève et le lendemain matin tout le mouvement de la ville s'arrêta. Presque tous les ouvriers et les employés des industries berlinoises, un grand nombre de cheminots, ceux de la banlieue, tous les ouvriers des ateliers des chemins de fer et des stations électriques, tous les employés de l'administration locale des chemins de fer, tous les travailleurs des postes et télégraphes firent grève. Les masses ouvrières observèrent la discipline la plus stricte malgré la provocation évidente des défenseurs de l'ordre voyageant par la ville dans des automobiles blindées.

L'organe des indépendants *Freiheit* écrivait le 8 juillet sur cette grève:

„La grève de protestation d'un jour décidée avec une si rare unanimité par le Soviet de Berlin et accomplie par les masses ouvrières a manifesté irrésistiblement l'indignation infinie provoquée par l'assassinat de Léviné.

Dans le jugement prononcé solidairement et résolument sur ce crime politique l'unité de tout le prolétariat sans distinction de partis, telle que nous la concevions depuis longtemps, s'est manifestée une fois de plus. Les masses sentent une fois de plus que ce verdict de mort n'a pas seulement été dicté par la haine d'un homme, mais aussi par celle de toute une philosophie et par le désir de porter un coup au mouvement socialiste tout entier.

C'est pourquoi l'exécution de Léviné, qui jusqu'à présent n'était connue que d'un petit cercle d'ouvriers berlinois, a provoqué un orage si grandiose. Car le verdict de Conseil de guerre de Munich et sa confirmation par un gouvernement composé en majorité de "socialistes" montre avec une effroyable évidence, quel déchaînement de réaction nous menace de plus en plus.

L'attitude du gouvernement bavarois est véritablement monstrueuse. Bien que le jugement ne fut nullement fondé ni en fait ni en droit il l'a confirmé et fait exécuter.

Mais à cette violation brutale des principes socialistes tous les ouvriers de Berlin sans distinction de tendance ont répondu par un avertissement menaçant, tant à l'adresse de ceux qui, usurpant le droit de parler au nom du prolétariat, se rendent complices des crimes de la contre-révolution que de la réaction elle-même. Qu'ils sachent que c'est le dernier avertissement et qu'ils en tiennent compte avant qu'il ne soit trop tard."

Le mouvement de protestation ne fut pas limité à Berlin. A Hanovre le 9 juillet une grande réunion eut lieu qui se termina par une manifestation dans les rues; une résolution avait été adoptée au meeting exigeant la démission et l'exclusion du parti de tous les leaders impliqués dans cette affaire, l'abolition des tribunaux militaires et la levée de l'état de siège. A Vienne le 7 juillet, la Commune du Travail des groupes socialistes a adopté la résolution suivante:

"Nous, étudiants socialistes des établissements d'instruction supérieure de Vienne, nous avons appris avec la plus profonde indignation l'assassinat de Léviné; nous protestons contre l'impudence des parasites du socialisme majoritaire, qui, ayant permis ce crime, continuent à s'appeler socialistes.

Nous protestons contre les procédés éhontés de la justice en Bavière et en Prusse. Nous exigeons la libération immédiate de Toller et nous proclamons notre solidarité entière avec les ouvriers allemands entrés en lutte contre un gouvernement souillé de sang versé et contre le terrorisme des coteries militaires régnantes."

Pour calmer un peu la colère populaire et dégager au moins dans la mesure du possible sa propre personne, Scheidemann, s'est empressé de publier dans les journaux qu'il avait voulu empê-

cher l'exécution du camarade Léviné et qu'il avait envoyé dans ce but au premier ministre bavarois Hoffman le télégramme suivant:

"Bien que je ne puisse ni ne veuille entreprendre des démarches officielles je vous prie à titre personnel de suspendre l'exécution du jugement prononcé contre Léviné et Toller jusqu'au moment où nous pourrions en causer de vive voix."

Hoffman s'empressa de faire écho en déclarant qu'au moment du jugement de Léviné il faisait une cure en Suisse et qu'en recevant le télégramme de Scheidemann, il avait aussitôt télégraphié lui-même de remettre l'exécution jusqu'à son arrivée à Munich. Mais sa dépêche arriva trop tard. Ces messieurs ne peuvent dire et n'ont pas réussi à prouver qu'ils ne savaient pas. Haase, leader des indépendants, a prouvé que deux jours avant l'exécution, il avait adressé à Hoffman et au ministre bavarois de la justice Müller-Meiningen un télégramme dans lequel il demandait avec insistance au nom de divers partis politiques de ne pas confirmer et de ne pas mettre en exécution les condamnations à mort, prononcées pour des faits politiques.

D'ailleurs quoi que puissent maintenant dire et écrire les bureaux du camarade Léviné et leur haut protecteur, la confiance des grandes masses en leur gouvernement "socialiste" est décidément ébranlée. On a pu s'en rendre compte en voyant naître du mouvement de protestation contre l'exécution du camarade Léviné un large mouvement en faveur d'un autre communiste munichois l'étudiant Ernest Toller. Nous avons déjà vu que les étudiants viennois exigeaient sa libération. Les étudiants de Berlin et de Charlottenbourg ont adressé la même demande à l'Assemblée Nationale et au Landtag bavarois. Les milieux ouvriers les plus larges se sont émus du sort du camarade Toller. Nous remarquerons ici que les représailles sanglantes contre le camarade Léviné ne constituent pas une exception: le chiffre des victimes de la révolution tombées du 30 avril au 8 mai récemment publié témoigne des dispositions sanguinaires des démocrates bavarois. En tout 557 hommes ont été tués, 303 ont été blessés, 186 ont été fusillés sur l'ordre des conseils de guerre. Du nombre total des tués 145 hommes seulement sont tombés au cours des combats.

Oui, le camarade Leid a raison: le prolétariat voit tous les jours plus clair. La marche inexorable du développement historique approfondit tous les jours l'abîme creusé entre les intérêts, les opinions et les désirs du prolétariat et les inclinations véritables des socialistes-conciliateurs qui au nom du prolétariat soutiennent la domination de classe de ses ennemis. La grande manifestation des masses prolétariennes allemandes unies par le sang de leurs chefs véritables versé pour elles n'a été que le premier grondement de l'orage révolutionnaire qui s'approche."

N.

M. S. OURITZKY (1)

(Notes biographiques)

Moïse Salomonovitch Ouritzky (1) naquit le 2 janvier 1873 dans la petite ville de Tcherkassk, gouvernement de Kiev, au bord du Dniéper. Ses parents étaient négociants. La famille des Ouritzky était grande et patriarcale. L'honnêteté, le respect des anciennes coutumes et le commerce, telles étaient les limites de l'horizon familial. Le petit Ouritzky âgé de 3 ans perdit son père, noyé par accident. L'enfant resta entre les mains de sa mère et de sa sœur aînée. Sa mère s'efforça de l'élever très religieusement. Jusqu'à 13 ans il étudia les textes subtils et profondément embrouillés du *Talmud*. La seule clarté de sa vie à cette époque c'est la proximité de la nature. A ses moments de loisir l'enfant se repose sur les rives si belles du Dniéper et c'est peut-être là que nous devons trouver la source de la douceur et de la bonté par lesquelles Moïse Salomonovitch se distingua toute sa vie.

L'intérêt de sa sœur s'orientait dans un autre sens. Elle devina de bonne heure les brillantes qualités de son jeune frère et s'attacha à le familiariser avec la culture russe. Elle y réussit. A 13 ans Ouritzky, malgré la volonté de sa mère, se passionna pour l'étude de la langue russe et y consacra tout son enthousiasme juvénile. Il passa brillamment l'examen d'admission et entra au progymnase de Tcherkassk.

Ayant terminé ses études préparatoires, il se rend à Bélaïa-Tserkov où il achève avec succès ses études de gymnase. Bien qu'il ait dû travailler pour gagner son pain il a acquis d'excellentes connaissances de littérature russe et étrangère. Le gymnase, naturellement, ne pouvait les lui donner toutes.

Moïse Salomonovitch entre à la Faculté de Droit; il est dès ce moment le fondateur de groupes d'étudiants social-démocrates.

(1) Assassiné le 30 août 1918, par un S.-R.

A 24 ans au sortir de l'Université il contracte un engagement volontaire dans un régiment d'infanterie. Mais son service militaire n'est pas de longue durée... Il est arrêté le 3^e jour comme appartenant à une organisation social-démocrate.

Dès ce moment toute sa vie s'écoulera en prison ou en exil.

Il est d'abord exilé dans la province de Yakoutsk, où il passe 5 ans. Il y contracte la tuberculose dont il ne cessera plus de souffrir. Revenu en Russie en 1905, il s'installe à Pétrograd et se consacre entièrement au travail de propagande du parti. Mais au début de 1906 il est de nouveau arrêté et cette fois envoyé d'abord dans le gouvernement de Vologda, ensuite dans celui d'Arkhangel.

Vers cette époque sa tuberculose prend une forme aiguë et les fonctionnaires mêmes du tsar croient pouvoir commuer son exil dans le Nord en bannissement. La guerre le trouve en Allemagne. Moïse Salomonovitch se rend d'abord à Stockholm, puis à Copenhague. A la première nouvelle de la révolution russe, après de longues années de lutte et d'exil, il revient en Russie.

Ici, son activité orageuse, pleine de fougue et de force est bien connue de tous.

Moïse Salomonovitch était de ces hommes qui semblent n'avoir pas de vie privée. Toutes les heures, toutes les minutes de sa vie appartenaient à la cause de la révolution, à la cause de la vérité et de la justice. C'était aussi un homme d'une sorte de bonté et de douceur romantiques; ses ennemis mêmes en conviennent.

On a tué en lui un lutteur stoïque, un militant fidèle de l'Internationale. On l'a tué à son poste. Ouritzky, héros et combattant fidèle de la révolution ne pouvait mourir autrement.

SOUVENIRS PERSONNELS SUR M. S. OURITZKY

Je fis sa connaissance en 1901.

Sortant de prison et devant être envoyé en exil j'avais obtenu quelques jours de liberté pour aller visiter mes parents à Kiev.

Sur la demande de la Croix-Rouge de Kiev je fis une conférence à son bénéfice. Et nous fûmes tous—conférencier et auditeurs, et de ce nombre E. Tarlé et V. Vodovozova—conduits sous escorte de cosaques à la prison de Loukianovka.

Quand nous y fûmes un peu installés, nous nous aperçûmes que c'était une prison assez particulière: les portes des cellules ne se fermaient jamais; les promenades avaient lieu en commun et pendant les promenades on pouvait s'occuper alternativement

de sport et suivre un cours de socialisme scientifique. Les nuits on s'installait aux fenêtres et commençaient de longues séances de chant et de déclamation. Il y avait dans la prison une Commune où étaient versés les colis des familles et les rations délivrées par l'administration. Les achats au bazar pour le compte commun des détenus, de même que la direction de la cuisine et de tout son personnel de condamnés ressortissaient aussi de la Commune des détenus politiques. Les condamnés de droit commun considéraient notre Commune avec un profond respect parce qu'elle avait banni de la prison les sévices et même les injures.

Comment la prison de Loukianovka avait-elle

été transformée en Commune? C'est qu'elle était dirigée davantage que par son directeur, par le *staroste* de détenus politiques Moïse Salomonovitch Ouritzky. Il avait en ce moment une grande barbe noire et ne cessait de mâchonner une petite pipe. Flegmatique, imperturbable, évoquant les boatmen des navires au long cours, il allait par la prison de sa caractéristique démarche de jeune ours; il savait tout, il arrivait partout à temps, il disposait de tout; il était bienfaisant pour les uns, désagréable pour les autres mais il restait toujours une invincible autorité. Il régnait sur l'administration de la prison précisément par la force calme qui révélait sa supériorité.

Des années passèrent. Nous étions tous deux en exil.

Menchévik de gauche, Moïse Salomonovitch Ouritzky était sincèrement, fougueusement un révolutionnaire et un socialiste. Sous sa tranquillité apparente et sous son flegme, il cachait une foi absolue en la cause ouvrière. Il se moquait volontiers du pathos et des discours grandiloquents sur de magnifiques sujets. Il était fier de sa lucidité, il l'affirmait avec une certaine coquetterie et même semblait-il avec un certain cynisme. Mais c'était en réalité un pur idéaliste! La vie en dehors du mouvement ouvrier, n'existait presque pas pour lui. Sa grande passion politique ne bouillonnait pas, uniquement parce qu'il l'avait canalisée rationnellement, d'après un plan donné, pour la diriger vers un but: elle ne se traduisait donc qu'en activité, mais par une activité extrêmement conséquente.

Sa logique était inflexible. La guerre de 1914 le fit entrer dans la voie de l'internationalisme et il ne chercha pas d'autres chemins. Comme Trotsky, comme Tchitchérine, comme Loffé, il sentit bientôt l'impossibilité de conserver même l'ombre de relations avec les menchéviks de la défense nationale et rompit absolument avec le groupe Martov qui ne le comprenait pas. D'ailleurs même avant la guerre il était avec son plus proche coreligionnaire politique, L. D. Trotsky bien plus près des bolchéviks que des menchéviks. Nous nous rencontrâmes à Berlin en 1913, après une longue séparation. Et ce fut de nouveau la même histoire! Je n'avais pas de chance avec mes conférences. La colonie russe de Berlin m'ayant invité à faire quelques causeries, la police berlinoise m'arrêta, me garda quelque temps en prison et m'expulsa de Prusse avec défense d'y revenir. Ouritzky fut de nouveau mon bon génie. Non seulement il connaissait parfaitement la langue allemande, mais il avait de vastes relations qu'il fit agir pour provoquer autour de mon arrestation un gros scandale pour le gouvernement; et je l'admirai de nouveau quand, avec son tranquille sourire ironique il parlait au juge d'instruction ou aux journalistes bourgeois, ou „donnait les directives“ à nos amis pour un entretien avec Karl Liebknecht, lequel s'était aussi intéressé à ce petit fait significatif.

Et il me laissait toujours la même impression: assurance tranquille, étonnant talent d'organisation.

Pendant la guerre, à Copenhague, Ouritzky joua aussi un grand rôle, mais ce n'est qu'en Russie pendant notre grande révolution qu'il put déployer progressivement sur de bien plus vastes arènes sa force organisatrice immense et tranquille.

Il adhéra d'abord à l'organisation dite internationale. Il y mit de l'ordre et sa fusion complète et inconditionnelle avec les bolchéviks fut en grande partie son œuvre.

Au fur et à mesure que s'approchait le 25 octobre la valeur des forces d'Ouritzky était de mieux en mieux appréciée au grand état major du bolchévisme. Le rôle vraiment gigantesque du Comité révolutionnaire militaire de Pétrograd à partir du 20 octobre jusqu'à la mi-novembre n'est connu que de peu de gens. Le point culminant de son extraordinaire travail d'organisation fut atteint du 24 octobre, à la fin du mois. Moïse Salomonovitch ne dormit alors ni de jour ni de nuit. Il était entouré d'un groupe d'hommes d'une grande force et d'une grande endurance mais qui se fatiguaient, se remplaçaient, ne prenaient sur eux qu'une partie du travail. — Ouritzky, les yeux rougis par l'insomnie, mais toujours calme et souriant restait à son poste dans ce fauteuil auquel aboutissaient tous les fils et duquel partaient toutes les directives de l'organisation révolutionnaire, puissante, soudaine mais encore incomplètement montée.

Je considérais alors l'activité de Moïse Salomonovitch comme un véritable prodige d'aptitude au travail, de maîtrise de soi et de présence d'esprit. Je vois encore maintenant dans cette page de sa vie une sorte de prodige. Mais cette page n'était pas la dernière et son éclat extraordinaire ne fait pas palir les pages suivantes.

Après la victoire du 25 octobre et la série de victoires qui suivit dans toute la Russie l'un des moments les plus troubles ce fut quand nous dûmes décider des relations entre le gouvernement des Soviets et la Constituante prochaine. Il fallait pour régler cette question un homme politique de première force réunissant à une volonté de fer la souplesse nécessaire. On ne trouva pas deux noms. Toutes les voix s'arrêtèrent unanimement sur la candidature d'Ouritzky.

Et il fallait voir notre Commissaire pour l'Assemblée Constituante en ces jours orageux! Je comprends que tous ces „démocrates“ ayant toujours aux lèvres des phrases redondantes, sur le droit, la liberté, etc... aient haï d'une haine brûlante ce petit homme rond qui les regardait à travers le cercle noir de son pince-nez avec une froideur ironique, qui d'un seul sourire lucide dissipait toutes leurs illusions et dont chaque geste incarnait la souveraineté de la force révolutionnaire sur la phrase révolutionnaire.

Quand le premier et le dernier jour de la Constituante, au-dessus de l'orageuse foule des S.-R. retentissaient les discours solennels de Tchernov et que la „Haute Assemblée“ s'efforçait de montrer à chaque minute qu'elle était le véritable pouvoir, — le camarade Ouritzky circulait dans le Palais de Tauride absolument comme autrefois dans la prison, de Loukianovka, de son même pas d'ours, avec sa même imperturbabilité souriante; comme alors il savait tout, il suffisait à tout, il inspirait aux uns une assurance tranquille, aux autres une totale désespérance.

„Il y a quelque chose de fatal en Ouritzky“. J'entendis en ce jour mémorable, dans un corridor, cette réflexion d'un S.-R.

L'Assemblée Constituante fut liquidée. Mais des difficultés plus grandes encore survenaient: Brést-Litovsk.

Ouritzky fut un ardent adversaire de la paix avec l'Allemagne. Lui qui incarnait le sang-froid nous disait, avec son habituel sourire: „Ne vaudrait-il pas mieux mourir honorablement?“

Mais à la nervosité de certains communistes de gauche, Moïse Salomonovitch répondait tranquillement: „La discipline du Parti avant tout“. Et ce n'était pas pour lui une phrase vide de sens.

L'offensive allemande de février commença.

Le Soviet des Commissaires du Peuples contraint de partir donna toute la responsabilité de la situation, alors presque désespérée, de Petrograd au camarade Zinoviev.

„Vous aurez bien de difficultés“, disait Lénine à ceux qui restaient:— „Mais Ouritzky reste avec vous“, et cela tranquillisait. Et c'est alors que commença la lutte habile et héroïque de Moïse Salomonovitch avec la contre-révolution et la spéculation.

Que de malédictions, que d'accusations pleuvaient sur sa tête à cette époque! Il était terrible. Il désespérait non seulement par son inflexibilité, mais aussi par sa vigilance. Réunissant entre ses mains la Commission Extraordinaire et le Commissariat de l'Intérieur, conservant un rôle souvent dirigeant dans les affaires étrangères, il fut à Petrograd l'ennemi le plus terrible de toutes les variétés de voleurs et de forbans de l'impérialisme.

Ils savaient quel puissant ennemi ils avaient en

lui. Et la population aussi, pour laquelle il incarnait la terreur bolchévique, le détestait.

Mais nous qui étions à ses côtés, si près de lui, nous savons quelle était sa grandeur d'âme et comme il savait concilier la dureté et la force nécessaires avec une véritable bonté. Il n'y avait naturellement en lui aucune sentimentalité, mais il y avait beaucoup de bonté. Nous savons que sa tâche fut non seulement lourde et ingrate mais encore douloureuse.

Moïse Salomonovitch souffrit beaucoup à son poste. Mais jamais nous n'entendîmes une plainte de cet homme vraiment fort. Il était tout à la discipline. Il incarnait vraiment le devoir révolutionnaire.

Ils l'ont tué. Il nous ont porté un coup très adroit. Ils ont choisi un des plus habiles et des plus forts de leurs ennemis, un des plus forts et des plus habiles des amis de la classe ouvrière.

Tuer Lénine et Ouritzky c'eût été plus que remporter une grande victoire au front.

Serrer les rangs nous est difficile. Une brèche terrible est faite parmi nous. Mais Lénine se rétablit et nous nous efforçons de remplacer notre inoubliable et irremplaçable Moïse Salomonovitch Ouritzky en décuplant chacun notre énergie.

A. LOUNATCHARSKY.

Septembre 1918.

RAPPORTS DES DÉLÉGUÉS AU 1-er CONGRÈS DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

RAPPORT du camarade RUTGERS

(Hollande)

Il convient de remarquer concernant la Hollande que depuis déjà plus de dix ans une scission profonde s'est produite entre la deuxième Internationale et les nouvelles idées de la Troisième Internationale. Le mouvement révolutionnaire en Hollande est un rejeton de la révolution russe (mais issu du sanglant mariage de 1905). C'est à cette époque que nous fondâmes notre organe la *Tribune* et par suite de la propagande menée par cet organe, nous fûmes exclus de l'ancien Parti Ouvrier Social-Démocrate. C'est ce qu'on appelait alors liberté de la presse. Nous n'avons pas cessé de demeurer depuis dans le contact le plus intime avec nos camarades russes. Nous avions encore alors l'espoir, que les méthodes russes de lutte se transmettraient par l'Allemagne, à l'Est de l'Europe. Les grandes manifestations de Berlin fortifièrent cet espoir, mais les bureaucrates du parti, aux ordres de Kautsky, parvinrent à discréditer la tactique des masses et à la réduire à n'être simplement qu'une tactique de défense. De cette façon le chemin fut ouvert à la guerre universelle et non à la révolution; la victoire de la réaction en Allemagne eut naturellement son contre-coup en Hollande.

Le jeune parti social-démocrate, — maintenant Parti Communiste, — ne se laissa pourtant pas déconcerter. Mais il n'a pas encore pu se développer assez largement parmi les masses.

Théoriquement cependant et pratiquement, le mouvement en Hollande a beaucoup contribué à faire la lumière sur l'impérialisme et sur la future tactique communiste. Les écrits et les discours de Lénine, de Zinoviev et de Kamenev sont toujours communiqués aux lecteurs de la *Tribune*; par contre, les camarades hollandais Roland Holst, Garten, Pannekoek, van Ravestege, Wynkoop et beaucoup d'autres sont déjà de vieilles connaissances pour un grand nombre de communistes russes.

En Hollande même, le jeune parti révolutionnaire a dû soutenir une lutte excessivement difficile contre les opportunistes dirigés par Troelstra et notre président Wynkoop à même été éloigné par force de plusieurs conférences.

C'est alors que les ouvriers syndicalistes des ports prirent notre parti.

Nous nous sommes également toujours mieux entendus avec les éléments syndicalistes du mouvement ouvrier et lorsque la guerre universelle éclata, un comité révolutionnaire fut formé par notre parti en union avec les syndicalistes et avec un groupe anarchiste, qui vota pour la démobilitisation immédiate et contre la politique deshonnête du

gouvernement en matière de ravitaillement. Peu à peu notre parti s'est acquis beaucoup d'influence sur les masses et a réussi à donner une direction révolutionnaire à leur action suscitée par la famine et par la misère.

Nous savons que plusieurs manifestations ont eu lieu en Hollande, pendant lesquelles des collisions sanglantes se sont produites.

Une manifestation de femmes, organisée à l'occasion de l'anniversaire de la révolution russe fut dispersée par la police; la camarade Roland Holst y fut blessée.

Après la première révolution allemande, aux cours des manifestations, il y eut de nombreux tués. C'est alors que la bourgeoisie prit peur: les administrations, publiques furent barricadées avec des sacs de sable; la troupe était sous les armes tous les soirs.

Il parut au début, que le parti de Troelstra se joindrait aussi à nous, mais un congrès extraordinaire convoqué à la hâte par les social-traitres, décida que toutes les améliorations désirées pourraient être obtenues paisiblement. De cette façon le mouvement fut pour le moment interrompu.

Pourtant on a déjà constaté qu'en beaucoup de cas les troupes ont refusé de tirer sur les ouvriers et qu'ainsi les capitalistes ne peuvent plus compter sur les services de l'armée. Le parti communiste a fondé dans plusieurs parties de l'armée des Soviets, illégaux.

Mais en ce moment la Hollande se trouve dans une position des plus difficiles, parce qu'elle est devenue un état complètement vassal de l'Angleterre. La bourgeoisie hollandaise s'appuyait autrefois sur l'Allemagne dans l'espoir de continuer l'exploitation de ses colonies.

Maintenant que l'Allemagne a perdu sa force en tant que pouvoir impérialiste, il ne reste qu'un seul espoir aux capitalistes hollandais, celui de se comporter envers l'Angleterre d'une façon assez servile pour que *John Bull* soit obligé de préférer aux colonies les services des exploités hollandais en leur laissant une partie du butin. La part du lion dans le butin des colonies hollandaises appartiendra bien certainement dans l'avenir aux capitalistes anglais, et il y a lieu de craindre que la bourgeoisie hollandaise soit prête à toutes les lâchetés pour garder une partie des profits. Grâce à ces circonstances, une période de grande réaction va commencer en Hollande. De même que la Finlande et la Pologne qui furent poussées contre le prolétariat russe, la Hollande sera forcée de lutter contre

le prolétariat allemand et sera considérée comme un piège tendu à l'Allemagne révolutionnaire.

Le prolétariat hollandais a par conséquent à remplir une tâche excessivement difficile et notre parti communiste comprend parfaitement les difficultés qui l'attendent.

Pour cela nous avons absolument besoin d'un appui international et c'est pourquoi nous accueillons de tout cœur cette première conférence communiste. Nos meilleurs moyens de propagande sont toujours les événements dans les pays

révolutionnaires et nous tenons doublement pour cette raison aux relations internationales.

Il serait à désirer aussi que cette conférence prenne une résolution pratique concernant la lutte que nous devons entreprendre et mener dans les colonies d'accord avec les prolétariats de ces pays exploités. C'est aussi une tâche bien difficile et il faut un grand courage pour l'accomplir. Ce n'est qu'en groupant toutes nos forces que nous pouvons espérer la victoire dès à présent.

RAPPORT du camarade RAKOVSKY (Fédération révolutionnaire des Balkans)

Je voudrais donner quelques renseignements supplémentaires au nom de la Fédération des Balkans, fondée en 1915 et comprenant les partis roumain, serbe, grec et partiellement le parti bulgare, connu sous le nom de *Tessniaki*.

Dès sa fondation, même avant la Conférence de Zimmerwald, cette Fédération s'est déclarée pour la lutte contre la guerre et a toujours agi dans ce sens. Le parti roumain s'est développé peu à peu en un parti communiste et s'est signalé comme tel. La situation en Roumanie semble nous être favorable; beaucoup dépend aussi du mouvement de l'armée rouge; le contact avec cette dernière produira sans doute un mouvement révolutionnaire. On a pu constater dernièrement que les soldats roumains ont refusé de prendre part aux manifestations monarchiques, pendant lesquelles il y a eu des collisions armées. S'il est impossible de prévoir le moment exact où éclatera la révolution, il n'y a certainement pas de doute que les événements en Roumanie se développent en une direction évidemment révolutionnaire.

En ce qui concerne le parti révolutionnaire bulgare, connu sous le nom de *Tessniaki*, il a gardé son point de vue

international, adopté depuis la déclaration de la guerre; son agitation et sa propagande ont concouru à hâter la défaite de l'impérialisme allemand, son influence est favorisée par les conditions économiques de la Bulgarie, qui s'empirent de plus en plus.

Le parti serbe a malheureusement renoncé à son point de vue sur la lutte des classes, accepté avant le commencement de la guerre. On se rappelle avec quel courage et quelle persévérance le parti socialiste serbe a agi lorsque ses envoyés refusèrent de voter les crédits et firent, à un moment fort critique, une déclaration rigoureusement socialiste, ainsi que la position que le camarade Katzlérovitch occupait à Kienthal.

Avec le temps cependant, les représentants officiels, les chefs mêmes du parti, Katzlérovitch et Popovitch, ont passé au social-patriotisme, surtout après leur séjour à Stockholm.

Il est à regretter qu'un parti qui avait gardé un point de vue si indépendant, et si hardi, au début de la guerre, en soit arrivé à échouer dans la voie du social-patriotisme et de l'opportunisme.

RAPPORT du camarade I. MILKITCH (Serbie)

Camarades! Dans ce bref rapport sur le mouvement ouvrier en Serbie, je me bornerai à expliquer succinctement la position adoptée par le prolétariat serbe. Le camarade Rakovsky a parlé aujourd'hui de la situation dans les Balkans et a constaté avec regret quelle est l'attitude des partis socialistes de ces pays—car le parti socialiste serbe a pendant la guerre abandonné sa position révolutionnaire et internationaliste pour se placer à l'opposé sur la plateforme des nationalités. Cette remarque qu'il vient de faire me permet dès aujourd'hui de donner à tous ceux qui prennent part à cette conférence historique, les explications suivantes, pour que vous quittiez cette assemblée, camarades, sans emporter sur le prolétariat serbe une mauvaise opi-

nion—du reste complètement imméritée. Je trouve d'autant plus de mon devoir de vous donner cette explication, que depuis déjà 10 ans, c.-à-d. depuis la création de notre parti, je prends part au mouvement ouvrier en Serbie; et j'y ai rempli toutes les fonctions dont un parti prolétarien peut honorer ses membres.

Il n'est pas vrai que le parti socialiste serbe se soit dédit de ses anciens principes révolutionnaires. Les opinions émises par les camarades Katzlérovitch et Popovitch à Stockholm ne sont ni celles de notre parti, ni celles de la classe ouvrière. Il me suffira de vous rappeler de quelle manière ces deux camarades sont arrivés à Stockholm.

Notre parti cessa d'exister en tant qu'organisation,

quand à l'automne de l'année 1915 la Serbie fut occupée par les Autrichiens et par les Bulgares et quand non seulement les membres du parti, mais les membres même du Comité, se dispersèrent par l'Europe, l'Asie et l'Afrique, quelques-uns se battant sous les ordres des généraux des pays belligérants, d'autres vivant dans les pays neutres. Personne de nos camarades ne pouvait donc jusqu'au moment du rétablissement du parti et du rassemblement de nos camarades avoir un vrai mandat et parler au nom du parti, simplement parce qu'il n'y avait plus d'organisation ayant le droit de délivrer des pleins pouvoirs.

Les camarades Katzlérovitch et Popovitch furent envoyés à Stockholm par deux camarades du Comité qui se trouvaient à ce moment à Belgrade. Mais, je dois ajouter que ces deux membres du Comité ont depuis manifesté leur mécontentement et leur désapprobation complète de la position prise à Stockholm par les camarades Katzlérovitch et Popovitch.

Pour vous prouver que ce n'est pas seulement mon opinion personnelle, je puis, heureusement, en référer à un témoin que vous écouteriez certainement avec une grande confiance et sur lequel les camarades Trotsky et Rakowsky ne peuvent donner que les meilleurs renseignements. Ce témoin—c'est le camarade Dragischa Laptchévitch. Il m'écrivait de Belgrade le 22 avril 1917 et voilà en deux mots ce qu'il pense de l'Internationale, de notre parti, et de l'attitude prise à Stockholm par les camarades Katzlérovitch et Popovitch.

«Tu me fais grand plaisir en confirmant ma conviction de toujours, que ces messieurs (les socialistes) sont pis que la bourgeoisie elle-même».

Dans une carte qu'il m'écrivit le 5 novembre 1917, le camarade Dragischa Laptchévitch me dit encore: «Je ne veux assister à aucune conférence, pour la bonne raison que nos organisations de parti n'existent plus, il n'y a ni décision à prendre, ni ligne de conduite à suivre; on n'a pas à contrôler le travail des délégués et ceux-ci ne peuvent plus rendre compte à personne de leur activité».

Le 12 mai 1918 il m'explique encore: «Ç'a été une bien grande faute que le départ de Katzlérovitch et de Popovitch pour Stockholm, car s'ils n'y avaient pas été, c.-à-d. s'ils n'avaient pas émis leur opinion et ne s'étaient engagés en rien jusqu'au moment où notre parti aurait eu la possibilité de formuler son opinion à lui, c'eût été bien plus

heureux et bien plus utile tant pour notre parti lui-même que pour son organisation intérieure».

Enfin le 7 juin 1918 il m'écrivit ce qui suit: «Je crois que je n'irai pas à Stockholm et cela pour deux raisons: raison de principe et raison pratique. La première raison est une raison de principe. Je ne veux pas avoir affaire aux partis qui ont perdu leur signification, leur raison-d'être socialiste: je ne veux pas travailler pour la paix, mais mener la lutte internationale contre la guerre».

Plus loin encore: «Katzlérovitich et Popovitch avaient été délégués par Timotitch et Yanovitch. Et pourtant ces derniers ont énergiquement protesté contre les opinions émises par leurs délégués».

J'aurais pu vous citer encore beaucoup de lettres écrites non seulement par le camarade Laptchévitch, mais encore par d'autres membres influents du mouvement ouvrier en Serbie. Mais je pense que ce n'est pas nécessaire. Pour vous démontrer que le parti socialiste serbe n'a vraiment pas renoué à sa glorieuse position révolutionnaire, il suffit de vous rappeler deux faits qui viennent de se passer dernièrement:

1) Le parti socialiste serbe a non seulement refusé de participer au nouveau gouvernement de l'état Yougo-Slave, mais il a encore condamné l'attitude du parti socialiste croate, qui avait envoyé un de ses membres à la nouvelle Chambre. Notre parti a déclaré à ce sujet qu'un socialiste ressemble dans un Ministère bourgeois à tout ministre capitaliste et que le parti ne peut donc que le réprouver et le combattre.

2) Notre parti n'a pas pris part à la Conférence de Berne—ce qui est significatif.

Prenant tous ces faits en considération, je puis vous assurer que le prolétariat serbe n'est ni opportuniste, ni nationaliste;—il est resté fidèle—et il le restera—à l'action révolutionnaire et internationaliste.

Il marchera avec le prolétariat révolutionnaire international; il créera bientôt ses Soviets et sa République socialiste à lui, entrant ainsi dans la grande République des Soviets,—dans la République Communiste Internationale.

Je crois donc être autorisé à vous déclarer ici, que le prolétariat serbe adopte avec enthousiasme les principes de la troisième Internationale.

Илиа MILKITCH

Moscou, 3 mars 1919.

RAPPORT du camarade Moïse FREILICH délégué du parti communiste de la Galicie Orientale

Le mouvement ouvrier en Galicie prit dès 1889 des formes déjà organisées sous l'influence du Congrès socialiste international qui eut lieu cette même année à Paris. Ce mouvement se développa depuis dans le parti social-démocrate qui dès le commencement eut pour but la propagande révolutionnaire. Quelques années plus tard les organisations ouvrières de la Galicie ont commencé à fêter le 1-er mai comme fête internationale ouvrière. Petit à petit elles développèrent des mouvements économiques et politiques qui

portaient un caractère socialiste; mais il n'y eut pas d'action sérieuse pendant les premiers dix ans qui suivirent la création de la II^e Internationale. Le Congrès de Brunner où l'on élaborait le célèbre programme nationaliste d'Autriche, eut comme suite en Galicie la création de trois partis nationaux: le P. P. S. (parti polonais social-démocrate), U. P. S. (parti social-démocrate ukrainien) et Z. P. S. (parti social-démocrate juif). Le parti social-démocrate polonais se constitua le premier, ayant à sa tête Ignace

Daczynsky, le Dr. Hermann Diamant et le Dr. Hermann Liebermann. Ce parti était le parti urbain le plus fort et il l'est resté jusqu'à la chute de la monarchie des Habsbourg. Le parti U. P. S. venait en suite, mais en comparaison du premier, il était faible et resta sans grande importance, partageant presque également son influence entre la ville et la campagne. Le prolétariat du parti Z. P. S. — juif, qui se forma dans le parti même du P. P. S. commença en 1906 un mouvement séparatiste sérieux; ce mouvement prit d'abord racine dans l'antisémitisme et se développa ensuite logiquement du désir de vouloir imiter les autres partis qui eux, se groupaient par nationalité. En outre la politique autrichienne ne reconnaissait pas les Juifs en tant que nationalité indépendante et le parti P. P. S. se basant sur ce fait, refusait également l'indépendance au prolétariat juif. Les éléments juifs les plus en vue se détachèrent alors du parti P. P. S. entraînant avec eux les masses peureuses de leur prolétariat. C'est de cette manière que se constitua en 1908 le Z. P. S. en parti indépendant, reconnu comme tel par la III^e Internationale. Les partis socialistes du pays qui existaient légalement dans les dernières années du siècle passé, prêchaient aux ouvriers la lutte révolutionnaire pour atteindre les différents postulats socialistes comme p. ex. le droit de vote, la journée de travail de huit heures, l'assurance pour la vieillesse etc., etc. On imposa comme revendication principale le suffrage universel, ce qui devait donner, selon les chefs du parti, la possibilité au prolétariat de mettre en action par voie parlementaire le programme minimum, en fournissant une base à l'obtention ultérieure du programme maximum. On arriva en 1899 à remporter une petite victoire — en Autriche — les ouvriers et les paysans virent s'ouvrir devant eux une brèche par laquelle ils purent s'infiltrer au Parlement, mais par contre, les partis des Chambres se fermèrent encore plus strictement devant eux. Pendant les votes, Daczynski arriva de Galicie au Parlement de Vienne et se joignit au club composé de 10 députés social-démocrates autrichiens. En 1904 commencèrent les premiers mouvements grévistes en Galicie; les masses de Lemberg et les ouvriers des nappes du rayon de Boryslavovo y jouèrent un rôle prédominant. En 1905 commença le grand mouvement pour la réforme du droit de vote au Reichstag autrichien, mouvement qui envahit bientôt toute l'Autriche.

Les social-démocrates sacrifièrent tout ce qu'ils purent et proclamèrent le 25 novembre de la même année une grève générale d'un jour dans toute l'Autriche. — Cette grève eut lieu avec un grand succès unanime. En Galicie, tout comme dans toute l'Autriche il y eut dans plusieurs endroits des conflits assez sérieux avec les autorités communales; les ouvriers se montrèrent hardis et braves et démontrèrent par leur attitude que l'on pouvait beaucoup attendre d'eux au moment où les chefs des partis arriveront à persuader les masses de commencer une attaque révolutionnaire sérieuse. L'année 1907 vit les premiers votes sur les bases du suffrage universel, direct, secret et égal; cela donna aux chefs une grande victoire et aux prolétaires une cruelle déception. Des 89 social-démocrates délégués au Conseil de l'Empire, élus en Autriche grâce aux sacrifices et à l'activité constante des ouvriers, la Galicie n'en comptait que 6 dont 4 membres du parti P. P. S. et 2 de celui de l'U. P. S.

Il est à noter que ce nombre n'a été élu que dans la Galicie Orientale, tandis que les candidats de la Galicie Occidentale Daczynsky en tête, furent mis en ballottage, bien que la Galicie Occidentale soit à proprement dire, polonaise et que le parti y rivalisât le plus sur la question de nationalité avec les autres partis polonais. Les mandats se sont divisés dans la Galicie Orientale de la manière suivante: à Lemberg — le Dr. Diamant et Hudec; à Przemysl — le Dr. Liebermann; à Stryj — Moraczewsky du parti P. P. S.; dans la région du Drohobycz, Boryslaw-Turka: Wityk; dans la région Tarnopol-Zbaraz: Ortapczyk du parti de l'U. P. S. On doit attribuer la prépondérance du P. P. S. dans les villes surtout à ce que le prolétariat israélite ne voulant pas au nom de la solidarité socialiste présenter ses candidatures à lui, passa toutes ses voix au P. P. S. Dans la lutte sur place tous les candidats prêchaient un combat à outrance et sans merci contre le Gouvernement et les partis bourgeois, mais cela jusqu'au moment seulement où ils passaient le seuil du Parlement; une fois entrés — une tactique de transactions honteuses commençait qui leur valut le surnom de K. K. Social-démocrates. Le prolétariat fut déçu — l'enthousiasme qui avait régné pendant les élections et quelque temps après tomba, le désenchantement s'empara des masses suivi bientôt d'un indifférentisme complet.

Quand en 1911 eurent lieu les secondes élections, malgré la réélection des mêmes personnes à peu près, les votes eurent lieu sans l'esprit révolutionnaire qui agitait si avantageusement les masses ouvrières en 1907 — c'est surtout grâce à une nouvelle constellation politique qui venait de s'élever à l'horizon qu'ils eurent lieu d'une manière satisfaisante; une nouvelle classe d'adeptes des social-démocrates se créait — c'était la grande masse de la petite bourgeoisie qui voyait enfin en eux, et avec raison, les défenseurs de ses intérêts. — Ce sont eux surtout qui firent les frais des deuxième élections. Les 7 années de vie parlementaire qui précédèrent la guerre mondiale et qui absorbèrent l'activité de nombreuses fractions du Parlement autrichien, se surnommant elles-mêmes «social-démocrates», disparurent en s'éteignant sans bruit et il est bien douteux que l'histoire des évolutions prolétariennes en fasse jamais mention, car ces années n'ont laissé de traces nulle part — elles se sont évanouies dans le néant. La honte et la fourberie se sont tellement développées, grâce à la trahison et à l'attitude plus qu'équivoque de cette soi-disant «social-démocratie» pendant les quatre années et demie que dura la tuerie mondiale, que les grandes masses populaires, agitées et mises en mouvement par les flots montants de l'ignominie, se sont enfin réveillées et ont entamé la lutte pour le véritable idéal du prolétariat, d'autant plus ardemment qu'après l'éroulement des forteresses impérialistes de l'Europe centrale, les chefs de la «social-démocratie», par leur fuite dans le camps du chauvinisme ont par trop clairement démontré et confirmé leur trahison envers les masses ouvrières.

Le 1-er novembre 1918, une ère nouvelle commença dans l'ancienne Autriche-Hongrie. Dès ce moment la Galicie, domaine autrichien de la couronne le plus considérable, devient un facteur important. Ici comme dans toute l'Autriche les querelles de nationalités qui suivirent la chute de la monarchie amenèrent la guerre entre la noblesse et la bourgeoisie polonaises d'une part et les nationalistes ruthènes de l'autre.

Les chefs du P. P. S. se rangèrent du côté des impérialistes polonais, ceux de l'U. P. S. du côté des Ukrainiens.

Présentant certaines revendications patriotiques, ils entraînaient leurs adeptes à de nouvelles boucheries. Cependant les masses du prolétariat fatiguées de quatre années et demi de guerre, heureuses de la cessation des hostilités avaient déjà rendu les armes et il ne se trouva malheureusement pas un parti révolutionnaire pour leur expliquer quelles conséquences désastreuses pouvaient en résulter et pour ne pas le permettre. A la fin des fins la bourgeoisie des deux camps resta armée en présence du prolétariat désarmé. Ce n'est que par suite de cette circonstance que le pays fut divisé en deux camps ennemis et que dans chacun s'institua un régime d'inquisiteurs. Dans la Galicie orientale les autorités nationales ruthènes réussirent d'abord avec le concours d'un ramassis de volontaires pris dans l'armée autrichienne désorganisée à former une certaine force militaire et à s'emparer du pays. Mais dès la première semaine de leur gouvernement elles durent céder aux Polonais deux des villes les plus importantes du pays: Lemberg et Przemysl. Au cours de l'occupation de ces deux villes, les leaders ruthènes qui n'avaient pas eu le temps de les quitter furent arrêtés par les Polonais. De leur côté les autorités ukrainiennes usèrent des mêmes représailles à l'égard des hommes politiques polonais habitant la Galicie orientale. Coupés des principaux centres du pays, privés de tout appareil administratif, les nouveaux maîtres de la Galicie étraient dans leur pays comme dans un désert fixant leur résidence d'abord à Tarnopol, puis à Stanislawow et menant une existence pitoyable. Le gouvernement formé sous le nom de *secretariat populaire*, de même que le parlement appelé *Rada nationale* se montrèrent en matière de législation tellement inconsistants et introduisirent dans le pays, avec le concours des lois autrichiennes et par diverses mesures, une telle situation que chaque ville possède sa légalité ou plus exactement son désordre légal. Dans toutes les villes un état de siège renforcé est maintenu; on ne peut les quitter sans laisser-passer, et personne ne peut sortir de chez soi après 7 heures du soir. La délivrance des laisser-passer, outre les difficultés habituelles, quelquefois insurmontables, permet les plus grands abus et la corruption la plus scandaleuse prospère sous le couvert de dons en faveur de la Croix-Rouge. Et le laisser-passer est loin de garantir son porteur: il arrive souvent qu'à la station suivante la garde déclare le document reçu dans toutes les formes inopérant, ceci à seule fin de recevoir une nouvelle somme d'argent. Ce système est encore accru par ce fait que la corruption vient de haut, commençant par les têtes du gouvernement qui créent intentionnellement des situations favorisant la vénalité. Il est impossible d'énumérer les faits nombreux susceptibles de mettre en lumière la moralité des maîtres politiques actuels, mais je ne puis m'abstenir de noter un crime qui atteint le fondement principal de la vie économique du pays et précisément le bassin de naphte de Drogobitch-Borislawovo. Ici la bande de malfaiteurs siégeant à la Rada ayant créé un commissariat spécial des naphthes à la tête duquel se trouve le social-patriote Wityk, a usurpé à son avantage exclusif la propriété d'énormes ressources de naphte brut, de pétrole filtré, de paraffine et de bougies, distribuant exclusivement ces richesses du pays aux spéculateurs qui, par exemple, vendent à Tarnopol pour un demi-million le wagon de pétrole qu'ils ont payé à Drogobitch 40 mille couronnes.

Tout ceci se faisant au grand jour sous les yeux du gouvernement! Mais cette triste situation eut pour le prolétariat à côté de conséquences négatives des conséquences positives, le prolétariat se convainquit qu'on ne peut rester indifférent à la politique et il recommença à bouger.

L'activité du parti se ranima partout et bien qu'il y eût dans la social-démocratie de nouveaux éléments actifs, tout le monde sentit la nécessité d'une révision totale du programme et surtout de la tactique. Le Parti se fondant sur les anciennes subdivisions commença de se reconstituer par nationalité. Le P. P. S. antrofois puissant persécuté par les autorités ruthènes ne put déjà plus se relever à la hauteur de sa situation précédente d'autant moins que la population ouvrière la plus avantagée sympathisait avec le gouvernement polonais bourgeois de l'étranger. L'U. P. S. déjà faible auparavant disparut presque entièrement dans le courant nationaliste dominant. Le seul Z. P. S. développa dans tous le pays une large activité organisatrice. Des soviets ouvriers se formèrent auxquels les autorités durent accorder une certaine influence; des démarches furent faites en vue de la fusion des deux partis d'une commune origine. Au mois de décembre de l'année dernière on pouvait déjà remarquer dans ce sens un certain succès qui se confirma quand nous pûmes entreprendre l'édition d'un journal hebdomadaire le *Drapeau rouge*. Au même moment le Comité du Parti fit procéder à l'élection d'un Comité moins nombreux auquel fut confié tout le travail illégal nécessaire. Ce petit Comité de 5 membres délégua un camarade à Buda-Pest d'où ce camarade après une conférence avec les membres du Comité Central et après avoir établi les relations utiles se rendit en Russie pour étudier sur place le gouvernement soviétiste. A son retour de Buda-Pest, une Conférence du Parti eut lieu les 18 et 19 janvier à laquelle prirent part de nombreux délégués de toutes les localités du pays. Ces deux journées de débat furent presque exclusivement consacrées aux questions de programme et de tactique. Une commission permanente fut désignée dans le but d'élaborer des résolutions correspondantes. Dans cette commission se manifestèrent deux tendances concurrentes: l'une se prononça sans réserve pour la dictature du prolétariat représenté par les soviets ouvriers et paysans et par conséquent pour une rupture complète avec le parlementarisme; l'autre défendit le parlementarisme bourgeois comme un moyen plus commode qui doit pourtant, selon les représentants de cette tendance, amener le prolétariat à son but, mais d'une façon un peu plus lente. Etant donné ce désaccord, l'union ne put naturellement se faire. Chaque tendance présenta sa résolution et comme l'aile droite avait obtenu la majorité dans la commission, nous, restés en minorité, nous présentâmes la nôtre en séance plénière du Comité et nous y fûmes, à la grande confusion de nos adversaires, en majorité. L'attitude du parti communiste qui entraîna entre autres la proposition de déclarer close la séance consacrée aux questions de tactique fit circuler en ville des rumeurs absurdes. Le résultat fut que les troupes gouvernementales occupèrent la ville, la maison où siégeait notre club fut cernée par la force armée; des officiers, des soldats et des fonctionnaires politiques envahirent le lieu de réunion juste au moment où la résolution était mise aux voix. Un menchévik profitant du trouble fit procéder à un nouveau vote et certains délégués n'ayant sans doute pas compris au juste quelle résolution avait été la première, celle des modérés finit par

obtenir une majorité de 2 voix. Mais cette résolution aussi proclame que les soviets ouvriers et paysans forment le noyau du pouvoir futur dans tout le pays. Cette conférence élut un Comité central dont le rapporteur fait partie.

D'une façon générale nous sommes encore dans la période d'organisation et nous tendons vers la formation d'un parti communiste unique divisé en trois sections nationales : polonaise, ukrainienne et juive. Ces trois sections doivent être reliées par des comités de parti unique et par un bureau exécutif commun à toutes les organisations du pays. Le petit bureau s'est en outre donné pour tâche de fusionner les soviets nationaux existants déjà et d'y faire procéder à la première possibilité à de nouvelles élections. Le rapporteur a été chargé par ce comité de faire une tournée dans le pays, tournée au cours de laquelle il lui a été donné de constater une activité sévère orientée vers le communisme. Les anciens chefs social-démocrates ne sont plus reconus. Un enthousiasme généreux règne partout; le désir de s'insurger les armes à la main, de chasser les barbares et de proclamer la République des Soviets dans la Galicie orientale — géographiquement limitée par la Sava jusqu'à Zbrounja — est général. La structure politique et la com-

position ethnographique du pays rendent son union avec la Pologne impossible. Et de même les Ruthènes, formant la population rurale, ne sont pas en droit de prétendre à l'hégémonie sur la population des villes composée de Juifs et de Polonais. Le gouvernement des soviets balayerait tous ces éléments nationalistes.

Et je conclus en déclarant au nom du parti communiste de la Galicie orientale que nous adhérons à la III-e Internationale, faisant nôtres intégralement toutes les résolutions adoptées par le Congrès de Moscou du 6 au 9 mars 1919 et rendant leur application obligatoire. Nous espérons qu'il nous sera possible de nous affirmer utilement membres de la nouvelle famille prolétarienne. Des explications plus détaillées sur notre sortie de la II-e Internationale seraient superflues; nous avons déjà exprimé à la Conférence de Berne notre mépris des fossoyeurs du prolétariat. En ce qui concerne la représentation de notre parti au Bureau Exécutif, je vous prie de considérer provisoirement le signataire de la présente, comme délégué par le parti galicien, — ceci jusqu'au moment où le Comité Central du parti pourra vous envoyer un délégué permanent.

RAPPORT du camarade YALIMOFF.

(Orient).

Je parle au nom du bureau central des organisations communistes musulmanes qui a pris ces jours derniers le nom de Bureau Central des organisations communistes des peuples orientaux. Cette organisation réunit tous les ouvriers communistes (excepté ceux de nationalité russe) du Turkestan, de la Baschkirie, des Tartares du Volga, du Kirghistan, du Caucase et les groupes d'émigrés communistes de la Turquie, de la Perse, de l'Azerbeïdjan, du Boukhara et de la Georgie.

En relation avec ces différentes nationalités le Bureau Central a organisé les sections des Tartares, des Bachkires, des Kirghises, des montagnards, la section du Turkestan, etc...

En excluant l'Azerbeïdjan, la Georgie, la Perse, la Turquie et le Boukhara, le Bureau Central compte dans les autres rayons jusqu'à 30.000.000 de population non russe. Actuellement le Bureau Central réunit dans ces rayons près de 10.000 organisations d'ouvriers et de paysans musulmans. Je ne parle même pas ici de l'incalculable influence morale exercée par le Bureau Central dans les masses ouvrières musulmanes, ni des soldats rouges musulmans sympathisant aux idées communistes qui luttent au nombre de 50.000 hommes aux côtés des soldats rouges russes au front oriental et au front sud contre Krasnoff et Dénikine, Koltchak et Douloff. Le nombre relativement restreint des organisations ouvrières groupées autour du Bureau Central, s'explique en premier lieu par le niveau de culture peu élevé des peuples orientaux récemment délivrés, puis par le fait que le territoire de ces peuples du Caucase jusqu'à Kasan, et d'Oufa à Tachkent n'est qu'un vaste champ de bataille arraché les armes à la main aux fauves de l'impérialisme et à leurs agents les gardes blancs. Toutes ces circonstances compliquent beaucoup le travail systématique des socialistes.

Je ne parlerai pas des cruautés des blancs Georgiens et du parti des menchéviks, leur allié, qui Tzeretelli en tête, a par deux fois tiré sur les réunions ouvrières à Tiflis au mois de janvier de l'année dernière, et qui a détourné l'organisation communiste georgienne jetant ses chefs en prison. Ce que font maintenant les traîtres Scheidemann et Ebert en Allemagne, est déjà accompli depuis longtemps par le parti des menchéviks Georgiens.

Je ne parlerai pas davantage des sauvages répressions exercées par les socialistes-révolutionnaires de droite et par les

menchéviks du Turkestan qui font œuvre de bourreaux entre les mains des impérialistes anglais. Ce sont eux qui ont fusillé nos valeureux camarades Djaparidsé et Schaumann, Korgannoff et Petroff. Je ne m'étendrai pas non plus sur la conduite révoltante des mêmes partis, membres de l'Assemblée constituante, qui fusillèrent les ouvriers et les paysans par centaines et crèvent les yeux à nos camarades musulmans. Ce sont des faits que tout le monde connaît et qui ont été plus d'une fois publiés dans les journaux.

Malgré ces incroyables conditions le Bureau Central a persévéré dans son activité, continuant de concert avec le Parti Communiste russe la lutte pour la réalisation des principes socialistes. Pour caractériser cette activité nous ferons remarquer que les chefs des communistes orientaux qui sont entrés dans la composition du Bureau Central en décembre de l'année dernière ont eu le temps de publier depuis le mois de janvier 1918 jusqu'au mois de novembre plus de 4 millions d'exemplaires de journaux, de brochures et de proclamations en langues tartare, turque et kirghise. Depuis le mois de décembre de l'année dernière, lorsque ces éléments dirigeants se furent réunis au Bureau Central à Moscou le Bureau Central a eu le temps d'éditer en langue arabe, perse, tartare, azerbeïdjane, tadjik, usbek, kirghise et kalmouk, jusqu'au mois de janvier de l'année courante — c'est-à-dire dans l'espace de 2 mois, plus de 200.000 exemplaires de journaux, de brochures et de proclamations. Actuellement le Bureau Central et ses organisations locales éditent 15 journaux dont le principal est l'*Ehtche* (en tartare) et l'*Engi*. Et grâce à l'appui moral donné au Bureau Central par le Parti Communiste russe, les principes du communisme se développeront rapidement en orient et les peuples orientaux opprimés se réuniront autour de la Russie soviétiste pour lutter contre l'impérialisme. Il est superflu de démontrer l'immense importance du réveil des peuples orientaux pour le développement de la révolution ouvrière à l'occident.

L'orient est la source qui nourrit l'impérialisme universel. Quand l'orient se soulèvera et tendra la main à l'occident socialiste, l'impérialisme sera cerné et l'heure de la victoire sonnera pour le socialisme universel. C'est ce qui détermine le Bureau Central à se proposer comme but principal le réveil des peuples de l'orient et c'est pourquoi je m'écrie: Vive l'union révolutionnaire des peuples orientaux opprimés avec les ouvriers socialistes de Russie et d'Europe!

RAPPORTS ET CHRONIQUE

ANGLETERRE

Trahison des chefs.

Au commencement du mois de mai a eu lieu l'assemblée du comité exécutif de la «Triple Union»; parmi les questions inscrites à l'ordre du jour figurait notamment la question de principe suivante, d'une importance capitale: «Les unions professionnelles doivent-elles prendre part aux manifestations politiques? La grève peut-elle être un instrument de lutte politique?» Question qui ne date certes pas d'aujourd'hui mais qui a le don de nouveauté éternelle!

Cette question a de plus pour le prolétariat anglais à l'heure actuelle une très haute portée car en dépit de la volonté des chefs, en dépit même des masses prolétariennes, la vie entraîne les ouvriers à la lutte politique; personne ne peut plus rester en dehors de cette dernière. Ladite question a surgi à propos de la «démonstration politique» de l'union des ouvriers du transport. Cette démonstration politique avait consisté dans le vote par ladite union à la fin de son congrès, d'une résolution de protestation contre l'intervention. Le comité exécutif de l'Union des ouvriers des transports s'adressa au comité exécutif de la «Triple Union» pour le prier de soutenir sa protestation et déclarer au gouvernement (au nom des trois unions) que cette résolution de protestation pourrait être suivie au cas où le gouvernement resterait sourd aux déclarations et aux exigences des ouvriers, d'une grève de protestation.

La presse bourgeoise poussa les hauts cris quand elle eut connaissance de cette «manifestation politique». «Comment, s'exclamèrent avec indignation le *Times*, le *Daily Mail* et le *Morning Post*, les ouvriers peuvent-ils vouloir agir en dehors du parlement! Ils violent de la sorte nos plus glorieuses traditions démocratiques-parlementaires! Ils présentent au gouvernement des exigences purement politiques, oubliant qu'ils sont eux-mêmes absolument en dehors de la politique», etc, etc. Cette noble indignation est fort compréhensible: jusqu'à ce jour en effet, jamais les trade-unions anglaises ne s'étaient occupées de politique, seule la fraction parlementaire du «Parti Ouvrier Anglais» descendait dans l'arène politique au nom des ouvriers.

Après de longs débats (qui furent très animés et dont nous n'avons malheureusement pas le compte-rendu détaillé), le Comité Exécutif de la «Triple Union» décida d'adhérer à la résolution du congrès des ouvriers du transport et de faire savoir au gouvernement que la résolution de protestation pouvait être suivie à bref délai d'une grève de protestation; il décida aussi d'exiger immédiatement de la fraction parlementaire du Parti Ouvrier la convocation par elle du congrès général de toutes les unions professionnelles anglaises pour débattre sur la question d'une grève générale et nationale de protestation contre l'intervention et la conscription.

Cette décision équivalait, non seulement à la reconnaissance en principe de l'opportunité (il faut bien en effet reconnaître l'opportunité de tout ce qui est inévitable et fatal) de la participation des unions professionnelles aux manifestations politiques; elle est encore en elle-même une manifestation politique de premier ordre... Il est hors de doute que si le congrès de toutes les unions professionnelles était convoqué, il se prononcerait à la majorité des voix pour la grève générale...

Le congrès n'a pas été convoqué. Informée officiellement de la décision du Comité Exécutif de la «Triple Union», la fraction parlementaire du Parti Ouvrier a décidé... de s'entendre au préalable avec un représentant du gouvernement.

Cette décision a été seule constituée un acte de trahison. Une délégation ayant à sa tête Stuart Banning (membre du Comité Exécutif de la Conférence de Berne), s'est rendue chez Bonar Law.

De l'aveu des délégués eux-mêmes, à toutes leurs questions Bonar Law n'a fait que des «réponses évasives». A propos de la Russie, il a déclaré: «Nous ne nous ingérons pas dans les affaires intérieures de la Russie. Nous laissons le peuple russe régler lui-même les destinées de son pays. Nous ne soutenons que moralement nos amis (c'est-à-dire Koltchak et Dénikine)». Au sujet de la conscription, Bonar Law «ne put rien dire de précis». Stuart Banning fit remarquer que «si le gouvernement avait besoin d'une armée, il serait préférable de recruter des volontaires plutôt que de recourir à la conscription obligatoire». Bonar Law répondit: «Nous n'arrivons pas à recruter un nombre suffisant de volontaires, malgré tous les avantages et toutes les promesses que nous leur faisons». «En ce cas, objecta Stuart Banning, peut-être pourriez-vous augmenter la solde des volontaires?» — «Nous examinerons cette question», répondit Bonar Law.

Les «réponses évasives» du représentant du gouvernement satisfirent pleinement MM. Banning, Adamson et consorts qui résolurent de remettre à une date indéterminée la convocation du congrès des unions professionnelles.

C'est ainsi que fut pratiquement annulée la décision si grave prise par le Comité Exécutif de la «Triple Union» et c'est ainsi qu'échoua la première grande grève politique en Angleterre.

Grève des policemen.

Au commencement de mai, l'union professionnelle des policemen et des gardiens de prison adressa au gouvernement les revendications suivantes: augmentation des appointements, réduction à huit heures de la durée de la journée de travail, reconnaissance de l'union professionnelle (c'est-à-dire du «droit de coalition») et reprise au service du policeman Steakman cassé pour avoir été l'un des organisateurs les plus actifs de l'union professionnelle. Le préfet de police Macready et le ministre de l'Intérieur Short déclarèrent que le gouvernement était prêt à donner satisfaction partielle aux deux premières exigences, mais qu'il ne pouvait pas reconnaître l'union et qu'il refusait de réintégrer Steakman; si les policemen et les gardiens de prison déclaraient la grève, ils seraient immédiatement révoqués et perdraient droit à leur pension. «Le service de police, déclarèrent les représentants du gouvernement, n'est pas un travail salarié, mais un devoir envers la société et envers l'Etat. Par conséquent, il ne saurait être question dans ce domaine d'unions professionnelles ni de grèves».

Durant tout un mois la question de la grève générale de la police fut à l'étude; à la fin de mai elle fut soumise au vote de tous les membres de l'union professionnelle des policemen et des gardiens de prison. Sur 48.863 policiers 44.539 votèrent la grève et 4.324 seulement votèrent contre.

Le gouvernement prit alors toutes les mesures possibles pour prévenir la grève. D'un côté il «exhorta» les policiers à la raison, de l'autre il menaça. En prévision de la grève, des troupes furent massées dans la ville de Londres et le préfet de police Macready déclara à plus d'une reprise: «Nous ne manquons pas pour vous de mitrailleuses et d'automobiles blindées». C'eût été vraiment un spectacle étonnant et prodigieux que celui de la répression par les armes d'un «police insurgé!!!

Dans les derniers jours de mai, le fameux Hyde Park de Londres, fut le théâtre d'une manifestation pacifique de la police, démonstration fort imposante, qui revêtit en quelque sorte le caractère d'une revue avant l'action ou d'une manière de répétition générale.

Cette manifestation pacifique frappa de terreur la bourgeoisie londonienne.

Le 30 mai, convaincus de la stérilité de leurs efforts pour conjurer la grève, Macready et Short résolurent de se rendre en aéroplane à Paris auprès de Lloyd Georges. Ce voyage ministériel aérien (qui fut projeté, mais auquel on renonça) eut pour résultat d'alarmer encore davantage la bourgeoisie de Londres: du moment que des ministres songeaient à recourir à une voie de «communication» aussi inusitée c'est que la situation était vraiment très sérieuse!

Dans la journée du 1^{er} juin on apprit que plus de 90 % des policiers s'étaient prononcés pour la grève immédiate. La grève devait éclater le 2 juin au matin. Le soir une deuxième «manifestation pacifique», encore plus grandiose et plus imposante que la première fut organisée à Hyde Park. La police de Londres tout entière y participa, il n'y eut pas un policeman à continuer son service et à demeurer à son poste. C'étaient des femmes-policiers qui assuraient l'ordre du cortège des manifestants. Le *Daily News* constate que ce fut la manifestation «la plus nombreuse et en même temps la plus correcte et la mieux ordonnée» (orderly) que Londres ait jamais vue.

La manifestation se termina par un meeting monstre. Douze tribunes avaient été dressées à Hyde Park, d'où les orateurs parlaient simultanément. Le meeting se poursuivit bien avant dans la nuit qui fut pour la bourgeoisie londonienne une nuit d'alarme sans précédent.

Et pourtant si la bourgeoisie de Londres avait su les discours tenus par les «leaders» du trade-unionisme anglais au cours de ce meeting monstre des policiers à Hyde Park, elle ne se serait pas alarmée et elle aurait dormi bien tranquillement.

Les leaders du trade-unionisme anglais ont fait en effet avorter la grève générale de la police. C'est la mille et unième trahison à l'actif des anciens chefs. Grâce à eux la grève de la police a été remise à une date indéterminée.

Le secrétaire de l'union professionnelle des policemen et des gardiens de prison, Hayes déclara: «Nous sommes la force, puisque 44 mille voix sur 48 mille se sont prononcées pour la grève; d'autre part la «Triple Union» nous a promis son appui et les troupes sur lesquelles le gouvernement s'appuie dans la lutte contre nous sont pour nous; par con-

séquent la grève n'est pas nécessaire, du moment que nous sommes la force, le gouvernement sera bien obligé, même sans grève, de faire droit tôt ou tard à nos exigences».

«Pourquoi nous mettre en grève aujourd'hui?» s'écria pathétiquement Mr. Hayes. «Attendons. A quoi bon déclarer la grève maintenant, alors que le gouvernement s'y attend et qu'il a pris toutes les mesures, alors que mitrailleuses et automobiles blindées sont prêtes à nous recevoir? Ce n'est pas le moment, attendons. Nous pourrions toujours déclarer la grève plus tard, lorsque l'envie nous en prendra. Nous nous mettrons en grève quand la «Triple Union» aura obtenu la déclaration d'une grève politique générale».

Le président du conseil des unions professionnelles de Londres, Carmichael exposa devant les policiers la théorie suivante:

«La «Triple Union» est prête à nous admettre dans son sein (nous, c'est-à-dire l'union des policiers) en qualité de quatrième membre... Les organisations ouvrières prennent une extension de plus en plus grande. Dans trois ans nos organisations seront si puissantes que nous pourrions sans grand effort obtenir la nationalisation des principales branches de l'industrie. En même temps, nous arriverons à ce que la fraction du Parti Ouvrier soit la fraction la plus nombreuse du parlement; nous aurons alors un gouvernement ouvrier. Vous voyez donc bien que nous pouvons nous passer de révolution».

Exposé populaire d'une des théories des social-traitres les plus répandues adressé à un auditoire inconscient et naïf! «Il va sans dire», ajouta Mr. Carmichael, «que si ce plan ne se réalise pas, nous ne reculerons pas devant la révolution». Mais combien ce post-scriptum est peu en harmonie avec tout le reste du discours!!

Toujours est-il que le 2 juin, en sortant prudemment de leurs maisons, les bourgeois de Londres, remplis de noirs pressentiments, furent agréablement surpris d'apercevoir les policemen à leur poste et purent dire en poussant un soupir de soulagement: «Dieu merci! tout va bien!»

Les «chefs» avaient fait aux bourgeois une belle surprise et avaient pour la mille et unième fois trahi les intérêts des travailleurs.

A. M.

(Dans le N° 3 de l'*Internationale Communiste* la chronique anglaise est signée par erreur de la lettre F. au lieu des initiales A. M.—La Rédaction).

AMÉRIQUE.

«Complots».

En mars, attentat contre Wilson; en mai, envoi par colis postaux d'explosifs à l'adresse de notables citoyens et enfin, au commencement de juin «complot d'anarchistes-bombistes»: des dizaines d'explosions dans une dizaine de villes en une seule soirée!... Nous avons tout lieu de croire que l'envoi des colis postaux, le complot de juin et même l'attentat contre Wilson ne sont qu'une série d'actes de provocation de la part du gouvernement.

Dans la nuit du 2 au 3 juin à Washington des inconnus ont tenté de faire sauter l'hôtel particulier du ministre de la justice A. Michel Palmer. Une bombe avait été déposée à l'entrée de la maison. «Par bonheur, écrit de Washington le correspondant du *Daily News*, Mr. Michel Palmer et sa femme se trouvaient à l'étage supérieur et ils échappèrent à la mort. L'explosion a tué un inconnu qui doit être (c'est la police qui le suppose) l'anarchiste auteur de l'attentat. Son corps a été mis en pièces par les éclats de bombe. Un éclat a pénétré par une fenêtre dans l'appartement du ministre plénipotentiaire de Norvège Brinn et est tombé dans une chambre à coucher où un bébé dormait dans son berceau. On a trouvé un extrait de proclamation anarchiste près de

l'entrée de l'hôtel du ministre de la justice. Cette proclamation disait, entre autres, ce qui suit:

«Simple et clair. Ceux qui détiennent le pouvoir font tout ce qu'ils peuvent pour s'opposer à l'expansion de la révolution mondiale. Or il est impossible de remettre davantage la solution de la question sociale. La guerre de classes est commencée et elle ne peut aboutir qu'à la victoire du prolétariat. Nous lançons un défi aux chefs «démocrates» de notre «république» autocratique. Ce carnage est inévitable. Nous massacrerons, puisqu'il le faut. Nous détruirons, parce que nous n'affranchirons qu'en détruisant».

Le manifeste se termine par ces mots: «Vive la révolution sociale!—Un groupe d'anarchistes-militants».

Le *Daily News* attire l'attention du lecteur sur la construction de la phrase qui dans le document est «étrangère». «Il est évident, écrit-il, que les auteurs ne sont pas des Américains. Nous sommes en présence d'une lutte entre les émigrants de l'Europe orientale, incapables de comprendre l'esprit de la démocratie anglo-saxonne (!) et les vrais Américains».

Pendant cette même nuit du 2 au 3 juin, une bombe a éclaté dans une église de Philadelphie; une autre dans la

maison d'un membre du congrès à Newstonville (près de Boston); une autre encore dans la maison d'un magistrat de Roxbury (faubourg de Boston); une enfin à Pittsburg et ainsi de suite en beaucoup d'autres endroits. Au total 67 bombes. Il n'y eut d'ailleurs que 5 personnes tuées: 3 «anarchistes-bombistes» et 2 servantes. Tous les «citoyens notables» à qui vraisemblablement ces bombes étaient destinées ont échappé par miracle à tout mal. C'est là la meilleure preuve que nous nous trouvons en présence non pas d'un «complot» d'anarchistes mais bien d'un *complot gouvernemental*.

Comme il fallait s'y attendre, la presse bourgeoise américaine n'a pas manqué de «tirer profit» de ce «complot anarchiste». Elle a aussitôt lancé le vieux mot d'ordre sans cesse rajourné: «Prenons le taureau par les cornes!» qui fut en quelque sorte saisi au passage comme par hasard par la sûreté générale et par la police. Arrestations en masse, perquisitions, dispersions des organisations syndicalistes et socialistes, — telle fut la réponse du gouvernement de Washington à la soi-disant «terreur anarchiste».

Mouvement gréviste.

Nous n'avons que des nouvelles intermittentes et décousues sur le mouvement gréviste en Amérique. Au commencement de juin, dans la Nouvelle Angleterre (cinq Etats du nord-est), 80 mille tailleurs étaient en grève. Vers la même date éclata simultanément au nord-est et au sud-ouest la grève des télégraphistes qui menaça de dégénérer en grève générale. Vers la même époque eut lieu également la grève des dockers de New-York.

La presse bourgeoise américaine redoute que le mouvement gréviste du Canada ne s'étende aux Etats-Unis: «N'oublions pas», écrit le *New-York Herald*, l'organe officiel de Wilson, «que les conditions et les causes qui ont provoqué le mouvement gréviste au Canada sont identiques à celles qui existent actuellement dans nos propres villes».

Le mouvement révolutionnaire au Canada

Plus de deux mois se sont écoulés sans amener aucune trêve aux troubles ouvriers du Canada.

Au commencement de mai, à Winnipeg (Manitoba) les employés de poste se mirent en grève, après avoir présenté au gouvernement une série de revendications économiques (diminution de la journée de travail, semaine anglaise, augmentation de salaire, etc.). Le gouvernement se déclara disposé en principe à céder sur quelques points et à satisfaire partiellement aux exigences des ouvriers, ajoutant toutefois «qu'il ne tolérerait pas de grève dans un rouage de l'état tel que la poste». Les grévistes seraient considérés comme congédiés et leurs places seraient occupées par de «bons citoyens». Par solidarité envers les employés des postes, télégraphistes, gens de service, employés et ouvriers de toutes les administrations et des établissements de la ville, puis ouvriers constructeurs, ouvriers de transport et autres se mirent également en grève. La vie s'interrompit complètement à Winnipeg. La grève générale de solidarité est un tout nouveau phénomène; elle ne s'était encore jamais produite au Canada. Et dans toute une série de villes canadiennes quelque chose d'analogue se produisit. A Toronto les métallurgistes se mirent en grève en présentant des revendications purement économiques; et quand les patrons opposèrent à la grève le lock-out, une grève générale de solidarité éclata.

De Winnipeg et de Toronto — ces deux principaux centres — le mouvement gréviste se propagea au nord et à l'ouest, envahissant toutes les villes plus ou moins importantes et toutes les branches de l'industrie sans exception. A la suite de celle de Toronto une grève générale de solidarité éclata à Vancouver, puis à Victoria, Brenda, Québec, Ottawa, etc. Au début de juin la grève s'étendit par tout le pays.

Au fur et à mesure que le mouvement augmentait et s'amplifiait, il changeait de caractère. La grève générale de solidarité se transforma en grève générale de protestation contre... le capitalisme en général. Ce qui fut d'ailleurs tout à fait clair dès le commencement, c'est que la solidarité n'était aucunement le principal motif du mouvement. Les masses ouvrières étaient mues par quelque chose de plus sérieux et de plus profond encore que ce mobile purement idéologique — la sympathie, la solidarité.

Dans le *Daily News* du 2 juin nous trouvons en première page un article consacré aux événements canadiens. Le ton inquiet de cet article, les conclusions auxquelles aboutit l'auteur qui cherche à persuader ses lecteurs de ce que la révolution universelle est proche (ceci dans un journal bourgeois londonien!) ne permettent pas de douter que nous avons réellement affaire au Canada, non à une simple grève, mais à un mouvement révolutionnaire des plus sérieux et des plus profonds. La presse bourgeoise anglaise attire principalement notre attention sur deux traits caractéristiques du mouvement canadien: 1) la grève a gagné les bas-fonds de la classe ouvrière de même que les sommets (d'ordinaire, au bon vieux temps d'avant-guerre, les sommets et les bas-fonds se tenaient à l'écart de tout mouvement social), et 2) la grève adopte les mots d'ordre bolchéviks.

Nous disions plus haut que la grève générale de solidarité s'est transformée en une grève générale politique. Quand cette transformation est devenue un fait accompli, les mots d'ordre révolutionnaires politiques: «Nationalisation de l'industrie, contrôle ouvrier» et, plus important, plus vaste celui qui les embrasse tous: «union unique», — ces mots d'ordre furent formulés et affirmés par les masses mêmes.

Dans un article de fond publié le 4 juin, le *Times* prouve que ce qui se passe en ce moment au Canada, ce qu'on appelle la «grève générale» c'est en réalité une révolution, et que la lutte pour la «grande et unique alliance» n'est autre chose qu'un combat pour la dictature du prolétariat. Il est intéressant de noter que cette devise bolchévik — «grande et unique alliance» offrise la bourgeoisie et le gouvernement plus que le mouvement même. Ainsi, le mot d'ordre du mouvement est plus dangereux que le mouvement même. Le mouvement peut être étouffé; quant au mot d'ordre, il contient bien de possibilités dangereuses, il est gros de conséquences redoutables.

Mais ce qu'il y a de plus remarquable dans le mouvement canadien, c'est que s'étant transformé de mouvement économique en mouvement purement politique, il a pris en même temps un caractère «bolchévik et soviétiste», il est devenu un mouvement purement soviétiste, un mouvement de soviets. Dès le commencement, en tête du mouvement se trouvaient — dans chaque ville — des comités de grève. Quand se précisa le caractère purement politique, le caractère révolutionnaire et bolchévik du mouvement, les vieux chefs du mouvement professionnel canadien sortirent de ces comités de grève. De nouveaux leaders, formés par le mouvement même, les remplacèrent. A Winnipeg (et en bien d'autres endroits) le cours habituel de la vie fut complètement troublé par suite de la grève générale. Le ravitaillement normal et régulier de la ville fut interrompu. La grève des employés de commerce déranga l'appareil distributif. La grève (ou plutôt le lock-out) de la police (au Manitoba, de 198 policiers; 9 restèrent en service, tous les autres avaient été congédiés) l'appareil administratif fut dérangé, etc., etc., etc. En un mot l'anarchie la plus complète s'établit. Les autorités de la ville perdirent contenance... Le gouvernement se hâta d'opposer à la force organisée des ouvriers sa propre force organisée. Il ne pouvait s'appuyer ni sur la police, ni sur les soldats qui; à demi-démobilisés, avaient pris parti pour les ouvriers. Il ne lui resta qu'à créer un cadre de

strikebreakers, de malfaiteurs recruté parmi les vauriens et les professionnels du vol et d'autres éléments semblables. Un comité de citoyens et une milice civile furent tant bien que mal fabriqués au moyen de divers rebutés de la société. Mais ces deux organisations apportèrent encore plus d'anarchie et de chaos dans la désorganisation assez grande déjà sans cela. Il fallait l'entrée en scène d'un «élément organisateurs» quelconque. Cet élément fut représenté par le comité de grève. Il prit le pouvoir en mains, prit sur lui toutes les fonctions sociales que remplissait en temps «de paix» l'administration civile et toute une série de nouvelles fonctions créées par la nouvelle situation anormale et que l'administration civile n'était pas de force à remplir. Le comité de grève organisa avant tout le ravitaillement et la distribution des vivres. Il prit ensuite sur lui l'ensemble des fonctions organisatrices et déploya en cela, d'après le correspondant du *Daily News*, des capacités administratives peu ordinaires. Il réussit à annihiler complètement la milice civile des briseurs de grève et à la remplacer par sa propre milice ouvrière... Au fur et à mesure que sa compétence s'élargissait, le comité de grève se complétait de délégués d'organi-

sations ouvrières et c'est ainsi qu'il se transforma en Soviet des députés ouvriers.

Le correspondant du *Daily News* nous informe que l'ordre le plus complet a été maintenu à Winnipeg sous le pouvoir des Soviets; aucun excès n'a été commis. Le correspondant cite seulement une circonstance fâcheuse: le Soviet des députés a, par décret, décidé la suspension de toute la presse bourgeoise, en réponse à ses calomnies contre le comité de grève et pour en finir avec la propagation de bruits mensongers. Ce décret a été cependant appliqué «sans provoquer aucun excès».

Le même Soviet qu'à Winnipeg est organisé à Vancouver. Un Soviet de députés ouvriers et soldats est créé à Sidney (Nova-Scotia). Les soldats, écrit le *Daily News*, soutiennent partout le mouvement gréviste.

Nos informations précises au sujet du mouvement canadien s'arrêtent au 7 juin. Le mouvement a pris dans la suite des proportions de plus en plus grandioses; nous en reparlerons dans notre prochain numéro

A. M.

FRANCE

On ne peut pas se prononcer encore sur la grève internationale «alliée» qui avait été annoncée pour le 21 juillet. D'une part l'annonce précise avec indication de date constituait le principal obstacle quant au succès de ce mouvement de grand style; d'autre part les social-opportunistes et les réformistes de la C. G. T., après avoir menacé le gouvernement au moyen de phrases révolutionnaires, se sont employés à arrêter le mouvement ouvrier. Il est possible, c'est du moins l'impression que l'on a au moment où sont écrites ces quelques notes, que le mouvement renaîtra bientôt et en dépit de chefs qui ne cessent de trahir le prolétariat.

Les grèves de juin sont une démonstration éloquente de la vitalité révolutionnaire de la masse et de la lâcheté constante des opportunistes. Ces grèves furent décidées contre le Comité Confédéral de la C. G. T. A Paris dans les premiers jours de juin on comptait 500 mille grévistes parmi lesquels cinquante mille métallurgistes, tous les ouvriers et employés du Métropolitain, les ouvriers ressortissant à l'industrie de la voiture et de l'aviation, etc... La grève s'étendit dans toute l'agglomération parisienne, en particulier à St-Denis, Billancourt, Boulogne, etc... Les gares du Métropolitain furent occupées tant à l'intérieur qu'à l'extérieur militairement. A St-Denis eut lieu, dans l'avenue de Paris, une imposante démonstration à laquelle participèrent 60 mille grévistes et dans la crainte de conflits et d'extension du mouvement les autorités avaient invité la police à n'intervenir en aucune façon.

Ces grèves eurent un caractère à la fois corporatif et politique. Certaines corporations ne se placèrent pas au point de vue internationaliste. C'est ainsi que l'ordre du jour décidant la continuation de la grève votée à l'unanimité par les employés du Métropolitain et du Nord-Sud au cours d'une réunion organisée au gymnase Huygens fait appel «au patriotisme de certains» et «à la conscience de tous les pouvoirs publics».

Néanmoins, ces grèves auxquelles participèrent d'autre part les employés de certains grands magasins tel que le «Printemps» et le personnel du *Journal Officiel* eurent un caractère politique, la majorité des ouvriers profitant de l'occasion qu'ils avaient de manifester leurs exigences matérielles demandèrent le renoncement à la politique d'intervention en Russie. Mais la censure redoubla de sévérité et

des journaux et des ordres du jour, fut banni systématiquement et impitoyablement tout ce qui avait trait à la politique.

Le mouvement s'étendit également en province, surtout dans le Jura et le Pas-de-Calais. La grève a été véritablement générale dans les mines. Contrairement à ce qu'on avait pu noter jadis, on n'a pas remarqué trace de séparatisme et de particularisme dans les divers bassins et les mineurs du Pas-de-Calais, de Carnaux, de la Loire, de Montceau-les-Mines, du Gard, de l'Hérault, de Meurthe-et-Moselle, etc... ont fait preuve d'une grande solidarité.

Outre les renégats Jouhaux et Bled, dont le rôle durant ces grèves fut pareil à celui qu'ils jouèrent depuis le 4 août 1914, des membres du Parti socialiste montrèrent une fois de plus qu'ils ont trahi la cause du travail. C'est ainsi que le conseiller municipal parisien Fiancette, un des principaux éléments centristes, qui dans les derniers congrès du P. S. F. a toujours parlé en faveur de l'unité et contre la scission, envoya au président du Conseil Municipal une lettre par laquelle il proclamait la nécessité d'arriver à une entente entre les ouvriers des transports et les compagnies. C'est pourquoi, un des organes les plus impérialistes, *l'Echo de Paris*, félicita Fiancette, et déclara que les termes de sa lettre témoignaient «d'une modération méritoire».

Les centristes et les social-opportunistes continuent leur lamentable politique de compromission. On sait à ce sujet la nouvelle responsabilité prise par le social-opportuniste Jean Longuet qui en compagnie de Ramsay MacDonald et de Buxton s'est rendu en Italie et plus tard en Suisse afin d'engager le Parti socialiste italien et le Parti socialiste suisse à revenir sur leur décision de se retirer de la seconde Internationale. Le social-opportuniste Mayéras n'a-t-il pas eu l'impudence de déclarer que la III-e Internationale rentrerait dans le plan «diplomatique» du camarade Lénine, lequel, à en croire le député de la Seine, se servirait uniquement de la III-e Internationale comme d'une menace sans plus à l'adresse de la seconde Internationale dans laquelle il n'aspirerait qu'à rentrer!

André CARTIGNY.

LES ACROBATES DE LUCERNE

(Compte-rendu de la première réunion de l'Internationale jaune à Lucerne. Extrait du *Vorwaerts* du 3 août 1917)

La Conférence Internationale s'est ouverte le vendredi 1-er août par une réunion préliminaire où il fut décidé de former deux commissions. L'une sera chargée de *recréer l'Internationale* et l'autre d'*organiser l'Internationale*; cette dernière s'occupera en outre de réunir les rapports sur le mouvement dans les différents pays et sur la presse socialiste, tandis que la première étudiera la question du mouvement politique de la classe ouvrière, c'est-à-dire le problème: démocratie ou dictature.

La conférence siège dans les locaux du Kursaal de Lucerne. Quarante délégués environ y prennent part. La France est le mieux représentée. Les indépendants allemands n'y participent pas encore. L'Amérique, l'Autriche allemande et la Pologne n'ont pas encore envoyé de représentants. Branting aussi n'est pas encore venu. Les partis officiels de Suisse et d'Italie ont refusé d'y participer, voulant adhérer à l'Internationale fondée à Moscou. Le reformiste Canepo est seul venu d'Italie.

La première réunion, vendredi, a été ouverte par un grand discours de Henderson dans lequel il esquissa d'abord les traits généraux de la crise politique, économique et sociale qui sévit actuellement dans le monde entier, mettant en danger l'existence même de la civilisation. «Les gouvernements crient qu'il est nécessaire d'intensifier la production. Nous n'avons rien à y objecter, mais nous ne voulons pas qu'elle soit intensifiée au bénéfice de ceux qui ne produisent rien».

«Il est absolument nécessaire de soumettre de suite à une révision totale les principaux points du traité de paix».

«Nous exigeons la convocation immédiate de la Ligue des Nations afin de reviser les clauses de la paix dans l'esprit des principes de la classe ouvrière. A l'heure actuelle la Ligue des Nations semble n'être qu'une arme entre les mains de la coalition victorieuse. Il ne peut être question pour elle d'une activité féconde tant que l'Allemagne, la Russie, la Hongrie et d'autres pays n'en font pas partie. Le traité de paix comporte une série de graves injustices économiques, d'annexions et de contributions voilées (sous la forme de réparations des dommages) et il sanctionne l'existence ultérieure de l'intolérable militarisme. Henderson protesta ensuite énergiquement contre la politique de réaction de l'Entente en Russie et se prononça résolument contre toute intervention armée: «Malgré toutes les divergences de vue existant, dit-il, à l'intérieur de l'Internationale, concernant les Soviets, nous protestons unanimement contre l'intervention armée et nous exigeons que la situation en Russie soit étudiée par une commission spéciale de l'Internationale dont les travaux doivent être publiés. La question financière universelle doit aussi être réglée dans les intérêts de la classe ouvrière» (Approbation générale).

L'ordre du jour de la Conférence fut ensuite étudié. Il fut décidé de remettre au mardi ou au mercredi suivants, la prochaine réunion plénière afin que les commissions puissent achever leur travail préparatoire.

Au cours de la réunion de l'après-midi on entendit le rapport du secrétariat.

Marcel Cachin (Paris) se plaint de ce que les travaux du bureau ont manqué d'énergie et de franchise surtout au sujet de la paix.

Ce n'est pas à la Ligue des Nations que doit s'adresser l'activité de l'Internationale, mais aux peuples mêmes. Si nous ne sommes pas plus énergiques notre travail perdra ses liens avec l'activité des masses.

Macdonald (Angleterre). Nous n'obtiendons rien par des protestations purement négatives. Nous avons à trancher la question de l'existence ultérieure de la deuxième Internationale. Tous les états et tous les peuples ont subi une faillite morale. Aucun gouvernement n'a de programme politique pour faire face à l'avenir prochain. Nos manifestations isolées manquent de cohésion et nous n'avons même pas de système dans nos pensées. Nous devons avant tout acquérir une autorité morale. La guerre a jeté un défi à la face de la démocratie dont les bases mêmes sont aujourd'hui ébranlées. *L'Internationale doit trouver une issue* entre la révolution qui suit toute guerre et qui est incompatible avec la démocratie ordinaire, et la scission pendant cette révolution, qui met en danger toute la culture (*ici une lacune dans le compte-rendu*).

Troelstra (Hollande) critique sévèrement la politique diplomatique du Comité Exécutif. On a fait bien des reproches à certains partis socialistes pour leur manque d'énergie au début de la guerre *mais certains autres partis socialistes ne sont pas moins coupables d'être restés passifs maintenant, après la fin de la guerre et pendant la conclusion de la paix*. Nous avons commis une faute en n'appuyant pas notre activité sur les forces montées de la profondeur des masses populaires et en entrant dans le mauvais chemin des finesses diplomatiques. *Notre défaite est évidente*. Il fut résolu à Berne de faire de la fête du 1-er mai une manifestation prolétarienne en faveur de la paix. Mais cette manifestation se réduisit à l'édition d'un manifeste insignifiant. Il ne faudrait pas oublier que la deuxième internationale a un concurrent. Nous n'avons pas à combattre constamment les bolchéviques. Nos agressions auraient un sens si nous étions nous-mêmes des révolutionnaires socialistes. Nous aurions dû obtenir les passeports. Il fallait pour cela organiser en France une série de grandes manifestations. Si nous allons en Russie et en Hongrie notre tâche ne sera pas d'étouffer la révolution mais de la sauver des égarements. En temps de révolution la démocratie parlementaire est insuffisante. Nous devons pour

satisfaire le prolétariat avoir un programme complet, positif qui doit prouver notre volonté de vivre et de travailler et notre compréhension de la nécessité de la lutte révolutionnaire (Approbation générale).

Wels (Allemagne).—Ce n'est pas en arrière que nous regardons mais en avant à l'avenir. Nous expions en ce moment les péchés des maîtres de la vieille Allemagne. Si la démocratie existe vraiment, elle doit être assez forte dès maintenant pour que la guerre ne soit plus possible. L'Internationale s'est montrée trop faible en présence du programme de Wilson. L'Angleterre et l'Amérique règnent maintenant sur le monde. Une lutte décisive doit avoir lieu dans ces pays entre le travail et le capital; le prolétariat de ces pays doit combattre aussi pour les pays opprimés, à côté de la classe ouvrière. Ceux qui pensent que la révolution mondiale passera sans transition d'un pays à l'autre ont de grandes illusions car il y a des pays dans lesquels les conditions indispensables à la révolution ne sont pas encore réunies. Mais la lutte incessante de l'Internationale créera ces conditions et obligera de réviser le traité de paix dont les conditions sont pour l'Allemagne impossibles à remplir et la mettent dans l'impossibilité de vivre. Socialistes allemands, nous ne pensons pas à reconcilier le socialisme avec la politique bourgeoise, bien que nous ne puissions pas encore réaliser le socialisme, la majorité du peuple allemand ne le voulant pas encore. Une Ligue des Nations sans Allemagne et sans Russie n'est qu'une parodie".

NOTE DE LA RÉDACTION.

Nous avons reproduit mot à mot ce compte-rendu du Vorwaerts de Scheidemann, bien disposé envers la Conférence de Lucerne. Ce compte-rendu prouve de façon évidente que la deuxième internationale est perdue sans rémission. Les vers grouillent déjà dans ce cadavre.

A commencer par la composition du Congrès. Les socialistes conciliateurs avaient résolu à Berne de convoquer pour le 1-er août un congrès universel. On en fit beaucoup de bruit, on se prépara un triomphe. Or qu'advint-il? En tout se réunirent... 40 délégués et ceux-là appartenant à la catégorie des "âmes mortes". L'Italie prolétarienne toute bouleversée par les batailles révolutionnaires est "représentée" par un malheureux réformiste Canepo que nul ouvrier ne désigna. La Pologne est "représentée" par le bundiste chauviniste Kossowsky. Même le parti suisse assez modéré jusqu'à présent a refusé à participer à la comédie de Lucerne.

Au lieu d'un congrès éclatant, nous avons eu une pauvre petite conférence de 40 personnes. Et ceci malgré la protection active de la bourgeoisie de tous les pays, accordant les passeports, etc.

Et quel aspect moral, cette conférence: Ne voit-on pas dans chaque ligne de ce compte-rendu du Vorwaerts clairement comme deux et deux font quatre que nous

n'avons ici à faire qu'à deux sortes de gens: Charlantins avérés ou gens totalement égarés, embrouillés ne sachant plus retrouver leur chemin?

"Il est absolument indispensable de réviser de suite et totalement les points principaux du traité de paix"—déclare le président de cette honorable assemblée. Et c'est pourquoi, c'est pourquoi... "nous exigeons la convocation immédiate de la Ligue des Nations".

En vérité ne sont-ce pas des pitres.

C'est absolument comme si, en 1917, quelqu'un avait convoqué pour combattre la monarchie un congrès de monarches: Nicolas le sanglant, Guillaume, etc... Ou encore pour combattre la prostitution, réunir les tenanciers des maisons de tolérance...

Ces 40 acrobates de Lucerne se battent en outre entre eux. Les dépêches allemandes nous apprennent que le social-traitre alsacien Grumbach a failli se colleter avec le social-coquin Wels. Les indépendants de Kautsky exigeaient l'exclusion du groupe Scheidemann. Et vis versa. C'est ainsi que ces gens qui voudraient être pris au sérieux "reconstituent l'Internationale".

Mais le discours de Troelstra est surtout caractéristique.

Troelstra est un vieux renard opportuniste bien connu. Il la connaît dans les petits coins. Et s'il se met à dire "qu'en temps de révolution la démocratie parlementaire est insuffisante" cela signifie que les masses ouvrières de l'Europe montrent sans équivoque la porte aux social-traitres. "Notre défaite est évidente... Noublions pas que la deuxième Internationale a un concurrent (c'est-à-dire la Troisième Internationale...), nous n'avons pas à combattre constamment les bolchéviks". Telles sont les notes tristes que l'on entend résonner dans les discours des chefs les plus habiles et les plus expérimentés de la seconde internationale en décomposition. Ils sentent qu'ils vont être broyés entre le marteau et l'enclume. Ils commencent à comprendre que le sol se dérobe sous leurs pieds.

Nous ne connaissons pas le texte des résolutions adoptées à Lucerne. Mais visiblement Troelstra a vaincu. Ce qui a fourni aux "indépendants" l'occasion de la Freiheit l'occasion de chanter victoire et de déclarer qu'à Lucerne la seconde internationale a adopté la plateforme communiste.

Naturellement ce n'est que ridicule. Les bossus ne sont redressés que dans la tombe. On peut, bien-entendu, s'amuser du spectacle quand des opportunistes assagis par l'expérience et blanchis sous le harnais, tel que Troelstra, Henderson et Macdonald, sont contraints de danser sur la corde, se tenant avec peine en équilibre avec la sensation qu'ils vont d'un moment à l'autre faire la culbute. Mais prendre ces acrobates au sérieux n'est pas possible.

La deuxième internationale expire. Nous avons entendu à Lucerne ses derniers râles. Que le mort dorme en paix dans son cercueil.

Passons outre! passons outre les funérailles... En avant vers les nouvelles batailles décisives, sous les drapeaux de l'Internationale communiste!

G. Z.

BIBLIOGRAPHIE

P. LAVROFF ET LA RÉVOLUTION OUVRIÈRE

P. L. Lavroff est avec Mikhaïlovsky le fondateur du *populisme* (narodnitchestvo) russe — cette base idéologique du parti des socialistes-révolutionnaires qui a joué un si triste rôle dans l'histoire de notre révolution. *La Commune de Paris du 18 mars 1871* — cet ouvrage de Lavroff, écrit en 1879, vient de paraître parmi les éditions *Kolos*.

La Commune de Paris est, comme on sait, la première expérience dans l'histoire universelle, d'une dictature prolétarienne; la République soviétiste en Russie en est la deuxième étape destinée selon toute apparence à marquer le commencement d'une ère nouvelle — celle du pouvoir soviétiste universel.

Tous ceux qui prennent une part directe à la révolution sociale universelle commencée en 1917 ne cessent de s'adresser à cet ouvrage sur la Commune de Paris, constituant pour eux une source précieuse. L'exemple de la lutte héroïque du prolétariat français qui a, selon l'expression immortelle de Marx, «pris le ciel d'assaut», inspiré les ouvriers russes lesquels après les Communards français ont les premiers victorieusement planté dans leur pays le drapeau rouge.

La façon dont l'auteur des *Lettres historiques* envisage cette expérience historique de la Commune est fort instructive car jamais nous ne trouverons chez Lavroff la moindre trace de cette adoration fétichiste de la «Démocratie» et de la «volonté du peuple» dont font preuve — en paroles tout au moins — ses élèves.

L'analyse de l'ouvrage de Lavroff que nous allons entreprendre ici sera donc d'un certain intérêt. Lavroff insiste sur la nécessité d'une lutte impitoyable contre le vieux monde.

Le parti révolutionnaire n'aurait pu lutter contre cette puissance historique et par cela même fortement enracinée de la routine, qu'au moyen d'assauts rapides, se succédant sans trêve ni hésitations et d'une activité exempte de tout compromis et consciente de sa force comme du but à atteindre. Mais pour tout cela les bases fondamentales lui faisaient défaut.

Lavroff a raison en disant que le trait caractéristique de la Commune était de représenter une révolution purement ouvrière. Il cite ces paroles d'Arnould:

Une révolution a éclaté qui ne comptait dans les rangs des combattants ni avocats, ni députés, ni journalistes, ni généraux. A leur place on voyait des ouvriers du Creusot, des relieurs, des cuisiniers, etc. (76).

Ceux qui prétendent avoir hérité de l'idéologie de Lavroff, prêchent l'entente entre les classes antagonistes à l'époque de la guerre civile. Mais Lavroff lui-même concevait parfaitement toute l'utopie d'une telle union au moment de la crise révolutionnaire.

L'idée de l'entente hantait la plupart des cerveaux...

Comme si une entente était possible entre le prolétariat révolté et les représentants du libéralisme et du radicalisme qui croyaient presque manquer de dignité en condescendant aux pourparlers avec de simples ouvriers, boutiquiers, etc... «sans mandats» (80).

Pendant un conciliabule avec le Comité central le «Tigre» actuel — Clémenceau a déclaré:

«Paris n'a pas le droit de s'élever contre la France et doit incontestablement accepter l'autorité de la réunion. Il n'existe pour le Comité qu'une seule façon de sortir de cette situation: céder la place aux députés et aux maires qui se sont déterminés à obtenir de l'Assemblée ce que désire Paris».

Les mêmes paroles ou à peu près sortirent de la bouche des menchéviks dans les premiers jours qui suivirent la révolution d'octobre.

Très intéressante est l'opinion de Lavroff sur les capacités de la Commune.

On pouvait croire, — dit-il, que le problème du gouvernement municipal serait le plus difficile à résoudre. Car des ouvriers ou des journalistes usurpaient des fonctions qui exigent, comme on le croit généralement, une longue expérience de la routine administrative.

Mais il arriva précisément le contraire.

Bien qu'il fallût faire face à tous les besoins d'une ville d'un million et demi d'habitants, au milieu d'une désorganisation totale des administrations et des institutions que Thiers n'avait aucunement épargné, le prolétariat de Paris se montra dans ses nouvelles fonctions d'administrateur et d'organisateur municipal plutôt supérieur aux représentants ordinaires de la routine administrative (89).

Les ouvriers et les petits employés furent dès le premier jour en état de satisfaire à toutes les exigences journalières de la population et se débrouillèrent très facilement dans le fonctionnement de la machine administrative dont la direction faisait jusque là le monopole exclusif de gens élevés dans les traditions bureaucratiques et appartenant aux hautes classes de la société (91).

Lavroff cite ces paroles d'Arnould:

Il n'y avait ni gendarmes, ni juges, mais il n'y avait pas davantage de contraventions. Chacun veillait lui-même à sa sécurité et à la sécurité générale (91).

Et tel n'est pas seulement le témoignage des partisans de la Commune.

Lorsque le président de la commission d'instruction demanda au Préfet de police, Claude, si le nombre des crimes avait augmenté au commencement de l'année 1871, celui-ci lui répondit que du mois de janvier au 18 mars la criminalité avait au contraire diminué; pour ce qui est du temps de la Commune il reconnut de mauvaise grâce que l'augmentation du nombre des crimes pendant cette période, «n'avait pu être prouvée» (92).

Nous trouverons aussi très instructive cette lettre du premier organisateur militaire de la Commune, *Rosset* publiée le 9 mai, touchant la désorganisation militaire des Fédérés :

Je me sens incapable de porter plus longtemps la responsabilité d'un commandement où tout le monde délibère et où personne n'obéit. Lorsqu'il a fallu organiser l'artillerie, le Comité central d'artillerie a délibéré et n'a rien prescrit... J'ai voulu favoriser la concentration des armes, la réquisition des chevaux, la poursuite des réfractaires... La Commune a délibéré et n'a rien résolu... Le Comité central de la Fédération est venu offrir presque impitoyablement son concours à l'administration de la guerre... J'ai accepté ce concours... Depuis ce temps-là le Comité central délibère et n'a pas encore su agir. Pendant ce délai, l'ennemi enveloppait le fort d'*Issy* d'attaques aventureuses et imprudentes, dont je le punirais si j'avais la moindre force militaire disponible... Hier pendant que chacun devait être au travail ou au feu, les chefs de légions délibéraient. Il résulta de leur conciliabule un projet au moment où il fallait des hommes, et une déclaration de principes au moment où il fallait des actes... Je ne suis pas homme à reculer devant la répression, et hier, pendant que les chefs discutaient, le peloton d'exécution les attendait dans la cour. Mais je ne veux pas prendre seul l'initiative d'une mesure énergique, endosser seul l'odieuse des exécutions qu'il faudrait faire pour tirer de ce chaos l'organisation, l'obéissance et la victoire... J'ai deux lignes à choisir : briser l'obstacle qui entrave mon action ou me retirer. Je ne briserai pas l'obstacle, car l'obstacle, c'est vous et votre faiblesse : je ne veux pas atteindre à la souveraineté publique. Je me retire, et j'ai l'honneur de vous demander une cellule à Mazas.

ROSSEL.

(P. Lanjallé et P. Corriez, p. 435-7).

Une organisation et une direction—voilà ce qui a manqué

aux communards désemparés et ignorants des règles les plus élémentaires et les plus indispensables de la discipline militaire dans une ville assiégée, mais fermes jusqu'au bout dans la défense du drapeau rouge de la révolution prolétarienne, qu'ils ont menée avec cette *furia française* dont nulle autre nation n'est capable (105).

«Une désorganisation organisée» — tel est le titre dont le communard Rastoul à la séance du 25 avril, gratifie cette «administration militaire».

La première et unique réunion du conseil militaire eut lieu dans Paris assiégé le 13 mai. Les Versaillais prirent Paris le 21 mai. Toute la défense avait été abandonnée à l'initiative personnelle des combattants.

Si le moindre plan d'action général avait dirigé les puissants moyens de défense des assiégés—écrit *Lissagaray* (358)—si Montmartre et le Panthéon avaient reçu l'ennemi par un feu croisé, l'armée de Versailles aurait été anéantie dans Paris même.

Delescluze publia le 22 mai cette proclamation :

«Assez de militarisme. Place au peuple, aux combattants aux bras nus : L'heure de la guerre révolutionnaire a sonné. Le peuple ne connaît rien aux manœuvres savantes. Mais quand il a un fusil à la main, du pavé sous les pieds, il ne craint pas tous les stratèges de l'école monarchique.»

«Quand le ministre de la guerre flétrit ainsi toute discipline, qui voudra désormais obéir ? Quand il répudie toute méthode, qui voudra raisonner ? Et l'on verra des centaines d'hommes refuser de quitter le pavé de

leur rue, ignorer le quartier voisin qui agonise, rester immobiles jusqu'à la dernière heure, attendre que l'armée vienne les forcer» (*Lissagaray*, p. 346).

«Le jour suivant Montmartre, cette forteresse impenable, tombait sans combat, «sans siège, sans même de défense désespérées», alors que quelques centaines d'hommes déterminés auraient pu y résister à toute l'armée de Versailles» (*Lissagaray*, 363).

Au sujet de la terreur des vainqueurs Lavroff cite ces paroles d'un libéral modéré, Fiaux :

Les guerres de religion sous les derniers Valois, la nuit de St. Barthélemy, l'époque de la Terreur—tout cela n'était que jeux d'enfants à côté de cette terreur blanche. On a ramassé à Paris dans la dernière semaine de mai 17.000 cadavres d'insurgés. Les massacres duraient encore vers le 15 juin (107).

Le côté faible de la Commune, selon Lavroff, a été de n'avoir pas su donner une base économique au pouvoir politique dont elle s'était emparée, car ce pouvoir politique n'est qu'une fiction tant que dure l'exploitation capitaliste.

Comme l'ont dit *Millière et Vermorel*, il aurait fallu établir l'égalité économique et ce n'est qu'alors seulement que la liberté politique de tous et de chacun aurait été réalisée. Tant que l'inégalité économique existait et opprimait la majorité il était impossible de poser et de résoudre rationnellement toute une série de questions d'importance primordiale, telles que : la liberté de réunion, les élections des représentants, les relations respectives entre administrateurs et administrés, l'autonomie personnelle par rapport à un groupe d'individus, celle de ce groupe par rapport à l'entité politique, l'autonomie et la fédération des communes en vue de l'unité politique de la France (109).

Le succès d'une telle reconstruction dépendait pleinement de la puissance du parti révolutionnaire.

Mais pour qu'une telle révolution économique puisse avoir lieu il aurait fallu que le plan en fût conçu à l'avance, il aurait fallu qu'un parti fût formé préalablement dans les milieux ouvriers et ceux des partisans plus aisés de ce système ; il aurait fallu qu'un moment de l'explosion ce parti fût en état de mettre à la tête du mouvement les représentants de ses idées, conscients de leur mission révolutionnaire, prêts à assumer la responsabilité du premier pas dans un domaine qui contenait une forte part d'inconnu et d'incertain et ces représentants des nouvelles idées devaient être suffisamment nombreux et suffisamment solidaires entre eux pour défendre leur plan contre les attaques des camarades encore insuffisamment pénétrés du sens réel de cette lutte entre le prolétariat et les classes dirigeantes de l'ancien régime. Il aurait fallu que cette majorité, mise à la tête du gouvernement révolutionnaire par ses partisans, offrît au prolétariat vainqueur un programme tout fait, au lieu d'étourdir les masses par des décrets fantastiques et peu intelligibles. Il aurait fallu que ce programme fût conçu sur la base des aspirations des intérêts et des pensées mêmes du prolétariat, de façon à en être compris et accepté sans retard, ce qui lui aurait permis d'être réalisé très rapidement. Il aurait fallu que les représentants du prolétariat formassent dans le gouvernement le groupe le plus puissant, le plus nettement déterminé dans son programme et les mesures pratiques qu'il proposait.

Ce n'est qu'à cette condition qu'ils auraient pu avoir raison de la routine politique traditionnelle et de l'ignorance politique des masses qui suivent toujours celui qui hésite le moins dans ses pensées et ses actes.

Un tel parti n'existait pas au moment de la commune de Paris — et ce fut la cause de sa ruine, mais aujourd'hui il s'est constitué dans la révolution russe — et c'est le Parti Communiste.

Tandis que les communards étaient des gens imbus d'idées et de principes socialistes nouveaux, mais incertains d'eux-mêmes, sans plan d'action déterminé et par cela même incapables de réaliser n'importe quel système de mesures nouvelles correspondant au but de la révolution sociale (119).

Mais la logique de la lutte poussait les communards à reconnaître les principes réalisés depuis par la révolution russe.

Dans le N° 2 de leur journal *l'Ami du Peuple*, du 24 avril 1871 il est dit entre autres :

«Le vieil édifice gouvernemental doit être détruit de fond en comble et reconstruit sur les bases dictées par la science et la justice...»

«Le travail seul doit être rétribué... et ceux qui ne travaillent pas n'ont pas le droit de vivre, ou du moins de prendre part à la vie sociale. Ce sont là les principes fondamentaux de la Commune...»

Ainsi donc, les communards prévoyaient déjà la nécessité de priver du droit électoral les exploités, — principe qui a été mis en vigueur par le prolétariat russe.

Lavroff ne cesse de souligner que toutes les tentatives de conciliation ne profitaient qu'aux ennemis de la Commune.

Les maçons font une puissante démonstration pour faire cesser l'effusion du sang. Toutes ces tentatives étaient d'un effet démoralisant sur la population de Paris car elles nourrissaient l'espoir d'une entente à l'amiable, alors que les ennemis étaient fermement décidés à terminer la rencontre par des répressions sanglantes; de telles tentatives ne faisaient donc qu'affaiblir l'énergie des assiégés de Paris. Leur effet était d'autant plus démoralisant, qu'il masquait aux yeux du prolétariat vainqueur un instant, cette vérité pleine de menaces que pour lui toute entente avec la bourgeoisie était impossible, qu'il ne pouvait avoir dans son milieu que des ennemis et que toute entente avec la bourgeoisie sera toujours basée du côté de cette dernière sur des tromperies et du côté du prolétariat sur les concessions qu'il fera en renonçant à ses exigences et à ses revendications fondamentales.

D'ailleurs les bourgeois refusèrent eux-mêmes de collaborer à la Commune.

Tous les partisans de l'ancien système sortirent du Conseil de la Commune, reconnaissant par cela même que ce mouvement ouvrier était une révolution qui n'admettait aucune concession (138).

Et Kautsky oppose cette «pure démocratie» de la Commune à la dictature de la République soviétique!

Lavroff pose la question de la suprématie des travailleurs sur les éléments ennemis de la Commune — la minorité des exploités.

Paris contenait une foule d'éléments hostiles à la Commune et toute la partie aisée de la population en était. On se demande dans quelle mesure pouvait être concilié le principe de la liberté absolue proclamé par la révolution du 18 mars avec la nécessité de contenir et de réduire à l'impuissance ces éléments nocifs, qui en jouissant d'une liberté complète auraient pu porter une forte atteinte à la Commune par leur influence matérielle (140).

Et il résout cette question par l'affirmative.

Si la révolution consciente de son caractère purement prolétarien s'était organisée sans tarder en

commune de la classe ouvrière n'acceptant dans son milieu que ceux qui obéissaient aux principes de la révolution sociale et rejetant sans hésiter tous les éléments hostiles au prolétariat, la question de la différence entre le pouvoir civil et le pouvoir militaire aurait été écartée par cela même ainsi que les prétentions des ennemis de la Commune à l'égalité en qualité de citoyens des différentes classes de la société. Si la Commune au lieu d'avoir été le résultat d'élections faites par des habitants quelconques d'une ville imbu des traditions du féodalisme bourgeois, s'était composée de représentants de la classe ouvrière, déterminés à écraser les classes dirigeantes et forts de ce principe fondamental de la lutte entre le travail et le capital, la querelle sur le rôle du Conseil de la Commune ne se serait pas élevée. Millière avait pleinement raison en disant que la révolution est toujours une «dictature» justement parce qu'elle est la révolution, autrement dit une négation de toutes les anciennes lois et une lutte entreprise pour faire accepter de force un nouveau programme social (141).

Ainsi, donc, Lavroff accuse la Commune de s'être méconnue elle-même et n'avoir pas su imposer sa dictature, d'avoir été trop molle et trop délicate envers la bourgeoisie et d'avoir trop compté avec ses prétentions à une «égalité» de droits avec les travailleurs.

Mais la dictature d'un parti vainqueur ne dirige jamais le tranchant de son arme que contre les éléments ennemis au nouveau système; il ne saurait en être question dans le milieu même des vainqueurs.

Lorsqu'une explosion révolutionnaire met à la tête du mouvement des individus qui sont un écho vivant des milieux ouvriers dont ils sont issus, — et qui ne peuvent en aucune façon opposer leur volonté arbitraire aux opinions d'un parti ouvrier puissamment organisé, ces individus ne signifient et ne peuvent rien par eux-mêmes. Leur rôle se borne à être les représentants des opinions de leur parti et les exécuteurs du programme de ce parti. Ce sont des délégués munis d'un «mandat formel». Ils peuvent soumettre au parti un plan d'action nouveau selon les circonstances; ils doivent même le faire dans le cas où les circonstances de leur vie les auraient mis en état d'étudier plus profondément les questions dont la majorité n'a pas le loisir de s'occuper sérieusement. Néanmoins ils ne pourront mettre à exécution leur nouveau programme que s'il est accepté et ratifié par le parti et s'il exprime plus ou moins clairement les exigences et les opinions du parti. La tyrannie de leur pouvoir ne saurait gêner en rien leurs partisans, elle n'a même pas lieu de s'exercer et à ce point de vue ils ne sont même pas des dictateurs, mais seulement des délégués. La majorité qui remporte la victoire a le droit d'exercer sa dictature contre les ennemis vaincus de la révolution. Toutes les lois qui défendaient leurs privilèges sont abolies par la dictature révolutionnaire, et ce n'est qu'au nom de principes révolutionnaires nouveaux ou bien en vue des intérêts du nouveau système que de nouveaux droits pourront leur être accordés.

Peur qu'une société nouvelle puisse exister et lutter contre ses ennemis extérieurs et se développer dans le sens de ses principes, il est indispensable qu'elle se garantisse d'une façon ou d'une autre contre ceux qui demeurant dans son milieu étaient et restent les ennemis de ses principes (142—143).

La dictature et une dure tyrannie des vainqueurs à l'égard des partisans de l'ancien système — voilà l'ultima ratio d'une révolution victorieuse.

Ainsi donc le lendemain d'une victoire révolutionnaire, la nécessité d'une dictature s'impose fatalement à l'égard du côté adverse, tandis qu'au cœur même du nouveau régime elle sera d'autant moins

utile que le parti vainqueur aura été mieux organisé et que la liaison matérielle et morale de ce parti sera plus étroite avec les délégués placés par lui à la tête du mouvement (143).

Et cependant un grand nombre de communistes dirigeant le mouvement était loin de comprendre ce qu'attendait d'eux la révolution, et les partisans des mesures révolutionnaires eux-mêmes bornaient leur activité à la politique pure.

Paris, en sa qualité de commune du prolétariat émancipé, exigeait la prise de mesures révolutionnaires, c'est-à-dire dictatoriales à l'égard des ennemis du nouveau régime. La majorité de la Commune se prononçait dans ce sens au nom des traditions révolutionnaires, sans se rendre compte que toutes ces mesures resteraient parfaitement impuissantes tant que Paris représenterait une commune de classes politiques différentes, où la plus grande partie des richesses matérielles restait aux mains de la bourgeoisie ennemie. La minorité, au nom de la liberté et de l'égalité, luttait contre toutes les manifestations de la dictature, oubliant que l'égalité ne saurait être établie que sur une base économique organisée à nouveau par la dictature révolutionnaire du prolétariat et qu'il n'y avait pas à parler de liberté tant que cette égalité n'aurait pas été réalisée.

La commune devait supprimer la liberté de la presse qui servait les intérêts de ses ennemis mortels.

Il était plus qu'évident que dans une ville assiégée, en pleines opérations militaires, on n'aurait pas dû souffrir l'existence d'une presse qui calomniait systématiquement l'armée de la Commune et ses chefs (147).

Et Lavroff cite ces paroles d'Arnould :

Une ville assiégée ne doit point permettre que les souhaits de sa perte soient exprimés ouvertement dans son enceinte même, que la fermeté de ses défenseurs soit troublée par des appels à la capitulation et que le mouvement de ses armées soit dévoilé à ses ennemis. Telle était pourtant la situation à Paris pendant la Commune (147).

Malheureusement la Commune n'a pas su se défaire à temps de son idéologie des lois libérales.

Et c'est pourquoi la Commune et le Comité du Salut Public, tout en doutant de leur propre droit fermaient les journaux ennemis contrairement au principe de la liberté de la presse, défendaient les réunions des éléments ennemis, contrairement au principe de « la liberté des réunions », ordonnaient des perquisitions pour désarmer la garde nationale ennemie. Il leur fallut opérer des arrestations sans jugement et tenir les prévenus au secret, il leur fallut même faire appel aux services des bons citoyens pour organiser une police secrète et les stimuler à la dénonciation des ennemis cachés.

Rien d'étonnant que dans ces conditions la défense contre l'ennemi intérieur boitât.

Dans les circonstances difficiles où se trouvait la Commune — dit Benoit Malon, — l'organisation d'une bonne police politique était indispensable. C'était l'affaire du Comité du Salut Public dont tout le pouvoir était concentré entre les mains de Ferré et de Rigault, mais ces derniers n'étaient pas de force à le faire. Ils ne disposaient d'aucun service organisé. En désirant éviter tout despotisme politique, on arrêtait à droite et à gauche au hasard, sans jamais tomber sur des individus vraiment dangereux. Et pendant ce temps, ceux qui voulaient faire tomber la Commune par un soulèvement provoqué à l'intérieur complotaient tout à leur aise et c'est tout juste s'ils n'arrivèrent à

former à Paris une armée de mécontents. Et les délégués du salut public n'en savaient rien... Pas un des chefs du complot ne fut arrêté. La Commune aurait eu besoin dans cette occasion d'un service politique régulier d'agents expérimentés et fermes, tandis qu'elle ne disposait que de policiers en rupture d'orgie (149).

Voici ce qu'écrivit à ce propos Arnould :

Les agents de Versailles échappaient aux poursuites, ou bien s'il leur arrivait d'être pris, ils se trouvaient en liberté le lendemain, délivrés on ne sait comment et par qui (149).

Pour juger jusqu'à quel point toutes les légendes sur la soi-disant cruauté des communards sont loin de la vérité il suffirait de citer ce récit d'Arnould où il s'agit du plus « terrible » des membres de la Commune — Delescluze qui, les larmes aux yeux, demandait grâce pour la vie d'un gendarme versaillais prisonnier, à un garde national exa-père et répétait : Ne suivons pas l'exemple de nos ennemis : ne tuons pas des prisonniers sans défense ! Et remarquons qu'il était soutenu dans cette démarche par un membre de la Commune encore plus « terrible » de réputation — le « feroc » Félix Plat.

Je n'ai jamais vu — dit Art. Arnould de la Commune — une réunion d'hommes qui aient manifesté plus de répulsion instinctive ou consciente pour l'effusion du sang et pour la peine de mort.

Et Lavroff remarque fort à propos que 64 otages seulement sur 260 furent mis à mort dans les journées tragiques de la prise de Paris, pendant que les Versaillais massacraient les habitants de Paris par dizaines de mille (153).

La Commune n'a rien fait pour établir de relations avec les ouvriers des autres pays.

Lavroff cite à ce sujet ces paroles de Lissagaray :

« Par toute l'Europe les classes ouvrières guettaient avidement les nouvelles de Paris. Leurs cœurs battaient à l'unisson avec celui de la grande ville, devenu leur capitale ; les manifestations, les adresses et les réunions se succédaient sans relâche. Leurs journaux très pauvres pour la plupart luttèrent courageusement contre les colonnes de la presse bourgeoise. Le devoir de la délégation était de tendre la main à ces précieux alliés. Elle n'en fit rien (157).

Lavroff fait remarquer que la Commune s'était heurtée à une difficulté inévitable à toute révolution prolétarienne — la nécessité de construire une nouvelle société avec le concours des hommes élevés dans l'atmosphère de l'ancien régime.

« Les hommes ne se transforment pas d'un jour à l'autre, et ne changent pas leurs habitudes au premier signal donné. Nous répétons les paroles d'Arnould (III, 95) : « Il ne faut pas oublier que les gens qui rêvent d'une société nouvelle et s'efforcent à en poser les bases, sont nés et ont vécu dans la société actuelle, dont les traditions, les exemples et l'éducation sont si fortement enracinés en eux qu'il est difficile de les arracher complètement » (161).

Néanmoins la Commune réussit pendant les deux mois et demi de son existence, à détruire dans sa racine la traditionnelle illusion qu'un pays ne pouvait être gouverné que par les classes cultivées et riches.

La Commune de Paris en 1871 était la première organisation sociale ayant à sa tête des Frankel, des Varin, des Rend et d'autres représentants du travail manuel ; malgré toutes leurs bévnes et toutes les fautes commises dans la direction de la Commune, ils ont prouvé que les classes ouvrières peuvent fournir

pour la direction des affaires publiques des hommes tout aussi capables que les administrateurs des classes cultivées qui en avaient jusque-là la prérogative... A côté des décrets sortis des parlements et des ministères boudés de politiciens soigneusement éduqués, tirés à quatre épingles et bien dressés, les nouvelles lois des communards ne sauraient encourir aucun reproche sérieux; les relieurs, les serruriers et les orfèvres se montrèrent tout aussi aptes à cette besogne que les élèves des différents lycées et écoles spéciales, formés dans les milieux des politiciens et des brasseurs d'affaires. La Commune, durant sa courte existence, a complètement détruit l'illusion qu'on se faisait sur les avantages que donne la culture bourgeoise pour la direction des affaires publiques — l'illusion que le prolétariat devait le lendemain de sa victoire avoir fatalement recours à l'expérience des bourgeois vaincus et remettrait ainsi à sa tête ceux qu'il avait renversés (163).

La bourgeoisie comprit elle-même le caractère que prenaient les choses et abandonna la Commune malgré l'égalité de droits qui lui était accordée en principe.

Tous les députés bourgeois quittèrent le Conseil municipal dès qu'ils s'aperçurent que la direction des affaires publiques leur échappait et que la liquidation sociale n'était qu'une question de temps (168).

Les communards étaient cependant moins irréductibles dans leur antagonisme et s'obstinaient dans l'espoir d'une entente possible avec leurs ennemis. C'est dans cet espoir que les internationalistes *Jourde* et *Varlin* respectaient les cachets de la banque d'état; Jourde affirmait que la Commune n'en voulait pas à la propriété privée et prenait toutes ses précautions pour que ses opérations financières n'effraient pas le «crédit», c'est-à-dire — la bourgeoisie. De même l'internationaliste Longuet assurait dans son *Journal officiel* que la discorde sociale n'existait pas à Paris, qui plaçait au premier plan la question de son autonomie politique. Tous les socialistes prêchaient l'union et la réconciliation, tout en étant certains que cette réconciliation était impossible. Tous les sermons empêchaient de poser nettement les questions de la révolution sociale, *démoralisaient les masses en leur donnant l'espoir d'un accord* et en leur ôtant par cela même le désir d'entreprendre des mesures de défense énergiques. Ce n'est que vers la fin du deuxième siège que la conscience nette de la situation se fit jour et que des voix partirent des milieux ouvriers pour crier que «tout homme parlant d'un accord possible était un traître» (170).

Lavroff se prononce nettement contre les illusions des communards et soutient que le gouvernement d'une révolution sociale devait exclure de la Commune ouvrière tous les éléments ennemis du prolétariat.

L'autonomie des groupes et leur fédération n'y avait d'importance, qu'en tant qu'autonomie de groupes organisés, ayant établi l'égalité économique, pour le soutien de cette égalité, et dérivée de tous les éléments ennemis de la classe ouvrière ou étrangers aux principes du nouveau régime (172).

La Commune n'en était encore qu'aux premiers pas dans la voie de la révolution économique.

C'était l'affaire de la Commission du travail, de l'industrie et de l'échange, organisée par les membres de l'Internationale au cœur du conseil communal. *Malon, Frankel, Tenot, Dupont et Aerial* entraient dans sa composition (172).

Mais les ennemis, intérieurs et extérieurs de la Commune ne lui en laissèrent pas le loisir et la seule

voie à suivre dans les circonstances où elle se trouvait aurait dû être toute autre: il aurait fallu proposer aux groupes ouvriers organisés un plan préparé à l'avance (tout imparfait qu'il puisse être) du nouveau système économique, de l'organisation du travail, de la production et de l'échange; le faire accepter rapidement et mettre en action ces nouvelles mesures révolutionnaires dans la Commune, quitte à procéder ensuite à une *révision méthodique et attentive de ces lois temporaires* dans le cas où le nouveau régime serait arrivé à affermir sa victoire (173).

Comme nous voyons, Lavroff comptait avec les errements inévitables de toute nouvelle organisation sociale, mais il ne s'en formalisait pas, sachant que le prolétariat saurait les corriger dans le cas où il garderait le pouvoir.

Mais l'activité réorganisatrice de la Commune était entravée par la lutte contre les Versaillais.

Rien n'existait à côté des inquiétudes incessantes et des perturbations causées par la lutte quotidienne contre l'ennemi extérieur et contre les mille difficultés suscitées à chaque instant par les ennemis du prolétariat qui pullulaient à l'intérieur de Paris. Les différends qui surgissaient d'une coterie à l'autre se disputant le pouvoir ne faisaient qu'augmenter encore le désarroi général (178).

Les communards eux-mêmes comprenaient mal les conseils que leur dictaient les circonstances.

Le principe de la dictature prolétarienne est masqué par les cris qui s'élèvent de tous côtés, exigeant la liberté politique de la Commune, comme si la liberté du prolétariat pouvait être réalisée sans une transformation économique radicale; comme si la solidarité pouvait être atteinte dans la Commune, tant que durerait la lutte acharnée entre le capital et le travail (178).

Les communards manquaient d'une base théorique solide et c'est, de l'avis de Lavroff, ce qui a contribué pour une forte part à leur perte.

Néanmoins, les révolutions qui se font au nom des grandes idées sociales ont besoin pour réussir à côté de l'enthousiasme batailleur des masses, d'un approfondissement raisonné du but qu'elles poursuivent et des principes qui en sont la base, à côté des victimes tombant sous les coups de l'ennemi et des portedrapeaux triomphants, du rappel incessant du sens véritable de la lutte sanglante et des problèmes qu'elle doit résoudre pour donner à la bataille une énergie nouvelle et la rendre plus productive pour l'avenir (179—180).

Pour conclure Lavroff dit:

Il faut s'étonner non pas que la Commune n'ait pas su tenir et qu'elle n'ait rien fait d'important, mais au contraire qu'elle ait duré si longtemps et qu'elle ait accompli tant de choses (187).

L'importance du rôle de la Commune dans les destinées de la future révolution sociale universelle est inestimable, malgré sa défaite.

La Commune de Paris, — dit Lavroff, — en tant qu'idée et en tant que «révolution nouvelle» a laissé une trace indélébile dans l'histoire de la pensée socialiste; mais sa plus belle page dans l'histoire de l'héroïsme humain sera le souvenir immortel de ces milliers de héros et d'héroïnes, martyrs inconnus, qui se sont battus et qui ont péri aux barricades du 26—28 mai, qui ont souffert et sont morts aux pontons, dans les prisons, à la Nouvelle Calédonie, et qui par leurs souffrances et par leur sang ont fertilisé le terrain qui donnera naissance à la future révolution sociale victorieuse (189—190).

Lavroff s'étend ensuite sur l'importance historique colossale d'une révolution ouvrière, même dans le cas où son premier élan se termine par une défaite :

Il ne reste plus actuellement aucune base religieuse, politique ou nationale, sur laquelle le prolétariat pourrait s'appuyer pour une entente avec les classes dirigeantes. Aussitôt que les conjonctures historiques donneront aux masses ouvrières ne fut-ce qu'une victoire temporaire, il sait qu'il doit opérer immédiatement une révolution économique.

Quelque insuffisante que puisse être la première tentative d'un nouveau système, le fait seul qu'elle s'accomplit sciemment et énergiquement est une grande victoire. L'artillerie du prolétariat — c'est «son idéal social». Si la victoire qu'il a remportée reste solide, il aura assez de temps pour perfectionner cette première tentative par une série de réformes plus ou moins pacifiques. Rien ne nous vient ici-bas à l'état de maturité dès le début. Tout passe par une série de phases de développement, mais les révolutions réelles donnent naissance à des types organiques nouveaux et le développement auquel sont soumis ensuite ces nouveaux types n'a rien de commun avec ceux des types antérieurs. Quand bien même cette révolution serait étouffée, les perturbations même passagères qu'elle aura accomplies au cœur de l'ancien système en ébrançant dans sa base ne s'effaceront jamais sans conséquences graves. Ces révolutions contre les représentants de l'ancienne routine et des anciens cadres sociaux peuvent être suivies par des Césars-dictateurs et même par des restaurations. Mais ni les Stuarts revenus, ni les Bourbons, ni la dictature de nouveaux Cromwells et de nouveaux Napoléons ne seront jamais en état de remettre les choses au premier point. Toute restauration portera en elle les traces de la révolution accomplie ou bien les germes de nouvelles révolutions qui s'accompliront sur les mêmes principes que la première. Le renversement même passager de l'ordre économique de la propriété et du monopole ne permettra jamais son rétablissement parfait, et gardera après sa restauration des fissures qui mèneront fatalement à sa destruction.

Peu importe la qualité des mesures qui seront prises pour opérer la révolution économique, et les principes terroristes ou humanitaires qui seront à leur base, le tout est que ces mesures soient réelles et qu'elles atteignent leur but. Arthur Arnout a dit avec raison (L. 159) : «La force brutale pas plus que la modération ne créent des principes» — «Il faut faire le nécessaire — et voilà tout». Au moment où les combinaisons historiques permettent aux ouvriers d'une nation donnée de remporter une victoire même passagère sur leurs ennemis et de diriger le cours des événements, le prolétariat doit se servir de tous les moyens dont il dispose quels qu'ils soient pour opérer une révolution économique et en garantir la solidité dans la mesure de ses moyens. Toutes les autres considérations doivent s'effacer devant ce but principal.

Mais pour ce faire, une organisation et un plan d'action politique élaboré à l'avance sont indispensables. Nous avons vu que l'absence d'une entente préalable et d'une solidarité basée sur des principes fermes ont rendu les socialistes de la Commune impuissants à lutter contre leurs ennemis (212).

Les chefs des communards de Paris n'étaient pas en état de diriger sciemment et méthodiquement le mouvement révolutionnaire.

Ils manquaient eux-mêmes de solidarité, de fermeté dans leurs principes, de connaissances profondes et de programme général. Au moment décisif de la rencontre, un parti sans programme est impuissant.

Il sut avoir le dessus et se mettre à la tête du mouvement, mais il n'arriva jamais à lui donner

une direction. Lorsqu'il faut agir et qu'il n'y a point d'hommes d'idées avancées pour oser indiquer les nouvelles voies à prendre, le mouvement suivra inévitablement, fatalement les exemples toujours prêts de l'ancienne routine.

Aux moments historiques décisifs, les masses suivront toujours le drapeau qui portera les caractères du programme le plus nettement déterminé, le plus simple et le plus clair dans ses buts. Les masses suivront ceux qui sont prêts et n'hésitent pas (215).

La Commune manquait précisément d'une conscience nette de ses buts et de cette fermeté déterminée dans les actes qui sont la première condition du succès. Les conciliateurs et les partisans d'une entente avec la bourgeoisie ont également contribué pour une forte part à ralentir la marche victorieuse de la révolution.

Là aussi il se trouva des conciliateurs qui voulaient apaiser l'insurrection ouvrière et les pousser à conclure un arrangement avec leurs ennemis, et des bourgeois qui, tout en restant dans l'autre camp, exprimaient leurs sympathies à la Commune et leur réprobation au gouvernement de Versailles. Mais quel fut le résultat de l'activité de tous ces intermédiaires bienveillants? Certains d'entre eux se révélèrent ensuite traitres ou ennemis acharnés du prolétariat; d'autres — comme ses amis les plus dangereux. Les maires et les députés de Paris, en semant la démoralisation et l'incertitude dans les esprits des communards, donnèrent aux Versaillais le temps de se ressaisir, de rassembler leurs forces et de réorganiser leur armée. Au moment du danger et des actions décisives tous ces «amis» furent introuvables à Paris et leurs noms ornèrent plus tard la liste des félicitations adressées à l'armée qui accomplice les hauts faits de la «semaine sanglante». La responsabilité de cette semaine sanglante restera éternellement sur la conscience de ces amis du peuple, sur la conscience de ceux dont les noms figurent si brillamment aujourd'hui dans la presse la plus radicale de Paris.

Leurs tentatives de réconciliation et leurs espoirs utopiques ont paralysé l'activité de la révolution ouvrière précisément au moment où seule une fermeté énergique et une détermination rapide pouvaient donner des chances de succès définitif à ce mouvement ouvrier qui avait éclaté d'une manière aussi inattendue pour ceux qui y prenaient part que pour ceux qui voulaient le maîtriser; ils ont jeté le désarroi et la démoralisation dans les masses ouvrières au moment où leur mouvement par son expansivité et son impétuosité aurait pu gagner toutes les sympathies de la France, plus étonnée des événements survenus que consciente de leur valeur réelle (222—223).

Nous recommandons à l'attention de tous ceux qui déplorent les horreurs de la guerre civile ces paroles vraiment inspirées de Lavroff :

«Qu'ils approfondissent attentivement l'histoire de la Commune de Paris! Ses représentants étaient-ils réellement altérés de sang? Et n'ont-ils pas au contraire cherché tous les moyens possibles pour liquider pacifiquement toutes les rencontres? Du 19 mars au 21 mai pas une tête n'est tombée et pas une goutte de sang des ennemis intérieurs de la Commune n'a été versée. Qu'y a-t-elle gagné? Les pacifistes et les orateurs du parti adverse qui usurpent le titre d'historiens ne prennent nullement en considération ces tendances pacifiques et ces tentatives de conciliation qui ont duré si longtemps. Les souvenirs des ennemis de la Commune s'associent uniquement avec des résolutions déterminées et cruelles qui n'ont jamais été mises en pratique, avec les explosions passionnées qui ont surgi bien avant l'établissement à Paris d'un système organisé quel qu'il soit ou bien pendant la lutte désespérée

des derniers moments de la Commune. Le désir d'une liquidation pacifique et la répulsion des catastrophes sanglantes sont parfaitement naturels à tous ceux qui raisonnent, d'autant plus que ces épisodes sanglants ne font qu'augmenter l'excitation générale sans nullement faciliter la solution des problèmes sociaux. Mais l'histoire a toujours posé face à face des intérêts, des passions et des convictions qui ne sauraient être conciliées et toutes les tentatives faites en ce sens, loin de diminuer le nombre des victimes, ne font au contraire que l'augmenter encore. Il est des moments historiques où les passions humaines ne peuvent pas être complètement maîtrisées, la haine provoquée par le souvenir du passé étant trop intense.

Du moment que l'ennemi défend des intérêts ou des convictions auxquels il ne saurait probablement renoncer volontairement, ceux-là mêmes qui respectent le plus la vie humaine, le sang humain, doivent tout faire pour remporter une victoire rapide et définitive et pour réduire ensuite leurs ennemis à une impuissance complète, car c'est l'unique manière d'obtenir un minimum de victimes, un minimum de sang versé. Dans le régime actuel, les privilèges dont jouit la minorité au pouvoir sont trop importants et trop précieux pour laisser le moindre espoir qu'elle en cède quoi que ce soit volontairement, ces privilèges et ces intérêts seront défendus jusqu'au bout et par tous les moyens. Nous devons en être sûrs et nous y attendre.

Quand donc les possesseurs du pouvoir dans une société ont-ils cédé ce pouvoir sans effusion de sang? Comment pouvait-on croire que le gouvernement de Versailles se rendrait aux exigences même modestes de Paris sans y être obligé par la force? Comment pouvait-on croire que cette réunion composée des représentants les plus bornés et les plus entêtés des partis politiques de la France était en état de s'entendre avec le prolétariat parisien? N'est-ce donc pas Versailles qui a engagé la lutte? Et du moment que la lutte — une lutte acharnée et sanglante — était inévitable n'est-ce pas en la menant énergiquement et rapidement dès son début qu'on aurait conservé le plus de vies humaines?

Si Versailles avait été occupé le 20 mars, et si après la victoire des Parisiens — et elle était possible alors — après une transformation radicale du système économique des émissaires de Paris étaient venus dans toutes les villes de France avec un «appel aux indigents» et qu'une Convention se fut réunie rapidement s'appuyant sur les communes armées du prolétariat de toute la France — il y aurait eu moins de sang versé pour la mise en vigueur des décrets de cette Convention, qu'il n'en a été versé dans la «semaine sanglante».

Toutes les fois qu'une révolution s'accomplit au nom d'une idée progressive, il est toujours plus avantageux d'attaquer, que de se borner à la défense. L'imagination des ennemis comme celle des spectateurs neutres qui n'ont pas encore été touchés par le mouvement, sera frappée par l'énergie et la rapidité d'action des partisans du nouveau système bien avant que les convictions et les principes de ces derniers apparaissent dans toute leur logique et toute leur vérité morale à l'esprit de ceux qui doutent encore. Du moment que nous sommes certains qu'aucune paix n'est possible avec l'ennemi et qu'il ne cédera pas de son plein gré à nos exigences, du moment surtout que l'avenir de l'humanité entière dépend du succès final de la lutte que nous entreprenons, nous devons, pour réduire le nombre des victimes inévitables au minimum frapper d'une main ferme, rapide et sûre, et cela précisément parce que l'avenir de l'humanité entière est en jeu (227)

Il sera intéressant de citer les idées exprimées par Lavroff sur la Commune dans ses lettres à Steinschneider et publiées par l'*Echo du Passé* en sep-

tembre 1916. On peut voir dans ces lettres quelle importance historique il attache à cette révolution, tout en reconnaissant ses erreurs.

Lavroff écrivait le 12 juillet 1872 :

Vous posez aux défenseurs de la Commune des exigences impossibles à remplir. Comment voulez-vous qu'on prouve l'équité, l'intelligence et la justesse des actions humaines pendant l'orage, alors que toute illusion même de libre arbitre disparaît? La seule question qu'il est permis de se poser c'est s'ils devaient se jeter eux-mêmes et entraîner les autres dans le torrent orageux dont l'impétuosité dépassait tous les calculs et toutes les prévisions, ou bien s'ils devaient s'en abstenir.

Et voilà ce que nous lisons dans sa lettre du 17 juillet :

En ce qui concerne les communards que vous chargez si impitoyablement dans votre longue lettre, laissez-moi vous décrire la position dans laquelle se trouvent deux d'entre eux actuellement : le premier, qui était ministre sous la Commune et avait en son pouvoir des centaines de mille francs, demeura dans une mansarde, où je vais le voir quelquefois le dimanche, il y travaille entouré de différents produits chimiques, et y fait sa correspondance avec des pays lointains. Il est impossible de le voir dans la semaine, car il travaille dans une fabrique. Le second, ex-commandant en chef de toute une division militaire pendant la défense de Paris, est alité, souffrant de ses vieilles blessures, et néanmoins il m'a déclaré la dernière fois que j'ai été le voir, qu'étant dans l'impossibilité de payer son loyer il serait obligé dorénavant de mener la vie des rôdeurs, vivant et couchant au hasard, n'importe où. Lui aussi a eu à sa portée des sommes d'argent fabuleuses. Vous me direz ce que vous voudrez, mais pour moi ces deux hommes sont dignes de tous les respects : ils avaient des convictions solides et justes ; ils ont fait au nom de ces principes tout ce qu'ils ont pu, sans l'ombre de calculs égoïstes et malgré tous les coups dont la destinée les frappa, ils poursuivent leur route du même pas déterminé. Ces deux hommes ont-ils eu raison d'agir comme ils l'ont fait? Je laisse la réponse à cette question à ceux qui ont toujours agi comme ils le devaient et qui ne se sont jamais sentis perdus dans le dédale des circonstances.

Lavroff avait le sentiment de la fatalité du développement historique qui fait absolument défaut à ceux qui se considèrent comme ses élèves. Il est très important de remarquer que Lavroff notait dans l'activité des communards les mêmes erreurs que Marx et Engels.

Le 12 avril 1871, Marx écrivait à Kugelmann :

Il fallait marcher sur Versailles aussitôt que Vinota et toute la partie réactionnaire de la garde nationale se sont enfuis de Paris. Ils ont laissé passer le bon moment par excès de loyauté. Ils ne voulaient pas commencer la guerre civile, comme si ce sinistre renégat de Thiers ne l'avait pas commencée déjà par sa tentative de désarmer Paris. Deuxième erreur : le comité central a cédé trop tôt ses fonctions à la Commune — et cela encore par un excès de loyauté poussée à un degré malade.

Dans cet « Appel du Conseil Général de la Société Internationale des Ouvriers » à l'occasion de la guerre civile de 1871 en France, Marx reproche aux communards de n'avoir pas entrepris aussitôt l'attaque de la contre-révolution incarnée dans l'Assemblée Nationale de Versailles.

Mais par répulsion pour la guerre civile qui menaçait d'éclater à Paris, le Comité Central gardait

une attitude purement défensive, sans prendre garde aux sorties effrontées de l'Assemblée Nationale, ni aux interventions importunes de son pouvoir exécutif dans ses affaires, ni à l'anneau des armées qui se rétrécissait de plus en plus autour de Paris et de la banlieue. C'est alors que Thiers donna le signal de la guerre civile.

La Commune n'a rien entrepris pour lutter avec la contre-révolution de l'intérieur de Paris.

Loin d'arrêter et de désarmer les agents de la police, comme il fallait le faire, on facilita au contraire leur fuite à Versailles en ouvrant devant eux toutes les grandes portes de Paris. Les «partisans de l'ordre» furent non seulement laissés en paix, mais on leur donna le moyen de former de centres fortifiés importants au cœur même de Paris.

Cette indulgence du Comité Central et cette attitude pacifique des ouvriers armés si peu dans les habitudes du «parti de l'ordre», furent prises par ce dernier pour un aveu de leur impuissance.

Marx considère, que la principale erreur des communards était de n'avoir pas marché eux-mêmes sur «l'Assemblée des propriétaires».

Le Comité Central en refusant de continuer la guerre civile engagée par Thiers dans son expédition nocturne contre Montmartre, a commis une erreur fatale : il fallait immédiatement marcher sur Versailles— Versailles n'avait pas encore à ce moment de moyens de défense suffisants—et en finir une fois pour toutes avec les conspirations de Thiers et de sa clique. Au lieu de cela on permit au «parti de l'ordre» d'éprouver à nouveau ses forces, aux élections à la Commune du 26 mars.

Comme nous voyons, Marx reproche aux ouvriers de Paris d'avoir, par suite de leur respect exagéré du «démocratisme» permis à leurs ennemis de prendre part aux élections à la Commune. Le même reproche leur

a été adressé, comme nous l'avons vu, par Lavroff. Voici ce qu'écrivait Engels en 1873 dans son article publié dans un recueil socialiste italien et dirigé contre les autonomistes proudhoniens :

«La révolution est sans nul doute l'acte le plus autoritaire qui soit, la révolution est un acte pendant lequel une partie de la population impose sa volonté à l'autre partie à l'aide de fusils, de battonnettes, de canons, etc... c'est-à-dire par des moyens autoritaires s'il en est. Et le parti vainqueur est souvent obligé par les circonstances de maintenir son pouvoir en entretenant les sentiments de crainte qu'inspire son fusil aux réactionnaires. Si la Commune de Paris n'avait pas été soutenue par l'autorité du peuple armé, elle n'aurait guère tenu plus d'un jour. Ne sommes-nous pas en droit au contraire de reprocher à la Commune de s'être trop peu servie de son autorité?». «La révolution ouvrière n'est possible que sous la forme d'une dictature prolétarienne exercée contre la bourgeoisie» — déclarent Marx et Engels en se basant sur l'expérience de la Commune

Lavroff, ce représentant d'une interprétation idéaliste de l'histoire, en vient aux mêmes conclusions en se basant sur les mêmes faits. Une dictature prolétarienne inébranlable, et une guerre sans merci contre les exploités; leur exclusion absolue de la commune ouvrière, une détermination et une audace sans limites dans la réalisation du programme ouvrier — tels sont les préceptes de Lavroff — l'un des pères spirituels du populisme (narodnitchestvo). Mais, hélas! combien toutes ces vérités sont loin de l'esprit de ses piteux disciples, qui, sous le drapeau de l'Assemblée nationale et de la démocratie s'unissent à Koltchak contre la révolution du prolétariat!

V. BYSTRILSKY

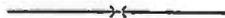


Table des matières du N^o 4

	Page		Page
G. Zinoviev. Deux dates	461	Actes du Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.	
N. Lénine. Les tâches de la Troisième Inter- nationale	471	Le boycottage de l'Internationale jaune. Aux ouvriers de tous les pays	553
E. Pankhurst. Ouvriers et social-traitres en Angleterre	485	La grève internationale a échoué. — Vive la grève internationale. — Aux ouvriers de tous les pays	557
S. Rutgers. Kautsky—Wilson	493	Pour le cinquième anniversaire de l'assassinat de Jaurès	561
G. Sadoul. Le devoir du prolétariat européen.	497	Héros et Martyrs de la révolution prolétarienne	
H. Guilbeaux. Les petits papiers de M. Charles Dumas	503	Eugène Léviné	567
K. Timiriassoff. Une prophétie de Byron sur Moscou	507	Biographie du camarade Ouritzky	573
N. Boukharine. La dictature du prolétariat en Russie et la révolution universelle	511	A. Lounatcharsky. Extrait de souvenirs per- sonnels	573.
A. Lounatcharsky. L'instruction populaire dans la Russie des Soviets	517	Rapport au Premier Congrès de l'Internationale Communiste.	
Detcheff. Les Tessniaki, Parti Communiste Bul- gare	523	Rapport du cam. Rutgers (Hollande)	579.
Documents du mouvement Communiste International.		Rapport du cam. Rakovsky (Bulgarie)	581
Programme du Parti Communiste Bul- gare (Tessniaki, section de l'Internationale Communiste)	527.	Rapport du cam. Milkitch (Serbie)	581
A bas l'Intervention!		Rapport du cam. Freilich (Galicie Orientale)	583
Manifeste de Karl Liebknecht	537	Rapport du cam. Yalimoff (Orient)	591
Appel du P. S. U. français	539	Chronique.	
Appel aux ouvriers des pays de l'Entente. Aux ouvriers, soldats et marins Anglais, Français, Italiens, Américains, Suédois, Finlandais, Esthoniens et Serbes	540	A. M. Angleterre	593
Résolution des Meetings de Petrograd	545	A. M. Amérique	595
G. Zinoviev. Lettre ouverte à Frédéric Adler.	545	Le mouvement révolutionnaire au Canada.	597.
Correspondance de l'Internationale Communiste.		A. Cartigny. France	599
Lettre de Slovacie	549	Les acrobates de Lucerne. Compte-rendu de la première réunion de l'Internationale jaune à Lucerne	601
Le mouvement révolutionnaire en Italie	551	Bibliographie.	
		V. Bystriansky. P. Lavroff et la révolu- tion ouvrière. (La Commune de Paris, 18 mars 1871).	605

Entre les pages 542—543 illustration: M. C. Ouritzky, Rosa Luxembourg et son camarade Lévy.